

Collection **LES ROUTES DE L'HISTOIRE**

ANDRÉ **MACH**, PEDRO **ARAUJO**,
PIERRE **BENZ**, CLAIRE-LISE **DEBLUË**,
GEOFFROY **LEGENTILHOMME**,
MICHAEL A. **STREBEL** (éd.)

ÉLITES ET POUVOIR DANS LES GRANDES VILLES SUISSES (1890-2020)

ÉLITES ET POUVOIR
DANS LES GRANDES VILLES SUISSES (1890-2020)

ANDRÉ MACH, PEDRO ARAUJO, PIERRE BENZ, CLAIRE-LISE DEBLUË,
GEOFFROY LEGENTILHOMME, MICHAEL A. STREBEL (ÉD.)

ÉLITES ET POUVOIR
DANS LES GRANDES VILLES SUISSES (1890-2020)

Avec des contributions de

Baptiste Antoniazza, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë,
Éric Davoine, Stéphanie Ginalski, Geoffroy Legentilhomme,
Matthieu Leimgruber, André Mach, Jonas Plüss, Michael A. Strebel,
Émilie Widmer

ÉDITIONS LIVREO-ALPHIL

© Éditions Livreo-Alphil, 2024
Rue du Tertre 10
2000 Neuchâtel
Suisse

www.alphil.ch

Alphil Diffusion
commande@alphil.ch

ISBN : 978-2-88950-237-0
ISBN PDF : 978-2-88950-238-7
ISBN EPUB : 978-2-88950-239-4

DOI : 10.33055/ALPHIL.00583

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2025.

Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Illustration de couverture: Blick auf die Bahnhofstrasse, Zürich, 1933 © Ernst A. Heiniger / Fotostiftung Schweiz

Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Responsable d'édition : Sandra Lena

Avant-propos et remerciements

Ce livre de synthèse s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche intitulé «Local power structures and transnational connections. New perspectives on elites in Switzerland, 1890-2020», financé par le Fonds national suisse (FNS) et dirigé par André Mach (Université de Lausanne), Éric Davoine (Université de Fribourg), Stéphanie Ginalski (Université de Lausanne) et Matthieu Leimgruber (Université de Zurich). Mené et réalisé entre septembre 2019 et avril 2024, ce projet a réuni des chercheuses et des chercheurs provenant de différentes disciplines – histoire, science politique, sociologie et gestion – et de différentes universités – Lausanne, Fribourg et Zurich. Cette aventure collective, interdisciplinaire et multisite a impliqué un large éventail de personnes, et nous tenons à exprimer notre gratitude envers elles.

Parmi les membres de l'équipe de recherche, nous aimerions tout d'abord remercier les assistant-e-s étudiant-e-s qui ont joué un rôle déterminant dans la récolte et la saisie des données durant les deux premières années de ce projet. Un grand merci à Anouk Essyad, Anna Luna Frauchiger, Mountazar Jaffar, Titaÿna Kaufmann, Eva Kurt, Margaux Lang et Juliette Montandon. Nos remerciements vont également aux doctorant-e-s qui ont entrepris une thèse dans le cadre de cette recherche: Cécile Amstad, durant les premiers mois du projet, Baptiste Antoniazza, Jonas Plüss et Emilie Widmer. Leurs

recherches ont largement enrichi les thématiques traitées dans cet ouvrage, en particulier celles abordées dans la deuxième partie. Les postdoctorant·e·s, figurant parmi les coéditeurs et coéditrices du livre, se sont particulièrement investi·e·s dans la valorisation du projet sous forme de publications scientifiques. Steven Piguet et Jean Ceppi, nos deux concepteurs-développeurs, ont quant à eux contribué de manière décisive au développement de la base de données qui a servi de matrice à notre recherche et à cet ouvrage. Nous sommes également très reconnaissant·e·s envers le personnel des archives et des bibliothèques – et en particulier Martin Lüpold des Archives économiques suisses de Bâle – qui a mis à notre disposition ou numérisé de nombreux documents essentiels durant nos récoltes de données.

Nous tenons à exprimer notre gratitude envers les partenaires scientifiques du projet qui ont accompagné les différentes étapes de cette recherche. Merci en particulier à Felix Bühlmann, Thomas David, Pierre-Yves Donzé, Pierre Eichenberger, Martin Grandjean, Claire Lemercier, Martin Lengwiler, Martin Lüpold, Andrea Pilotti, Michael Piotrowski et Thierry Rossier. Une mention particulière à Thomas David pour ses commentaires critiques, mais néanmoins constructifs, et à Pierre Eichenberger qui a joué un rôle déterminant dans le lancement du projet.

Nos remerciements vont finalement aux nombreuses et nombreux collègues qui ont généreusement pris le temps de commenter différentes contributions issues de ce projet. Il s'agit notamment, outre les personnes déjà mentionnées précédemment, de Guillaume Beausire, Jonathan Beaverstock, Valérie Boussard, Bruno Cousin, Roberto Di Capua, François-Xavier Dudouet, Christoph Houman Ellersgaard, Alix Heiniger, Béatrice Joyeux-Prunel, Lea Kasper, Daniel Kübler, Anton Grau Larsen, Karim Lasseb, Malik Mazbouri, Gilles Pinson, Sabine Pitteloud, Marion Rabier, Céline Roy, Felix Rübel, Alexis Schwarzenbach, Simon Teuscher, Maren Toft, Anne-Catherine Wagner et Adrian Zimmermann.

Last but not least, ce projet s'inscrit dans une recherche de plus grande envergure sur les élites en Suisse qui a débuté il y a plus de quinze ans à l'Université de Lausanne. Cet effort de longue haleine a déjà abouti en 2015 à la création de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS, <https://www.unil.ch/obelis>) et se poursuivra à l'avenir.

Nous sommes heureuses et heureux de faire partie de ce collectif extrêmement motivant et nous remercions toute l'équipe de l'OBELIS pour son soutien tout au long du projet.

André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë,
Geoffroy Legentilhomme et Michael A. Strebel

Février 2024, Lausanne, Berne, Zurich et Montréal

Liste des abréviations

ASB	Association suisse des banquiers
BHK	Basler Handelskammer / Chambre de commerce de Bâle-ville
BKV	Basler Kunstverein / Société des beaux-arts de Bâle
BS	Basel-Stadt/Bâle-Ville
BNS	Banque nationale suisse
CCIG	Chambre de commerce et de l'industrie de Genève
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CS	Crédit Suisse
DKSH	Diethelm Keller Siber Hegner
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zurich
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
GE	Genève (canton)
MFO	Maschinenfabrik Oerlikon
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
OBELIS	Observatoire des élites suisses
OFS	Office fédéral de la statistique

POCH	Progressive Organisationen der Schweiz / Organisations progressistes de Suisse
SBS	Société de banque suisse
SDA	Société des arts de Genève
SKV	Schweizer Kunstverein
UBS	Union de banques suisses
UCAPS	Union centrale des associations patronales suisses
UDC	Union démocratique du centre
UPS	Union patronale suisse (succède à l'UCAPS)
USAM	Union suisse des arts et métiers
USCI	Union suisse du commerce et de l'industrie (devient economiesuisse en 2000)
ZH	Zurich (canton)
ZHK	Zürcher Handelskammer / Chambre de commerce de Zurich
ZKG	Zürcher Kunstgesellschaft / Société des beaux-arts de Zurich

**André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz,
Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme
et Michael A. Strebel**

Introduction

«Les pays étrangers ont ce qu'on appelle une "société" et il y a même une "élite". En Suisse, il n'y a pas de "société" – même si certains cercles commerciaux prospères de Bâle, Berne et Zurich tentent d'en former ou d'en représenter une en imitant les modèles étrangers: le peuple suisse n'a que faire d'une "société" qui donne le ton. Nous ne connaissons pas non plus d'élite en Suisse; il y a certes des élites dans tous les milieux, dans toutes les vallées et dans toutes les régions, mais il n'y a pas d'"élite". Les intellectuels et les managers ont beau s'en plaindre, une élite ne trouverait jamais grâce en Suisse. Les théories dites des élites ne s'appliquent pas ou peu en Suisse.»

Gerhard Winterberger, «The Individuality of Switzerland and European Integration», Mont Pèlerin Society, Kassel, 1960, Archiv für Zeitgeschichte, ETH Zurich (notre traduction).

Une Suisse dépourvue de clivage entre citoyen-ne-s et élites est une croyance largement répandue, y compris auprès de celles-ci. Le caractère polycentrique du pays, avec son fédéralisme et son tissu économique

décentralisé, ne fait que renforcer cette idée et rend l'analyse du pouvoir et l'identification de celles et ceux qui le détiennent plus difficile que dans d'autres contextes nationaux. À ce sentiment de proximité avec la population, entretenu par les milieux dirigeants eux-mêmes, s'ajoute la démocratie directe qui vient encore accentuer la vision d'une société sans élites. Ces particularités contribuent sans doute à expliquer le faible intérêt suscité par ce sujet dans le débat public. Peut-on pour autant affirmer, à l'instar de Gerhard Winterberger, directeur du Vorort (ancêtre d'économiesuisse), qu'il n'existerait pas d'élites en Suisse et que les théories des élites n'y trouveraient pas d'application? Bien entendu que non! Ce type d'affirmation, véhiculé souvent par les élites elles-mêmes, vise à préserver une certaine discrétion sur le périmètre du pouvoir ou de la fortune de ces dernières pour insister sur le caractère démocratique et égalitaire de la société suisse, surtout dans un contexte institutionnel favorable à la participation politique des citoyen-ne-s.

L'identification des élites soulève toutefois certaines questions et difficultés dans le contexte helvétique. Peut-on en distinguer différentes catégories, qu'elles soient nationales, cantonales ou locales? Et comment les repérer? Alors que les élites *nationales* ont déjà fait l'objet d'études approfondies au cours des dix dernières années¹, celles des grandes villes demeurent encore peu abordées. Pourtant, la fragmentation institutionnelle et la structure économique décentralisée du pays rendent d'autant plus pertinent de se focaliser sur les cantons et les grandes villes, dont l'histoire est bien plus ancienne que celle de l'État fédéral moderne. Notre ouvrage se concentre donc sur les élites des trois principales villes de Suisse, à savoir Bâle, Genève et Zurich, ainsi que sur leur évolution depuis la fin du XIX^e siècle à nos jours.

¹ Voir à ce sujet MACH André, DAVID Thomas, GINALSKI Stéphanie et al., *Les élites économiques suisses au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2016; PILOTTI Andrea, *Entre démocratisation et professionnalisation: le Parlement suisse et ses membres de 1910 à 2016*, Zurich, Seismo, 2017.

L'essor des grands centres urbains : des villes patriciennes aux régions métropolitaines

Depuis le Moyen Âge jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'organisation du pouvoir au sein des grandes villes suisses se caractérise par la domination politique et sociale des familles patriciennes. Celles-ci monopolisent les positions de pouvoir politique et administratif sur la base de privilèges statutaires ou héréditaires. En l'absence de monarchie à l'échelon national, ces patriciats locaux ont instauré des structures de pouvoir relativement fermées, mais durables. Comme le souligne François Walter, le véritable essor des villes s'affirme seulement à partir du XIX^e siècle, marqué par leur ouverture, leur urbanisation, leur insertion dans le tissu économique issu de l'industrialisation et leur intégration dans l'architecture institutionnelle de la Suisse moderne de 1848². Entre le XIX^e siècle et le début du XXI^e siècle, la nature des villes et de leurs environs a fortement changé. Leurs frontières se sont étendues avec l'intégration de zones limitrophes autrefois exclues de leur périmètre, tandis que de nouveaux quartiers sont apparus en même temps que leur population s'est accrue. De nombreux développements industriels et technologiques ont également participé à transformer le rapport aux distances, comme la mise en place d'infrastructures de transports publics ou de communication, du télégraphe à l'Internet, qui ont permis des échanges quasi instantanés entre personnes, quel que soit le lieu où elles se trouvent.

Dans son ouvrage, François Walter souligne également l'aspect relativement tardif, en comparaison européenne, de la modernisation des villes suisses. Ce n'est qu'entre 1850 et 1920 que ces dernières connaissent une accélération rapide de leur développement. D'un espace fermé, ceint par des remparts et concentré spatialement, elles deviennent plus ouvertes, mais aussi plus éclatées et plus segmentées socialement. L'essor des principales villes s'inscrit dans la structure polycentrique de la Suisse, caractérisée par la formation de pôles régionaux spécialisés dans certains secteurs économiques (voir **Repère 1** pour les grandes lignes de

² WALTER François, *La Suisse urbaine, 1750-1950*, Genève, Éditions Zoé, 1994.

l'évolution démographique et économique des trois villes). L'affirmation de ces pôles régionaux souligne l'importance de la dimension urbaine et régionale dans le développement économique du pays. Aujourd'hui, Bâle, Genève et Zurich forment des *régions métropolitaines* dépassant largement leurs frontières administratives communales, voire cantonales, et parfois même nationales à l'image des zones transfrontalières de Bâle ou de Genève. De la même manière, Winterthour est inclus dans la région métropolitaine zurichoise et contribue à son rayonnement économique.

Depuis le XIX^e siècle, l'essor des villes, tant sur le plan démographique qu'économique, est confronté à un phénomène plus large : celui de l'affirmation de l'État-nation auquel s'ajoute l'extension progressive des échanges économiques sur les plans national et international³. Cette montée en puissance de l'échelon national, de ses institutions et de ses organisations soulève la question de l'insertion des villes et de leurs élites dans ces nouvelles structures, ainsi que de leurs actions au-delà de leurs limites territoriales. La consolidation de l'État-nation et l'extension géographique des échanges économiques se font-elles au détriment des villes et de leur capacité d'action ? Contrairement à des États unitaires comme la France et l'Angleterre, où la consolidation de l'État-nation s'est largement faite contre les pouvoirs locaux et en particulier celui des villes, l'instauration du fédéralisme suisse et le haut degré d'autonomie des cantons et des communes ont permis aux villes de préserver leurs prérogatives par rapport à celles de l'État fédéral. Pourtant, les villes restent peu reconnues dans une architecture institutionnelle qui place les cantons au centre du dispositif fédéraliste. C'est le plus souvent au niveau des relations avec les autorités cantonales que se pose la question de la reconnaissance des villes et de leurs particularités par rapport aux autres communes plus petites, voire rarement au niveau des relations avec des autorités nationales, voire internationales.

³ Sur le développement des villes dans la longue durée, voir LE GALÈS Patrick, *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Sciences Po Presses, 2011 ; LEFÈVRE Christian et PINSON Gilles, *Pouvoirs urbains : ville, politique et globalisation*, Malakoff, Armand Colin, 2020.

Malgré l'affirmation de l'État fédéral et le décalage entre la logique fonctionnelle des dynamiques économiques et les limites administratives des grandes villes, ces dernières demeurent centrales pour l'*accumulation des richesses*, mais aussi comme *lieux de pouvoir*. Outre leur poids démographique, elles constituent des points névralgiques de la vie économique, politique, culturelle ou scientifique. En effet, les sièges des plus grandes entreprises restent largement localisés dans les centres urbains – même si l'essentiel de la production peut se dérouler au-delà du territoire communal, voire des frontières nationales – et cela parfois dès la fin du XIX^e siècle. En ce qui concerne le marché du travail également, les villes rassemblent la plus grande partie des emplois qualifiés. Sur les plans politique et administratif, les grandes villes, en tant que chef-lieu cantonal, regroupent le personnel des administrations communale, cantonale et parfois fédérale. Elles hébergent par ailleurs les universités et les hautes écoles, qui sont les principales institutions de production du savoir et de recherche scientifique, avec des implications de plus en plus importantes sur les activités des entreprises et de leurs innovations. Enfin, on y trouve également les principales institutions culturelles et artistiques. À ces différents égards, Bâle, Genève et Zurich ont largement réussi à se profiler dans la compétition entre villes, tant au niveau national qu'international. Toutes trois apparaissent régulièrement dans les classements des villes avec la meilleure qualité de vie, résultats largement repris par les autorités locales à des fins promotionnelles.

Les villes sont aussi des lieux de polarisation et d'inégalités sociales, combinant sur un même espace une très grande richesse, mais aussi précarité et pauvreté. Cette tension s'exprime sur le plan politique, avec l'essor très précoce, dès la fin du XIX^e siècle, des partis de gauche issus du mouvement ouvrier qui vont s'affirmer comme les principales forces politiques urbaines dès la fin de la Première Guerre mondiale. Au niveau spatial également, les disparités sociales se traduisent par la formation de quartiers bien distincts habités par des populations présentant des profils très différents, certains «quartiers d'élites» concentrant par exemple les habitant·e·s les plus fortuné·e·s et les plus puissant·e·s. Les grandes villes constituent ainsi des espaces

particulièrement intéressants à étudier sous l'angle de leurs structures de pouvoir et de leurs élites, en analysant leurs transformations dans la longue durée et en allant au-delà de l'observation du rôle des autorités politiques formelles. En effet, une analyse décroisée des structures de pouvoir locales permet de mieux prendre en compte les élites d'autres sphères sociales, d'étudier leurs liens de famille, leurs choix résidentiels, ou encore certains réseaux de pouvoir moins visibles, comme les clubs de service ou d'autres lieux de sociabilité réunissant des personnalités locales.

Les élites urbaines en Suisse : des acteurs et des actrices méconnu·e·s

Avant d'aborder les orientations de cet ouvrage, il convient d'emblée de préciser la manière dont nous avons défini les élites des trois plus grandes villes suisses. Dans la continuité de l'étude classique de C. Wright Mills sur les élites américaines des années 1950, nous avons adopté une approche *positionnelle*, consistant à retenir les individus occupant des fonctions et positions de pouvoir à la tête des plus importantes institutions/organisations dans les sphères académique, culturelle, économique et politique depuis la fin du XIX^e siècle⁴. Afin de disposer de données systématiques et comparables entre les trois villes, nous avons élaboré une base de données regroupant les individus à la tête des plus grandes entreprises des principaux secteurs économiques des trois villes et régions⁵ ainsi que des Chambres de commerce cantonales pour la sphère économique, les élu·e·s des parlements et des gouvernements des trois villes et cantons pour la sphère politique, les membres des comités des sociétés de beaux-arts pour la sphère culturelle et les professeur·e·s des universités pour la sphère académique pour sept années repères depuis 1890 jusqu'à 2020. Cela représente

⁴ Voir MILLS Charles Wright, *L'élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012.

⁵ Notre délimitation des élites urbaines dépasse les frontières administratives formelles des villes, en particulier pour les élites économiques en intégrant les principales entreprises de la région.

au total près de 9 500 individus, soit entre 1 100 et 1 400 par année repère pour les trois villes. Pour chacun de ces individus, nous avons récolté un certain nombre d'informations biographiques (naissance/décès, liens de famille, formation et professions principales, carrière, principales positions de pouvoir, lieu de résidence), nous permettant de rendre compte des transformations des élites urbaines sur plus de cent ans. Les détails de la construction de l'échantillon et de la récolte des données sont présentés dans l'**Annexe** de ce livre.

En raison de leur position de pouvoir, ces individus ont la faculté de prendre des décisions qui vont affecter directement l'ensemble de la région et la vie de ses habitant·e·s⁶. Ces individus cumulent également d'autres ressources, en termes économique, de formation ou de réseaux qui leur ont permis d'accéder à ces fonctions de pouvoir. L'approche positionnelle permet aussi de procéder à une comparaison longitudinale sur un très large échantillon, et de mettre ainsi en évidence les changements de profil dans la longue durée.

La dynamique historique d'intégration nationale par l'agrégation progressive d'unités régionales et la relative faiblesse de l'État central ont favorisé le maintien de structures de pouvoir très décentralisées en Suisse. Cette particularité rend d'autant plus pertinent le fait de s'intéresser aux élites des trois plus grandes villes du pays selon deux axes principaux: tout d'abord, en se focalisant sur *les transformations du pouvoir patricien depuis la fin du XIX^e siècle* et, ensuite, en analysant *l'articulation entre les différents niveaux de pouvoir* des élites urbaines.

Premièrement, l'étude *des transformations des élites urbaines* permet de rendre compte du passage d'un pouvoir patricien à la fin du XIX^e siècle à un pouvoir aux mains d'une élite beaucoup plus fragmentée au XXI^e siècle. Outre le caractère décentralisé de ses structures de pouvoir

⁶ Même si les critiques de l'approche positionnelle ont pertinemment souligné que les personnes occupant une position formelle de pouvoir ne correspondent pas forcément aux individus les plus influents sur certains enjeux politiques, les avantages de cette approche l'emportent largement sur les désavantages. Pour une discussion à ce sujet, voir HOFFMANN-LANGE Ursula, «Methods of elite identification», in: BEST Heinrich et HIGLEY John (éd.), *The Palgrave handbook of political elites*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 79-92.

et la faible visibilité de ses élites, le cas suisse se distingue également de nombreux pays européens – d’un point de vue historique – par l’absence de monarchie et de tradition aristocratique sur le plan national. L’opposition entre aristocratie et bourgeoisie ne s’est pas exprimée de manière aussi tranchée en Suisse que, par exemple, en France ou en Allemagne. Cependant, comme le suggère la citation de Gerhard Winterberger mentionnée en ouverture de cette introduction, le pouvoir urbain est longtemps resté entre les mains de patriciats locaux bénéficiant de privilèges statutaires et héréditaires qui leur permettaient d’exercer les fonctions politiques et administratives. Malgré de fortes variations selon les cantons, ces « aristocraties locales » se sont distinguées par leur longévité, même après l’abolition formelle de leurs privilèges statutaires par la République helvétique de 1798-1803. Après la phase de Restauration faisant suite à la défaite de Napoléon en 1815, de nombreux cantons connaissent à partir des années 1830 des « révolutions » visant à remettre en cause le pouvoir des familles patriciennes incarnant une persistance de l’Ancien Régime. À Zurich, dès 1831, l’adoption d’une nouvelle Constitution progressiste qui garantit l’égalité des droits entre les citoyens masculins représente un premier affaiblissement du pouvoir patricien. À Genève, la révolution radicale de 1846, impulsée par James Fazy (1794-1878), a également pour objectif de mettre un terme aux prérogatives des familles patriciennes. Si la partition du canton entre Bâle-Ville et Bâle-Campagne en 1833 permet tout d’abord aux vieilles familles de la ville rhénane de préserver leurs privilèges, ces derniers sont finalement remis en cause avec l’adoption de la Constitution fédérale en 1848 et définitivement avec la nouvelle Constitution de Bâle-Ville en 1875.

Dans les faits, la domination des familles patriciennes dans les grandes villes suisses s’est prolongée bien au-delà de la disparition formelle de leurs prérogatives durant le XIX^e siècle pour s’étendre jusqu’aux premières décennies du XX^e siècle⁷. Philipp Sarasin parle à

⁷ Voir en particulier sur Bâle SARASIN Philipp, *La ville des bourgeois. Élités et société urbaine à Bâle dans la deuxième moitié du XIX^e siècle*, Paris, L’Harmattan, 1998; sur Genève PERROUX Olivier, *Tradition, vocation et progrès. Les élites bourgeoises de Genève (1814-1914)*, Genève, Slatkine, 2006; ainsi que sur Zurich TANNER Albert,

cet égard de « *structure patricienne* » pour souligner la persistance de la suprématie économique et sociale du patriciat bâlois. Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, deux tiers des cinq cents plus riches contribuables de la ville de Bâle appartiennent aux familles patriciennes ayant acquis des droits de bourgeoisie avant 1800, alors qu'elles ne représentent qu'un peu plus de 2% de la population. Par ailleurs, ces familles se distinguent par l'occupation de professions prestigieuses et un haut degré d'endogamie sociale, marqué par la densité des mariages entre membres de familles de même rang.

En nous appuyant sur notre large base de données, nos analyses permettent de « systématiser » et de prolonger l'approche adoptée par Philipp Sarasin en observant de manière détaillée qui sont les individus dominant les principales institutions urbaines de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XXI^e siècle, et en élargissant l'étude de ce phénomène aux villes-régions de Genève et de Zurich. Si nos observations étendent chronologiquement son étude en couvrant le XX^e siècle, elles la précisent et la nuancent en tenant compte des différences entre sphères sociales. En effet, comme nous le verrons, la composition sociologique des élites politiques, des dirigeant-e-s des plus grandes entreprises, du corps professoral des universités ou des personnes à la tête des sociétés des beaux-arts diverge fortement : la domination patricienne est ainsi beaucoup plus marquée dans les sphères économique et culturelle que sur le plan politique au début du XX^e siècle.

Si l'on se penche sur l'évolution du pouvoir patricien au cours du XX^e siècle, une thématique encore très peu abordée dans la littérature scientifique, les changements sont remarquables. Alors que le XIX^e siècle est marqué par la contestation de l'Ancien Régime et du pouvoir des familles patriciennes par la bourgeoisie émergente, une deuxième vague de contestation de l'ordre économique et politique prend forme à la fin du siècle avec l'organisation progressive du mouvement ouvrier sur le plan syndical et politique. L'affirmation de ces nouveaux acteurs, en

« Aristokratie und Bürgertum in der Schweiz im 19. Jahrhundert: Verbürgerlichung der "Herren" und aristokratische Tendenzen im Bürgertum », in: BRÄNDLI Sebastian (éd.), *Schweiz im Wandel. Studien zur neueren Gesellschaftsgeschichte*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1990, pp. 209-227.

particulier lorsque le Parti socialiste devient la principale force politique dans plusieurs grandes villes dès le début du xx^e siècle, contribue cependant à réunifier les anciennes familles patriciennes avec la bourgeoisie ascendante. Cette dernière avait pourtant contesté le pouvoir patricien au xix^e siècle (dans les rangs des partis progressistes radicaux ou démocrates à Zurich) pour demander des réformes libérales⁸. Ces changements économiques et politiques contribuent à affaiblir et à transformer les structures de pouvoir des villes et à renouveler les élites urbaines dès la fin de la Première Guerre mondiale.

Deuxièmement, la prise en considération des élites des grandes villes permet également de mieux comprendre l'organisation du pouvoir et des élites sous l'angle de *l'articulation entre les différents niveaux de pouvoir*. En effet, les jeux d'échelles entre grandes villes, cantons et Confédération constituent une dimension centrale dans le fonctionnement général des institutions de pouvoir des différentes sphères sociales. Dès lors, face à la diversification spatiale des activités économiques, scientifiques ou politiques depuis la seconde moitié du xix^e siècle, comment les investissements des élites urbaines à ces différents niveaux ont-ils évolué? Ce type de questionnement est particulièrement sensible et pertinent dans le contexte helvétique. En raison de la structure décentralisée du pays et de l'extraversion précoce de l'économie suisse, dotée d'un nombre considérable d'entreprises multinationales, les dirigeant-e-s de celles-ci ont très tôt dû agir tant sur le plan local qu'international.

Différentes études ont montré la très forte proportion d'étrangers parmi les élites économique et académique en Suisse au début du xxi^e siècle, en comparaison internationale. Certains médias ont parfois même souligné le caractère «*hors-sol*» de ces élites «*globalisées*» sans ancrage dans le tissu socio-économique local. Cependant, comme

⁸ Sven Beckert a montré de manière très convaincante comment l'affirmation du mouvement ouvrier organisé à New York a contribué à réunifier les différentes composantes de la grande bourgeoisie new-yorkaise durant la seconde moitié du xix^e siècle. BECKERT SVEN, *The monied metropolis. New York city and the consolidation of the American bourgeoisie, 1850-1896*, New York, Cambridge University Press, 2001.

le rappelle Anne-Catherine Wagner, le cosmopolitisme des classes supérieures est un phénomène ancien, qui remonte aux aristocraties nationales des régimes monarchiques. C'est précisément la faculté à combiner *ressources d'autochtonie* (anciennes familles enracinées localement, propriétaires d'un certain patrimoine, ou bénéficiant depuis des siècles d'un droit de bourgeoisie...) et *ressources cosmopolites* (maîtrise des langues étrangères, expériences de formation et/ou séjours professionnels en dehors des frontières nationales...) qui distingue les classes supérieures, notamment la haute bourgeoisie depuis le XIX^e siècle. Un tel cumul de ressources permet aux individus de ces milieux de se sentir à l'aise dans différents contextes sociaux et d'exercer des fonctions de pouvoir à plusieurs niveaux⁹. Le rayonnement économique, scientifique, culturel ou politique des familles patriciennes du XIX^e siècle ne s'est pas arrêté aux frontières de la ville ou du canton, mais s'est largement déployé sur le plan national, voire international, comme le souligne Carl A. Schorske dans l'introduction à un ouvrage collectif consacré à nos trois villes¹⁰. Certaines élites réussissent à occuper des positions de pouvoir à l'échelon régional tout en exerçant des activités sur les plans national et parfois international, combinant ainsi à la fois un ancrage local et un certain cosmopolitisme. Toutefois, nous verrons que les dirigeants familiaux des plus grandes entreprises des trois villes du début du XX^e siècle se distinguent des top managers contemporains internationalisés de 2020, en termes d'attaches régionales, de carrière professionnelle et de liens avec les institutions et les organisations de la région. De manière générale, le cumul de fonctions de pouvoir vertical (sur plusieurs niveaux) et horizontal (dans plusieurs sphères sur un même niveau) tend globalement à diminuer à la fin du XX^e siècle, si bien que l'on assiste à une différenciation croissante des fonctions de pouvoir.

⁹ Voir à ce sujet WAGNER Anne-Catherine, « Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures », *Regards Sociologiques* 40, 2010, pp. 89-98.

¹⁰ Voir BOUVIER Nicolas, CRAIG Gordon A. et GOSSMAN Lionel (avec une introduction de SCHORSKE Carl E.), *Geneva, Zurich, Basel: history, culture and national identity*, Princeton, Princeton university press, 1994.

Les activités multiscalaires des élites urbaines ne se limitent pas uniquement à l'occupation de positions de pouvoir à différents niveaux. Elles renvoient également à différentes expériences sociales, depuis les premières étapes de formation dans des établissements scolaires d'excellence valorisées sur le plan international jusqu'aux expériences de mobilité internationale durant la carrière professionnelle. Ces expériences vont constituer autant de ressources mobilisables pour prétendre à l'occupation d'une fonction dirigeante. Une telle perspective transnationale permet de rendre compte de l'évolution à long terme des élites, des différences potentielles entre élites de différentes sphères sociales et de l'évolution des connexions entre élites.

Plan du livre

Ce livre est structuré en deux parties. La première présente certaines tendances générales de la transformation des élites des grandes villes dans la longue durée. Trois dimensions transversales sont investiguées en particulier: le déclin et la persistance du pouvoir des familles patriciennes, l'implication des élites dans les réseaux de pouvoir – du local au transnational – ainsi que leurs logiques résidentielles. La seconde partie analyse de manière plus approfondie et qualitative les évolutions de certaines catégories d'élites.

Le **Chapitre 1** se concentre sur l'origine sociale des élites urbaines en mettant au centre du propos le déclin et la persistance des familles patriciennes. Dans le prolongement des travaux classiques sur les patriciats locaux du XIX^e siècle, ce chapitre confirme la prépondérance des patriciens jusqu'en 1910, avec cependant des variations selon les villes et surtout selon les sphères sociales. Alors que les sphères économique et culturelle sont tout particulièrement dominées par les patriciens, les autorités politiques, communales et cantonales comptent la plus faible proportion de patriciens dès 1890, la sphère académique se situant dans une position intermédiaire.

Pour compléter l'analyse de l'origine sociale des élites urbaines, le **Chapitre 2** s'intéresse à leurs réseaux de pouvoir formés à l'échelon local,

mais aussi à leur investissement dans les réseaux d'envergure nationale, qui gagnent en importance après la Première Guerre mondiale. Si les réseaux locaux sont particulièrement denses jusqu'en 1910, ils deviennent plus ténus par la suite au profit d'alliances nouées à l'échelon national. Finalement, à partir des années 2000, la forte désintégration des réseaux locaux et nationaux va de pair avec l'arrivée d'une proportion croissante de dirigeant·e·s économiques et de professeur·e·s de nationalité étrangère.

De manière cohérente avec les changements observés dans les deux premiers chapitres, l'analyse des logiques résidentielles des élites urbaines, abordée dans le **Chapitre 3**, montre que les élites économiques privilégient clairement les quartiers du centre-ville jusqu'au début du xx^e siècle pour ensuite s'installer de plus en plus systématiquement dans les banlieues résidentielles limitrophes. Cette évolution contraste avec l'implantation spatiale des élites politiques de gauche, qui résident principalement dans certains quartiers plus populaires du centre-ville.

Le **Chapitre 4** conclut la première partie et présente une périodisation des transformations des élites, en distinguant trois grandes phases. La première, de la fin du xix^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, se caractérise par la persistance de la domination des élites patriciennes, fortement intégrées dans les réseaux de pouvoir locaux et domiciliées dans les quartiers privilégiés du centre-ville. La deuxième phase est marquée par deux phénomènes principaux : la « nationalisation » et le renouvellement des élites urbaines qui s'impliquent de plus en plus dans les réseaux nationaux et la forte diminution des descendant·e·s des familles patriciennes de l'élite positionnelle. Finalement, la troisième phase à partir des années 1990 peut être qualifiée de période de globalisation et de fragmentation, avec la réinternationalisation des élites économiques et académiques, la diversité croissante du profil des élites et une dispersion de leurs lieux de résidence.

La seconde partie débute avec le **Chapitre 5** qui retrace les carrières des dirigeant·e·s des plus grandes entreprises des trois pôles économiques. Leur ancrage local est interprété à l'aune de leur expérience professionnelle internationale, pour mieux montrer comment les différentes

échelles spatiales se combinent et se reconfigurent au fil du temps. Tout en soulignant le déclin relatif des dirigeant·e·s familiaux à la tête de ces entreprises, ce chapitre met en évidence de fortes variations entre secteurs économiques.

Les élites politiques des trois villes font l'objet du **Chapitre 6** qui met tout particulièrement l'accent sur l'affirmation des partis de gauche durant l'entre-deux-guerres avec les expériences du «socialisme municipal» et, à partir des années 1990, la consolidation durable de nouvelles majorités politiques de gauche. Les positions fortes de la gauche dans les grandes villes contrastent avec la politique cantonale ou nationale, toujours dominée par les partis de droite, ainsi que les milieux économiques des grandes entreprises et des Chambres de commerce.

Le **Chapitre 7** s'intéresse aux Chambres de commerce qui constituent les principales organisations collectives des milieux économiques au niveau local et contribuent de manière décisive à la coordination des élites urbaines. Alors qu'elles occupaient une position clé au sein des réseaux de pouvoir locaux au début du xx^e siècle, les Chambres de commerce ont vécu d'importantes transformations de leur fonction et de leur implication à différentes échelles jusqu'au xxi^e siècle.

Le **Chapitre 8** traite d'organisations collectives peu connues, en particulier du point de vue de l'histoire des élites, à savoir les sociétés des beaux-arts. Ces organisations, qui réunissent les principales élites urbaines engagées dans la promotion de la culture et des beaux-arts à l'échelle locale, sont clairement dominées par certains représentants des familles patriciennes jusqu'au début du xx^e siècle tandis que, par la suite, elles élargissent leur bassin de recrutement en intégrant des élu·e·s, des cadres de la finance et des assurances, ainsi que des artistes professionnel·le·s.

Le **Chapitre 9** ne traite pas des trois villes, mais, pour des raisons de disponibilité des données, se concentre sur les grandes fortunes de la ville de Zurich, capitale économique de la Suisse, durant la première moitié du xx^e siècle. Ce chapitre met en évidence plusieurs différences entre les élites définies selon un critère positionnel et celles disposant d'un patrimoine élevé, tout en soulignant d'importantes similarités comme le déclin des descendant·e·s d'origine patricienne et l'évolution de leur lieu de résidence.

Finale­ment, le **Chapitre 10** met en lumière les transformations du profil des élites académiques. Alors que la figure du « savant patricien cosmopolite » reste prédominante durant la première phase, elle perd en importance par la suite. On assiste, en revanche, à partir de la fin du xx^e siècle à l'affirmation de la figure du « scientifique globalisé » qui se distingue à la fois par sa grande mobilité transnationale et la moindre prépondérance de son ancrage local.

PREMIÈRE PARTIE

STRUCTURES ET MUTATIONS

Cette première partie vise à dégager les tendances générales dans la transformation des élites urbaines des grandes villes suisses dans la longue durée. Les chapitres se focalisent sur l’ancrage des élites urbaines dans leur ville à travers trois dimensions : l’appartenance à d’anciennes familles patriciennes, leur implication dans les réseaux de pouvoir locaux, et leurs choix résidentiels. Ces trois dimensions nous renseignent non seulement sur l’ancrage local des élites urbaines, mais elles constituent aussi bien des ressources, qui ont favorisé leur accès à des positions de pouvoir (par exemple une origine sociale aisée), que des attributs particuliers des élites positionnelles (par exemple en termes de connexions entre elles ou de lieu de résidence). L’évolution de ces trois dimensions permet de mieux comprendre les raisons qui sous-tendent la métamorphose progressive des élites urbaines durant le xx^e siècle.

Les **Chapitres 1 à 3** se concentrent chacun sur une de ces trois dimensions. Ils mettent en lumière une évolution des élites urbaines : d’une « élite au pouvoir » intégrée et homogène à la fin du xix^e siècle à une élite pluraliste et fragmentée au début du xxi^e siècle. Trois phases principales dans cette mutation peuvent être distinguées (**Chapitre 4**). Jusqu’à la Première Guerre mondiale, le pouvoir urbain est encore fortement concentré entre les mains des élites patriciennes, qui

sont liées à la fois par des liens de familles, par un certain exercice collectif du pouvoir au sein des grandes organisations de leur ville, ainsi que par le lieu de leur résidence située dans les quartiers aisés des trois villes. Dès l'entre-deux-guerres et jusqu'à la fin de la Guerre froide, les élites urbaines se « nationalisent » et se renouvellent. La présence des personnes d'origine patricienne aux positions de pouvoir diminue progressivement : ces dernières sont remplacées par des « professionnels », tandis que l'appartenance à des réseaux de pouvoir nationaux gagne en importance au détriment des réseaux locaux et que les nouvelles élites urbaines s'installent dans les communes limitrophes à fiscalité avantageuse. À partir des années 1990 – au cours de la dernière vague de « globalisation » –, les profils des élites urbaines se diversifient avec une présence croissante d'étranger·ère·s et de femmes, alors que les réseaux de pouvoir locaux implosent et les lieux de résidence deviennent de plus en plus éclatés.

Chacune des trois phases est marquée par la prépondérance d'une échelle spatiale différente : le niveau local jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis le niveau national jusqu'à la fin de la Guerre froide et, enfin, l'échelle transnationale à partir des années 1990.

**Pierre Benz, Geoffroy Legentilhomme,
Matthieu Leimgruber, André Mach,
Jonas Plüss et Michael A. Strebel**

Repère 1. Un bref survol économique et démographique

Depuis le milieu du XIX^e siècle, les trois plus grandes villes suisses ont connu d'importantes transformations économiques et démographiques. Ces mutations structurelles forment le cadre contextuel des analyses thématiques rassemblées dans ce livre.

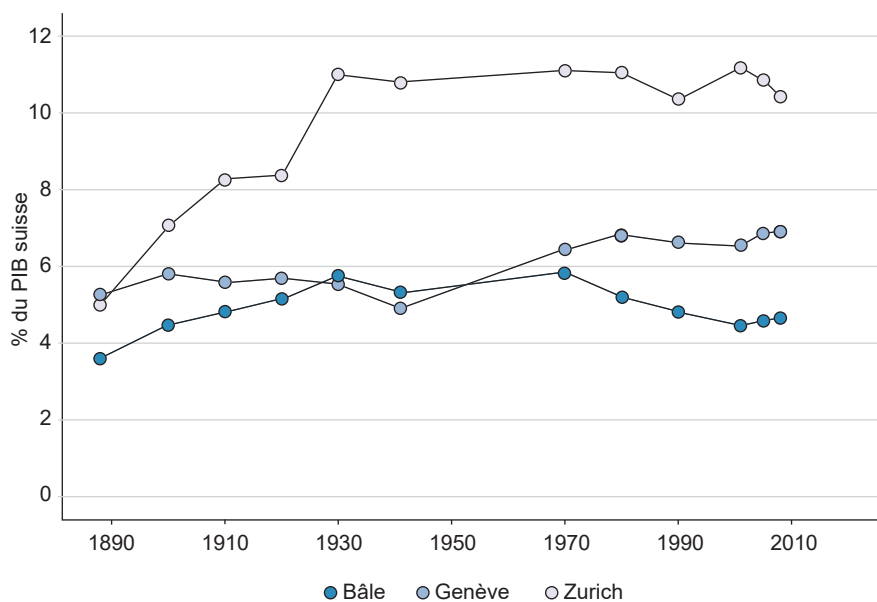
Avant d'aborder ces transformations, il est important de revenir sur les différentes conceptualisations et définitions de la notion de « ville ». Les données utilisées dans cet ouvrage concernent les villes telles que délimitées par leurs frontières administratives. Toutefois, les villes, en tant qu'espaces urbains fonctionnels, dépassent les limites territoriales communales ou des districts. L'Office fédéral de la statistique (OFS) identifie par exemple depuis les années 1930, sur la base des recensements de la population, des *agglomérations* qui se composent chacune d'une ville-centre et de ses communes environnantes proches. Depuis les années 2000, l'OFS considère également les *régions métropolitaines*, espaces urbains plus larges que les agglomérations. Selon cette définition, la région métropolitaine trinationale de Bâle

inclut des parties des cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne et de Soleure, ainsi que de l'Allemagne et de la France voisine; la région métropolitaine binationale de Genève comprend des parties du canton de Vaud et de la France voisine; enfin, la région métropolitaine de Zurich englobe des communes des cantons d'Argovie, de Schaffhouse, de Schwyz, de Saint-Gall et de Zoug. Ces exemples soulignent que les villes doivent être considérées comme des écosystèmes plus vastes que leurs frontières administratives, notamment lorsqu'il s'agit de leurs activités économiques. Le terme allemand de *Standort*, qui renvoie plus spécifiquement à la dimension *économique* de l'agglomération, est fréquemment employé en Suisse.

Vers 1890, les économies de Genève et de Zurich sont encore d'importance égale, tandis que Bâle suit à quelque distance. Un demi-siècle plus tard, au début de la Seconde Guerre mondiale, Zurich a largement distancé ses deux rivales et représente à elle seule la moitié du produit intérieur brut (PIB) combiné des trois villes (**Graphique R.1**). Cette dynamique économique reflète en partie l'évolution démographique à l'œuvre dans ces trois centres urbains. Si Bâle et Genève sont encore les villes les plus peuplées de Suisse à la fin du XIX^e siècle, Zurich voit sa population exploser à partir de 1888, passant de 28 000 habitant-e-s à cette date, à 250 000 en 1930 (**Graphique R.2**). Cette hausse vertigineuse est due non seulement à la croissance démographique, mais aussi à l'élargissement de ses frontières communales (voir **Chapitre 3**) par le biais de l'incorporation de douze communes en 1893 (les actuels *Kreise* 2 à 8), et de huit communes en 1934 (*Kreise* 9 à 12). À Genève, le rattachement des communes des Eaux-Vives, du Petit-Saconnex et de Plainpalais entraîne également une augmentation significative de la population. Au contraire de Genève et de Zurich, les frontières municipales de Bâle-Ville n'ont que très peu changé au cours du temps.

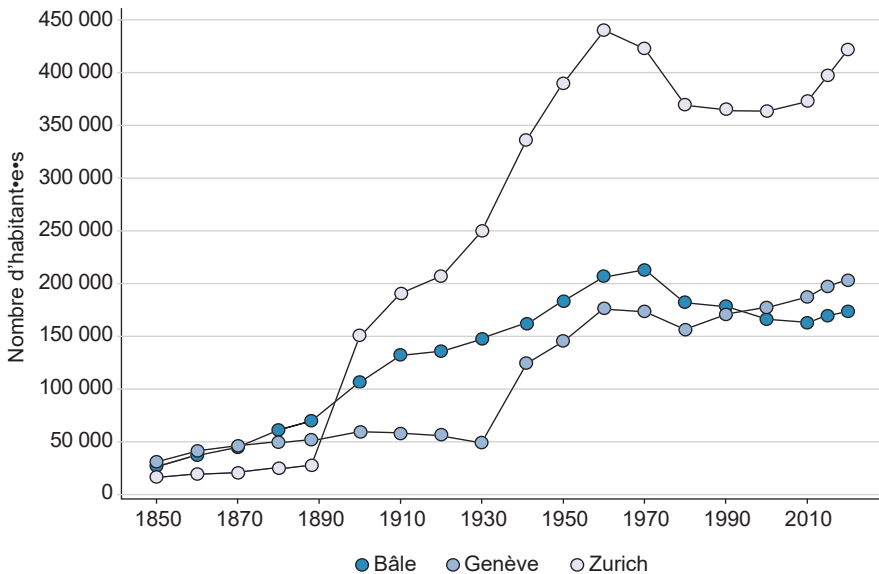
Si ces trois villes jouent un rôle économique de premier plan au niveau national, des différences de taille existent au niveau de la composition sectorielle de leurs économies respectives. À Bâle, le développement industriel se structure principalement autour de la rubannerie de soie, secteur qui représente en 1888 près de la moitié de l'emploi industriel dans les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. La chimie (*Geigy* et

Graphique R.1 – Part des villes de Bâle, Genève et Zurich dans le PIB de la Suisse, 1890-2010



Source: STOHR Christian, « Trading gains: new estimates of Swiss GDP, 1851 to 2008 », Londres, 2016. En ligne: <<http://eprints.lse.ac.uk/id/eprint/67032>>, consulté le 9 mai 2023. Les données concernent les PIB des districts.

Ciba, l'actuelle *Novartis*, *Roche*) se développe rapidement à partir de la fin du XIX^e siècle et s'impose comme le secteur clé de l'économie bâloise, et le principal pourvoyeur d'emplois industriels (un tiers des emplois du secteur secondaire de la ville en 1960). En matière financière, la *Société de banque suisse* (anciennement *Basler Bankverein*), la banque privée et l'assurance (avec *La Bâloise*, deuxième compagnie du pays au début du XX^e siècle par son bilan) constituent les trois piliers du *Standort* bâlois. L'établissement à Bâle de la Banque des règlements internationaux en 1930 confirme l'importance de la cité rhénane en tant que *hub* financier national et international.

Graphique R.2 – Population des villes de Bâle, Genève et Zurich, 1850-2020

Source: Office fédéral de la statistique.

À Genève, l'horlogerie et le secteur des machines (*Motosacoche*, *Société des instruments de physique*) forment le cœur de l'activité industrielle. Genève ne s'impose cependant pas au niveau national comme le pôle industriel dominant pour ces activités. Les entreprises genevoises doivent faire face à la concurrence de l'arc jurassien pour l'horlogerie, tandis que le *hub* zurichois domine au niveau des machines. En tant que centre financier, la force de Genève réside avant tout dans la banque privée. Les grandes banques commerciales, en revanche, n'y prospèrent pas. En 1934, la *Banque d'escompte suisse*, dernière grande banque romande, ferme ses portes. Le secteur des assurances joue également un rôle secondaire sur les bords du Léman.

La croissance du pôle industriel zurichois est quant à elle essentiellement portée, jusqu'à la fin du XIX^e, par les activités liées

au textile, notamment le secteur du coton (à Winterthour et dans la campagne zurichoise) et celui de la soie. Zurich se distingue de ce point de vue de Bâle, spécialisée dans le ruban et la chappe de soie. La prospérité générée dans le textile exerce une influence majeure sur le développement économique durant la deuxième partie du XIX^e siècle, et favorise notamment l'émergence du secteur des machines, qui devient la principale branche industrielle zurichoise. Dès le début du XX^e siècle, la *MFO* (*Maschinenfabrik Oerlikon*) ou encore *Sulzer* (Winterthour) s'imposent au niveau national et rivalisent avec leurs concurrents européens. Zurich se démarque également de Bâle et de Genève par la prépondérance de son pôle bancaire et assurantiel. La place financière suisse est progressivement dominée par les grandes banques zurichoises (le *Crédit Suisse* et l'*UBS*, mais aussi la *Banque Leu*). En parallèle, et dans l'ombre de ces grandes banques commerciales, plusieurs banques privées d'envergure prospèrent. C'est également à Zurich que naît la première et la plus importante compagnie suisse d'assurance-vie (*Rentenanstalt/Swiss Life*) ainsi qu'un des leaders mondiaux de la réassurance (*Swiss Re*).

Du point de vue démographique, les trois villes atteignent un pic de population vers 1960, avec respectivement 207 000 habitant-e-s pour Bâle, 176 000 pour Genève et 440 000 pour Zurich. La décreue démographique qui suit est liée au phénomène de suburbanisation. Les classes moyennes supérieures quittent les villes pour des maisons individuelles dans les communes limitrophes, un développement rendu possible par l'expansion de l'offre de mobilité¹. Celles et ceux qui restent dans les villes sont souvent de condition plus modeste. Durant les années 1980, le terme allemand de *A-Stadt* est utilisé de manière péjorative pour décrire les grandes villes suisses qui concentrent les populations les plus précaires comme les « pauvres » (*Armen*), les « vieux » (*Alten*), les « chômeurs » (*Arbeitslosen*), les « toxicomanes » (*Abhängigen*) et les « étrangers » (*Ausländer*). Ce n'est qu'à la fin des années 1990 qu'une reprise démographique se manifeste, marquée par un regain d'attractivité

¹ KÜBLER Daniel, « Städte und Agglomeration in der Schweiz: Eine Herausforderung für Politik und Institutionen », in: SUTER Christian, JOYE Dominique et RENSCHLER Isabelle (éd.), *Rapport social 2004*, Zurich, Seismo, 2004.

économique des grandes villes, mais aussi par une «gentrification» de leurs anciens quartiers populaires et une hausse des loyers².

Ces évolutions démographiques au cours des décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale s'accompagnent d'une tertiarisation massive de l'économie, vers laquelle les structures sectorielles des trois *Standorte* tendent à converger, même si certaines spécificités demeurent encore aujourd'hui bien visibles. En 2020, les services représentent ainsi 94 % de la valeur ajoutée dans les villes de Genève et de Zurich, mais seulement 80 % à Bâle. Cette différence s'explique par le poids de l'industrie chimique et pharmaceutique, dont est issue près de la moitié de la valeur ajoutée de la ville rhénane. À Zurich, les activités financières représentent à elle seule un tiers de la valeur ajoutée. Genève est devenue un *hub* d'importance internationale pour le commerce des matières premières: ce secteur produit à lui seul un cinquième de la valeur ajoutée. Dans les trois grandes villes, les services publics de santé, d'éducation et la science représentent également un quart de la valeur ajoutée totale.

La tertiarisation de la structure économique urbaine que connaissent les trois villes au cours de cette période affecte la composition de leur population. La proportion d'actifs exerçant une profession manuelle baisse constamment au cours des décennies d'après-guerre, et se situe légèrement en dessous de 10 % de la population active à la fin du xx^e siècle. Après la fermeture de nombreuses entreprises industrielles, la domination du secteur des services s'est fortement accentuée. En parallèle à cette désindustrialisation, les villes connaissent une «académisation» de leur population. Entre 1990 et 2020, la proportion de la population active disposant d'une formation tertiaire passe ainsi de 20 % à 60 % dans les trois villes. Ces mutations sont liées à la fois à des transformations structurelles, telles que la désindustrialisation et l'expansion de l'enseignement universitaire, et à des phénomènes de migration liés à l'attractivité renouvelée des villes comme lieux de travail, tant pour les citoyens suisses

² Voir à ce sujet RÉRAT Patrick, «Le retour des villes: les phénomènes de déprise et de reprise démographiques dans les villes suisses», *Espace populations sociétés* 1, 2016. En ligne: <<https://doi.org/10.4000/eps.6204>>; SCHNELL Fabian, RÜHLI Lukas et MÜLLER-JENTSCH Daniel, *20 Jahre Schweizer Stadtpolitik. Eine Bilanz aus liberaler Perspektive*, Zurich, Avenir Suisse, 2018.

que pour les étrangers. En 2020, ces derniers représentent près de la moitié de la population genevoise, et plus d'un tiers des habitant-e-s de Bâle et de Zurich. Si cette forte présence étrangère est souvent présentée comme un phénomène nouveau, de tels taux étaient en réalité déjà atteints juste avant 1914, alors que la Suisse traverse, là aussi, une phase de croissance économique rapide. Après la Première Guerre mondiale et jusqu'en 1950, le nombre de personnes de nationalité étrangère diminue à nouveau fortement – un phénomène qui s'explique par l'incertitude de la situation économique et par une politique migratoire plus restrictive. De manière générale, l'attractivité des grandes villes au début du *xxi*^e siècle découle de la concentration des activités économiques dans l'espace urbain, une réalité qui dépasse largement le cas suisse.

**Geoffroy Legentilhomme, Pedro Araujo,
Pierre Benz, Claire-Lise Debluë,
André Mach et Michael A. Strebel**

**1. Les familles patriciennes:
entre persistance et effacement**

« Depuis [la Régénération de 1830] le “Patricien” a été relégué au rang de curiosité historique, et si d’aventure, il parvient aujourd’hui à obtenir quelque place au soleil, il ne le doit ni à son nom ni à un quelconque privilège. »

« Der Patrizier », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 octobre 1942
(notre traduction).

En 1942, Hans Schulthess-Hünerwadel (1872-1959) soulignait combien la suppression des privilèges politiques au XIX^e siècle avait consacré le mérite et le travail comme facteurs essentiels de l’accession aux positions d’élite et de la réussite en général. Pour ce journaliste et éditeur, lui-même issu d’une prestigieuse lignée patricienne et héritier d’une importante maison d’édition en main de sa famille depuis des générations, il va alors de soi que la position d’héritier ne constitue en rien un déterminant majeur pour accéder à des positions de pouvoir. Son parcours, pourtant, s’inscrit de façon exemplaire dans

une continuité dynastique marquée par la survivance pluriséculaire du patronyme. Ses propos correspondent-ils à une certaine réalité ou ne reflètent-ils que la négation de ces privilèges dynastiques? Autrement dit: les familles patriciennes deviennent-elles vraiment une «*curiosité historique*» au milieu du xx^e siècle, ou conservent-elles au contraire leur place au sein des instances de pouvoir des trois villes?

Trouvant son origine dans la Rome antique, la notion de patriciat renvoie à un groupe restreint de familles qui, par héritage ou acquisition, détiennent l'usage exclusif d'un droit de citoyenneté qui leur confère un monopole dans les fonctions politiques et administratives des villes sous l'Ancien Régime¹. En l'absence d'une tradition monarchique et, a fortiori, d'une noblesse organisée autour de la figure du souverain, les familles patriciennes représentent des «*aristocraties locales*», régissant sur les Conseils (terme désignant les organes exerçant les pouvoirs exécutif et législatif dans les villes). Même si certaines familles ont acquis des titres de noblesse octroyés par des monarchies étrangères, et suivent un mode de vie inspiré de la noblesse, la grande majorité d'entre elles, en particulier dans les trois villes protestantes prises en considération, se distinguent par leur participation active à la vie économique. Leur contribution au développement du capitalisme et à l'essor, dès le xvii^e siècle, de certaines branches économiques, tels l'industrie textile, le commerce ou les banques, leur a permis d'accumuler d'importantes richesses.

Suivant en cela Philipp Sarasin et en nous appuyant sur le *Répertoire des noms de famille suisses* (qui énumère jusqu'en 1962 les familles possédant le droit de cité d'une commune²), nous considérons comme patriciens les individus issus de familles ayant acquis le droit de bourgeoisie avant 1800³. Les bourgeois des villes perdent en effet à la fin du xviii^e siècle – avec l'instauration de la République helvétique en 1798 – leurs privilèges

¹ SCHLÄPPI Daniel, «*Patriciat*», in: *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2010. En ligne: <<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016374/2010-09-27/>>, consulté le 15 juin 2023.

² Les données du *Répertoire des noms de famille suisses* sont disponibles en ligne à travers le *Dictionnaire historique de la Suisse*. En ligne: <<https://hls-dhs-dss.ch/famn/>>, consulté le 10 août 2023.

³ Dans les villes de l'Ancien Régime, le statut de bourgeois confère le droit de vote; il s'achète ou s'acquiert par la naissance. Cette notion de bourgeoisie renvoie donc ici à une catégorie juridique, plutôt que sociologique.

formels. Cette date est considérée rétrospectivement par les membres des familles patriciennes eux-mêmes comme marquant la fin d'un âge d'or⁴. Nous considérons par ailleurs que le patronyme constitue le marqueur de l'appartenance familiale. Autrement dit, un individu est considéré comme appartenant à une famille patricienne si ses ancêtres en ligne *paternelle directe* disposaient du droit de bourgeoisie avant 1800. En l'absence en Suisse d'«annuaires du patriciat», sur le modèle de ceux existant dans d'autres pays européens pour les détenteurs de titres nobiliaires, le poids démographique exact de ce groupe dans la population urbaine demeure cependant difficile à mesurer.

Ce chapitre examine le degré de persistance des familles patriciennes parmi les élites, et les mécanismes qui ont contribué à leur résilience, ou à leur effacement, durant la période 1890-1957. Ce choix chronologique résulte de contraintes liées au matériel empirique disponible. Il est en effet plus difficile d'identifier les liens de famille des élites patriciennes pour la période qui suit (couvrant les années-repères 1980, 2000 et 2020) : les données généalogiques ne sont en effet pas accessibles de manière systématique pour la population récente, souvent encore en vie⁵. Par ailleurs, l'*Almanach généalogique suisse* (*Schweizerisches Geschlechterbuch*), qui constitue la principale source relative aux anciennes familles, a cessé de paraître après 1965. Par conséquent, si nous avons pu documenter de manière très complète les liens de famille des élites patriciennes jusqu'en 1957, nos données sont en revanche beaucoup moins systématiques pour la période suivante.

La première section examine la proportion de patriciens représentés au sein des sphères de pouvoir et son évolution. La deuxième section explore le rôle des alliances matrimoniales en tant que stratégie de

⁴ Le concept de *Heimweh-98er*, ou «mélancolie de l'Avant 1798», est parfois utilisé pour désigner la nostalgie de la période précédant le régime de la Confédération helvétique introduit en 1798. Voir Z'GRAGGEN Andreas, *Adel in der Schweiz: wie Herrschaftsfamilien unser Land über Jahrhunderte prägten*, Zurich, NZZ Libro, 2018, p. 67.

⁵ Pour plus de détails, voir BENZ Pierre, ARAUJO Pedro, LEGENTILHOMME Geoffroy et al., «The power of Swiss patrician families: Between decline and persistence (1890–1957)», *Social Science History*, 2024.

préservation des positions de pouvoir. La troisième section évoque les formes de résiliences culturelles et institutionnelles entretenues par les familles patriciennes, qui perdurent jusqu'à l'époque contemporaine.

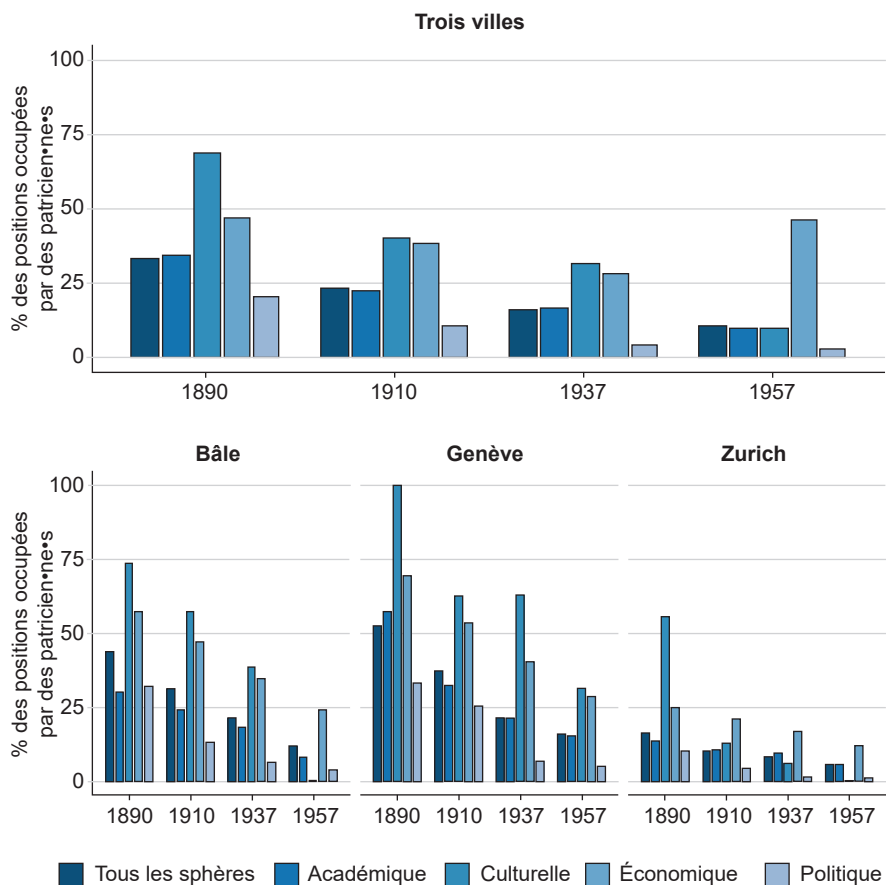
Les patriciens au pouvoir : une analyse longitudinale

Si, en 1890, les privilèges politiques *formels* sur lesquels s'est construite la domination patricienne ont déjà disparu dans l'ensemble du pays, les ressources accumulées au cours des siècles par les plus prospères d'entre ces familles, elles, demeurent et conditionnent leur maintien au pouvoir (voir **Introduction**). La présence patricienne parmi les élites positionnelles demeure significative jusque dans les années 1950. Afin d'évaluer cette persistance, nous déterminons la proportion des positions de pouvoir détenues par des individus issus de ces familles, pour les quatre sphères : académique, culturelle, économique et politique.

En moyenne, en 1890, un tiers des positions de pouvoir des trois villes sont occupées par des membres des familles patriciennes, avec cependant de fortes variations selon les villes et les sphères de pouvoir. Cette proportion, qui diminue régulièrement pour atteindre 10% en 1957 (**Graphique 1.1**), reflétant le relatif déclin des positions de pouvoir détenues par ces familles, est d'autant plus significative que ces familles ne représentent qu'une part négligeable de la population totale.

Le **Graphique 1.1** montre également que le taux de patriciens occupant des positions de pouvoir est plus faible à Zurich qu'à Bâle et Genève (16% en 1890, contre 43% et 52%, respectivement). Cette différence est en partie due au fait que Zurich dispose d'un territoire de campagne (l'«arrière-pays») beaucoup plus significatif que Bâle et Genève, deux villes-cantons où les périphéries jouent un rôle moindre. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les familles patriciennes zurichoises ont dû faire face à une contestation très forte du «mouvement démocratique», particulièrement implanté parmi la population rurale du canton (voir **Chapitre 6**). À Zurich, un nombre non négligeable de familles occupant des positions de pouvoir dans la sphère économique

Graphique 1.1 – Proportion de positions de pouvoir détenues par des patriciens



Source : Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

est issu de communes rurales (tels les Schwarzenbach, les Stehli ou les Hürlimann), dans lesquelles se développe au XIX^e siècle une industrie textile florissante (voir **Chapitre 9**).

La présence patricienne est particulièrement importante au sein de la sphère économique, et ce dans les trois villes étudiées. À Genève et à Bâle, la proportion de positions de pouvoir détenues par des

membres de familles patriciennes dépasse les 50 % en 1890. Cette présence marquée reflète la capacité de ces familles à transmettre les positions de pouvoir à leur descendance ainsi que le patrimoine accumulé d'une génération à l'autre. Les élites économiques bâloises sont, tant au XIX^e siècle qu'au XX^e siècle, essentiellement composées des membres des familles enrichies sous l'Ancien Régime par le commerce et la fabrication de rubans de soie (familles Burckhardt, Sarasin, Vischer). Le capital accumulé dans les activités liées à la soie joue en retour un rôle fondamental dans l'essor de la chimie. Tant Fritz Hoffmann-La Roche (1868-1920)⁶ que Johann Rudolf Geigy-Merian (1830-1917) sont issus de dynasties patriciennes de fabricants de rubans. À Genève, la présence patricienne est essentiellement incarnée par les dynasties de banquiers privés (comme les Hentsch, les Lombard, les Odier, ou encore les Pictet). Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les représentants des familles patriciennes jouent en outre un rôle important dans la fondation de certaines des grandes compagnies d'assurance qui dominent encore aujourd'hui le marché, telle La Bâloise – encore en 1957, six des quatorze membres du Conseil d'administration étaient issus de familles patriciennes. Si la proportion de mandats économiques détenus par des patriciens tend à diminuer dès la fin du XIX^e siècle, elle demeure encore conséquente en 1957 à Genève et à Bâle (29 % et 24 % dans ces deux villes respectivement, contre seulement 12 % à Zurich).

Les patriciens sont également très présents dans la sphère culturelle et occupent une forte majorité des mandats au sein des comités directeurs des sociétés des beaux-arts (voir **Chapitre 8**). À Genève, la présence patricienne se maintient de façon claire jusqu'en 1957, et à Bâle jusqu'à la fin des années 1930 – une persistance en partie attribuable aux modalités de recrutement des comités centraux de ces sociétés, caractérisées par le fort pouvoir discrétionnaire de leurs membres, qui conduisent à un haut degré de cooptation. Emmanuel Hoffman-Stehlin

⁶ Pour mieux distinguer les individus et pour mettre en évidence les nombreuses alliances entre familles patriciennes, nous indiquons fréquemment le nom de famille principal ainsi que celui de l'épouse, comme cela était souvent pratiqué à l'époque par les élites elles-mêmes.

(1896-1932) incarne de façon typique la figure du patricien actif dans le milieu culturel. Fils de l'industriel Fritz Hoffmann-La Roche, il exerce au sein de la compagnie pharmaceutique paternelle des fonctions de direction. En parallèle à ses activités économiques, il se consacre à la collection d'œuvres d'art, et est élu président du *Basler Kunstverein* en 1930. À sa mort, son épouse Maja Stehlin (1896-1989) reprend le flambeau. À Zurich, les familles patriciennes sont également représentées au sein des principales institutions locales de la vie culturelle bourgeoise, telles la *Tonhalle Gesellschaft* et la *Zürcher Kunstgesellschaft*.

Dans la sphère académique, la présence patricienne est marquée par l'existence de dynasties universitaires, tels les Oltramare et les Martin à Genève ou les Burckhardt et les Hagenbach à Bâle. En 1890, les patriciens occupent deux tiers des positions au sein des élites académiques à Genève, et un tiers à Bâle. Ils y côtoient également d'importants contingents de professeurs étrangers (voir **Chapitre 10**). La proportion de patriciens décline cependant rapidement au cours des premières décennies du xx^e siècle pour atteindre respectivement 8% et 15% en 1957, dans un contexte de formalisation croissante des carrières académiques, d'une augmentation du nombre de chaires professorales et d'une plus grande ouverture sociale dans le recrutement des professeurs. Les membres des familles patriciennes sont également représentés à l'Université de Zurich – quoique dans une moindre mesure – par d'importantes figures de la vie intellectuelle, tels l'historien Gerold Meyer von Knonau (1843-1931) ou le constitutionnaliste Dietrich Schindler-Amsler (1890-1948). La dimension dynastique identifiable à Genève et à Bâle y est cependant moins prégnante.

Les familles patriciennes sont comparativement moins présentes dans les institutions politiques. La diminution est particulièrement forte dès la fin du xix^e siècle: d'un tiers en 1890 à Bâle et à Genève, cette proportion chute à 4% et 5% dans ces deux villes, respectivement. L'accès aux fonctions politiques est en effet déterminé par le suffrage universel, ce qui rend la cooptation par les pairs inopérante en tant que modalité de recrutement. De fait, les familles patriciennes font face, dès le milieu du xix^e siècle, à l'émergence de forces politiques concurrentes en provenance tant des milieux bourgeois qu'ouvriers (voir **Chapitre 6**).

Familles patriciennes et réseaux d'alliances matrimoniales

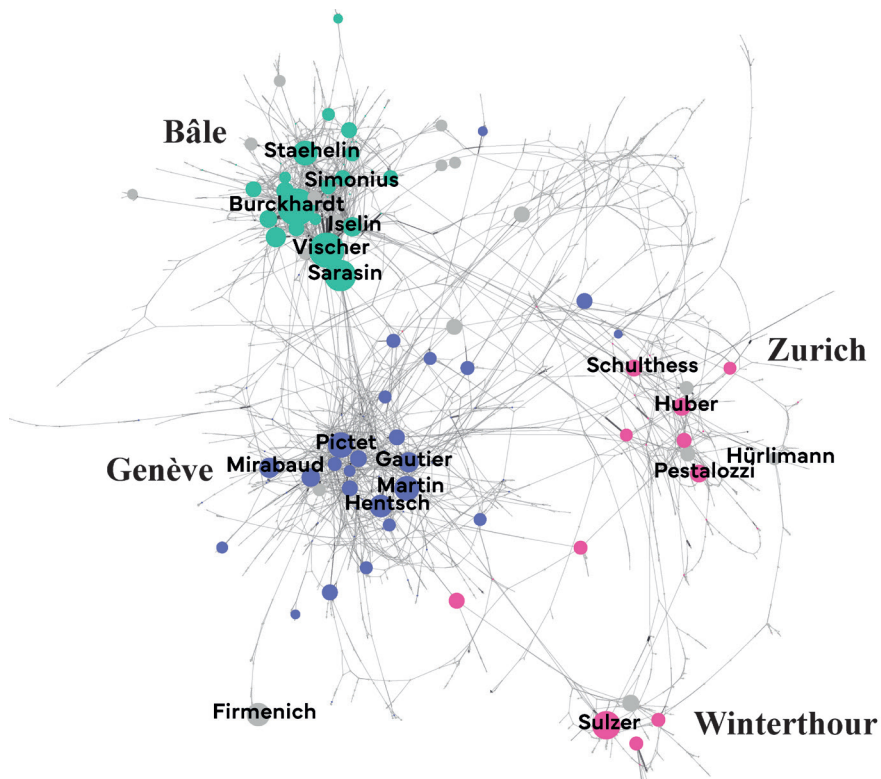
L'un des traits caractéristiques des élites patriciennes réside dans la densité des relations familiales qui les lient entre elles. Ces alliances familiales jouent un rôle central dans l'acquisition et la préservation du pouvoir. Elles œuvrent au renforcement d'une continuité de classe et à l'établissement d'une communauté d'intérêts. Les mariages entre individus appartenant à un même groupe social (endogamie) visent à préserver le capital économique et le prestige associé à un patronyme, et les entorses à cette norme sont souvent perçues de façon négative. Hans Schindler-Baumann (1896-1984), par exemple, membre d'une vieille famille patricienne de Glaris et président de la *Maschinenfabrik Oerlikon* (MFO), rapporte avoir entendu son père parler en ces termes d'un homme de la haute société ayant épousé une serveuse: « *C'était aussi grave que s'il avait été envoyé en prison pour escroquerie.* »⁷

Les nombreuses relations de parenté reliant entre elles les familles patriciennes forment un réseau (voir **Figure 1.1**) dont la structure fait ressortir trois grands pôles correspondant aux trois villes, auquel s'ajoute un pôle winterthourois de moindre envergure. On y distingue à Bâle, en haut à gauche, les familles Burckhardt, Vischer et Sarasin; à Genève, en bas à gauche, les familles Pictet, Martin et Hentsch notamment, et à Zurich, à droite, les familles Schulthess, Huber et Pestalozzi; en bas à droite, on retrouve les familles patriciennes de Winterthour, notamment les Sulzer⁸.

⁷ Cité dans WIESMANN Matthias, *Zauderer mit Charme: Hans Schindler und die Zwänge einer Zürcher Industriellenfamilie*, Baden, Hier und Jetzt, 2020, p. 35.

⁸ Si Winterthour a été sous l'Ancien Régime (et ce jusqu'en 1798) sujette de la Ville de Zurich, elle a bénéficié d'une importante autonomie, de sorte qu'une élite locale s'y est formée. Celle-ci conserve jusqu'au xx^e siècle une certaine distance avec le patriciat de la ville de Zurich, comme l'illustre dans la **Figure 1.1** la présence d'un réseau distinctif.

Figure 1.1 – Le réseau des liens de parenté des familles patriciennes entre 1890 et 1957



Note: la figure représente les liens de famille totaux sur la période 1890-1957. Les liens de famille incluent à la fois les liens d'affinité (par le mariage) et de consanguinité (ascendance et descendance). Ils sont représentés par les arêtes entre les nœuds. La taille des nœuds est quant à elle proportionnelle au nombre d'élites positionnelles d'une famille. La famille Burckhardt, par exemple, compte 41 élites occupant au moins une position de pouvoir sur la période 1890-1957.

Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

Cette analyse de réseau met en évidence la plus forte densité du réseau familial pour Bâle et Genève, qui reflète l'endogamie patricienne particulièrement marquée pour ces deux villes⁹. Cet entre-soi familial dérive du caractère très concentré des élites urbaines, un phénomène renforcé notamment à Bâle-Ville par la rupture précoce (1833) avec Bâle-Campagne. Les alliances internes au patriciat peuvent cependant se compléter par des alliances, moins nombreuses, avec d'autres élites non patriciennes, comme l'illustre la présence dans le réseau des Firmenich (allié aux familles patriciennes genevoises par le mariage de Georges Firmenich avec Charlotte Gautier en 1946), des Simonius (famille allemande installée à Bâle au milieu du XIX^e siècle, alliée au patriciat local dès la seconde génération) ou des Hürlimann à Zurich. L'ascension économique de cette famille de brasseurs, issue d'une petite commune rurale du canton (Hombrechtikon) durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, s'accompagne d'une stratégie matrimoniale d'alliance dans les milieux patriciens. Albert Hürlimann (1857-1934), petit-fils du fondateur, épouse Anna Bertha Hirzel (1967-1949), issue d'une dynastie patricienne zurichoise particulièrement influente aux XVII^e et XVIII^e siècles. Hans Hürlimann (1891-1974), fils de Albert, épouse quant à lui Gertrud Huber (1897-?), petite-fille de l'industriel Peter Emil Huber (1836-1915), cofondateur de la MFO et également issu d'une prestigieuse lignée patricienne. Plus généralement, la forme de ce réseau illustre une double caractéristique typique des liens de famille patriciens: ces familles sont fortement connectées au sein d'une même région, mais les liens entre les trois régions sont assez rares, ce qui souligne le caractère fortement décentralisé de la Suisse et de ses structures de pouvoir.

Le rôle des alliances matrimoniales dans la promotion des intérêts familiaux se manifeste le plus clairement parmi les élites de la sphère économique. Faire appel aux membres de la famille par alliance permet en effet d'assurer la pérennité d'une entreprise. C'est ainsi que Jacob de Candolle (1778-1841), co-fondateur de la banque privée Candolle Turrettini & Cie, mobilise en 1841 Édouard Pictet (1813-1878), le neveu de sa femme. Celui-ci devient le principal associé de la banque, qui prend en 1848 la raison sociale Édouard Pictet & Cie. Les alliances

⁹ Pour plus de détails, voir BENZ et al., «The power of Swiss patrician families», 2024.

permettent ainsi d'éviter l'éclatement de la propriété d'une entreprise familiale. Pour cette raison, les mariages entre cousin-e-s au deuxième degré ne sont pas rares jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Ivan Mirabaud (1850-1935), par exemple, se marie en 1874 avec sa cousine germaine Alice Paccard (1854-1932). Tous les deux sont les petits-enfants de David-Marc Paccard (1794-1863), fondateur de la banque Paccard, Ador & Cie, qui devient Mirabaud & Cie en 1910. Les alliances matrimoniales permettent également de diversifier les intérêts stratégiques, en établissant des liens avec des familles actives dans de multiples secteurs. Par ces jeux d'alliances interentreprises, l'influence des familles peut s'étendre à de nombreux secteurs clés de l'économie locale et nationale.

Encadré 1.1 – La Suisse, un pays oligarchique ?

Au milieu de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte marqué par de vives discussions sur le monde d'après-guerre, la concentration du pouvoir économique et politique dans les mains de grandes familles est violemment critiquée par des intellectuels et polémistes de gauche. En décembre 1943, une semaine avant l'élection du premier conseiller fédéral socialiste, paraît dans le journal *Das Volk*, organe de presse du Parti socialiste soleurois, un article intitulé « Les familles régnautes et le Conseil fédéral ». Signé Pollux (nom de plume d'un collectif composé des ingénieurs Georges Baehler et Jean A. Mussard), cet article entend démontrer que, si les grandes familles ne sont pas représentées de façon directe au sein du Conseil fédéral, elles exercent néanmoins, sinon un contrôle, une influence considérable sur ses membres. Plusieurs conseillers fédéraux sont ainsi proches des grandes banques ou des compagnies d'assurance contrôlées par les « familles régnautes ».

Le collectif Pollux dénonce ce qu'il interprète comme une forme de connivence entre la haute finance et l'exécutif fédéral, qui empêcherait la souveraineté populaire de s'exprimer pleinement. Un schéma composé de cercles concentriques accompagne l'article : la couche externe est formée des grandes familles, groupées par villes ; au centre figurent les conseillers fédéraux, vers lesquels pointent des flèches émanant des grands groupes possédés par ces grandes familles (voir **Illustration 1.1.**).

La dénonciation, par Pollux, de la concentration excessive du pouvoir entre les mains de quelques familles, liées de surcroît entre elles par des alliances matrimoniales, s'inscrit dans le développement d'un discours critique vis-à-vis des « trusts » et du « capitalisme monopolistique » depuis les années 1930. En France, cette critique prend la forme d'une mise à l'index – commune à la gauche anticapitaliste et à la droite antisémite – des « deux cents familles ». En Suisse, le socialiste bernois Fritz Giovanoli (1896-1964) dénonce en 1934 le « règne du capitalisme financier » qui s'exprime selon lui par la mainmise d'une poignée de familles sur les grandes entreprises à travers la structure des holdings (sociétés de participation).

Entre 1943 et 1945, le collectif Pollux publie une douzaine d'articles et de brochures, dont l'objectif est de rendre visibles la « structure profonde » du capitalisme suisse et les mécanismes de pouvoir qui l'animent grâce à la visualisation graphique, qui devient la marque de fabrique de Pollux.

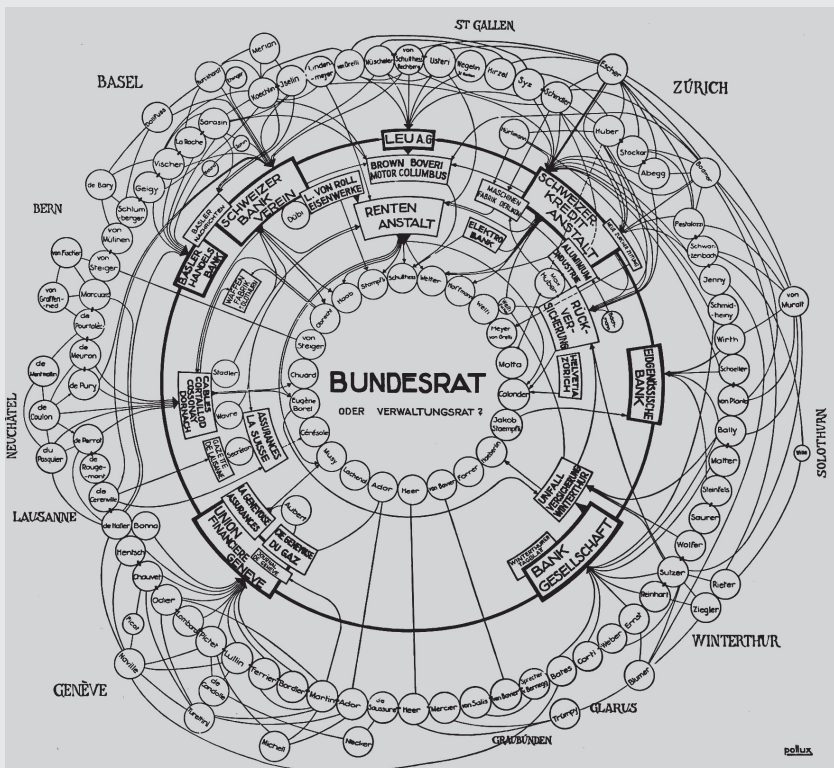


Illustration 1.1 – Pollux et les « familles régnantes » (1943).

Source: POLLUX, « Die herrschenden Familien und der Bundesrat », *Das Volk*, 9 décembre 1943.

Ces alliances matrimoniales endogames dépassent cependant le cadre de la sphère économique. Par ces alliances, les familles établissent des liens *entre* sphères de pouvoir. À la multipositionnalité individuelle (voir **Chapitre 2**) s'ajoutent donc des « multipositionnalités familiales ». Paul-Edmond Martin (1883-1969), professeur d'histoire à l'Université de Genève – et issu de la dynastie académique genevoise éponyme –, est lié à la dynastie bancaire des Pictet par sa femme, Albertine Pictet (1884-1946). Son grand-père, Ernest Pictet (1829-1909), en plus de ses nombreuses responsabilités au sein des milieux bancaires genevois, était actif politiquement, en tant qu'élu, tant au niveau communal, cantonal, que national. Cet exemple met en évidence l'existence d'une division du travail – consciemment élaborée ou non – interne à la famille ou interfamilles, par laquelle certaines branches se spécialisent dans des domaines particuliers. Ces chevauchements de relations familiales et de relations de pouvoir vont susciter dans les années 1930 et 1940 les critiques d'intellectuels issus de la gauche dénonçant la concentration excessive du pouvoir entre les mains de ces grandes familles (voir **Encadré 1.1**).

Permanences patriciennes

Le recul des représentants patriciens des positions de pouvoir au cours de la période 1890-1957 ne signifie pas pour autant que ces familles perdent toute influence. Celles-ci font en effet preuve d'une certaine résilience institutionnelle et mémorielle, qui ne sont pas directement visibles à travers l'approche positionnelle¹⁰.

Ces familles cultivent encore aujourd'hui une forte conscience historique et dynastique, entretenue par des institutions et des lieux de sociabilité particuliers. Les *fondations familiales* jouent de ce point de vue un rôle fondamental. Ces institutions – qui apparaissent d'abord sous le nom de *Fideikommiss* au début du xvi^e siècle – œuvrent à la préservation

¹⁰ Pour une étude des formes de résilience patricienne au xx^e siècle à partir du cas bernois, voir RIEDER Katrin, *Netzwerke des Konservatismus. Berner Bürgergemeinde und Patriziat im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich, Chronos, 2008.

du patrimoine collectif (à la fois symbolique et économique) accumulé au cours des décennies ou des siècles, et définissent statutairement les frontières de la famille en désignant les usufruitiers. Elles organisent également des formes de sociabilité au sein des familles et concourent de cette façon à en assurer la cohésion. Elles mettent en place régulièrement des assemblées de descendant·e·s, informant les membres de leurs activités et statuant sur l'allocation des revenus du capital familial. Les fondations de famille construisent en outre une mémoire collective, qui s'incarne par la production d'ouvrages historiques commémoratifs à l'occasion, typiquement, des anniversaires d'obtention du droit de bourgeoisie¹¹. Ces fondations lient chronologiquement les contemporains à leurs ancêtres et construisent ainsi une solidarité intergénérationnelle pluriséculaire. Les statuts de la fondation von Muralt sont à cet égard exemplaires: la fondation se fixe comme but de «*prendre en charge les frais d'éducation et d'équipement, et plus généralement de soutenir les descendants*» de cinq membres de la famille von Muralt nés au XVII^e siècle¹².

L'entretien et la construction d'une «*mémoire patricienne*» – garante d'une certaine forme de prestige symbolique – ne s'arrêtent cependant pas aux frontières de la famille. Dans les trois villes, les accomplissements des anciennes familles, considérées en tant que groupes, sont célébrés publiquement. À Zurich, les *Zürcher Taschenbücher*, – toujours publiés aujourd'hui – sont fondés en 1858 par des membres de la *Gesellschaft vom alten Zürich*, société fondée deux ans plus tôt par des patriciens, dont le but était de «*rétablir la distinction initiale [prévalant avant 1798] entre les patriciens de la ville de Zurich et les autres familles [jadis les sujets]*»¹³. À Genève, la

¹¹ Voir par exemple VUILLEUMIER Christophe, *Les Chenevière. Une famille genevoise 1582-2021*, Genève, Slatkine, 2021 ; EHRENBOLD Tobias et HAFNER Urs, *Stähelin, Staehelin, Stehelin: eine Basler Familie seit 1520*, Bâle, Christoph Merian Verlag, 2020. En ligne: <<https://ststst.ch/publikation/>> ; STUCKI Fritz, *Die Geschichte der Familie Bodmer von Zürich, 1543-1943*, Zurich, J. Rüeegg Söhne, 1942.

¹² Statuts de la Fondation de famille von Muralt, *Feuille officielle suisse du commerce*, 4 février 2021. En ligne: <<https://www.fundraiso.ch/sponsor/familienstiftung-von-muralt>>, consulté le 7 juin 2023.

¹³ ILLI Martin, *Die Constaffel in Zürich: von Bürgermeister Rudolf Brun bis ins 20. Jahrhundert*, Zurich, NZZ Verlag, 2003.



Illustration 1.2 – Zurich, Place du Münsterhof 8: Zunfthaus zur Waag (vers 1887).

Source: Baugeschichtliches Archiv/Archives de la construction de la Ville de Zurich (BAZ_099497).

Restauration patricienne de 1814 est encore commémorée aujourd'hui – et ce depuis 1883 à la suite d'une initiative du juriste et homme politique Gustave Pictet (1827-1900) – tous les 31 décembre par plusieurs coups de canon tirés de la Treille (promenade située en vieille-ville, surplombant le Parc des Bastions).

La permanence du patriciat s'exprime également par des formes spécifiques de sociabilité. Celle-ci se structure notamment, à Zurich et à Bâle, autour des *Zünfte*. Si ces guildes, ou corporations, perdent au cours du XIX^e siècle leurs prérogatives politiques, elles ne cessent de jouer un rôle symbolique et social important et constituant, tout au long du XIX^e et du XX^e siècle, des lieux où se tissent des réseaux, essentiellement entre les familles issues de l'ancien patriciat. L'appartenance à ces cercles dénote un attachement historique particulier à la ville et un certain statut élitare. Encore au début du XXI^e siècle, les corporations zurichoises organisent des soirées mondaines (*Jungzünfterball*) visant à susciter les rencontres pouvant donner lieu à des alliances matrimoniales internes à ce milieu. Cette sociabilité patricienne s'incarne également dans un folklore particulier, qui se manifeste par des parades annuelles organisées par les *Zünfte* – *Sechseläuten* à Zurich, *Fasnacht* à Bâle. Ces événements festifs donnent l'occasion aux *Zünfte* d'afficher – à travers l'exposition des blasons et le port de costumes imitant les vêtements d'Ancien Régime – leur historicité et donc de signaler la respectabilité des membres qui les composent. Il n'est pas rare que les sièges des fondations de famille soient situés dans les locaux de ces corporations¹⁴.

De l'ancien patriciat aux nouvelles dynasties

Le terme de patriciat est utilisé dans l'historiographie dans un contexte particulier, essentiellement celui de l'Époque moderne, et il peut sembler anachronique de l'employer pour les périodes plus tardives, a fortiori

¹⁴ Telle la fondation de la famille von Muralt à Zurich, située à la très exclusive *Gesellschaft der Schildner zum Schneggen*.

pour le ^{xx}^e siècle. Si le patriciat perd progressivement au ^{xix}^e siècle ses privilèges politiques, l'effacement de ce monopole ne s'est pas systématiquement traduit par un déclasserment : beaucoup de ces familles patriciennes occupent encore un rôle important au sein de l'élite urbaine à la fin du ^{xix}^e et au début du ^{xx}^e siècle. Néanmoins, la tendance mise en évidence dans ce chapitre est celle de leur recul progressif au cours du ^{xx}^e siècle, à relativiser selon les sphères de pouvoir (moins marqué dans la sphère économique) et selon les villes (moins marqué pour Genève et Bâle qu'à Zurich). En dépit de cet effacement, ces familles patriciennes conservent une certaine cohésion, qui se manifeste notamment par l'endogamie, et, encore aujourd'hui, par l'entretien d'institutions et de pratiques, mémorielles et symboliques, qui contribuent à en assurer la permanence. Notre analyse nous conduit à contester l'affirmation de Hans Schulthess-Hünerwadel placée en exergue de ce chapitre : si les familles patriciennes perdent de leur prééminence au sein des sphères de pouvoir, elles n'en sont pas pour autant devenues au milieu du ^{xx}^e siècle des « curiosités historiques ».

De plus, l'effacement quantitatif des familles patriciennes parmi les élites positionnelles ne s'est pas traduit par un déclin de la famille en général *en tant qu'institution structurante des élites*. Au contraire, des tendances dynastiques demeurent visibles parmi la nouvelle élite qui émerge au ^{xx}^e siècle, c'est-à-dire celle issue ni des familles patriciennes, ni des dynasties industrielles ou commerciales du ^{xix}^e siècle. C'est particulièrement le cas au sein de la sphère économique – cette catégorie d'élite partageant avec les familles anciennement établies l'aspiration à la pérennité et à la transmission des avantages et positions acquis. Les Firmenich à Genève dans la parfumerie, les Bär (banque) et les Coninx (médias) à Zurich, constituent autant d'exemples de dynasties entrepreneuriales, structurées autour d'une entreprise aux mains de la famille, et autant d'exemples de la permanence du principe dynastique au sein des sphères sociales. L'émergence de ces nouvelles dynasties reflète plus généralement la transformation du profil des élites au cours du ^{xx}^e siècle, particulièrement marquée après la Première Guerre mondiale. À l'effacement patricien correspond l'essor de nouveaux profils, à la faveur à la fois des évolutions politiques au niveau local (essor du mouvement ouvrier dans les villes, voir

Chapitre 6) et des transformations du contexte économique (changements dans la gouvernance d'entreprise et de l'importance accrue accordée à la formation universitaire et à l'expertise technique pour l'accès aux positions dirigeantes, voir **Chapitre 5**). En parallèle se produisent des transformations relatives au périmètre géographique sur lequel opèrent les élites – changements qui constituent l'objet du prochain chapitre.

**Michael A. Strebel, Pedro Araujo,
Pierre Benz, Claire-Lise Debluë,
Geoffroy Legentilhomme et André Mach**

2. Les réseaux de pouvoir des élites urbaines : du local au transnational

« Les assemblées générales du Crédit Suisse (CS), les réunions du Parti radical (PLR) et les matchs de football du Grasshopper Club (GC) étaient, à leur apogée, le lieu où les grands noms des Radicaux zurichois se rencontraient et entretenaient leur réseau. L'évolution des trois institutions illustre le déclin de cette ancienne élite. Le CS, dominé depuis longtemps par une nouvelle génération de dirigeants à vocation internationale, disparaît sous l'aile de son ancienne rivale, l'UBS. Le PLR est passé d'une domination totale du gouvernement avec sept conseillers fédéraux à un parti qui pourrait bientôt n'avoir plus qu'un seul siège au Conseil fédéral. Et le champion GC a été entre-temps relégué en deuxième division, avant d'être repris par des investisseurs chinois. »

Lukas Leuzinger, « Der Niedergang des Zürcher Wirtschaftsfreisinns », *Schweizer Monat*, mai 2023
(notre traduction).

Le 19 mars 2023, lors d'une conférence de presse diffusée en direct sur la télévision publique suisse, une Saint-galloise, un Fribourgeois, trois Bernois-e-s et un Irlandais scellent le sort du Crédit Suisse (CS), qui a été pendant longtemps l'institution phare des milieux économiques zurichois¹. Dans les semaines qui suivent, les médias suisses rivalisent de commentaires, tantôt élogieux ou nostalgiques, tantôt dénonciateurs, au sujet des réseaux zurichois, autrefois si influents, qui se sont tissés entre acteurs économiques, politiques (notamment issu du parti libéral-radical), culturels et sportifs pendant la majeure partie du xx^e siècle. Dans la citation qui ouvre ce chapitre, le journaliste Lukas Leuzinger souligne la perte de pouvoir du *Zürcher Wirtschaftsfreisinn* et cela à trois échelles spatiales: locale (ville) d'abord, mais aussi nationale – perte d'importance des radicaux dans la politique fédérale – et internationale – avec l'arrivée de top managers étrangers au CS et d'investisseurs chinois au sein du club de football Grasshopper. Le cliché trompeur consistant à décrire les élites à l'origine de la débâcle du CS comme des élites globalisées et déracinées, ayant remplacé les élites « autochtones », travailleuses et responsables, a été alimenté bien au-delà de la presse de droite, volontiers libertaire, comme le *Schweizer Monat*².

Pour mieux comprendre et contextualiser ce récit, ce chapitre se focalise sur la présence et les interactions des élites urbaines en analysant l'évolution de leurs réseaux de pouvoir dans la longue durée et à différentes échelles. Comment ces réseaux étaient-ils structurés dans les grandes villes suisses, et comment comprendre leur désintégration progressive? Les réseaux des élites urbaines se sont-ils développés de manière similaire à Bâle, Genève et Zurich? Pour répondre à ces questions, nous prêtons une attention particulière à la « multipositionnalité » des élites urbaines, à savoir leur faculté à occuper simultanément plusieurs

¹ Karin Keller-Suter (conseillère fédérale, SG), Alain Berset (conseiller fédéral, FR), Thomas Jordan (président de la BNS, BE), Axel Lehmann (président du CS, BE), Marlene Amstad (présidente de la Finma, BE), et Colm Kelleher (président de l'UBS, Irlande).

² Voir par exemple HOSSLI Peter, « Wie Zürich und seiner Elite die Macht abhandengekommen ist », *Sonntagsblick*, 17.04.2023.



Illustration 2.1 – Zurich, Paradeplatz : l'épicentre de la place bancaire suisse (1989).

Source : Baugeschichtliches Archiv/Archives de la construction de la Ville de Zurich (Com_FC24-8001-01588).

positions de pouvoir dans différentes organisations – par exemple le cumul d'un mandat de dirigeant-e d'entreprise avec celui de député-e. Plus des individus sont multipositionnés, plus les liens entre différentes organisations sont forts. Le développement de ces relations permet la constitution de réseaux denses où des informations peuvent être échangées et une influence mutuelle peut être exercée³. Ces réseaux et leurs «chemins courts» peuvent donc favoriser des réactions rapides et une meilleure coordination en temps de crise; en revanche, dans ces

³ Voir LEMERCIER Claire, «Analyse de réseaux et histoire», *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 52-2 (2), 2005, pp. 88-112.

réseaux le pouvoir se concentre entre quelques mains, ce qui favorise tendanciellement le népotisme.

Au cours du xx^e siècle, les élites urbaines ne sont pas seulement actives dans les entreprises, les lieux de sociabilité et les instances politiques de leur propre ville et région, mais aussi dans certaines commissions ou associations basées dans d'autres régions, qu'elles soient d'envergure nationale ou internationale. Ce chapitre est divisé en trois parties dont chacune analyse l'inscription singulière des élites urbaines dans différentes sphères de pouvoir, à l'échelle locale, nationale et internationale. Comme nous le montrerons, jusqu'à la Première Guerre mondiale, les élites urbaines maintiennent des réseaux de pouvoir très denses dans leur ville et leur région. Par la suite, depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à la chute du Mur de Berlin, les réseaux urbains s'affaiblissent alors que les élites des différentes villes et régions s'engagent de plus en plus activement à l'échelle nationale. Finalement, depuis la vague de globalisation des années 1990, les villes sont devenues des espaces au sein desquels se mélangent différentes échelles d'activités, du local au global⁴. C'est dans ce contexte que les réseaux de pouvoir dans les villes et au niveau suisse s'affaiblissent depuis les années 2000 – un phénomène qui se manifeste aussi par une diversification des profils des élites, notamment en ce qui concerne leur genre et leurs nationalités⁵.

⁴ Sur l'imbrication de ces différentes échelles dans les villes, voir SASSEN Saskia, *La ville globale: New York, Londres, Tokyo, Paris*, Descartes & Cie, 1996 (1990).

⁵ Ce chapitre se base en partie sur les articles suivants, issus du projet FNS Sinergia *Local Power Structures and Transnational Connections*: STREBEL Michael A., ANTONIAZZA Baptiste et MACH André, «Getting rid of their ties. The long-term evolution of Swiss elite networks and profiles in the three largest Swiss cities, 1890-2020», *Archiv für Sozialgeschichte* 61, 2021, pp. 161-180; STREBEL Michael A. et MACH André, «From local champions to global players: A long-term perspective on Swiss companies' connections across territorial scales», *Global Networks*, 23(4), 2023, pp. 832-848.

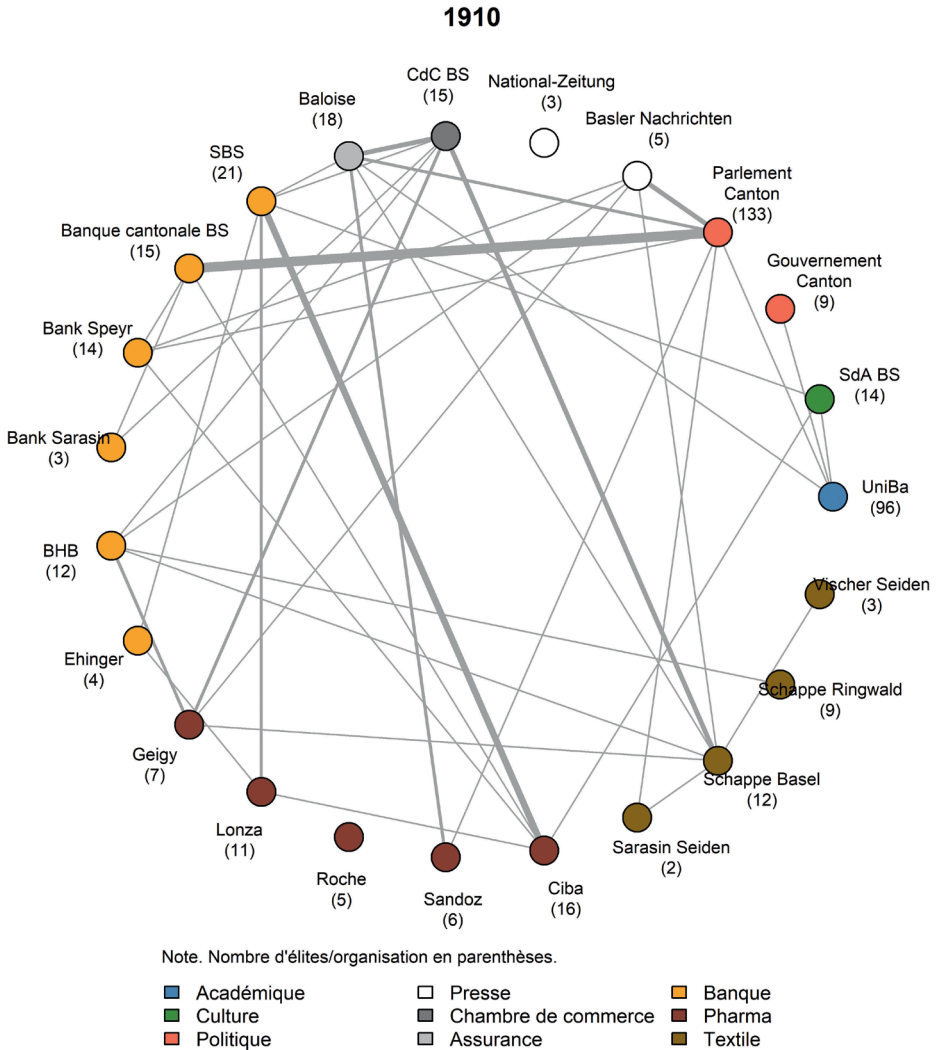
De l'intégration à la fragmentation : les réseaux de pouvoir locaux

Comment les liens entre économie, politique, science et culture se sont-ils développés dans les grandes villes suisses? Un événement qui s'est produit à Bâle en 1902 illustre de manière frappante l'imbrication des différentes sphères de pouvoir. Des représentants du Parti libéral-conservateur bâlois – dont certains membres des familles patriciennes locales – prennent le contrôle des *Basler Nachrichten*, journal qui avait adopté une ligne éditoriale favorable aux Radicaux depuis les années 1880. Ce coup de force permet aux familles patriciennes, et au Parti libéral qui les représente, de s'emparer d'une importante plate-forme médiatique, qu'ils ne lâcheront plus jusqu'à la fusion des *Basler Nachrichten* avec le *National-Zeitung* pour former la *Basler Zeitung* en 1977.

Cette prise de contrôle d'un organe de presse se reflète dans les structures de pouvoir urbaines. La **Figure 2.1** montre le réseau de pouvoir à Bâle en 1910. Les cinq membres du Conseil d'administration des *Basler Nachrichten* siègent également dans les Conseils d'administration de deux banques, d'une entreprise pharmaceutique en plein essor, d'une entreprise textile établie de longue date ainsi qu'au Grand Conseil. Ces liens avec l'économie et la politique perdurent plus d'un demi-siècle, jusqu'à la fusion du journal en 1977. Deux autres titres de presse, le *Journal de Genève* et la *Neue Zürcher Zeitung*, jouent un rôle similaire pour les élites genevoises et zurichoises et servent de porte-paroles des élites auprès des cercles de pouvoir de ces deux villes. De manière générale, ces liens forts entre organes de presse, grandes entreprises et institutions politiques diminuent au cours du xx^e siècle. Néanmoins, de telles prises de contrôle existent toujours comme en atteste le cas du journal *Le Temps*, successeur du *Journal de Genève*, racheté en 2021 par des banquiers privés et plusieurs sociétés philanthropiques comme la Fondation Wilsdorf⁶. Propriétaire de l'entreprise Rolex, cette dernière réunit dans son Conseil de fondation des notables genevois, dont plusieurs membres de familles patriciennes.

⁶ CAGÉ Julia, « Pour une gouvernance démocratique et transparente du "Temps" », *Le Temps*, 18.11.2020. En ligne : <<https://www.letemps.ch/opinions/une-gouvernance-democratique-transparente-temps>>.

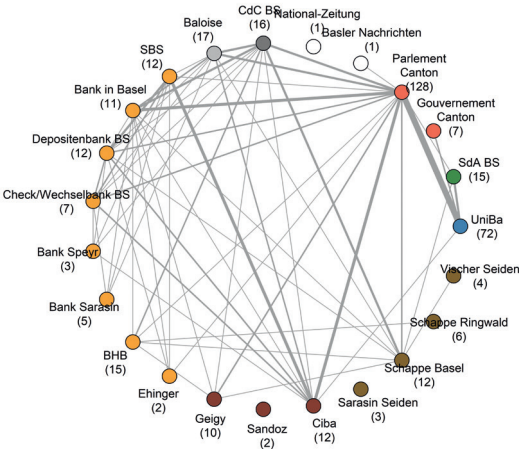
Figure 2.1 – Le réseau des élites bâloises, 1890-2020



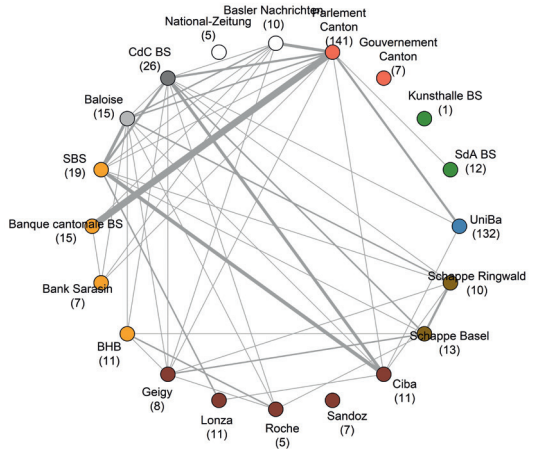
Note: les pastilles colorées représentent différentes organisations et institutions – par exemple des entreprises, mais aussi l’université ou certains organes politiques. Les lignes qui les lient représentent les élites qui occupent simultanément une position dans deux organisations. Plus la ligne entre deux organisations est épaisse, plus il y a d’élites qui occupent une position dans un même temps donné dans chacune de ces organisations. Exemple: en 1910, une seule personne occupe à la fois une position dans la direction des *Basler Nachrichten* et de l’entreprise *Geigy* tandis que deux individus sont à la fois députés et membres de la direction des *Basler Nachrichten*.

Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

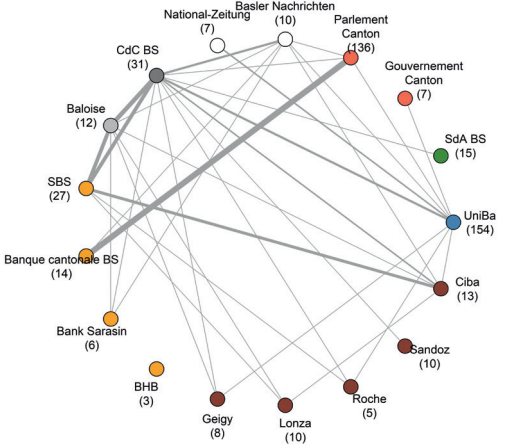
1890



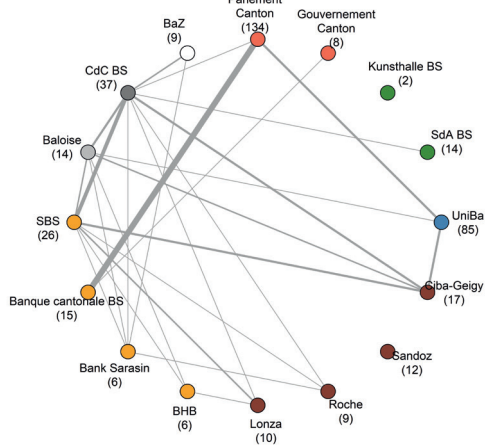
1937



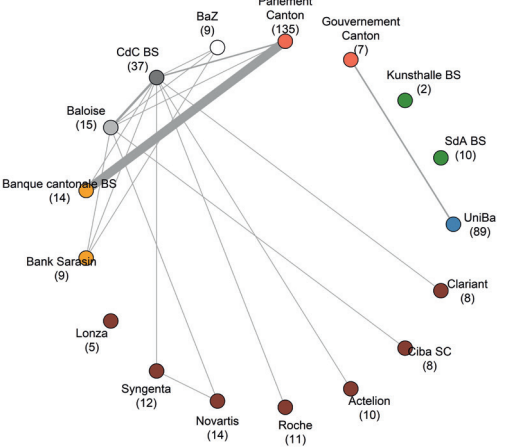
1957



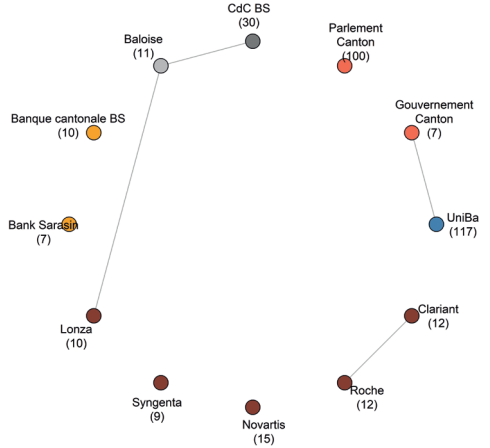
1980



2000



2020



Les directions de ces organes de presse ne représentent toutefois qu'une partie des élites multipositionnées. Ce groupe est surtout composé par des dirigeant·e·s d'entreprise, mais aussi des politicien·ne·s et des professeur·e·s d'université – qui ont marqué de leur empreinte les trois villes depuis la fin du XIX^e siècle. Au fil des décennies, les élites urbaines s'investissent néanmoins de moins en moins dans les institutions de leur ville et de leur région. Jusqu'en 1910, presque 10 % des élites urbaines occupaient une position dans deux sphères de pouvoir de leur ville. Durant l'entre-deux-guerres, ce taux diminue, mais reste stable autour de 5 % pour le reste du XX^e siècle. Depuis les années 2000, on assiste à une véritable désintégration des réseaux de pouvoir au sein des villes. En 2020, moins de 1 % des élites urbaines sont multipositionnées. La **Figure 2.1** visualise cette désintégration : les liens entre les différentes institutions de pouvoir bâloises, tissés par la multipositionnalité des élites urbaines, deviennent de plus en plus rares au XXI^e siècle (pour les réseaux de Genève et de Zurich, voir les **Figures 2.2** et **2.3** en fin de chapitre).

Comment comprendre cette évolution des réseaux de pouvoir locaux ? Pour répondre à cette question, nous allons élargir la focale d'analyse au-delà des villes en observant la manière dont les élites urbaines interagissent avec les sphères de pouvoir à d'autres échelles – nationale et internationale.

Les élites urbaines dans les réseaux de pouvoir nationaux

Le premier moment de fragmentation des réseaux de pouvoir locaux au début du XX^e siècle est étroitement lié à l'intégration des élites urbaines dans des organisations d'envergure nationale. Bien que ce phénomène se manifeste déjà au XIX^e siècle, il ne se déploie dans toute son ampleur qu'au début du XX^e siècle. L'intégration des différentes associations patronales à l'échelle nationale illustre cette dynamique. En 1905, le secrétaire général de la Chambre de commerce de Zurich, Emil Richard (1858-1952), milite pour la création d'une

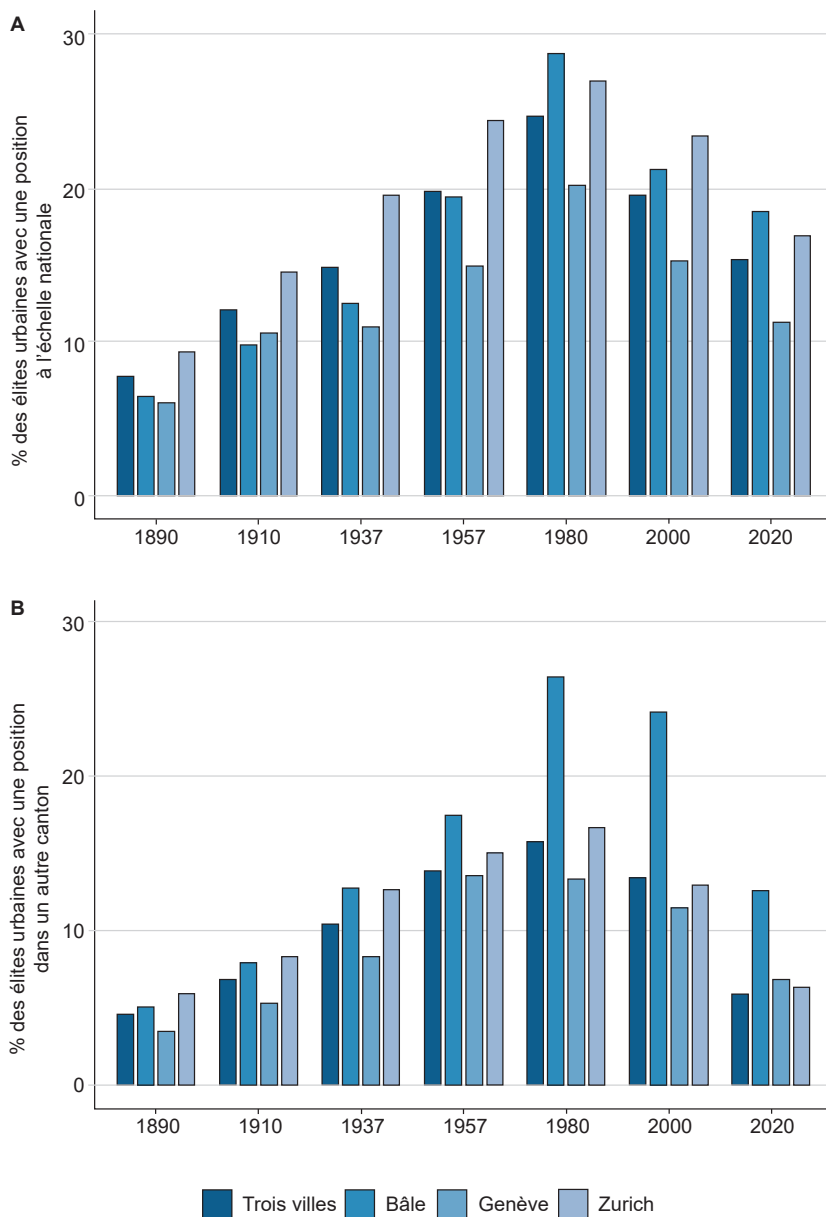
nouvelle organisation, l'Union centrale des associations patronales suisses (UCAPS). Grâce à une meilleure coordination des différents secteurs industriels, l'UCAPS a vocation à faire face à la « menace » croissante que constitue le mouvement ouvrier, que les milieux patronaux considèrent alors mieux organisé et structuré qu'eux-mêmes au niveau fédéral. C'est dans ce contexte qu'est fondée, en 1908, l'UCAPS – ancêtre de l'actuelle l'Union patronale suisse (UPS). Alors que les institutions politiques et les organisations économiques étaient fortement décentralisées, l'intégration et la coordination nationale de différents acteurs suivent une logique *bottom-up* (de bas en haut). Ce sont les élites des différentes villes et régions qui entreprennent les démarches visant à favoriser la création de réseaux de pouvoir à l'échelle nationale.

Pour comprendre le rôle des élites urbaines au plan national, la base de données de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS) s'avère particulièrement utile⁷. Deux dimensions de l'intégration nationale des élites urbaines retiennent plus particulièrement notre attention: premièrement, le pourcentage des élites urbaines qui ont un mandat dans une organisation active à l'échelle nationale, comme l'administration fédérale, une association faîtière du patronat ou un syndicat d'envergure nationale (partie A du **Graphique 2.1**); deuxièmement, le pourcentage des élites urbaines qui ont un mandat dans une organisation dont le siège se situe en dehors de leur canton, par exemple un Conseil d'administration d'entreprise, un Conseil d'État ou un Grand Conseil (partie B du **Graphique 2.1**)⁸.

⁷ Cette base de données contient plusieurs dizaines de milliers d'enregistrements de personnes actives à l'échelle nationale, notamment les dirigeant-e-s des cent dix plus grandes entreprises suisses, les professeur-e-s des universités et des écoles polytechniques, les hauts fonctionnaires de l'administration fédérale, les principales organisations patronales ainsi que les élu-e-s au Parlement national et au Conseil fédéral. Voir <https://unil.ch/elitessuisses>.

⁸ Pour cette analyse, les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne sont considérés comme un seul canton.

Graphique 2.1 – Intégration nationale des élites urbaines par ville



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

Le **Graphique 2.1** montre l'évolution de ces deux indicateurs. Il souligne l'augmentation linéaire des élites urbaines multipositionnées à l'échelle nationale et dans d'autres régions depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'au dernier quart du XX^e siècle. En 1980, un quart des élites urbaines occupe une position dans une organisation nationale et environ un cinquième de ce même groupe se retrouve dans une organisation établie dans un autre canton. Pour les cohortes de 2000 et 2020, cette tendance s'inverse avec une diminution du pourcentage de ces deux indicateurs. Ce résultat corrobore une étude antérieure sur les dirigeant·e·s d'entreprises, qui soulignait déjà que ce groupe s'était progressivement retiré des institutions politiques des villes depuis la fin du XIX^e siècle pour devenir de plus en plus actif dans les associations patronales nationales jusque dans les années 1980 (voir aussi **Encadré 5.1**)⁹.

Les élites urbaines semblent avoir effectivement accordé une plus grande importance aux positions de pouvoir à l'échelle nationale vers la fin du XX^e siècle. Néanmoins, cette dynamique d'intégration nationale se manifeste de façon inégale entre les élites bâloises et zurichoises, d'un côté, et les élites genevoises, de l'autre. Ces dernières sont nettement moins intégrées dans les réseaux de pouvoir nationaux que leurs homologues alémaniques. Alors que la plus forte présence des élites zurichoises peut s'expliquer en partie par le poids démographique et économique de cette région, les villes de Bâle et Genève sont comparables sur ces deux dimensions (voir **Repère 1**). La plus faible présence des élites genevoises est donc probablement due à la position «périphérique» de la ville de Genève dans le système économique et politique suisse.

⁹ STREBEL et MACH, «From local champions to global players», 2023.

Encadré 2.1 – Les profils des élites multipositionnées

Qui sont les personnes qui occupent plusieurs positions dans les différentes institutions de pouvoir dans les villes? De manière générale, les élites multipositionnées sont des hommes âgés de cinquante à soixante ans et à l'apogée de leur carrière professionnelle. Selon la période, l'homme archétype de l'élite multipositionnée est issu d'une famille patricienne de sa ville (1890-1910), il est officier de l'armée suisse (1937-1980), ou encore dispose d'un diplôme universitaire (2000-2020); si ces seuls critères ne suffisent à l'identifier à une élite, ils n'en constituent pas moins des composants significatifs.

À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les réseaux de pouvoir sont encore structurés autour des familles patriciennes. Issu d'une famille genevoise de premier plan, Ernest Pictet-Fuzier-Cayla (1829-1909) fait par exemple un apprentissage bancaire à Liverpool avant de devenir partenaire au sein de la banque privée Pictet. À côté de ses engagements dans différentes banques genevoises, Ernest Pictet participe à la fondation de la Chambre de commerce et de l'industrie de Genève. Il est aussi député au Grand Conseil sous l'étiquette du Parti libéral-conservateur. Membre du Parlement fédéral, Pictet est enfin co-fondateur en 1870 de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), ancêtre d'économiesuisse.

Depuis l'entre-deux-guerres – et jusqu'à la chute du Mur de Berlin –, les réseaux de pouvoir des villes ainsi que les réseaux qui se sont développés à l'échelle nationale sont dominés par des Suisses qui font carrière dans l'armée et sont par ailleurs souvent proches du Parti radical (aujourd'hui: PLR). Fritz Gerber (1929-2020) est une figure phare de cette période. Originaire de la campagne bernoise et d'extraction modeste, Gerber étudie le droit à l'Université de Berne et accède au grade de colonel. Durant les années 1980, il est à la fois président de la Zurich Assurance et de l'entreprise chimique bâloise Roche, ainsi que membre de Conseils d'administration de nombreuses autres entreprises. Domicilié dans l'opulente *Goldküste*, qui borde la rive est du lac de Zurich (voir **Chapitres 3 et 9**), il est aussi impliqué dans des institutions clés, tels la Chambre de commerce, la Société des beaux-arts (*Kunstgesellschaft*) ou encore le *Rotary club*.

La fin du XX^e et le début du XXI^e siècle sont caractérisés par une diversification relative des élites multipositionnées. Alors que le pourcentage des élites urbaines cumulant plusieurs positions de pouvoir diminue fortement depuis 2000, des femmes commencent à intégrer les cercles les plus exclusifs du pouvoir. La politique constitue alors l'une

des principales portes d'entrée pour ces femmes, comme c'est le cas pour Martine Brunschwig-Graf (*1950). Après une enfance et des études en économie à Fribourg, Brunschwig-Graf travaille pour l'antenne romande de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES, qui sera intégrée en 2000 dans *economiesuisse*) à Genève où elle devient d'abord députée puis conseillère d'État pour le Parti libéral. Elle s'implique ensuite dans d'autres organisations de la ville – membre du *Rotary*, elle fait aussi partie du Conseil de la fondation Wilsdorf. Éluë au Conseil national, Brunschwig-Graf siège dans plusieurs organisations d'envergure nationale comme la Société suisse de Radio-diffusion et de télévision (SSR) ou encore Pro Senectute.

Parmi les élites qui ont un mandat dans une organisation d'un autre canton (partie B du **Graphique 2.1**), les élites bâloises se démarquent par leur forte implication. La différence entre Bâle et Zurich peut s'expliquer par le fait que beaucoup d'entreprises d'ampleur nationale sont établies et ont leur siège dans le canton de Zurich (voir **Repère 1**). Une partie significative des plus grandes entreprises suisses est donc établie sur le territoire zurichois. Par conséquent, les élites zurichoises peuvent être considérées comme les plus puissantes au niveau national : avoir un mandat dans une grande entreprise zurichoise correspond par extension à occuper une fonction dans une grande entreprise suisse.

En résumé, l'intégration nationale des élites urbaines au cours du xx^e siècle constitue un élément d'explication de l'affaiblissement des réseaux de pouvoir des villes depuis l'entre-deux-guerres. Mais si les élites urbaines semblent avoir redéfini leurs priorités en s'intégrant dans les réseaux de pouvoir nationaux au détriment des réseaux locaux, qu'en est-il de leur implication sur le plan international ?

L'internationalisation des élites urbaines : deux vagues de « globalisation »

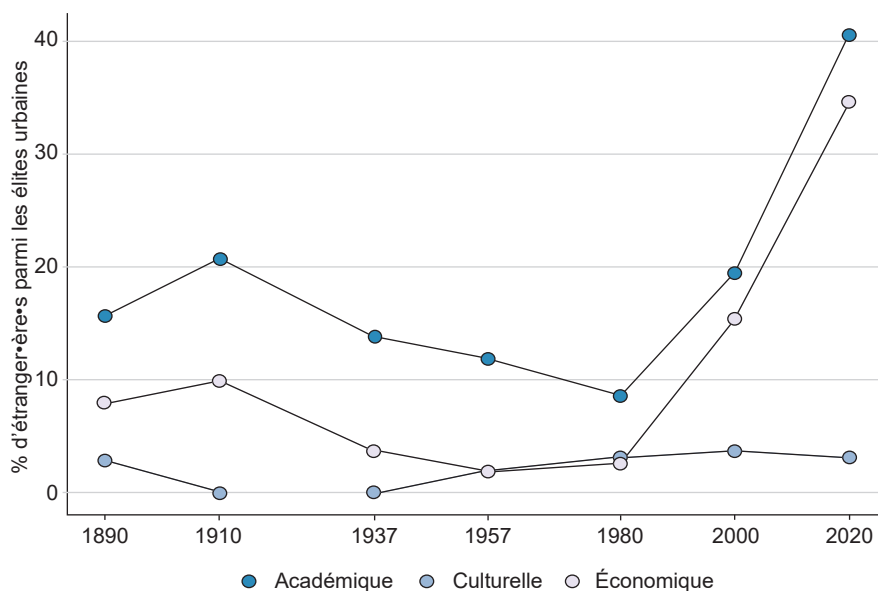
Le deuxième moment de fragmentation et de désintégration des réseaux locaux au début du xxi^e siècle coïncide avec la vague plus récente de « globalisation ». À partir des années 1990, les grandes villes suisses traversent

une période d'accélération en ce qui concerne l'internationalisation de leur économie et de leur population : les grandes entreprises deviennent de plus en plus actives sur le plan global et, surtout, s'ouvrent à des investisseurs internationaux ; en parallèle, la population d'origine étrangère continue d'augmenter. Pour autant, le phénomène n'est pas nouveau : entre la fin du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale, une première vague de « globalisation » avait traversé le monde.

En l'absence d'informations systématiques sur les mandats et les positions que les élites urbaines occupent dans des organisations et des lieux de pouvoir à l'échelle internationale, cette dernière partie se focalise sur leur nationalité. Malgré ses limites, ce critère livre une indication sur l'origine et l'ancrage de l'individu concerné dans une certaine région. Une élite de nationalité étrangère est probablement moins ancrée dans une ville qu'un-e descendant-e d'une famille patricienne, présent-e dans cette même ville depuis parfois plusieurs siècles (voir **Chapitre 1**). Par conséquent, les élites d'origine étrangère sont en général moins impliquées dans les réseaux de pouvoir d'une ville, d'une région, ou d'un pays que les « autochtones » – soit parce qu'elles sont moins intéressées à en faire partie, soit parce qu'elles sont moins bien intégrées, voire mises à l'écart, par les élites urbaines en place. Bien entendu, ce constat n'empêche pas que des personnes d'origine étrangère puissent s'intégrer dans des réseaux locaux et que certaines d'entre elles jouent un rôle important à l'échelle locale.

Le **Graphique 2.2** montre l'évolution du pourcentage des ressortissant-e-s étranger-ère-s parmi les élites urbaines pour trois des quatre sphères de pouvoir depuis 1890. Les élites politiques n'y sont pas représentées, car elles sont toutes de nationalité suisse. Pour les élites économiques et académiques, nous observons un premier pic de la présence de personnes étrangères en 1910, juste avant la Première Guerre mondiale, ce qui correspond au moment où la première vague de « globalisation » atteint son apogée. La plupart de ces personnes sont alors de nationalité allemande ou française, deux puissants voisins de la Suisse. Dès l'entre-deux-guerres, dans un contexte d'intégration nationale des élites urbaines et de durcissement des politiques anti-immigration (« lutte contre l'*Überfremdung*»), le pourcentage d'étranger-ère-s au sein des élites diminue et reste en dessous de 10%. Ce taux perdurera jusque dans les années 1990. Avec la

Graphique 2.2 – Proportion d'étranger·ère·s parmi les élites urbaines par sphère de pouvoir



Source : Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

deuxième vague de « globalisation », la présence d'étranger·ère·s augmente significativement pour atteindre 20 % de l'ensemble des élites en 2020. À la même date, entre 35 et 40 % des élites académiques et économiques sont de nationalité étrangère. La forte progression observable dans ces deux sphères est étroitement liée aux stratégies de recrutement des universités (voir **Chapitre 10**), qui valorisent des profils internationaux. Mais nous pouvons aussi attribuer cette progression à l'internationalisation de l'actionnariat et des équipes dirigeantes des grandes entreprises suisses, qui sont de plus en plus actives en dehors des frontières nationales (voir **Chapitre 5**).

Durant cette dernière période, les pays d'origine des élites étrangères sont aussi devenus plus divers, bien que la proportion d'élites d'origine américaine et anglaise demeure significative. Cette dernière dimension

souligne le caractère essentiellement nord-atlantique de la « globalisation » des élites au début du XXI^e siècle. À l'inverse, la sphère culturelle demeure largement à l'écart de ces évolutions. Les sociétés de beaux-arts restent ainsi des lieux de sociabilité réservés aux élites « autochtones » des trois villes (voir **Chapitre 8**).

La nationalité des élites est aussi liée à leur insertion dans les réseaux de pouvoir. Pendant toute la période étudiée, aucun·e des étranger·ère·s faisant partie des élites urbaines n'est multipositionné·e dans les réseaux locaux. Les étranger·ère·s sont aussi moins présent·e·s dans les réseaux nationaux que les élites urbaines suisses. Le fait que les élites urbaines d'origine étrangère sont largement exclues du noyau des réseaux de pouvoir des trois plus grandes villes suisses indique donc une certaine fermeture de ces réseaux et un fort « entre-soi » des élites autochtones.

L'internationalisation des élites urbaines durant les deux vagues de « globalisation » peut être illustrée par deux figures qui ont marqué l'histoire des deux plus grandes banques suisses. En 1872, des investisseurs suisses, allemands, et autrichiens créent le *Basler Bankverein*, l'ancêtre de la Société de banque suisse (SBS) qui fusionne avec l'Union de banques suisses (UBS) en 1998. Parmi les investisseurs allemands figure Hermann Marcuse (1824-1900), banquier qui a débuté sa carrière à New York, tout en finançant avec du capital allemand des projets ferroviaires nord-américains ainsi que les États nordistes de l'Union pendant la Guerre de Sécession. Membre du premier Conseil d'administration de la *Deutsche Bank*, Marcuse siège jusqu'à sa mort au Conseil d'administration du *Basler Bankverein*. Plus d'un siècle plus tard, en 2007, Brady Dougan (*1959), banquier de nationalité américaine, devient CEO du Crédit Suisse (CS). Diplômé de l'Université de Chicago, institution phare de la théorie économique néolibérale, Dougan rejoint le CS en 1990, alors que les banquiers zurichois se tournent vers la banque d'investissement par le biais de l'acquisition de la banque new-yorkaise *First Boston*. Dougan reste au CS jusqu'en 2015, dont huit ans comme CEO, incarnant la figure du banquier « *made in Wall Street* » friand de stratégies d'investissements à hauts risques.

Encadré 2.2 – Les chaînons manquants? Les élites urbaines dans les *Rotary clubs*

Si nous observons une fragmentation progressive des réseaux des élites urbaines dans les villes – et leur véritable effondrement à partir des années 2000 –, cela ne signifie pas pour autant que les espaces où les élites urbaines se rencontrent ont disparu. Les *Rotary clubs* sont des lieux de sociabilité qui ont notamment pour fonction de permettre aux élites locales de se retrouver et de cultiver une forme d'entre-soi. Fondé en 1905 à Chicago, le premier *Rotary club* se présente comme un *service club* et se donne pour but officiel de «*promouvoir la paix et l'entente dans le monde*». La première section suisse du *Rotary* est fondée à Zurich en 1924, tandis que la plupart des autres sections en Suisse voient le jour après 1945. Pour devenir membre, les candidat-e-s – exclusivement des hommes jusqu'en 1989 – doivent en principe être proposé-e-s par un-e membre et accepté-e-s par les autres membres. Ce mécanisme de recrutement par cooptation fait que les *Rotary clubs* restent des lieux de rencontre très sélectifs, réservés aux élites d'une ville ou d'une région.

Il existe six sections du *Rotary* à Bâle, quatre à Genève, et quinze à Zurich. Qu'observons-nous? D'abord nous pouvons nuancer le constat de la fragmentation des réseaux de pouvoir depuis les années 2000. Le nombre d'élites urbaines qui sont «rotariennes» a certes fortement diminué au cours des dernières décennies, mais les *Rotary clubs* demeurent des lieux où se rencontrent des personnes influentes issues de différentes sphères du pouvoir urbain. Par exemple, on compte parmi les douze membres genevois du *Rotary* en 2020 des professeurs d'université (5), des administrateurs d'entreprises horlogères, de parfums et de banques (privées) (5), un député du PLR et un membre du comité de la Fondation Wilsdorf. Dans les *Rotary clubs* des deux villes alémaniques, nous retrouvons une composition similaire avec des représentant-e-s des grandes entreprises, du monde académique, des politicien-ne-s de droite et des représentant-e-s de la culture.

Si les réseaux *formels* sont en train de se dissoudre, les réseaux *informels* des élites urbaines persistent. Même si les élites urbaines des différentes sphères ne prennent plus nécessairement leurs décisions ensemble au sein des organes des principales organisations des villes, on peut supposer que des réseaux informels – tels que ceux du *Rotary* – continuent de jouer un rôle important pour les élites dans l'échange d'information, et l'exercice de l'influence et du pouvoir.

Alors qu'ils ont tous deux marqué de leur empreinte la place financière helvétique, ni Marcuse ni Dougan n'ont occupé d'autre position de pouvoir en Suisse. Quant aux liens qu'ils entretiennent avec les villes, ceux-ci consistent essentiellement en l'exécution de leur mandat au sein d'une banque. Après la Première Guerre mondiale, même une présence des étrangers aux marges des réseaux locaux n'est plus tolérée, et des investisseurs comme Marcuse ou encore des professeurs allemands ne sont plus les bienvenus à la tête des entreprises et des universités des trois villes. Cent ans plus tard, Brady Dougan a servi de bouc émissaire pour expliquer l'échec de la stratégie des élites zurichoises visant à ouvrir de nouveaux champs d'activité à leur vénérable banque.

De manière générale, les élites d'origine étrangère ont rarement été incluses dans les réseaux locaux et nationaux. «L'importation» des cadres étrangers depuis les années 1990 a néanmoins laissé des traces – probablement inattendues pour les élites «autochtones» – dans ces réseaux de pouvoir. La réorientation des universités et des entreprises – et de la promotion économique des villes dans leur ensemble – vers un marché mondial ainsi que le recrutement des professeur·e·s et des dirigeant·e·s disposant de profils internationalisés ont entraîné un déclin des réseaux locaux, tandis que les réseaux internationaux ont gagné en importance. Les réseaux de pouvoir locaux sont donc devenus moins intéressants – à la fois pour les élites étrangères et les élites «autochtones».

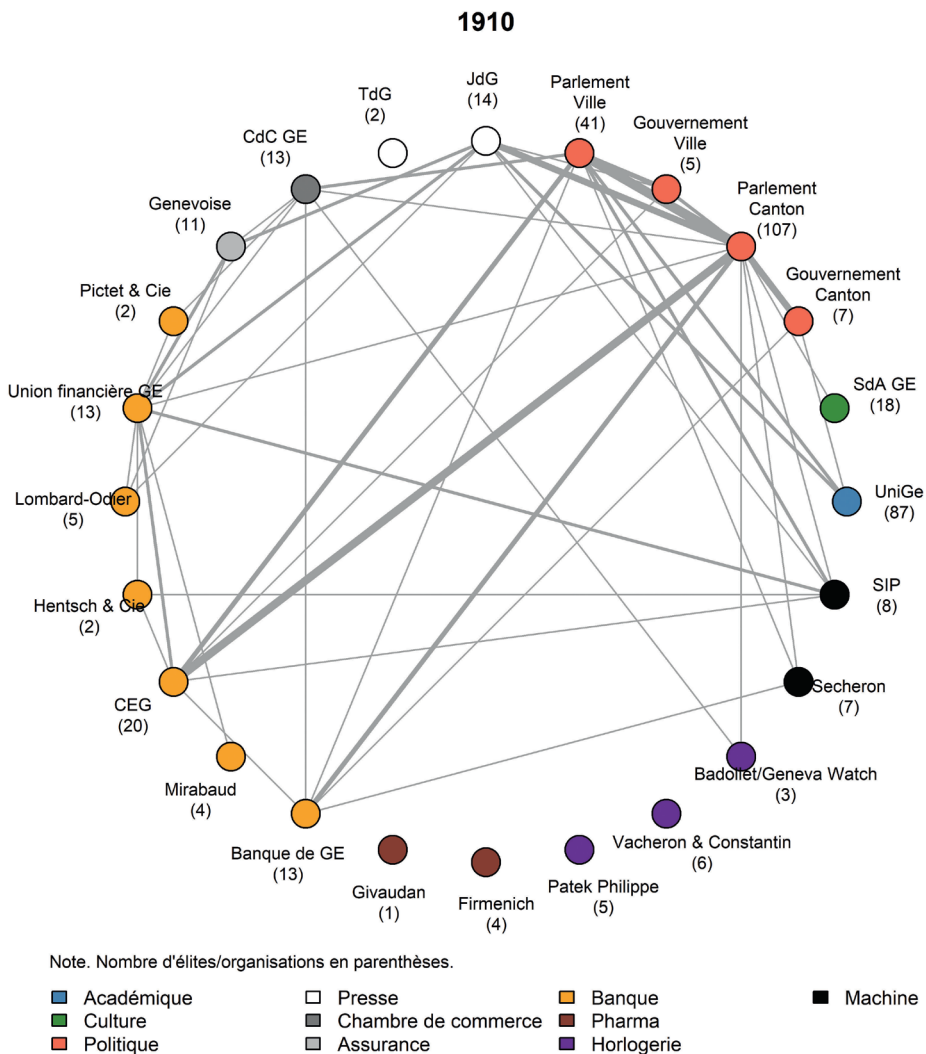
La perte d'importance des réseaux formels

Trois périodes distinctes caractérisent l'évolution des réseaux de pouvoir à Bâle, Genève et Zurich. Vers 1900, les élites urbaines – et notamment les membres des familles patriciennes (voir **Chapitre 1**) – sont très fortement multipositionnées dans les différentes sphères de pouvoir de leur ville respective. Nous pouvons également observer, durant ces mêmes années, une présence non négligeable de personnes de nationalité étrangère, bien que ces dernières n'appartiennent pas au centre des réseaux de pouvoir locaux. À partir de l'entre-deux-guerres, les élites urbaines des trois villes réinvestissent une partie de leurs

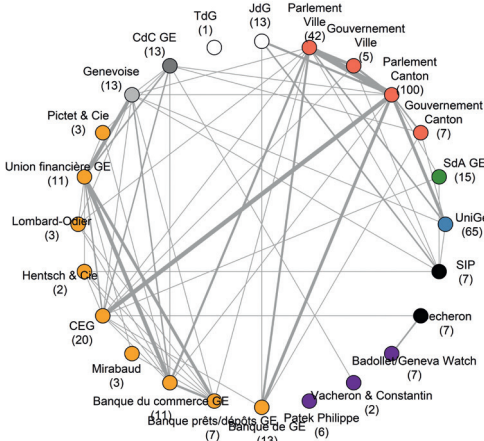
activités à l'échelle nationale. Leurs réseaux deviennent progressivement des réseaux multiniveaux, avec des mandats à la fois à l'échelle locale et au sein d'organisations nationales (associations patronales, armée, Parlement fédéral ou commissions extra-parlementaires). Les élites urbaines deviennent ainsi également des élites *suisse*s. Il faut toutefois souligner que ce processus d'intégration nationale ne se produit pas de manière uniformisée dans les trois villes, les élites genevoises étant moins présentes dans les réseaux nationaux que leurs homologues bâlois et zurichois. Finalement, depuis la fin du ^{xx}e siècle, nous assistons à une dissolution des réseaux de pouvoir aussi bien dans les villes que sur le plan national. Ce phénomène – lié surtout à la réorientation du monde économique, mais aussi académique, vers l'échelle internationale – va de pair avec une diversification des profils des élites urbaines. Depuis les années 1990, le nombre d'étranger·ère·s – ainsi que le nombre de femmes – parmi ces dernières a augmenté significativement. L'évolution des réseaux de pouvoir des trois villes est donc à la fois liée aux conditions de formation de l'élite suisse durant le ^{xx}e siècle et à la transformation du profil des élites urbaines.

Que reste-t-il donc aujourd'hui des réseaux locaux d'antan? Même si les liens formels entre les puissantes organisations des trois villes ont largement disparu, cela ne signifie pas que les élites urbaines ne se rencontrent pas ailleurs. Ces lieux peuvent être par exemple des clubs sélectifs, comme le *Rotary* (voir **Encadré 2.2**), ou tout simplement, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, le quartier dans lequel ces élites vivent.

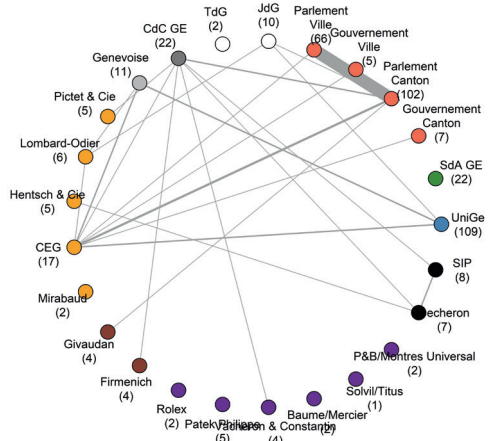
Figure 2.2 – Le réseau des élites genevoises, 1890-2020



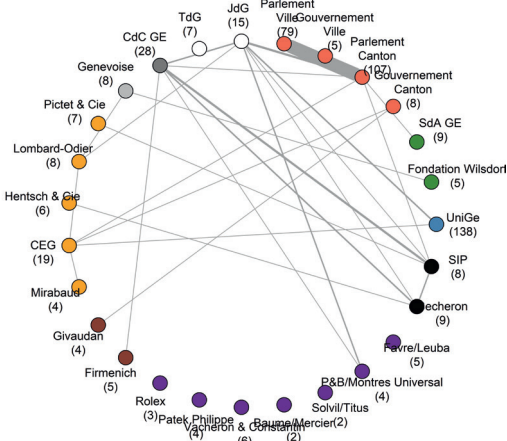
1890



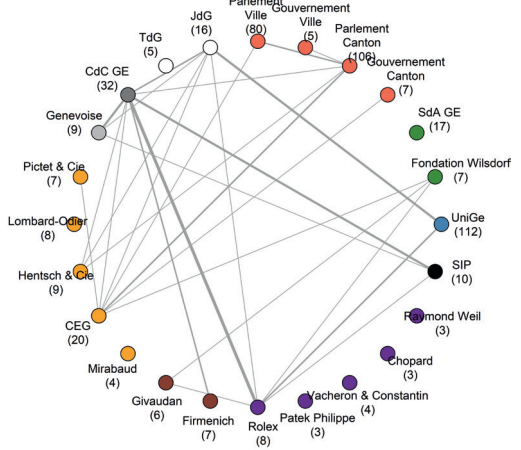
1937



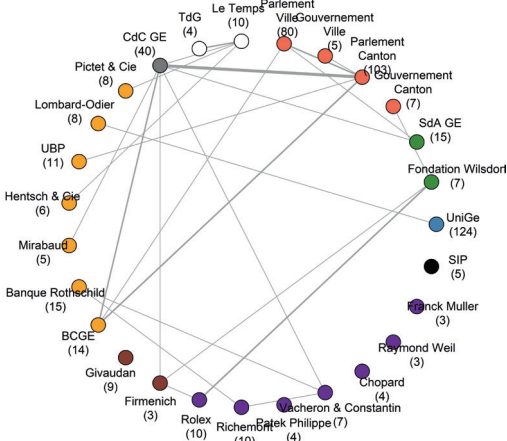
1957



1980



2000



2020

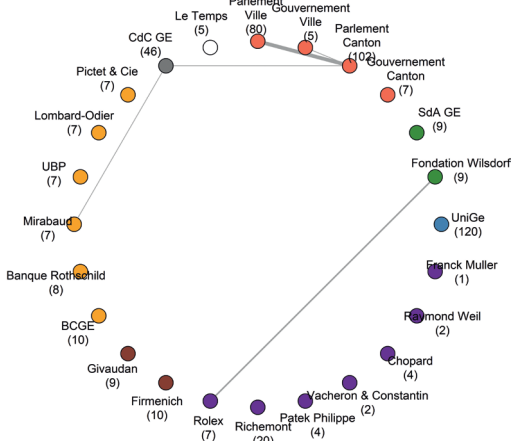
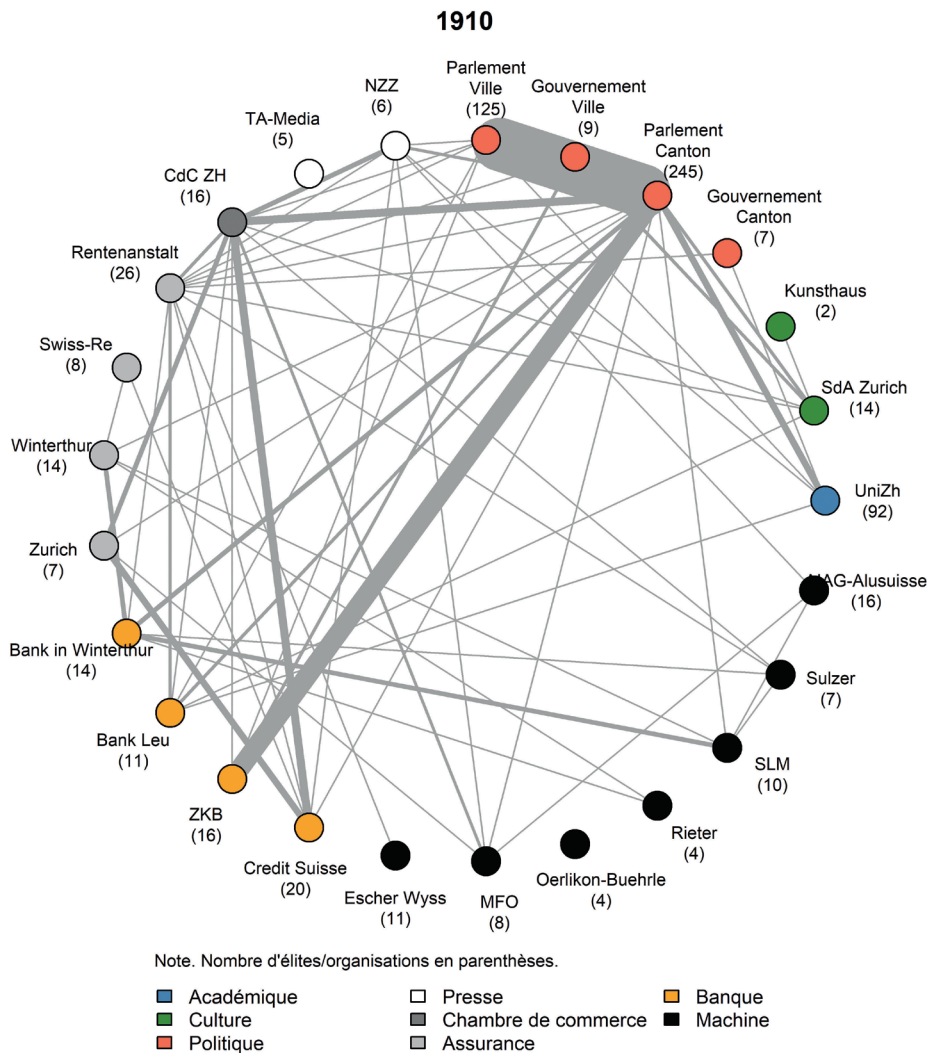
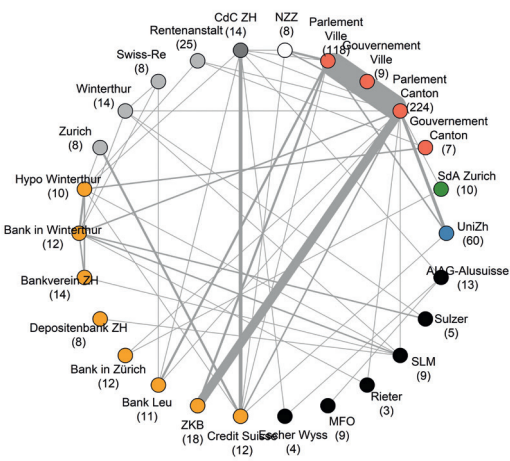


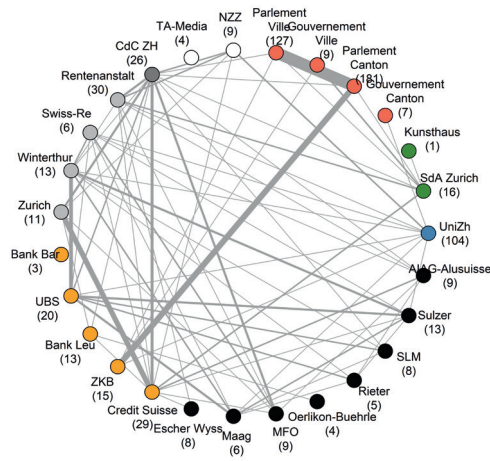
Figure 2.3 – Le réseau des élites zurichoises, 1890-2020



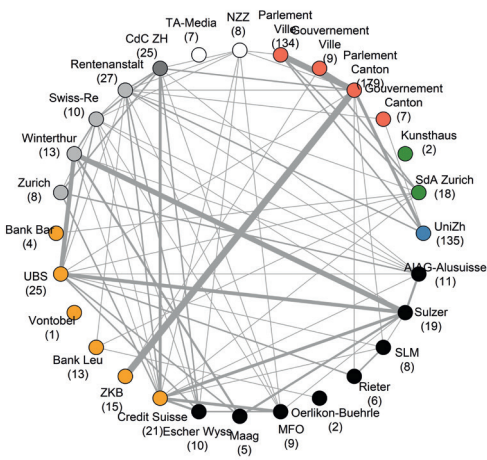
1890



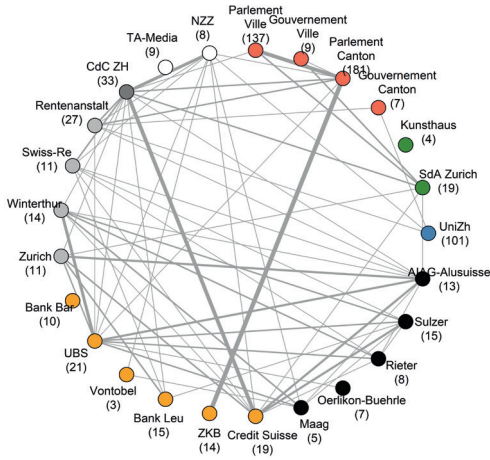
1937



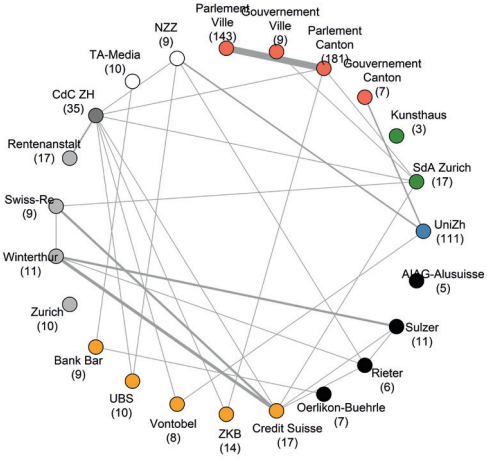
1957



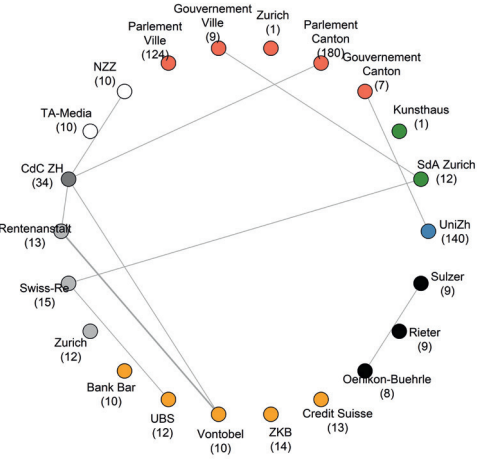
1980



2000



2020



**Pierre Benz, Pedro Araujo, Claire-Lise Debluë,
Geoffroy Legentilhomme,
André Mach et Michael A. Strebel**

3. Les logiques résidentielles : suburbanisation, différenciations et rapprochements

En 2021, la société de conseil immobilier Iazi établit un classement des communes les plus chères de Suisse sur la base du prix des maisons et des appartements en copropriété de taille moyenne. Parmi les dix premières, sept sont situées dans le canton de Zurich (outre la ville de Zurich, il s'agit de Kilchberg, Zollikon, Rüschlikon, Küsnacht, Herrliberg et Erlenbach) et deux dans le canton de Genève (Cologny et la ville de Genève)¹. Ces communes offrent une situation privilégiée en combinant deux éléments caractéristiques de la stratification du paysage urbain et suburbain helvétique : une topographie avantageuse notamment par la proximité d'un lac ou d'un fleuve, et une fiscalité attrayante rendue possible par la grande autonomie des communes en matière de taxation. Si les communes proches des grandes villes suisses

¹ ROTZINGER Ulrich, «Voici les 10 communes les plus chères de Suisse», *Blick*, 05.11.2021. En ligne : <<https://www.blick.ch/fr/news/suisse/deux-romandes-dans-le-top-10-voici-les-10-communes-les-plus-cheres-de-suisse-id16962858.html>>.

attirent les élites aujourd'hui, les logiques résidentielles de ces dernières ont évolué depuis la fin du XIX^e siècle. Après les liens généalogiques (voir **Chapitre 1**) et les réseaux de pouvoir (voir **Chapitre 2**), ce chapitre aborde les lieux de résidence des élites bâloises, genevoises et zurichoises et l'évolution de leur emplacement entre suburbanisation, différenciations et rapprochements.

Comme mentionné en introduction de cet ouvrage, les frontières des villes se sont largement modifiées au cours du XX^e siècle. Bâle, Genève et Zurich, autrefois contraintes dans le périmètre de leurs fortifications, sont devenues de véritables régions métropolitaines s'étendant bien au-delà de leurs limites administratives. Ainsi, il faut garder à l'esprit que les déplacements des élites vers des lieux de résidence en dehors des villes ne signifient pas que ces dernières renoncent aux nombreux avantages conférés par les zones urbaines. L'espace bâti joue un rôle majeur dans la possibilité d'accumuler des ressources financières et symboliques. Aussi, l'implantation et le développement d'infrastructures économiques et culturelles au-delà du périmètre historique des villes participent également à l'investissement de nouveaux territoires par les élites. La proximité spatiale permet également le développement de réseaux professionnels ou de voisinage, et peut favoriser une certaine exclusivité des relations et des lieux de pouvoir formels et informels². Le cas suisse, et en particulier les villes de Bâle, Genève et Zurich, permet de mieux comprendre la façon dont les élites ont investi certains quartiers, puis certaines communes environnantes et, ainsi, de mieux saisir la dimension spatiale du pouvoir.

Dans son ouvrage *La Suisse urbaine* (1994), François Walter illustre au moyen de nombreux exemples la manière dont différents facteurs, en premier lieu la distance au lieu de travail et la qualité du logement, participent au développement d'importantes inégalités

² SAVAGE Michael, *The return of inequality: Social change and the weight of the past*, Cambridge, Harvard University Press, 2021; GLÜCKLER Johannes, LAZEGA Emmanuel et HAMMER Ingmar, *Knowledge and networks*, New York, Springer, 2016; WOODS Michael, «Rethinking elites: Networks, space, and local politics», *Environment and Planning A: Economy and Space* 30, 1998, pp. 2101-2119.

spatiales dans la ville du XIX^e siècle³. L'un des traits spécifiques de la structure urbaine helvétique tient à une stratification sociale des quartiers liée à des logiques topographiques, logiques qui sont encore largement observables aujourd'hui. La seconde moitié du XIX^e siècle, celle de l'ouverture des grandes villes, correspond à la constitution de nouveaux quartiers, notamment ouvriers. À l'exemple de Bâle, Zurich et Winterthour, les zones résidentielles populaires sont situées aux abords des industries, des gares, des fonds de vallées, alors que les positions plus favorables, bien orientées et proches des lacs, sont plébiscitées par les classes les plus aisées. Des travaux récents se sont penchés sur la question des inégalités spatiales et ont souligné la façon dont les élites investissent aussi différemment l'espace urbain en fonction de leurs intérêts ou de leur participation aux sphères d'activité tantôt économique, tantôt culturelle⁴. Une telle perspective, à plus forte raison dans une approche historique, fait encore défaut en Suisse.

Un mouvement général de suburbanisation

Dans son journal intime, la jeune Annie Abegg (1897-1996), fille d'un riche industriel et banquier, raconte: «*Henry Bodmer [son futur mari] m'a parlé de Freudenberg, où il habitait, et je lui ai demandé où c'était. Lorsque j'ai raconté cela à mon père, il a ri et s'est amusé de cette question naïve.*»⁵ La villa Freudenberg, dont le dernier propriétaire sera Martin Bodmer-Naville (1899-1971), membre du Conseil d'administration de la NZZ et vice-président du CICR, ne comporte pas d'adresse. Cette anecdote illustre toute la symbolique entourant l'ancrage des familles patriciennes dans les villes, dans un entre-soi et une proximité qui caractérisent la période précédant le mouvement général de suburbanisation de la seconde moitié du XX^e siècle. Par ailleurs, la forme de l'hôtel particulier, typique des maisons

³ WALTER François, *La Suisse urbaine, 1750-1950*, 1994.

⁴ CUNNINGHAM Niall et SAVAGE Mike, «The secret garden? Elite metropolitan geographies in the contemporary UK», *Sociological Review* 63, 2015, pp. 321-348.

⁵ BODMER-ABEGG Annie, *Tagebuchblätter, Reisen und Erinnerungen*, Zurich, A. Schöb, 1984.



Illustration 3.1 – Zurich, quartier d’Enge: la villa Freudenberg (1956).

Source: Baugeschichtliches Archiv/Archives de la construction de la Ville de Zurich (BAZ_104384).

patriciennes de l’Ancien Régime, avait pour fonction de loger bien sûr ses habitant-e-s, mais aussi de servir d’outil d’apparat. Comme nous le verrons plus loin, Enge à Zurich, Cité-centre à Genève et St-Alban à Bâle comptent un nombre important de ces demeures patriciennes. Mais elles n’étaient pas le seul lieu de domicile de ces élites qui étaient nombreuses à posséder des résidences secondaires qu’elles habitaient durant l’été. La *Goldküste*, au bord du lac de Zurich, était par exemple un endroit prisé par les couches sociales aisées déjà durant la première moitié du xx^e siècle (voir **Chapitre 9**).

Nous avons identifié, puis géocodé, les résidences principales des élites par des recherches en archives, principalement grâce à la consultation des registres des habitant-e-s et de la *Feuille officielle suisse du commerce* (FOSC). Cet important travail de récolte et de traitement de données

géographiques permet, de manière inédite, de documenter les évolutions des logiques résidentielles des élites urbaines. Dans certains cas, seule la commune a pu être renseignée, à défaut de l'adresse exacte. Ces cas concernent très majoritairement des adresses en dehors des périmètres urbains. Seule une part faible d'élites possède une adresse en dehors de Suisse, dont une immense majorité d'élites économiques⁶.

Une première observation à l'échelle de l'ensemble des élites est celle d'un déplacement des centres-villes vers les ceintures suburbaines – c'est-à-dire les communes directement adjacentes à la ville-centre – et, dans la période récente, vers les zones périurbaines plus éloignées⁷. En moyenne, le taux d'élites résidant dans les villes de Bâle, Genève, Zurich et Winterthour est passé de 71 % en 1890 à 44 % en 2000 (voir **Tableau 3.1**). Cependant, la distance médiane qui sépare le centre-ville du lieu d'habitation n'a augmenté que d'un kilomètre en 1890 à quatre kilomètres en 2000, ce qui indique que les élites ont tendance à rester dans un périmètre relativement restreint autour des villes.

Le **Tableau 3.1** indique une déconcentration progressive des élites pour les villes de Bâle et de Genève, qui s'accroît dans la seconde moitié du xx^e siècle. En 2000, moins de la moitié des élites résident à l'intérieur des frontières de la ville, alors qu'elles étaient jusqu'à 90 % à y habiter en 1890. À Zurich, on constate que le taux d'élites installées dans les deux principales villes du canton varie de manière moins forte, ce qui s'explique notamment par la grande dispersion résidentielle sur l'ensemble du canton. Alors que Bâle et Genève ont longtemps été des cités-États indépendantes, Zurich bénéficie d'un large territoire cantonal qui inclut une seconde ville importante, celle de Winterthour. Le canton de Zurich compte aujourd'hui plus de 1,5 million d'habitant·e·s dont un tiers environ dans les deux villes principales.

⁶ À Zurich, 6 % des adresses pour lesquelles nous ne connaissons pas la rue et le numéro concernent des élites résidant à l'intérieur de la ville. Ce taux baisse à 4 % pour Genève et seulement 1 % pour Bâle. On dénombre 26 adresses à l'étranger en 1890, 37 en 1910, 12 en 1937, 6 en 1957, 9 en 1980 et 54 en 2000, en particulier en Allemagne (65 adresses) et en France (31 adresses), ainsi qu'aux États-Unis (16 adresses) et en Grande-Bretagne (13 adresses). Ces deux derniers pays concernent presque uniquement l'année 2000.

⁷ KÜBLER Daniel, « Städte und Agglomeration in der Schweiz », 2004.

Tableau 3.1 – *Pourcentage des élites habitant dans la ville, 1890-2000*

	1890	1910	1937	1957	1980	2000
Bâle	92	85	81	71	44	47
Patriciennes	97	96	87	87	53	56
Étrangères et binationales	68	67	62	83	58	18
Genève	83	82	75	63	43	38
Patriciennes	93	90	66	67	33	24
Étrangères et binationales	85	81	76	93	35	16
Zurich et Winterthour	53	56	62	59	42	41
Patriciennes	86	84	71	70	39	33
Étrangères et binationales	51	59	85	81	24	32
Ensemble des élites	71	71	72	65	46	44

Note: l'année 2020 n'est pas incluse, car les données manquantes étaient trop nombreuses, en raison notamment de l'indisponibilité des annuaires téléphoniques pour cette date.

Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

Le canton de Genève compte quarante-cinq communes pour une population totale d'environ 500 000 habitant·e·s, dont environ 40 % résident en ville. Enfin, le canton de Bâle-Ville, 200 000 habitant·e·s, ne compte que trois communes, la ville de Bâle accueillant plus de 85 % des habitant·e·s du canton.

Les élites patriciennes suivent un mouvement semblable aux autres élites, à l'exception de Zurich où elles sont, au regard de la composition de l'échantillon, beaucoup plus nombreuses que la

moyenne à habiter en ville au début du siècle. En revanche, les élites de nationalité étrangère ou binationales montrent une logique différente marquée par une forte proportion de résidences à l'intérieur des villes en 1937 et 1957 – période à laquelle les autres élites commencent à s'établir dans la ceinture suburbaine – puis quittent les villes à partir de 1980. En 2000, les élites sont très nombreuses à déclarer leur résidence principale à l'étranger (43 % à Bâle, 24 % à Genève, 32 % à Zurich), dans des villes comme Hambourg, Berlin ou Cologne, Paris ou Strasbourg, ou encore en Grande-Bretagne et jusqu'aux États-Unis, soulignant leur grande mobilité pendulaire, essentiellement parmi les membres de Conseils d'administration.

Les logiques résidentielles des élites urbaines varient très significativement lorsque l'on considère leur principale sphère d'activité. Les élites politiques, par exemple, sont limitées dans leurs possibilités de résidence par la définition stricte des cercles électoraux au sein desquels elles peuvent être élues⁸. Les élites économiques, au contraire, bénéficient d'une plus grande liberté dans leurs choix résidentiels.

Des beaux quartiers aux paradis suburbains : les élites économiques

Les élites économiques sont celles qui affichent le mouvement de déconcentration le plus marqué, avec une proportion moyenne d'individus habitant dans les villes qui passe de 70 % en 1890 à moins de 20 % en 2000. Ce mouvement rappelle la fragmentation des réseaux économiques locaux présentés dans le **Chapitre 2**. Lorsqu'elles n'habitent pas en ville, ces élites s'établissent en priorité dans les environs proches (40 % d'entre elles en 1980 et 2000). Elles sont seulement 5 % à résider en dehors des limites cantonales en 1890, ce taux progressant pour rester stable autour de 17 % de 1957 à 2000. Plus important, ces élites économiques privilégient un petit nombre de communes spécifiques, comme illustré dans la **Carte 3.1** pour le cas de

⁸ DI CAPUA Roberto, *Un système « de milice » sélectif : le mythe de la représentativité politique au sein des villes suisses (1945-2016)*, Zurich, Seismo, 2022.

Zurich. La couleur des communes indique la part (en %), pour une année donnée, de l'ensemble des élites de la sphère économique qui y habitent (colonne de gauche). Par exemple, plus de 20 % des élites économiques habitent dans le quartier d'Enge à Zurich en 1910, et entre 10 % et 19 % logent dans le quartier de Hottingen la même année. En 2000, le pourcentage d'élites économiques résidant dans ces mêmes quartiers est inférieur à 5 % et ces derniers apparaissent en blanc. Ce sont les communes de Zollikon, de Küsnacht, d'Erlenbach (rive droite du lac de Zurich) ou encore de Thalwil (rive gauche) qui accueillent en priorité les élites économiques. Ces dernières se sont ainsi progressivement déplacées des quartiers aisés de la ville de Zurich, notamment Enge et le Zürichberg, vers les communes figurant par ailleurs au palmarès des dix communes mentionnées au début de ce chapitre. On y retrouve la topographie avantageuse évoquée plus haut, ainsi qu'une situation fiscale privilégiée découlant de la possibilité pour les communes de décider elles-mêmes de leurs taux d'imposition. Par exemple, la ville de Zurich possède le taux de taxation le plus élevé du canton, alors que l'on retrouve les taux les plus bas parmi les communes de la *Goldküste* (voir **Chapitre 9**)⁹.

Une situation similaire s'observe à Genève, où les élites économiques investissent progressivement les communes suburbaines et périurbaines de Chênes-Bougeries, Collonges-Bellerive, Genthod et surtout Cologny dès 1957, quatrième commune la plus chère de Suisse en 2021, où résident plus de 10 % des élites économiques en 2000. À Genève, les quartiers de la vieille ville (Cité-centre et Saint-Gervais) ainsi que les plateaux de Champel et de Florissant ont longtemps été privilégiés par les élites économiques, avant qu'elles se déplacent vers les communes avoisinantes (voir **Carte 3.2** en fin de chapitre).

⁹ SCHALTEGGER Christoph A., SOMOGYI Frank et STURM Jan-Egbert, «Tax competition and income sorting: Evidence from the Zurich metropolitan area», *European Journal of Political Economy* 27 (3), 2011, pp. 455-470.

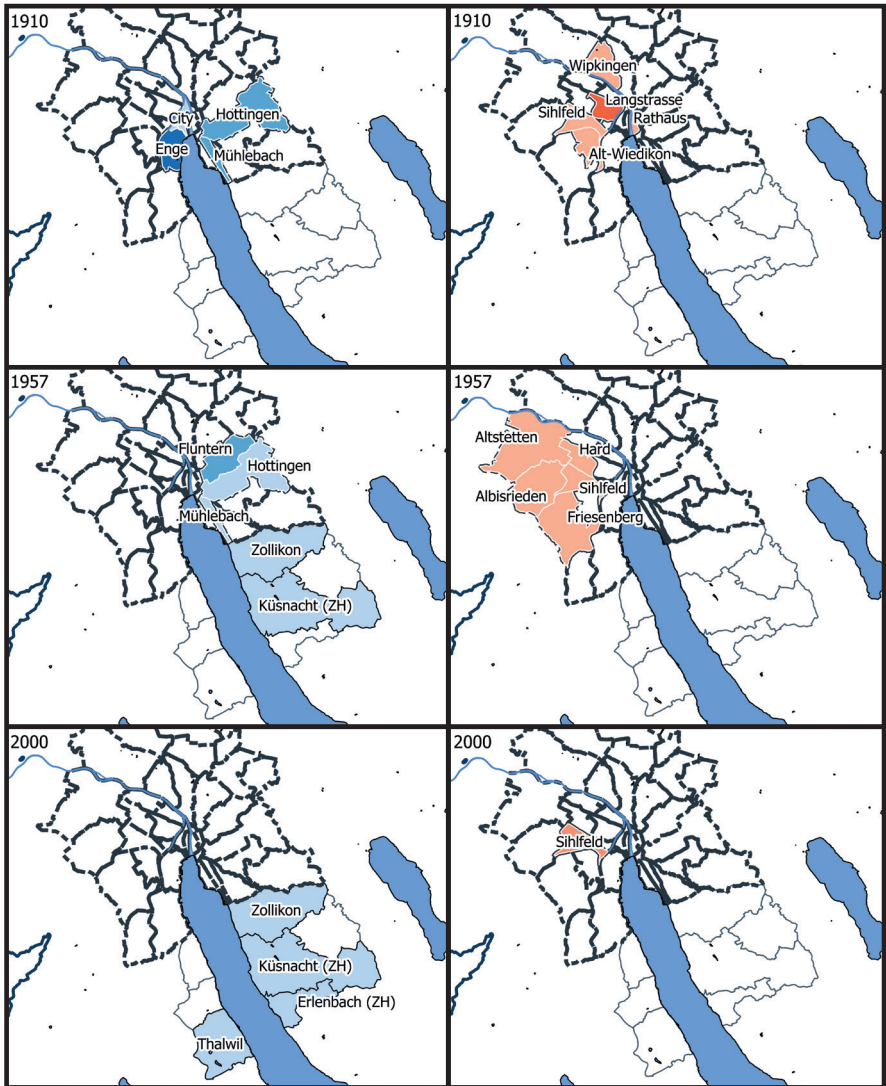


Illustration 3.2 – Cologny, quai de Cologny : Genève-Plage (1933).

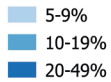
Source : Bibliothèque de Genève (vg n13 x18 07622).

À Bâle, ce sont les quartiers de St-Alban et de Vorstädte qui comptent la proportion la plus élevée d'élites économiques dans la première moitié du xx^e siècle. St-Alban en particulier concentre 28% de ces élites en 1890, jusqu'à 43% en 1937 et 40% en 1957. À l'image des deux autres régions métropolitaines, les élites économiques délaissent les centres-villes dans la seconde moitié du siècle pour s'installer dans les communes aisées de Bâle-Campagne ainsi qu'à Riehen (voir **Carte 3.3** en fin de chapitre). Les logiques résidentielles des élites économiques sont ainsi marquées par une double dynamique. D'un côté, elles se déplacent clairement en dehors des centres-villes. D'un autre, elles ne se dispersent pas au hasard. Au contraire, elles continuent de se concentrer dans les zones les plus aisées, que ces dernières se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville.

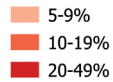
Carte 3.1 – La localisation des élites économiques et des élites politiques de gauche à Zurich, 1910-2000



Proportion d'élites économiques



Proportion d'élites politiques de gauche



0 1 2 km



Gauche ou droite, l'inscription territoriale des orientations politiques

Si les élites économiques bénéficient de beaucoup de liberté dans leurs choix résidentiels, les élites politiques, en tant qu'élues de certaines circonscriptions électorales, témoignent d'une tout autre logique. Leur lieu de résidence est contraint et directement dépendant de la distribution des districts électoraux. La proportion d'élites politiques demeure stable : environ deux tiers habitent dans les villes et le tiers restant dans d'autres communes du canton.

La distribution sur le territoire des élites politiques est un indicateur utile pour comprendre la manière dont l'espace est segmenté socialement¹⁰. L'orientation politique est ici déterminante. Alors que les logiques résidentielles des élites politiques de droite sont en de nombreux points semblables à celles des élites économiques, les élites politiques de gauche occupent des zones plus populaires en lien avec leur électorat, telles que la Jonction, les Pâquis, les Grottes et les Charmilles à Genève, St-Johann et Hirzbrunnen à Bâle, ou Langstrasse, Hard et Sihlfeld à Zurich. Comme le montre la **Carte 3.1** (colonne de droite), les élites politiques de gauche sont majoritairement présentes dans le nord et l'ouest de la ville de Zurich, contrairement aux élites économiques qui en occupent les zones est et sud. En 1910, elles sont ainsi surreprésentées dans les quartiers liés à la première extension des frontières de la ville de Zurich, notamment Sihlfeld, Langstrasse, Wipkingen et Alt-Wiedikon. En 1957, les élites politiques de gauche continuent d'occuper en priorité des anciens quartiers ouvriers, parmi eux Sihlfeld et Hard, ainsi que les nouvelles zones résultant de la seconde extension des frontières de la ville, notamment Altstetten et Albisrieden. En 2000, elles apparaissent moins concentrées dans des quartiers spécifiques, contrairement à ce que l'on peut observer à Bâle et à Genève. À Bâle, elles continuent d'occuper des zones semblables à la première moitié du siècle, notamment à St-Johann et Hirzbrunnen,

¹⁰ DI CAPUA Roberto, «La sélectivité spatiale de l'élite politique locale : une analyse exploratoire du lieu de résidence des élus communaux de Zurich et Lausanne (1980-2016)», *Swiss Political Science Review* 28 (1), 2022, pp. 81-104.

Bachletten et Bruderholz. Depuis 1980, elles investissent des zones où l'on retrouve d'autres types d'élites à l'image de la commune de Riehen, au nord-est de la ville, dans laquelle résident de nombreuses élites académiques et politiques de droite (voir **Cartes 3.1, 3.2 et 3.3**).

Cette différence des élites politiques de gauche par rapport aux autres élites tend à s'amenuiser dans la période récente. Elle s'observe aussi à Genève, où les élites politiques de gauche se déplacent progressivement des quartiers de l'ouest de la ville (rive droite) vers les quartiers de Cité-centre et de Champel où résident également, en 2000, un certain nombre d'élites académiques. L'observation d'un rapprochement territorial entre élites politiques de gauche et élites académiques est particulièrement intéressante, car elle peut être envisagée comme la conséquence d'un autre rapprochement, celui des profils de ces deux types d'élites. Dans la période récente, les élu·e·s de gauche comptent davantage de représentant·e·s de la classe moyenne exerçant des activités professionnelles dans l'administration publique, les domaines de la santé ou du social, ou liées à la recherche académique (voir **Chapitre 6**).

Zoom sur les quartiers de Cité-centre à Genève et de St-Alban à Bâle

Situé à la pointe du lac Léman, le quartier Cité-centre englobe la vieille ville de Genève sur la rive gauche du Rhône. Cité-centre accueille notamment l'Hôtel de Ville, siège de la vie politique locale et cantonale, ainsi que le Palais de justice (voir **Repère 2**). C'est par ailleurs ici que se tenaient les séances du Petit Conseil, organe politique central de l'Ancien Régime et siège du pouvoir patricien. Le quartier est aussi un des principaux centres culturels de la ville, en comprenant le Grand Théâtre, le Conservatoire de musique et un certain nombre de musées dont le Musée d'art et d'histoire, le Musée international de la Réforme et le Musée Rath, premier musée des beaux-arts de Suisse. On y trouve encore, bordé par le Mur des Réformateurs, le Parc des Bastions, premier jardin botanique de Genève et site du plus ancien bâtiment de l'Université. Cité-centre est ainsi un quartier symbolique

du pouvoir politique, académique et culturel. Il l'est aussi par ailleurs du pouvoir économique, puisque nombre d'entreprises majeures y sont installées, telles que les horlogers Rolex et Patek Philippe, les banquiers privés Pictet, Mirabaud, Hentsch et Lombard-Odier, ou la Chambre de commerce et de l'industrie de Genève. Le quartier Cité-centre a ainsi longtemps compté un taux élevé de résident·e·s de tous les types d'élites avant un retrait général à l'exception des élites politiques de gauche qui y sont mieux représentées dans la période récente. Les élites économiques étaient près de 40 % à résider dans le quartier en 1890, puis 29 % en 1910, 18 % en 1937, environ 15 % jusqu'en 1980, et finalement seulement 7 % en 2000. Les taux pour les élites académiques sont très similaires : 44 % en 1890, puis 26 % en 1910, 20 % en 1957 et environ 10 % jusqu'en 2000, tout comme les élites politiques de gauche, auparavant peu présentes dans le quartier.

À côté des multiples lieux de pouvoir que compte le quartier, on trouve à Cité-centre de nombreuses maisons patriciennes. Parce que leur population s'est considérablement accrue du XVI^e au milieu du XIX^e siècle, sans que la superficie de la ville n'ait augmenté – les remparts de la ville ne seront détruits qu'en 1848 –, les vieux quartiers de Genève forment un ensemble où les habitations ont été largement transformées, réhaussées, densifiées. La Maison Turretini, place de l'Hôtel de Ville, est un exemple d'architecture typique des demeures bourgeoises à Genève : une grande maison de famille en forme de fer à cheval et divisée en appartements séparés¹¹. Il est aussi important de noter que si le quartier de Cité-centre concentre traditionnellement les manifestations physiques et symboliques du pouvoir, il n'en reste pas moins un quartier historiquement stratifié socialement et géographiquement. Ainsi, alors que les classes supérieures se déplacent dès 1900 vers les plateaux dans l'est du quartier, les classes populaires occupent les logements plus insalubres des rues basses de la vieille ville¹².

¹¹ SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS ET ARCHITECTES, *La maison bourgeoise en Suisse*, vol. 2, 3^e édition, 1960, p. IX, XXIII.

¹² WALTER François, *La Suisse urbaine, 1750-1950*, 1994.



Illustration 3.3 – Genève, place de la Taconnerie: maisons Turretini et Cayla (fin XIX^e-début XX^e siècle).

Source: Bibliothèque de Genève (vg p 0013).

Loin de la concentration sociale du centre genevois, le quartier de St-Alban à Bâle occupe une vaste zone aérée au sud du Rhin, aux abords de la vieille ville. Mis à part le Musée des beaux-arts du St-Alban-Graben, le quartier ne compte que peu de grandes institutions économiques et culturelles. Les principaux lieux de pouvoir, notamment les bâtiments de l'Université, les banques et les musées se situent entre les quartiers d'Altstadt et de Vorstädte (voir **Repère 2**). Entre 1890 et 1910, environ 20 % des élites académiques et économiques résident dans ce dernier, mais ce sont surtout les quartiers de Am Ring et de St-Alban qui sont privilégiés par les élites (académiques pour le premier, économiques pour le second). Am Ring compte environ 35 % d'élites académiques en 1890 et 1910, puis 20 % jusqu'en 1957. St-Alban compte plus de 40 % d'élites économiques jusqu'en 1957. La « petite Venise de Bâle » contraste avec le quartier genevois de Cité-centre et témoigne d'une organisation différente des résidences des élites bâloises, qui ne s'établissent pas en priorité dans les zones des lieux de pouvoir, même si elles en restent à proximité.

De nombreuses élites logent dans ce quartier résidentiel qui abrite des catégories sociales plutôt élevées, notamment dans les rues prestigieuses de la Rittergasse et de l'Albangraben sur laquelle se situe la Chambre de commerce de Bâle. Entre 1890 et 1957, on trouve un nombre élevé d'élites patriciennes résidant aux abords de ces deux rues, parmi elles les familles Burckhardt, La Roche, von der Mühl, Sarasin, Iselin, Geigy et Hoffmann. Au numéro 5 de la St-Alban Anlage résidaient le banquier Fritz Zahn-Geigy (1848-1929) et sa femme Maria Geigy (1856-1933), fille du propriétaire de la firme J. R. Geigy. Johann Rudolf Geigy (1830-1917) habitait quant à lui à la *Haus zum Paradies*, Aeschenvorstadt 13, un luxueux hôtel particulier transformé par l'architecte Johann Jakob Stehlin (1826-1894). En face, au numéro 6, résidait l'avocat-notaire Wilhelm von der Mühl-Merian (1849-1913), cousin de Fritz Hoffmann-La Roche (1868-1920), fondateur de la firme du même nom. Cette proximité spatiale des élites patriciennes fait écho à leur proximité familiale. Par exemple, la mère de Wilhelm, Anna Maria Hoffmann (1825-1905), était la sœur du fabricant et politicien Albert Hoffmann-Burckhardt (1826-1896)



Illustration 3.4 – Bâle, *Haus zum Paradies*, Aeschenvorstadt 13/15 (1939).

Source: Archives d'État de Bâle-Ville/Staatsarchiv Basel-Stadt, NEG 4634.

(Rittergasse 21) et de Friedrich Hoffmann-Merian (1838-1897) (St-Alban Vorstadt 82), lui-même père de Fritz Hoffmann-La Roche précédemment cité, fondateur de la firme Roche. Cette proximité spatiale est une dimension très importante pour la cohésion et la reproduction des élites, pour la constitution de réseaux et l'accumulation de ressources notamment financières. Ainsi, si l'on a pu montrer la grande liberté dont disposent les élites, en premier lieu économiques, dans leurs choix résidentiels, la permanence d'une logique de proximité spatiale et d'entre-soi concerne autant l'ancienne élite patricienne que la nouvelle élite économique.

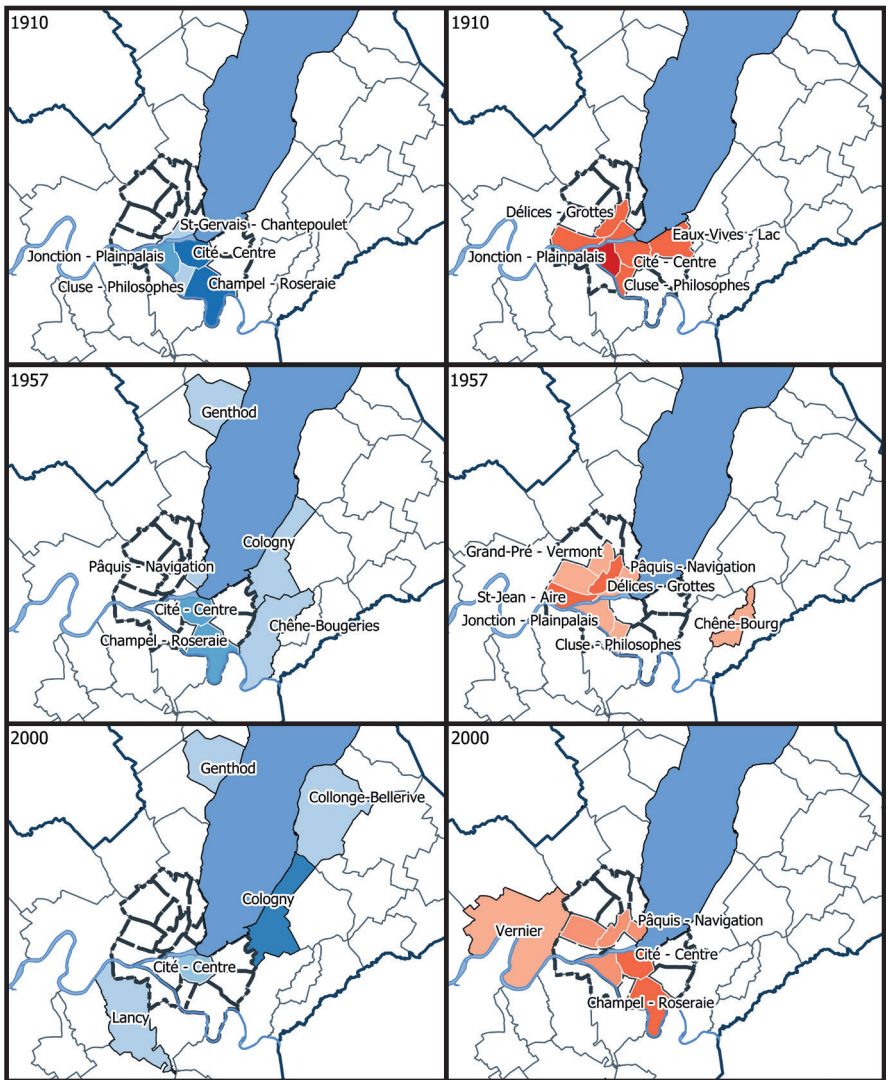
Une évolution contrastée

En conclusion, deux aspects méritent d'être soulignés. Premièrement, si l'on peut observer une déconcentration des élites depuis les centres-villes vers les zones suburbaines et périurbaines, cette dynamique varie fortement selon la région et, surtout, selon leur sphère d'activité. Ce sont les élites économiques qui font preuve de la plus grande mobilité spatiale, en continuant de privilégier les zones les plus aisées, qu'elles soient à l'intérieur des villes ou dans leur proche périphérie. Quant à elles, les élites académiques et politiques ont fait preuve d'une moindre mobilité, probablement due à une différence en termes de ressources financières mais aussi, en tout cas pour les élites politiques, en raison des contraintes strictes en matière de lieu de résidence pour briguer un mandat électoral local.

Un deuxième aspect est celui du maintien d'un lien entre type d'élite et type de zone résidentielle. Pour des raisons institutionnelles, les élites politiques restent distribuées spatialement en fonction de l'électorat qu'elles représentent. Si les élites politiques de gauche occupent des quartiers plutôt populaires dans la première moitié du xx^e siècle, elles se déplacent en partie vers des zones en lien avec des profils plus universitaires – académiques, cadres de la fonction publique, spécialistes socioculturels, enseignant·e·s – qui constituent leur électorat dans la période récente (un aspect qui sera développé dans le **Chapitre 6**). Les élites économiques montrent également des

logiques résidentielles conformes à l'importance de leurs ressources financières. Enfin, les élites académiques, si elles suivent un mouvement globalement similaire, ont tendance à favoriser une proximité avec les lieux et institutions culturels situés dans les centres-villes. Cette homologie entre stratification de l'espace et caractéristiques des habitant·e·s reste une dimension stable de l'organisation de l'espace urbain et ses environs, et cela malgré de grandes différences dans l'organisation territoriale des trois régions considérées.

Carte 3.2 – La localisation des élites économiques et des élites politiques de gauche de gauche à Genève, 1910-2000



Proportion d'élites économiques

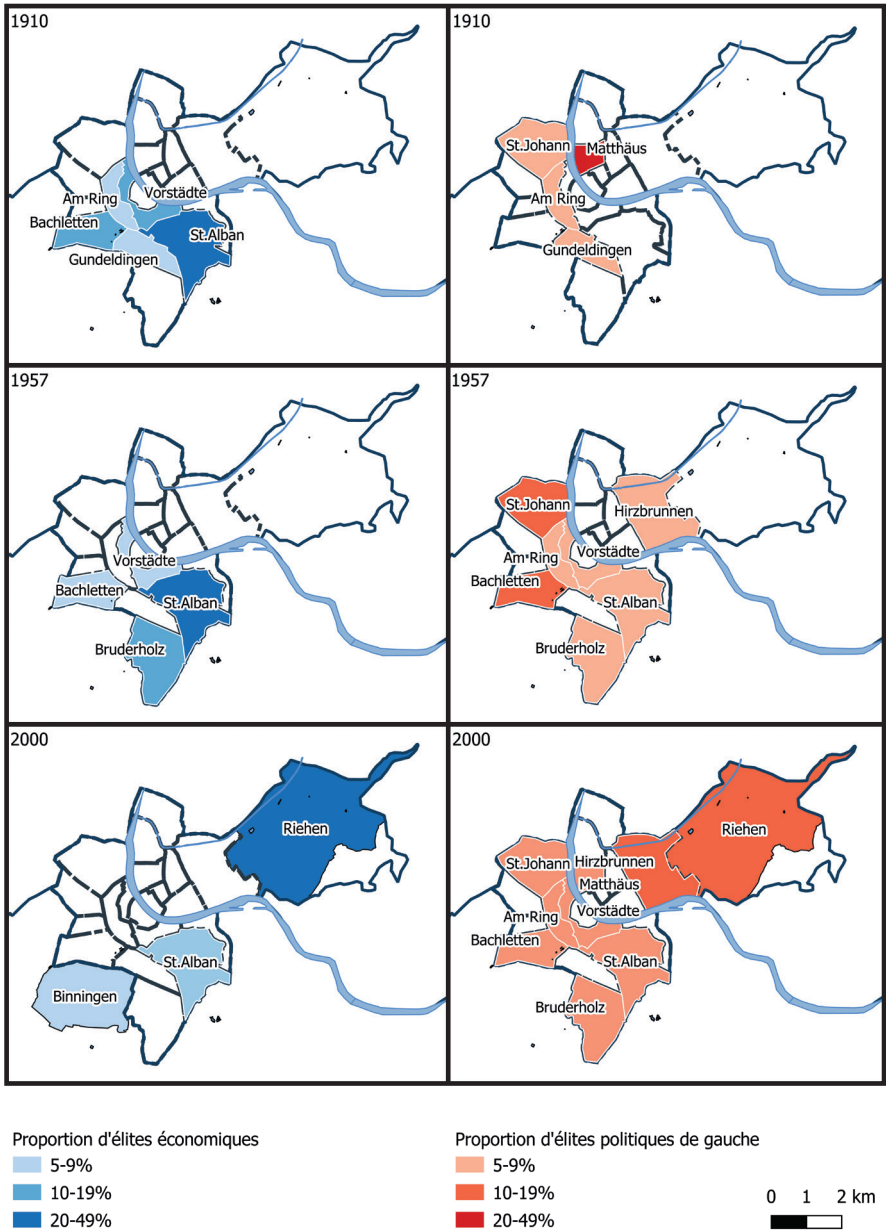
- 5-9%
- 10-19%
- 20-49%

Proportion d'élites politiques de gauche

- 5-9%
- 10-19%
- 20-49%

0 1 2 km

Carte 3.3 – La localisation des élites économiques et des élites politiques de gauche de gauche à Bâle, 1910-2000



**André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz,
Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme
et Michael A. Strebel**

4. Transformations des élites urbaines : périodisation et dynamiques structurelles

Avant de revenir de manière plus approfondie, dans la deuxième partie de cet ouvrage, sur certaines catégories d'élites, il est possible d'identifier de manière synthétique trois transformations des caractéristiques des élites des grandes villes suisses dans la longue durée : un déclin relatif de la présence des descendants patriciens à la tête des grandes organisations des trois villes ; l'affaiblissement des réseaux locaux d'élites au profit d'activités croissantes sur le plan national ; et la déconcentration de leur localisation résidentielle vers des banlieues privilégiées en dehors des grandes villes, avec une différenciation croissante entre catégories d'élites.

Notre découpage diachronique des élites positionnelles sur plus d'un siècle met en lumière trois grandes périodes dans les transformations des élites urbaines (pour une synthèse, voir **Tableau 4.1**). Les analyses développées dans les trois premiers chapitres convergent pour mettre en évidence une évolution allant d'une « élite locale intégrée » durant la première période de domination patricienne vers des élites beaucoup

plus fragmentées durant la période récente, en passant par une phase intermédiaire d'intégration nationale croissante. Cette dynamique indique une perte d'importance de l'échelon local pour les élites qui semblent de moins en moins ancrées dans leur ville et leur région que ce soit en termes de liens de famille, de réseaux de pouvoir ou de choix résidentiels.

1890-1910. La persistance des structures patriciennes

La première période, courant de la fin du XIX^e à la Première Guerre mondiale, est marquée par la *domination patricienne*. Nos analyses confirment, affinent, et élargissent substantiellement les constats des historiens ayant travaillé sur les patriciats locaux en Suisse avant 1914¹. Même si la seconde moitié du XIX^e siècle se caractérise par la perte formelle des privilèges statutaires des familles patriciennes, et par extension par une diminution de leur présence dans la sphère politique, celles-ci continuent à être largement surreprésentées à la tête des principales organisations des trois villes jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais avec des variations importantes selon les villes et selon les sphères sociales (**Chapitre 1**). Il serait toutefois abusif de parler d'un apogée de la domination patricienne entre 1890 et 1910, car celle-ci est déjà fortement remise en cause, en particulier au niveau politique. En revanche, nous observons une certaine inertie de la «structure patricienne» (selon la formule de Philipp Sarasin), et cela même plusieurs décennies après la fin formelle des privilèges de ses membres.

À partir de notre base de données, cette première phase se distingue par i) la surreprésentation des descendants patriciens à la tête des principales organisations, en particulier économique et culturelle, et dans une moindre mesure sur le plan académique (**Chapitre 1**); ii) la densité des réseaux locaux et la fréquence de la multipositionnalité des élites, surtout celles d'origine patricienne (**Chapitre 2**); iii) la

¹ SARASIN Philipp, *La ville des bourgeois*, 1998; PERROUX Olivier, *Tradition, vocation et progrès*, 2006; TANNER Albert, *Arbeitsame Patrioten, wohlstandige Damen: Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz, 1830-1914*, Zurich, Orell Füssli Verlag, 1995.

concentration spatiale des élites dans certains quartiers privilégiés des centres-villes, comme St-Alban à Bâle, Cité-Centre et Champel à Genève ou Enge, Fluntern et Hottingen à Zurich (**Chapitre 3**).

L'analyse d'André-Jean Tudesq sur les différentes dimensions du pouvoir des notables français au XIX^e siècle rend bien compte de cette domination des patriciens dans les grandes villes suisses: « *Ce qui caractérise le temps des notables, c'est la concentration des pouvoirs à la fois économiques, politiques, sociaux, culturels aux mains des mêmes hommes, des mêmes familles, fondée à la fois sur des situations matérielles objectives, sur des institutions, sur des mentalités. Cette concentration par la puissance, le pouvoir, l'autorité, produit la domination d'une catégorie dirigeante dans une société.* »² Les patriciens occupant des positions de pouvoir à cette période se distinguent également par leur présence simultanée à la tête des principales institutions ainsi que leur aisance matérielle (voir **Chapitre 9**).

Par ailleurs, cette première phase de domination patricienne se caractérise par la combinaison entre *localisme* et *cosmopolitisme*, qui s'appuie à la fois sur un fort ancrage local (origine familiale, réseaux locaux, lieux de résidence) et des éléments de mobilité internationale importants pour les élites de l'époque (en termes de nationalité ou de mobilité durant la formation ou la carrière professionnelle, voir **Chapitre 5**). En effet, les deux dates de 1890 et 1910 sont marquées par la présence non négligeable de dirigeants d'entreprise et de professeurs d'université d'origine étrangère dans les trois villes, avec environ 10 % pour les premiers et 20 % pour les seconds. En outre, les parcours des élites patriciennes se distinguent par une forte mobilité internationale, que ce soit au cours de leur formation, de leur carrière professionnelle ou dans le cadre de leurs activités de sociabilité. Les élites patriciennes de cette période peuvent donc se prévaloir de leur capacité à combiner à la fois des ressources d'autochtonie (en d'autres termes d'ancrage local) et de mobilité cosmopolite.

² TUDESQ André-Jean, «Le concept de notable et les différentes dimensions de l'étude des notables», *Cahiers de la Méditerranée* 46-47 (1), 1993, p. 10.

Durant cette première phase, l'échelon national, en termes de réseaux de pouvoir, joue encore un rôle plutôt secondaire par rapport aux échelons local et cantonal. Les organisations et les institutions nationales, dont le nombre et l'importance progressent à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, sont encore peu investies par les élites urbaines.

1920-1980. « Nationalisation » et renouvellement

La deuxième période, courant de la Première Guerre mondiale jusqu'aux années 1980, est marquée par la *nationalisation* et le *renouvellement* des élites. Ces deux dimensions caractérisent le mieux, et de la manière la plus englobante, les changements observables durant cette période.

Premièrement, cette phase correspond à une « nationalisation » des élites sur plusieurs plans. Tout d'abord, la proportion d'étrangers parmi les élites économiques et académiques diminue sensiblement pour s'approcher de zéro après une période de lutte contre ladite « surpopulation étrangère » (*Überfremdung*) qui s'amorce pendant et s'intensifie juste après la Première Guerre mondiale³. Cette opposition à la présence et à l'influence étrangère, portée par diverses associations « patriotiques », touche l'ensemble de la société helvétique, tant sur les plans économique, culturel qu'intellectuel. Elle se fait notamment ressentir au niveau du recrutement des dirigeant-e-s d'entreprise ou des professeur-e-s d'université, dont la proportion d'étranger-ère-s décline clairement durant l'entre-deux-guerres à l'exception des professeur-e-s de l'Université de Genève (voir **Chapitre 10**). Si le taux de ressortissant-e-s suisses parmi ces deux catégories d'élites s'accroît de manière croissante, leurs membres proviennent en revanche de moins en moins des familles patriciennes.

³ Ce terme renvoie à l'idée d'une trop forte présence étrangère et à la menace de « dénationalisation » de la société helvétique. Pour plus de détails, voir KURY Patrick, *Über Fremde reden: Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz, 1900-1945*, Zurich, Chronos, 2003; ARLETTAZ Gérald et ARLETTAZ Silvia, *La Suisse et les étrangers: immigration et formation nationale, 1848-1933*, Lausanne, Antipodes, 2004.

Outre ce « cloisonnement national », les élites urbaines sont également de plus en plus insérées dans des réseaux nationaux, que ce soit sur le plan économique (entreprises ou associations patronales et syndicales d'envergure nationale), politique (nombreux cumuls des mandats entre les échelons local/cantonal et fédéral), académique (implication des professeur-e-s dans les institutions nationales de recherche ou d'expertise, notamment à partir de la création du Fonds national de la recherche scientifique en 1952) et culturel (participation à des instances nationales). Cette dynamique correspond à une période de cumul des mandats non seulement sur le plan horizontal dans les réseaux de pouvoir locaux, mais aussi de plus en plus sur le plan vertical avec la participation à des instances nationales de pouvoir (**Chapitre 2**). Cet élargissement du champ d'action des élites urbaines au-delà du périmètre des villes se traduit également par une déconcentration progressive de leurs lieux d'habitation (**Chapitre 3**). En outre, même si nous ne disposons pas de données systématiques à ce sujet, une proportion croissante des élites urbaines se distinguent par leur grade d'officier au sein de l'armée en 1937 et en 1957, révélatrice de leur forte implication dans une institution typiquement nationale.

Cette deuxième phase se caractérise également par deux dynamiques de *renouvellement* des élites tant parmi les dirigeant-e-s des grandes entreprises qu'au niveau du personnel politique. Au sein des fonctions de direction opérationnelle des entreprises, nous observons un déclin relatif des représentant-e-s des familles patriciennes au profit de « managers professionnel-le-s » (voir **Chapitre 5**)⁴. Ces managers, aux origines sociales plus diverses, ne peuvent pas se prévaloir d'une filiation avec les familles propriétaires, mais disposent généralement de compétences techniques ou légales déterminantes pour les secteurs industriels et financiers. L'ascension des nouvelles élites de gauche, largement issues du mouvement ouvrier, marque également une rupture au niveau du personnel politique des villes (voir **Chapitre 6**). Ces nouveaux et nouvelles élu-e-s contribuent à la diversification et au renouvellement des élites urbaines en permettant ainsi à des représentant-e-s du monde

⁴ Nous y reviendrons plus en détail dans la deuxième partie (**Chapitre 5**). Voir également MACH André et al., *Les élites économiques suisses au xx^e siècle*, 2016.

Tableau 4.1 – *Les configurations d'élites par période et selon trois dimensions*

	Patriciat/ origine sociale (Chapitre 1)	Réseaux et jeux d'échelles (Chapitre 2)	Logiques résidentielles (Chapitre 3)
1890-1910 Ère patricienne: entre localisme et cosmopolitisme	Domination patricienne: prépondérance des dirigeants familiaux	Réseaux locaux denses, nombreux cumuls de mandats Entre 10 et 20 % d'étrangers parmi les élites économiques et académiques	Concentration dans les quartiers aisés du centre-ville
1920-1980 Nationalisation et renouvellement	Perte de l'importance de l'origine sociale locale Professionnalisation des dirigeants d'entreprise Élites politiques de gauche issues du mouvement ouvrier	Réseaux locaux stables et intégration dans les réseaux nationaux Diminution du nombre de personnes de nationalité étrangère	Suburbanisation vers des communes limitrophes
Dès 1990 Globalisation et fragmentation	Diversité croissante des élites (féminisation, internationalisation)	Désintégration des réseaux locaux et nationaux Ré-internationalisation des élites économiques et académiques	Dispersion et relocalisation géographique

ouvrier, encore largement exclu·e·s des autorités politiques jusqu'au début du xx^e siècle, d'accéder à des positions de pouvoir. Comme indiqué dans le **Chapitre 3**, tout en accédant au pouvoir, les élu·e·s de gauche restent cependant largement surreprésenté·e·s dans certains quartiers populaires.

Depuis 1990. Globalisation et fragmentation

La troisième phase, qui s'amorce dès les années 1990 mais s'affirme nettement au début du XXI^e siècle, peut être qualifiée de phase de *globalisation et de fragmentation* des élites. Elle se caractérise à la fois par une « ré-internationalisation » des élites économiques et académiques et par une forte désintégration et fragmentation des réseaux de pouvoir locaux, dont la densité diminue fortement, tout comme les réseaux nationaux d'ailleurs (**Chapitre 2**). Les élites sont de plus en plus diversifiées, et cela à divers égards : leur nationalité, leur ancrage local, leur insertion dans les réseaux locaux, ou leurs choix résidentiels.

À l'ère du capitalisme globalisé et financiarisé, les grandes villes s'affirment comme des espaces clés du dynamisme économique et de la création de richesses, connectés à l'ensemble de la planète. Dans ce nouveau contexte socio-économique, caractérisé par la mobilité croissante du capital et d'une partie des salarié·e·s, les grandes villes occupent une position centrale en concentrant les sièges des plus grandes entreprises, les institutions de recherche et de formation prestigieuses ou les centres culturels au rayonnement international. Ces institutions sont devenues des ressources au cœur du développement des villes, en particulier dans la concurrence croissante que celles-ci se livrent en vue d'attirer investisseurs, personnel hautement qualifié ou touristes⁵.

Ces changements structurels se répercutent également sur le profil des élites urbaines, avec une forte augmentation du nombre d'étranger·ère·s parmi les élites économiques et académiques. La proportion de personnes

⁵ Sur ces questions, voir PINSON Gilles, *La ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020 ; ainsi que ANDREOTTI Alberta, MORENO FUENTES Francisco Javier et LE GALÈS Patrick, *Un monde à la carte : les villes européennes des cadres supérieurs*, Paris, PUF, 2016.

de nationalité étrangère dépasse largement les niveaux atteints avant la Première Guerre mondiale pour dépasser les 50% parmi les élites académiques (et près de 50% pour les dirigeant-e-s des plus grandes entreprises des trois régions). Néanmoins, l'implication de ces personnes dans les réseaux de pouvoir locaux est très faible. Même parmi les élites de nationalité suisse, les parcours deviennent plus internationaux et le désengagement des réseaux de pouvoir traditionnels devient flagrant (**Chapitre 2**). Les effets de la globalisation se reflètent aussi dans les choix résidentiels, en particulier des élites économiques, suisses ou étrangères, qui résident souvent dans des communes fiscalement attractives en dehors des grands centres urbains, voire pour certains, de façon permanente, à l'étranger.

Ces dynamiques conduisent à une fragmentation sociologique, relationnelle et spatiale des élites qui contraste fortement avec la première phase de domination patricienne. Cela concerne prioritairement les élites économiques et académiques et soulève la question des rapports au local et à la ville de ces nouvelles élites dont les logiques d'action sont de plus en plus transnationales. Ces transformations sont favorisées par les nouvelles stratégies de recrutement des entreprises et des universités qui valorisent de plus en plus les ressources transnationales. Par conséquent, ces stratégies contribuent à intensifier la mobilité internationale de ces élites, alors que les ressources autochtones semblent moins valorisées, ou moins nécessaires. À l'opposé, les élites politiques doivent toujours respecter des critères d'ancrage local, en termes de nationalité ou de résidence, pour accéder à des fonctions de pouvoir et sont donc beaucoup plus directement liées au territoire de la ville que leurs homologues économiques ou académiques. Finalement, parmi les élites culturelles – bien qu'elles ne soient pas soumises à des restrictions formelles au niveau de leur nationalité ou de leur résidence –, l'ancrage local dans la ville semble continuer à jouer un rôle important. Au cours de la période récente, ces différentes catégories d'élites semblent ainsi se différencier de manière croissante, que ce soit en termes de mobilité internationale ou de logiques résidentielles.

DEUXIÈME PARTIE

APPROCHES THÉMATIQUES

À la suite des analyses transversales développées dans la première partie de cet ouvrage, la seconde partie se focalise, dans chaque chapitre, sur une catégorie d'élites occupant une position de pouvoir dans une organisation ou institution de premier plan implantée dans les trois villes étudiées. Si certaines institutions et leurs élites s'inscrivent pleinement dans la périodisation esquissée à la fin de la première partie (**Chapitre 4**), d'autres suivent des logiques qui leur sont propres. En abordant de manière concrète les réalisations des élites au sein des villes ainsi que les traces laissées par les familles et les entreprises dominantes, cette seconde partie met en lumière la diversité des profils des élites et de leurs registres d'intervention.

La seconde partie s'ouvre avec l'étude des profils des dirigeants-e-s des plus grandes entreprises des principaux secteurs économiques des trois villes (**Chapitre 5**). L'essor de ces entreprises passe d'un ancrage local et familial à une présence et une direction transnationale au cours du xx^e siècle. En parallèle, l'ascension électorale des partis de gauche marque une rupture sur le plan des rapports de force politiques durant l'entre-deux-guerres. Ces nouvelles élites de gauche, issues du mouvement ouvrier, ainsi que l'affirmation de la « nouvelle gauche urbaine » à partir des années 1970 sont abordées dans le **Chapitre 6**.

Les Chambres de commerce locales jouent un rôle clé dans les relations entre mondes économique et politique sur le plan régional. Leurs dirigeants ainsi que l'évolution de leurs principales activités sont examinés dans le **Chapitre 7**. Au carrefour de ces différentes sphères, les sociétés des beaux-arts servent de lieux culturels privilégiés où les différentes catégories d'élites se retrouvent, souvent en tant que mécènes, participant ainsi à une socialisation mondaine. Le rôle intégrateur de ces sociétés est exploré dans le **Chapitre 8**. Le mécénat au sein de ces sociétés des beaux-arts est étroitement associé aux familles fortunées des trois villes. Le **Chapitre 9** se penche sur le cas particulier des plus grandes fortunes zurichoises de la première moitié du xx^e siècle. Enfin, le **Chapitre 10** aborde les transformations des profils des élites académiques. Loin d'être déconnectées de leur environnement social dans une «tour d'ivoire», ces élites sont très largement composées de représentant-e-s des familles patriciennes jusqu'au début du xx^e siècle, avant de connaître une diversification progressive.

Chacun de ces chapitres aurait pu faire l'objet d'une analyse plus approfondie, voire d'un livre à part entière. Aucun ne prétend à l'exhaustivité, mais tous proposent plutôt de mettre l'accent sur un aspect saillant de ces différentes catégories d'élites. Ces dernières font par ailleurs l'objet d'analyses plus approfondies dans les thèses des doctorant-e-s ayant travaillé dans le cadre du projet de recherche: **Émilie Widmer** sur les sociétés des beaux-arts durant la première moitié du xx^e siècle, **Baptiste Antoniazza** sur la gauche urbaine, du socialisme municipal de l'entre-deux-guerres à la «nouvelle gauche urbaine» à partir des années 1970, et **Jonas Plüss** sur le rôle des Chambres de commerce en tant qu'organisations collectives du patronat local.

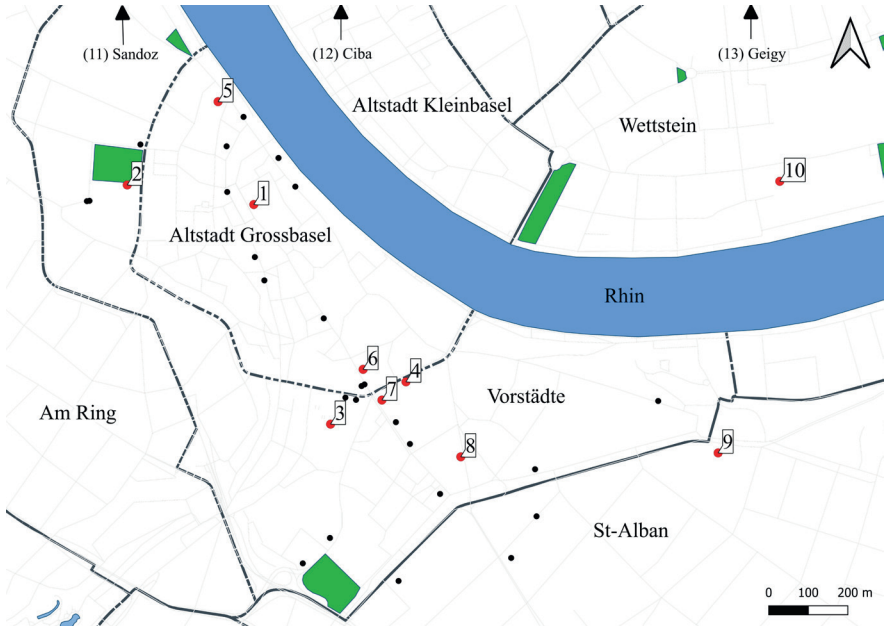
**Pierre Benz, Pedro Araujo, Claire-Lise Debluë,
Geoffroy Legentilhomme, Matthieu Leimgruber,
André Mach et Michael A. Strebel**

Repère 2. Espaces urbains et lieux de pouvoir

Les grandes villes sont le siège de nombreuses institutions et organisations qui sont autant de lieux de pouvoir politique, économique, académique et culturel. C'est notamment le cas à Bâle, Genève et Zurich avec certains lieux emblématiques où les élites locales ont exercé un ou plusieurs mandats. Chacun de ces lieux ou institutions est indiqué dans les **Cartes** rassemblées dans ce *Repère* à l'aide d'un cercle rouge accompagné d'un numéro et d'une légende. L'année 1957 constitue la date de référence, les entités pour les autres dates étant représentées par des cercles noirs, si l'adressé a changé.

À l'exemple de Bâle, la plupart des lieux de pouvoir sont situés dans le centre-ville historique (**Carte R.1**). À *Altstadt-Grossbasel* se trouvent l'Hôtel de Ville, siège du pouvoir politique (1), la Banque cantonale (5) et la Banque Sarasin (6). À *Vorstädte* se trouvent les sièges de l'Université (2), de la *Kunsthalle*, du *Basler Kunstverein* (3), enfin de la Chambre de commerce (4), par ailleurs colocalitaire de la filiale bâloise de la Banque nationale (5). On y trouve aussi le bâtiment de l'ancienne *Société de banque suisse* (SBS) (7) et les *Basler Nachrichten* (8). Le quartier de *St-Alban* n'accueille qu'un seul lieu de pouvoir en 1957 avec le siège de

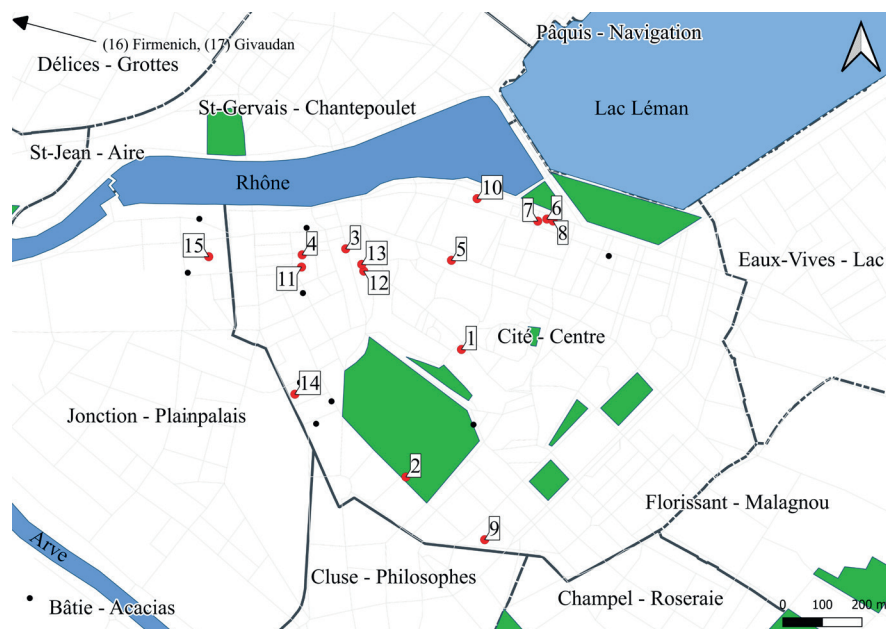
Carte R.1 – Les lieux de pouvoir à Bâle, 1957



- | | | |
|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------|
| (1) Siège des autorités politiques | (6) Banque Sarasin | Hors cadre |
| (2) Université | (7) Société de banque suisse (SBS) | (11) Sandoz |
| (3) Kunsthalle et Basler Kunstverein | (8) Basler Nachrichten | (12) Ciba |
| (4) Chambre de commerce | (9) La Bâloise-Assurances | (13) Geigy |
| (5) Banque cantonale | (10) Roche | |

La Bâloise-Assurances (9). Au nord, la firme *Sandoz* et l'actuel campus *Novartis* sont situés dans le quartier industriel et populaire de *St-Johann*. De l'autre côté du *Rhin*, les anciens locaux de *Ciba* occupent le quartier de *Mätthaus*, ceux de *Roche* (10) le quartier de *Wettstein* et *Geigy* celui de *Rosental*, des quartiers également populaires, où l'on retrouve par ailleurs une majorité d'élites politiques de gauche (**Chapitre 3**).

La distribution des lieux de pouvoir bâlois constitue un aspect typique de la structure urbaine helvétique, à savoir la présence de quartiers populaires issus de l'implantation des firmes industrielles dans des zones qui, au début du *xx^e* siècle, ne faisaient pas partie de la ville.

Carte R.2 – Les lieux de pouvoir à Genève, 1957


- | | | |
|---|-----------------------|-------------------------------|
| (1) Autorités politiques cantonales et communales | (7) Baume & Mercier | (14) Pictet |
| (2) Université | (8) Perret & Berthoud | (15) <i>Tribune de Genève</i> |
| (3) Fondation Hans Wilsdorf | (9) Favre & Leuba | Hors cadre |
| (4) Chambre de commerce | (10) Solvil et Titus | (16) Firmenich |
| (5) Rolex | (11) Banque Mirabaud | (17) Givaudan |
| (6) Patek Philippe | (12) Hentsch & Cie | |
| | (13) Lombard-Odier | |

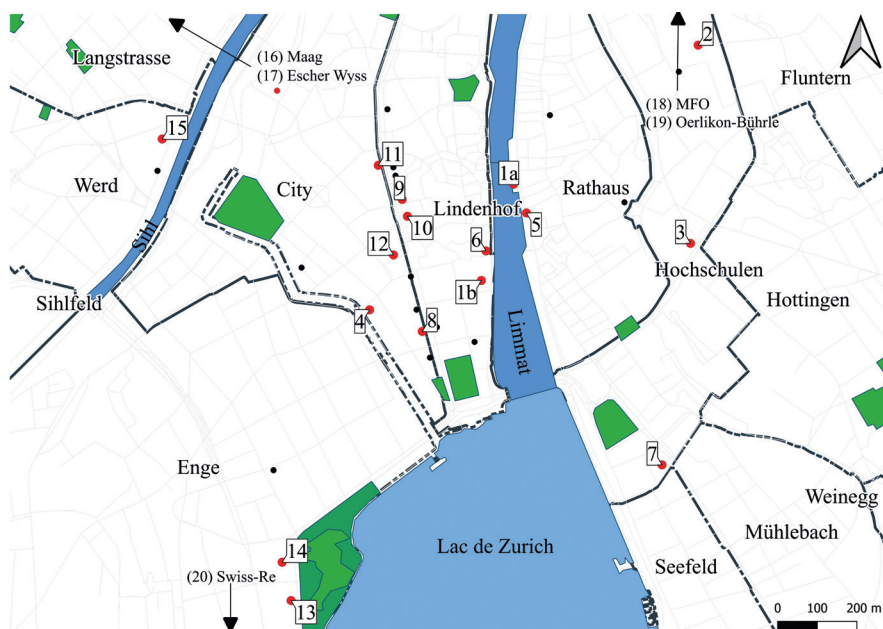
À Genève, la quasi-totalité des lieux de pouvoir liés aux différentes élites urbaines se concentre dans l'ancien centre historique (**Carte R.2**). Le quartier Cité-centre accueille ainsi les sièges des autorités politiques cantonales et communales (1), ainsi que les différents édifices de l'Université (2) représentée sur la carte par son plus ancien bâtiment, celui des Bastions, construit en 1871. Uni Dufour (1974) et Uni Mail (1992) suivront un siècle plus tard. Dans ce même quartier sont établies d'importantes organisations philanthropiques dont la Fondation Hans Wilsdorf (3), propriétaire du groupe Rolex dont elle tire son

capital, active dans le soutien aux institutions dans les domaines de la musique, du théâtre et des arts visuels.

Plusieurs entreprises sont concentrées au bord du Rhône, notamment celles du secteur de l'horlogerie de luxe : *Rolex* (5), *Patek Philippe* (6), *Baume & Mercier* (7), *Perret & Berthoud* (8), *Favre & Leuba* (9) et *Solvil et Titus* (10). Les banques privées *Mirabaud* (11), *Hentsch & Cie* (12), *Lombard-Odier* (13) et *Pictet* (14), aux abords du Parc des Bastions, y sont également établies. Dans la période récente, certaines banques comme Pictet et Lombard-Odier ont déplacé leur siège social en dehors du centre, notamment à Pont-Rouge, qui se dessine comme un nouveau pôle d'affaires. Elles maintiennent cependant une présence « vitrine » dans le centre-ville.

Plus à l'écart du centre-ville, la firme d'arômes et de parfums *Firmenich* (16) est située dans le quartier des Charmilles, un emplacement qui renvoie encore une fois à l'implantation des entreprises industrielles dans les zones populaires. Au-delà des limites de la ville, on trouve une autre usine du fabricant d'arômes et de parfums *Givaudan* (17), au chemin de la Parfumerie, à Vernier. Là aussi, on retrouve une répartition spatiale des secteurs économiques qui reflète une stratification sociale de l'espace urbain et périurbain, Vernier accueillant une population populaire dans des cités comme Le Lignon, Les Avanchets et Les Libellules.

À Zurich, les principaux lieux de pouvoir se distribuent sur les rives de la Limmat (**Carte R.3**). Sur la rive droite, dans le quartier du Rathaus, se trouve le siège des autorités politiques cantonales (1a) et communales (1b). On y trouve aussi les sièges de deux des principales corporations (*Zünfte*), *zur Constaffel* (5) et *zum Meisen* (6). À l'est, le bien nommé quartier des « Hautes Écoles » (*Hochschulen*) accueille les bâtiments de l'Université (2) et de l'École polytechnique fédérale, en face de l'Hôpital universitaire. Un peu plus au sud, on retrouve d'importantes institutions du pouvoir culturel, notamment le siège de la *Zürcher Kunstgesellschaft* (3), le *Kunsthau*s et, au bord du lac, l'Opéra. Tout au sud de la vieille ville, se trouve également le siège de la *Neue Zürcher Zeitung* (7). Sur la rive gauche, le quartier actuel de la City et de la Paradeplatz est investi par les banques Bär (9),

Carte R.3 – Les lieux de pouvoir à Zurich, 1957


- | | | |
|--|---|----------------------|
| (1a) Autorités politiques cantonales | (8) Banque cantonale | Hors cadre |
| (1b) Autorités politiques communales | (9) Banque Bär | (16) Maag |
| (2) Université | (10) Banque Leu | (17) Escher Wyss |
| (3) <i>Zürcher Kunstgesellschaft / Kunsthaus</i> | (11) UBS | (18) MFO |
| (4) Chambre de commerce | (12) Crédit Suisse | (19) Oerlikon-Bührlé |
| (5) <i>Gesellschaft zur Constaffel (Zunft)</i> | (13) Zurich Assurances | (20) Swiss Re |
| (6) <i>Zunft zur Meisen (Zunft)</i> | (14) Rentenanstalt / Swiss Life | |
| (7) <i>Neue Zürcher Zeitung (NZZ)</i> | (15) TA-Media (<i>Tages Anzeiger</i>) | |

Leu (10), la Banque cantonale (8), l'UBS (11) et le Crédit Suisse (12). On y trouve également la Chambre de commerce (4). Plus au sud, Enge, quartier huppé du début du xx^e siècle, accueille les principales firmes du secteur des assurances, telles que la *Zurich* (13), la *Rentenanstalt / Swiss Life* (14) et *Swiss Re* (20). Comme à Bâle et à Genève, les entreprises industrielles se situent plus loin du centre. C'est le cas d'*Escher-Wyss* et de *Maag*, placées à l'ouest, le long de la Limmat,

dans l'*Industriequartier*. Encore plus au nord, on trouve dans le quartier d'Oerlikon les fabriques *Oerlikon-Bührle* (aujourd'hui: *Rheinmetall*) et de la *Maschinenfabrik Oerlikon* (aujourd'hui: ABB). D'autres firmes majeures du secteur des machines, à l'exemple de *Sulzer* et de *Rieter*, sont situées à Winterthour, le deuxième pôle économique zurichois.

Pedro Araujo et Éric Davoine

5. Les dirigeant·e·s des grandes entreprises : appartenance familiale et parcours internationaux

«Après dix années merveilleuses en Suisse, ma famille est prête pour retourner vivre dans la Silicon Valley et aux États-Unis. Je suis convaincu que Vas sera un excellent successeur.»

«*Novartis chief exec Joe Jimenez to step down*», *Financial Times*, 4 septembre 2017 (notre traduction).

C'est par ces quelques mots que Joseph Jimenez (*1959), CEO de Novartis, annonce à la presse en septembre 2017 son retrait à la tête du groupe pharmaceutique bâlois et son retour dans son pays natal. Le «CEO californien», comme il était parfois appelé par la presse locale, sera remplacé quelques mois plus tard par son compatriote Vasant «Vas» Narasimhan (*1976), médecin formé à la *Harvard Medical School*. Si ce type de succession au sommet de l'une des principales multinationales de l'industrie pharmaceutique au niveau mondial est aujourd'hui banal, il était très différent un siècle plus tôt. En 1918, Carl Koechlin-Vischer (1889-1969) est nommé à la direction de Geigy, l'entreprise qui deviendra Ciba-Geigy en 1972, puis Novartis

en 1996. Contrairement à Vasant Narasimhan ou Joseph Jimenez, Carl Koechlin-Vischer n'est pas arrivé en Suisse pour une affectation temporaire dans le cadre d'une carrière de manager international. Issu par alliance de la famille patricienne fondatrice de Geigy, il devient dirigeant de l'entreprise familiale, comme le fut son père avant lui, et s'inscrit dans la lignée des dirigeants descendants du fondateur Johann Rudolf Geigy-Gemuseus (1733-1793). Carl Koechlin restera aux commandes de la firme pendant près d'une cinquantaine d'années, jusqu'en 1967. À un siècle d'intervalle, ces deux successions témoignent d'une double transformation du profil des dirigeant·e·s des principaux secteurs économiques de Bâle, Genève et Zurich.

Premièrement, en termes de gouvernance, les entreprises de ces secteurs sont passées d'une gestion dominée par des dynasties familiales à une ouverture vers des managers professionnels sans liens avec les familles fondatrices. Deuxièmement, en termes de profil, les dirigeant·e·s, autrefois plus ancré·e·s localement, se sont internationalisé·e·s avec l'augmentation à la fois du nombre de dirigeant·e·s étranger·e·s et des parcours professionnels transnationaux. Pour autant, ces deux changements n'ont pas affecté les principaux secteurs économiques des trois villes de la même façon. Dans l'industrie des machines, par exemple, le rôle des familles dans la propriété du capital et l'exercice de fonctions dirigeantes a perduré pendant la majeure partie du xx^e siècle¹. Pour d'autres, l'arrivée de dirigeant·e·s étranger·e·s à la fin du xx^e siècle fait écho à la présence, un siècle plus tôt, d'une élite locale déjà très cosmopolite. C'est le cas notamment chez les banquiers privés genevois, qui, dès le xix^e siècle, tissent d'importants liens avec des établissements bancaires en France et aux États-Unis².

Pour étudier ces transformations ainsi que leur degré de variation sur la longue durée, nous analysons, dans ce chapitre, les profils des dirigeant·e·s des secteurs pharmaceutique, bancaire, horloger et des

¹ GINALSKI Stéphanie, *Du capitalisme familial au capitalisme financier? Le cas de l'industrie suisse des machines, de l'électrotechnique et de la métallurgie au xx^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2015.

² CASSIS Youssef, *Les capitales du capital: histoire des places financières internationales, 1780-2005*, Genève, Slatkine, 2006.

machines entre 1890 et 2020. Nous définissons les dirigeant·e·s comme étant les personnes occupant la plus haute fonction dans chacun des deux organes de contrôle d'une entreprise, à savoir: le/la directeur/directrice général·e (ou administrateur/administratrice délégué·e), détenteur/détentrice du pouvoir exécutif, et le/la président·e du Conseil d'administration, chargé·e de l'orientation stratégique. Comme nous l'avons vu dans le **Chapitre 2**, les élites économiques sont des acteurs au centre des réseaux de pouvoir. S'intéresser en particulier aux profils de celles et ceux qui occupent les plus hautes fonctions permet de comprendre comment ces individus accèdent à leur(s) position(s) de pouvoir. En nous basant sur un échantillon composé des dirigeant·e·s des principales entreprises de chaque secteur, nous analysons l'évolution du rôle de l'appartenance à une famille propriétaire dans l'accès à une position dirigeante puis l'importance de la dimension internationale dans les carrières de ces top managers.

Les dirigeant·e·s familiaux : entre déclin et variations sectorielles

Le développement des secteurs pharmaceutique, bancaire, horloger et des machines est étroitement lié à l'histoire des grandes familles de Bâle, Genève et Zurich. Les principales entreprises de ces domaines ont souvent été fondées ou reprises par des personnalités qui ont bâti des dynasties familiales contrôlant leur comité de direction et/ou leur Conseil d'administration. Certains patronymes sont ainsi associés à des secteurs particuliers. À Bâle, les Geigy, Hoffmann, La Roche ou Vischer sont connus pour le développement des industries du textile et de la chimie. À Genève, les Hentsch, Lombard ou Pictet sont identifiés comme des familles patriciennes principalement actives dans les banques privées. À Zurich, les Escher, Huber ou Sulzer sont associés à l'industrie des machines. Forgeant de solides liens avec les élites urbaines des trois villes, notamment par le biais d'alliances avec des familles patriciennes ou des industriels ayant fait fortune³, les familles

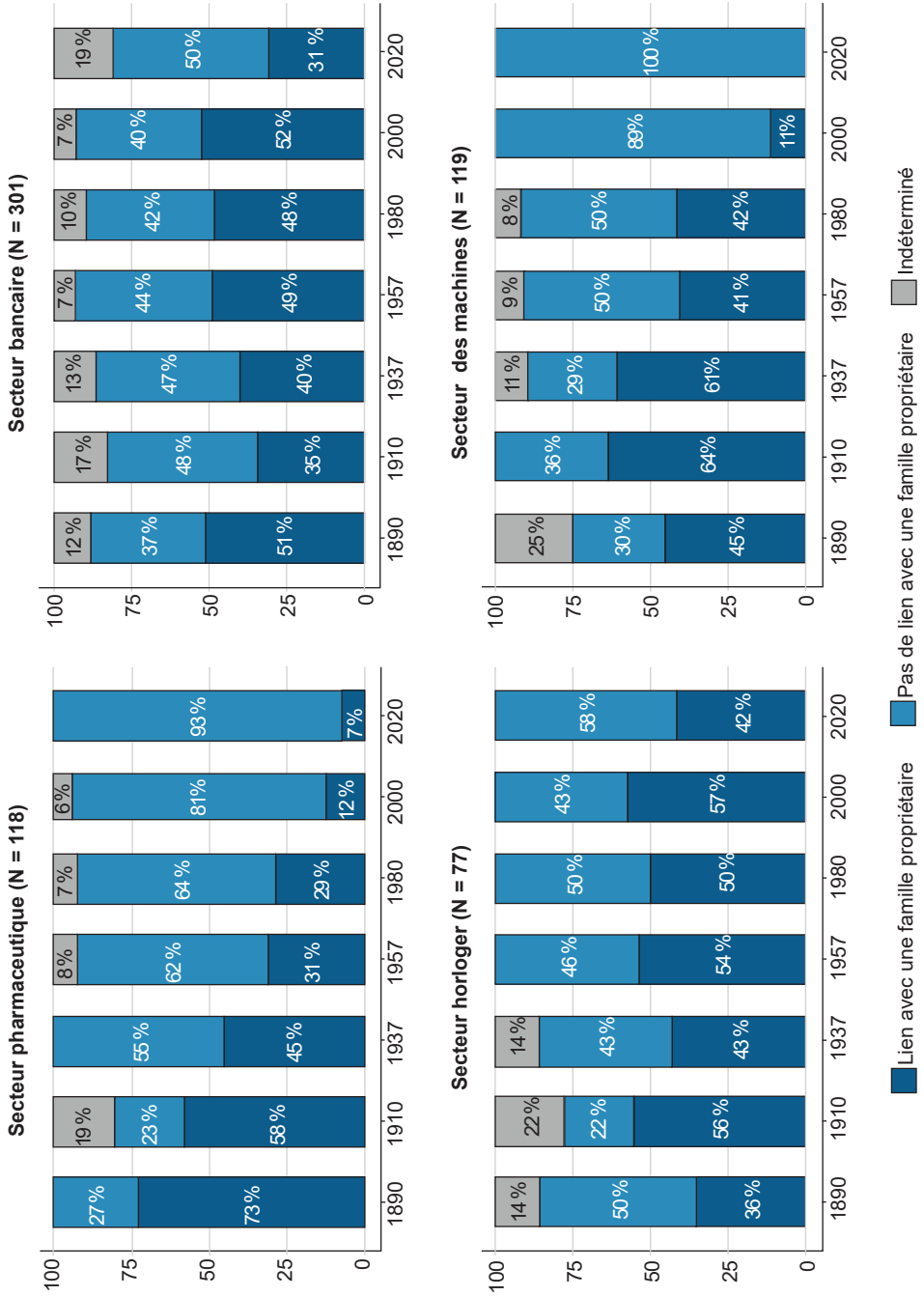
³ BENZ Pierre et al., « The power of Swiss patrician families », 2024.

à la tête de ces entreprises recrutent initialement leurs futurs dirigeants par cooptation au sein du cercle familial et des familles alliées. Néanmoins, au cours du ^{xx}e siècle, le poids de ces dynasties s'est peu à peu amenuisé (voir **Chapitre 1**). Le manque d'intérêt des héritiers, l'absence de descendance masculine, les phénomènes de croissance, de fusions et acquisitions des entreprises ou encore le passage d'un statut juridique de société de personnes à un statut de société anonyme ouvrant la propriété à des investisseurs extérieurs à la famille, sont autant de raisons qui expliquent le déclin de ces dynasties. Cependant, celui-ci n'obéit pas aux mêmes temporalités et ne s'exprime pas avec la même intensité selon les secteurs économiques concernés. Le **Graphique 5.1** illustre ces variations dans les quatre secteurs étudiés. Il calcule le pourcentage de dirigeant-e-s qui ont un lien de famille direct (parents, frères et sœurs) ou indirect (beaux-parents) avec la famille propriétaire sur toute la période étudiée.

La détention d'un lien familial avec une famille propriétaire suit deux dynamiques, à la fois de déclin et de maintien. Les liens familiaux diminuent ainsi de 73 % en 1890 à 7 % en 2020 dans l'industrie pharmaceutique alors que c'était au sein même de ce secteur qu'ils étaient initialement les plus élevés. Ce déclin s'observe également dans l'industrie des machines, mais plus tardivement. En 1980, 42 % des dirigeant-e-s de cette branche étaient encore lié-e-s à une famille propriétaire alors qu'en 2020, aucun-e directeur/directrice général-e ou président-e ne possède ce type de liens. À l'inverse de ces deux secteurs, l'appartenance à une famille propriétaire demeure une caractéristique persistante parmi les dirigeant-e-s des domaines bancaire et horloger pour l'ensemble de la période. Malgré des fluctuations, 31 % des élites bancaires et 42 % des élites horlogères maintiennent des liens familiaux en 2020. Pour comprendre ces deux dynamiques, il est nécessaire de s'attarder sur les particularités propres à chaque secteur.

À l'origine de l'industrie pharmaceutique bâloise se trouvent des entrepreneurs, issus de familles patriciennes, qui se sont lancés dans la vente de produits chimiques et de colorants. Le développement de leurs affaires s'est fait avec le soutien de familles patriciennes locales par le biais d'alliances souvent scellées par un mariage. Grâce à ces réseaux

Graphique 5.1 – Dirigeant·e·s lié·e·s à une famille propriétaire



Source : Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

familiaux, certains entrepreneurs ont développé des firmes d'envergure internationale. C'est le cas notamment de l'entreprise Geigy, fondée en 1758 par Johann Rudolf Geigy-Gemuseus (1733-1793). Sous la direction du descendant du fondateur, Johann Rudolf Geigy-Merian (1830-1917), Geigy devient dès la seconde moitié du XIX^e siècle l'une des principales entreprises de l'industrie chimique, le plus important secteur économique de la ville rhénane après la Première Guerre mondiale. La figure de Geigy-Merian cristallise non seulement la perpétuation de la transmission d'une position dirigeante de père en fils, mais aussi le début de son déclin. En tant que patriarche, ce dirigeant va continuer, comme l'ont fait ses ancêtres avant lui, à coopter des hommes de sa famille à des positions de direction et à les marier avec des femmes issues de familles patriciennes. Ses deux fils, Rudolf (1862-1943) et Karl (1866-1949), ainsi que son neveu, Carl Koechlin (1856-1914), tous les trois mariés à des épouses patriciennes, occuperont chacun une position dirigeante au sein de l'entreprise familiale. Cependant, alors que celle-ci se développe à la fin du XIX^e siècle en France, en Russie et en Angleterre, Geigy-Merian change le statut juridique de la firme en 1901 en la faisant passer d'une société collective à une société anonyme. L'expansion industrielle au-delà du territoire national implique de recourir à des financements externes. Les alliances ne peuvent plus se faire uniquement au niveau local, et l'entreprise ouvre progressivement son actionnariat; ceci entraîne des changements de direction. Des situations similaires s'observent durant le XX^e siècle dans les autres entreprises du secteur comme Roche et Sandoz. Si en 1910, les dirigeants de l'industrie pharmaceutique sont encore en majorité issus d'une famille propriétaire, la situation change rapidement. En 1932, Paul Läger-Von Simon (1896-1959), qui ne partage aucun lien de famille avec les Geigy, devient directeur général de l'entreprise. Le désengagement des familles propriétaires se poursuit tout au long du XX^e siècle.

Pour autant, les liens familiaux peuvent rester présents dans les réseaux d'affaires comme l'illustre le cas de Max Staehelin-Dietschy (1909-1988), directeur de Ciba, sans lien avec la famille propriétaire, mais qui détient d'autres mandats précédemment exercés par son père,



Illustration 5.1 – Bâle, siège de l'entreprise Ciba (1939).

Source: Archives d'État de Bâle-Ville/Staatsarchiv Basel-Stadt, BALAIR 4227).

Max Staehelin-Mäglin (1880-1968), juriste et banquier bâlois : comme la présidence de la Société de banque suisse (SBS) et l'appartenance au comité de direction de la Chambre de commerce de Bâle. Cet exemple souligne également l'importance des Chambres de commerce comme lieu de pouvoir (voir **Chapitre 7**).

L'importance des liens familiaux est plus contrastée dans le cas du secteur bancaire. Pour l'ensemble de la période observée, il faut distinguer deux types de banques, les *banques commerciales* et les *banques privées*, au sein desquelles la transmission des positions dirigeantes s'effectue de façon différente. Les banques commerciales sont établies principalement dans le canton de Zurich et à Bâle. À la fin du XIX^e siècle, il s'agit de banques comme Credit Suisse, la SBS ou la *Bank in Winterthur* (future UBS). Organisées sous forme de sociétés anonymes, souvent cotées en bourse – et parfois contrôlées par l'État dans le cas des banques cantonales –,

les banques commerciales ne sont pas soumises à une propriété familiale. C'est au sein de ces banques que l'on retrouve la majorité des dirigeant-e-s, identifié-e-s dans le **Graphique 5.1**, qui n'ont pas de liens avec une famille propriétaire. Ces dirigeant-e-s suivent des carrières bureaucratiques et ont recours à d'autres ressources pour progresser dans la hiérarchie telles qu'une formation universitaire, un réseau social important ou un rang d'officier à l'armée⁴. C'est le cas, par exemple, de Rudolph Speich-Jenny (1890-1961), directeur général de la SBS en 1937, titulaire d'une licence en sciences économiques, membre des Conseils d'administration de *Ciba* et *Schappe Ringwald* à Bâle et colonel à l'armée. À l'inverse, les banques privées, principalement établies à Genève et à Bâle, ont été fondées par des familles patriciennes et dirigées par des dynasties de banquiers privés comme les Sarasin, Ehinger et Speyr à Bâle ou encore Lombard, Hentsch et Pictet à Genève. Spécialisés dans la gestion de fortune transfrontalière, ces établissements ont conservé jusqu'à la fin du xx^e siècle un statut de société de personnes où les associé-e-s sont indéfiniment responsables, réservant l'accès au rang d'associé-e aux familles propriétaires, fondatrices ou alliées, et à quelques rares banquiers sans liens de famille. Néanmoins, depuis 2000, ce modèle d'affaires disparaît progressivement au profit de la constitution de sociétés anonymes. Ces changements de statut expliquent pourquoi les dirigeant-e-s lié-e-s à des familles propriétaires passent de 52 % en 2000 à 31 % en 2020. Le passage d'une société d'individus à une société anonyme offre plusieurs avantages⁵. D'abord, il permet de répondre à une exigence de transparence de plus en plus forte sur le plan international, notamment par la communication de bilans financiers. Ensuite, il facilite le développement de ces banques sur les marchés internationaux en offrant l'ouverture à des investisseurs extérieurs. Finalement, ces changements de statut interviennent également au moment où certaines familles dirigeantes souhaitent se désengager de la responsabilité opérationnelle de l'entreprise.

⁴ ARAUJO Pedro, DAVOINE Éric et DONZÉ Pierre-Yves, «Banking elites and the transformation of capitalism in Switzerland: A prosopographic analysis (1890-2020)», *Business History*, 2023. En ligne: <<https://doi.org/10.1080/00076791.2023.2213650>>.

⁵ MACH André et ARAUJO Pedro, «Longévité des familles à la tête des banques privées suisses. Trois exemples de trajectoires contrastées», *Revue vaudoise de généalogie et d'histoire des familles* 5, 2017, pp. 49-62.



Illustration 5.2 – Bâle, assemblée générale de l'Association des Banques Privées (1938).

Note: cette photographie permet de souligner la domination à la fois masculine et des familles patriciennes. Sur les trente-huit banquiers privés présents, vingt-trois sont issus d'une famille patricienne.

Source: BOGADI Fabienne, «L'Association de Banques Privées Suisses, lieu de concorde où des banques concurrentes deviennent alliées», *Revue vaudoise de généalogie et d'histoire des famille*, 2017, pp. 77-85. Photo Archives ABPS.

Le cas de la banque privée bâloise Sarasin est un bon exemple de cette dynamique. En 2012, ce vénérable établissement bancaire est acheté par le groupe Safra, lié à une famille libanaise établie à Genève depuis les années 1950. Devenue la Banque J. Safra Sarasin, elle ne compte depuis plus aucun membre de la famille Sarasin à des positions de direction. Un désengagement similaire peut être observé dans les banques zurichoises Julius Bär et Vontobel, toutes deux sans dirigeant·e·s issu·e·s d'une lignée d'élites bancaires. Même si certaines ont fait le choix d'un changement de statut de société, les banques privées genevoises, à l'image de Pictet, Rothschild, Lombard-Odier, Mirabaud ou Bordier, maintiennent une forte tradition familiale au sein de leur direction.

Encadré 5.1 – Exclusion et invisibilisation des femmes dans les grandes entreprises

Parmi les élites économiques, les femmes subissent une double dynamique d'inégalités. La première se caractérise par une exclusion quasi totale des positions dirigeantes pour l'ensemble de la période traitée. Bien que la présence des femmes progresse (très lentement) durant la seconde moitié du xx^e siècle dans les Conseils d'administration des entreprises suisses⁶, les positions les plus élevées, telles que la présidence d'un Conseil d'administration ou d'un comité exécutif, demeurent systématiquement occupées par des hommes. Dans le secteur bancaire, seules deux femmes, Camille Vial (*1977) et Ariane de Rothschild (*1965), toutes deux associées de banques privées genevoises en 2020, sont présentes dans notre échantillon. Camille Vial succède à son père, Thierry Fauchier Magnan (*1949), en 2011, en devenant la première femme associée de la banque Mirabaud. Épouse de Benjamin de Rothschild (1963-2021), Ariane de Rothschild prend la tête de la banque en 2015 et devient également la première femme CEO de la banque.

En plus de leur exclusion, les femmes sont également sujettes à une dynamique d'invisibilisation du rôle qu'elles peuvent exercer dans la transmission de positions de pouvoir. Le cas de Francine Marguerite Odier-Dunant (1894-1984), première femme associée de la banque Lombard-Odier, illustre cette dynamique. À la suite du décès de Gabriel Odier (1891-1937), associé de la banque, le collège des associés se doit de nommer une nouvelle personne avec une responsabilité illimitée pour continuer à faire exister l'établissement. C'est au titre de veuve que Marguerite Odier-Dunant occupera la position d'associée, entre 1937 et 1947, jusqu'à ce que son fils Marcel (1917-2016) soit en âge de reprendre cette fonction. Pendant ces dix années, elle est écartée des fonctions de direction, son rôle se limitant à garder la future place de son fils. Ce rôle invisible de transmission se retrouve également dans le cas de Adèle Geigy-Koechlin (1827-1903), sœur de Johann Rudolf Geigy-Merian (1830-1917), dirigeant de l'entreprise Geigy dès le milieu du xix^e siècle. Par le biais de sa descendance, elle est à l'origine de la transmission de quatre positions de pouvoir, aidant ainsi la famille à maintenir le contrôle de l'entreprise. Au même titre que le travail domestique, ce « travail reproductif » assumé par les épouses est invisible et non rémunéré, mais essentiel à la perpétuation du système capitaliste familial⁷.

⁶ GINALSKI Stéphanie, « How women broke into the old boys' corporate network in Switzerland », *Business History*, 2022, pp. 1-22. En ligne : <<https://doi.org/10.1080/0076791.2022.2034788>>.

⁷ DELPHY Christine, *L'ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Paris, Éditions Syllepse, 1998.

À l'image des banques privées, les entreprises horlogères genevoises sur lesquelles se concentre notre échantillon sont souvent désignées par un patronyme : Patek, Badollet ou encore Vacheron Constantin. Pour autant, la transmission familiale des positions dirigeantes ne s'effectue pas de façon aussi systématique qu'au sein d'un collège d'associés d'une banque privée. Si l'on retrouve pendant l'ensemble de la période observée des hommes dirigeants qui incarnent l'héritage familial de leur entreprise, ces derniers sont néanmoins fréquemment entourés d'autres dirigeants sans liens avec la famille propriétaire, notamment dans des positions d'administrateurs délégués. C'est le cas de Jean-Jacques Badollet (1850-1908), fils de Jean-Moïse, fondateur de l'entreprise Badollet, qui est directeur technique en 1890 de la société familiale et s'entoure d'administrateurs délégués qui ne sont pas issus de la famille. Ne disposant pas de réseaux et d'alliances, les familles dirigeantes sont parfois obligées de recruter au-delà de leur cercle familial ou même de vendre leur entreprise, faute d'héritiers. C'est ainsi que Karl Scheufele (*1938), horloger et joaillier allemand, acquiert la société Chopard en 1963. Il arrive également que des difficultés économiques contraignent les familles à vendre l'entreprise. La société Patek Philippe, fondée à Genève en 1839 par un réfugié polonais, Antoni Norbert Patek (1812-1877), rapidement rejoint en 1845 par un ingénieur français, Jean Adrien Philippe (1815-1894), est restée en mains familiales jusqu'à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. En 1932, alors que l'entreprise subit les conséquences de la grande crise, elle est rachetée par la famille Stern, dont un descendant, Thierry Stern (*1970), représentant de la quatrième génération, occupe encore la présidence de l'entreprise en 2020. L'implantation de ces nouvelles familles explique en partie le maintien d'un pourcentage élevé de dirigeant·e·s avec des liens familiaux (42% en 2020). Malgré les rachats de Chopard et Patek, les deux maisons ont conservé leur nom original, attestant le caractère central du récit familial et entrepreneurial dans la stratégie de communication des entreprises horlogères.

Le remplacement d'une entreprise en mains familiales par une autre famille est un phénomène que l'on retrouve dans l'industrie des machines et qui explique également la permanence de dynasties familiales jusqu'à la fin du xx^e siècle. C'est le cas notamment de la

fabrique d'armement *Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon*, rachetée par l'Allemand Emil Georg Bührle (1890-1956) et renommée à son nom en 1939. Son fils, Dieter Bührle (1921-2012), lui succède à la tête de l'entreprise après son décès et la dirigera pendant trente-sept ans avant de laisser les rênes à sa sœur Hortense Anda-Bührle (1926-2014). À Genève, Théodore Turrettini (1845-1916), issu d'une famille patricienne et fils d'un banquier privé, est engagé en 1869 au sein de la Société genevoise pour la construction d'instruments de physique (SIP). Son arrivée et son entrée dans le capital de l'entreprise marquent le début de la dynastie des Turrettini. La famille maintiendra son contrôle sur l'entreprise jusqu'au décès de Jacques Turrettini (1923-1992), représentant de la troisième génération. Néanmoins, cette logique de remplacement illustre également la difficulté des familles dirigeantes de l'industrie des machines à maintenir leur présence dans leur firme sur le long cours, malgré l'existence d'un certain nombre de familles contredisant l'*effet Buddenbrook*, qui veut qu'une entreprise familiale décline à la troisième génération. C'est le cas notamment des Sulzer, patriciens originaires de Winterthour qui se sont maintenus en position dirigeante pendant au moins cinq générations au sein de l'entreprise familiale jusqu'au départ de leur dernier représentant, Georg Sulzer (1909-2001), en 1982. L'érosion des familles dirigeantes dans l'industrie des machines coïncide avec l'arrivée de dirigeants étrangers et la valorisation de carrières transnationales. En 2020, le CEO de Sulzer, Grégoire Poux-Guillaume (*1970), ne partage plus de liens avec la famille fondatrice et n'est pas originaire du canton de Zurich. De nationalité française, il s'est formé à l'École Centrale Paris et à la *Harvard Business School*, est passé par des entreprises comme *McKinsey* ou *General Electric* avant d'arriver en Suisse en 2015 pour occuper sa position de directeur.

L'internationalisation des cadres dirigeants

La période qui s'ouvre dès les années 1980 est caractérisée par l'émergence d'une élite suisse de plus en plus internationalisée. Cette internationalisation est visible à travers deux indicateurs : la présence

croissante de cadres dirigeants de nationalité étrangère dans les entreprises et la mobilité géographique des dirigeant·e·s, suisses ou étranger·ère·s, au cours de leur carrière. L'utilisation de ces indicateurs permet de mettre en évidence deux tendances.

En premier lieu, le pourcentage de dirigeant·e·s étranger·ère·s augmente dans les quatre secteurs entre 1980 et 2020. Cependant, l'ampleur de cette progression est variable selon les domaines. Dans les entreprises pharmaceutiques, les dirigeant·e·s étranger·e·s sont passés de 7 % en 1980 à 42 % en 2020. Cette progression est à mettre en perspective avec le développement spectaculaire au niveau international des deux plus gros acteurs de cette industrie, Roche et Novartis, dont les emplois en Suisse ne correspondent qu'à environ 14 % et 10 % respectivement de leurs effectifs totaux en 2022. Parmi les dirigeant·e·s de nationalité suisse de ce secteur, on compte également 15 % de personnes détentrices de plusieurs nationalités. C'est le cas de Severin Schwan (*1967), CEO de Roche entre 2008 et 2023, détenteur de trois passeports : autrichien, allemand et suisse. Si aucun étranger n'occupe la fonction de directeur général ou président dans l'industrie des machines en 1980, la situation est radicalement différente en 2020 avec 83 % de dirigeants étrangers, traduisant la forte internationalisation de l'actionnariat à la fin du xx^e siècle. De façon étonnante, il existe une spécificité du secteur bancaire et du secteur horloger. Alors que la place financière helvétique est l'une des plus internationalisées au monde⁸, notamment en termes d'actifs privés étrangers sous gestion, les dirigeant·e·s bancaires ne sont que 2 % à être de nationalité étrangère en 1890 et 15 % en 2020. Si ce chiffre s'explique en partie par le fait que notre étude ne prend pas en considération les banques étrangères établies en Suisse, il montre néanmoins que les positions dirigeantes les plus élevées restent occupées en forte majorité par des banquiers *suisses*. À l'inverse, alors que les activités du secteur horloger et le pilotage des entreprises sont

⁸ MAZBOURI Malik, GUEX Sébastien et LOPEZ Roberto, «La place financière suisse 1890-2010», in: HALBEISEN Patrick, MÜLLER Margrit et VEYRASSAT Béatrice (éd.), *Histoire économique de la Suisse au xx^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021.

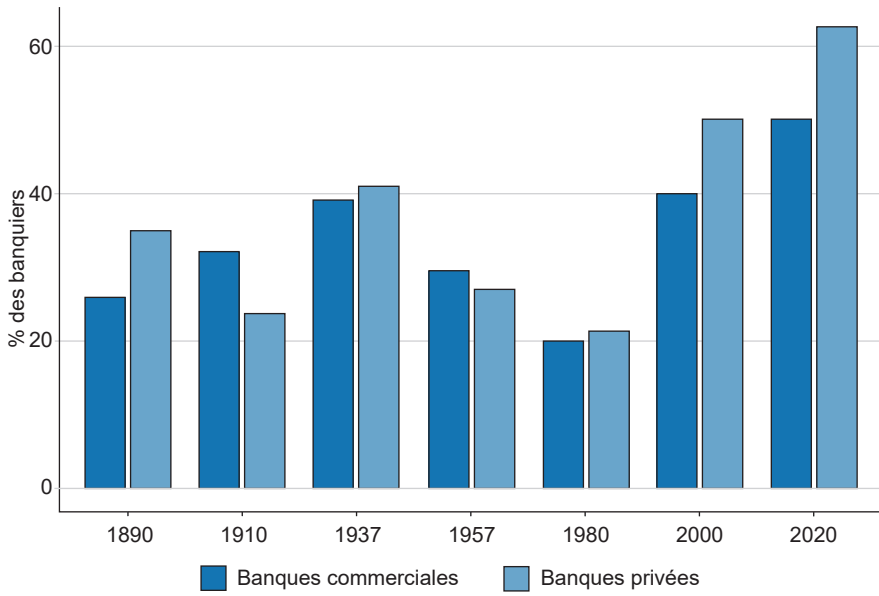
fortement ancrés localement⁹, la moitié des dirigeants des entreprises horlogères de Genève est de nationalité étrangère en 2020 (en majorité française). Depuis la restructuration du secteur, entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980, les entreprises horlogères, notamment genevoises, se sont tournées vers l'industrie du luxe globalisée, attirant ainsi des profils de dirigeants internationaux faisant carrière au sein des grands groupes de ce secteur, tout en préservant la localisation territoriale comme une ressource symbolique notamment par le recours au label *Swiss Made*.

En second lieu, la mobilité géographique des dirigeants, souvent associée à la globalisation de la fin du xx^e siècle, est un phénomène plus ancien, que l'on retrouve déjà à la fin du xix^e siècle. En prenant l'exemple du secteur bancaire, pour lequel nous avons récolté des données détaillées sur les carrières, nous observons que le pourcentage de dirigeants ayant séjourné à l'étranger pendant au moins deux ans (une durée suffisamment longue pour être significative) a connu trois variations entre 1890 et 2020 (voir **Graphique 5.2**).

En 1890, 35 % des dirigeants de banques privées et 25 % des dirigeants de banques commerciales avaient travaillé au moins deux ans à l'étranger. Cette tendance augmente légèrement jusqu'en 1937, avec environ 40 % des élites bancaires ayant séjourné deux ans ou plus en dehors de la Suisse. Cette période correspond à la première vague de mondialisation, avant la Première Guerre mondiale. Dans le cas des banquiers suisses, elle semble se prolonger jusque dans les années 1930. Le caractère cosmopolite des carrières des élites bancaires s'inscrit donc dans une histoire longue. Une variation s'opère entre 1937 et 2000. La mobilité géographique des élites bancaires tombe en dessous de la barre des 30 % et atteint son niveau le plus bas en 1980, avec seulement environ 20 %. Cette période correspond à ce que des travaux antérieurs ont qualifié d'apogée du réseau national des élites suisses. Un réseau où les banquiers étaient au centre de la coordination de l'économie

⁹ DONZÉ Pierre-Yves, *Histoire de l'industrie horlogère suisse, xix^e-xx^e siècle: aux origines d'un succès industriel et commercial*, Neuchâtel, Alphil, 2017.

Graphique 5.2 – *Pourcentage de dirigeants bancaires qui ont travaillé au moins deux ans à l'étranger*



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

nationale¹⁰. En 1980, les dirigeant·e·s bancaires étaient donc plus tournés vers des carrières nationales qu'en 1890. Enfin, au début du XXI^e siècle, travailler à l'étranger est à nouveau largement répandu avec plus de 50 % des dirigeants bancaires ayant réalisé une partie de leur carrière en dehors de la Suisse. Cette troisième variation, qui se produit dans un contexte de globalisation financière, marque le retour des expériences professionnelles transnationales comme norme de carrière.

¹⁰ DAVID Thomas, MACH André, LÜPOLD Martin et al., *De la « forteresse des Alpes » à la valeur actionnariale: histoire de la gouvernance d'entreprise suisse (1880-2010)*, Zurich, Seismo, 2015.

Encadré 5.2 – La multipositionnalité locale et nationale des dirigeant·e·s d’entreprise

Pris·e·s dans leur ensemble (en incluant tous les dirigeant·e·s, y compris les simples membres d’un Conseil d’administration), les dirigeant·e·s entretiennent, au-delà de leur fonction au sein de l’entreprise de notre échantillon, des liens étroits avec les milieux d’affaires et les autorités politiques des trois villes. En particulier, ces individus siègent au sein des comités des chambres de commerce cantonales et des associations patronales nationales. Cette présence croît de façon continue jusqu’en 1980, notamment pour les organisations patronales de niveau national (voir **Chapitre 7**). Dans certains cas, les dirigeant·e·s sont même à l’origine de la création de ces organisations. C’est le cas notamment de Ernest Pictet (1829-1909), associé-gérant de la banque privée familiale, fondateur et président de la Chambre de commerce et de l’industrie de Genève en 1865. Dès la fin du xx^e siècle, avec l’internationalisation des différents secteurs, les intérêts des dirigeant·e·s se déploient davantage au-delà des frontières, au détriment des groupes d’intérêt économiques locaux et nationaux.

Au niveau politique, nous constatons également, en début de période, une forte présence des dirigeant·e·s d’entreprise au sein des parlements communaux et cantonaux. Dans une moindre mesure, cette présence s’observe également au sein du Parlement fédéral. Cette situation se retrouve dans le parcours de l’industriel zurichois Eduard Sulzer-Ziegler (1854-1913). Propriétaire de l’entreprise Sulzer, il occupe également des fonctions politiques, d’abord au niveau communal à Winterthur, puis au Grand Conseil zurichois et finalement au Conseil national sous l’étiquette radicale. Néanmoins, un désengagement des dirigeant·e·s d’entreprise de la sphère politique s’opère durant l’essentiel du xx^e siècle, d’abord au niveau communal et cantonal, puis au niveau fédéral. En 2020, l’implication des dirigeant·e·s dans la sphère politique ne se manifeste plus sous forme de mandat politique (voir **Chapitre 2**).

Tableau 5.1 – Pourcentage de dirigeant·e·s siégeant dans les associations patronales et les autorités politiques

	Position dans une Chambre de commerce	Mandat(s) dans une association patronale nationale	Mandat(s) politique(s) communal/cantonal	Mandat(s) au Parlement fédéral
1890	5,9	3,3	16,7	3,6
1910	6,5	9,1	14,1	5,5
1937	7,6	13,7	8,5	3,5
1957	7,5	16,4	8,1	4,5
1980	7,7	16,8	6,6	3,4
2000	5,5	9,9	5,8	2,0
2020	1,3	6,5	0	0,3

Le profil des dirigeant·e·s : entre tendances structurelles et logiques sectorielles

Ce chapitre sur le profil des dirigeants des principales entreprises nous a permis de rendre compte de deux caractéristiques structurelles des dirigeant·e·s des quatre secteurs : la prégnance de l'appartenance à une famille dirigeante et la mobilité géographique. Nos résultats nous permettent de formuler deux points conclusifs.

Premièrement, la prise en considération d'une temporalité historique suffisamment longue nous permet de nuancer l'évolution des deux caractéristiques étudiées. Si l'appartenance à une famille dirigeante semble constituer un critère de sélection prépondérant dans la société suisse d'autrefois, moins traversée par des revendications d'égalité et de méritocratie qu'aujourd'hui, nos résultats montrent toutefois qu'au début du XXI^e siècle, l'origine familiale reste encore un privilège, ou un obstacle, pour l'accès à une position dirigeante. Nous observons

également que la mobilité transnationale, souvent associée à la fin du xx^e siècle, n'est pas un phénomène récent et s'inscrit dans la longue tradition bourgeoise des séjours professionnels à l'étranger et dans le caractère cyclique de l'internationalisation des marchés mondiaux.

Deuxièmement, en regardant les particularités de chaque secteur et de chaque ville, nous observons que les continuités que nous venons d'évoquer sont traversées par des ruptures. Les dirigeant-e-s des secteurs pharmaceutiques de Bâle, des machines ou des grandes banques de Zurich ne sont aujourd'hui plus ou très peu lié-e-s aux familles propriétaires, alors qu'à Genève, les banques privées et les sociétés horlogères tentent de trouver un équilibre entre l'ouverture aux managers professionnels et le maintien d'une transmission familiale.

**André Mach, Baptiste Antoniazza
et Michael A. Strebel**

6. De la domination patricienne aux bastions de la gauche : les mutations des rapports de force politiques

« La politique des villes de gauche est la politique des parasites. Ils sont les champions du monde pour accaparer et dépenser l'argent que d'autres ont gagné. Ils défendent les parasites sociaux, et non les Suisses qui travaillent toute leur vie pour faire la prospérité et la liberté de notre pays. »

Marco Chiesa, président de l'UDC suisse, Discours du
1^{er} août 2021

« Si les partis bourgeois veulent proposer une alternative moderne de politique urbaine au modèle dominant gauche-vert pour les métropoles suisses, ils doivent changer leur façon de penser. »

Avenir Suisse, *20 Jahre Schweizer Stadtpolitik. Eine Bilanz aus liberaler Perspektive*, 2018 (notre traduction).

Dans des styles très différents, la droite conservatrice et la droite libérale, incarnées ici par l'Union démocratique du centre (UDC) et Avenir

Suisse, s'inquiètent et déplorent la domination des coalitions gauche-verte qui gouvernent toutes les grandes villes suisses depuis le milieu des années 1990. Comment la domination patricienne du XIX^e siècle a-t-elle été supplantée par de telles majorités de gauche au XXI^e siècle?

Les rapports de force politiques à l'échelon des grandes villes ne sont pas les mêmes qu'au niveau national, où ils sont toujours restés favorables aux partis bourgeois, tout comme, à quelques rares exceptions, au niveau cantonal. Le basculement observé dans les années 1990 n'est pourtant pas un phénomène purement contemporain. Dès le début du XX^e siècle, les grandes villes deviennent des bastions de la gauche, qui y obtient ses meilleurs résultats électoraux et où se concentrent ses membres et son électorat. Ce chapitre analyse la conquête des villes par la gauche politique durant deux périodes distinctes. L'une se situe durant la première moitié du XX^e siècle et voit de nouvelles élites politiques, principalement issues du mouvement ouvrier, être à l'origine des expériences du socialisme municipal. L'autre se déroule vers la fin du XX^e siècle, une génération après l'essor des nouveaux mouvements sociaux des années 1970, lorsqu'une nouvelle gauche urbaine conquiert de nouvelles majorités. Après une première partie qui revient sur la formation des principales forces politiques dans les trois villes de Bâle, Genève et Zurich à la fin du XIX^e siècle, la deuxième partie présente les deux périodes de domination de la gauche, alors que la troisième partie met la lumière sur les changements du profil sociologique des acteurs et des actrices politiques.

Les partis comme expression politique des classes sociales urbaines

Les partis politiques suisses se structurent et se formalisent tardivement à l'échelon national selon différents courants idéologiques et clivages sociaux. Autour de 1900, les partis restent encore très peu structurés et cohésifs sur le plan national et c'est bien au niveau cantonal que se trouve leur véritable centre de gravité¹. Cette

¹ GRUNER Erich, *Die Parteien in der Schweiz*, Berne, Francke, 1977.

formalisation tardive à l'échelon fédéral est cependant précédée par différentes initiatives et impulsions à l'échelon local. Dans le contexte *urbain et protestant*, les rapports de force politiques suivent des logiques et des configurations assez similaires (voir **Tableau 6.1**). En effet, les trois villes sont marquées durant le XIX^e siècle par un fort antagonisme entre les familles patriciennes, intéressées à préserver leurs privilèges politiques, et les nouvelles bourgeoisies locales favorables à une démocratisation des institutions politiques. Par la suite, à partir de la fin du XIX^e, la principale confrontation oppose les forces bourgeoises unifiées aux organisations et partis issus d'un mouvement ouvrier alors en plein essor, après le boom démographique des villes, qui accueillent de plus en plus d'ouvrier/ouvrières actif/actives dans les secteurs industriels. Alors que dans un premier temps le mouvement ouvrier est représenté par un ensemble hétéroclite d'organisations qui cumulent des fonctions politiques et syndicales, à l'image de la Société du Grütli fondée en 1838 à Genève ou d'unions ouvrières locales, la fin du XIX^e siècle voit la création de sections socialistes cantonales qui prennent exclusivement en charge la représentation et la défense des intérêts du mouvement ouvrier.

À Bâle et à Genève, les radicaux et les libéraux-conservateurs s'opposent depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Si les libéraux-conservateurs représentent les intérêts des familles patriciennes et, après avoir adopté plusieurs dénominations, prennent plus tard le nom de Parti libéral, les radicaux, quant à eux, représentent les intérêts de la nouvelle bourgeoisie artisanale et commerciale. Ce sont eux qui parviennent à imposer de nouvelles constitutions conduisant à une démocratisation du régime politique. Enfin, à la fin du XIX^e siècle, les sections cantonales des partis socialistes voient formellement le jour et s'affirment sur le plan électoral grâce à l'introduction du système proportionnel. Les milieux ouvriers s'émancipent également du Parti radical, dont l'aile gauche était souvent proche de certaines revendications ouvrières. Les classes populaires sont désormais représentées par un parti qui revendique la défense de leurs intérêts.

Tableau 6.1 – Principales forces politiques et réformes institutionnelles importantes avant 1914

	Nouvelle Constitution cantonale	Introduction du système proportionnel	Parti(s) du patriciat	Parti de la bourgeoisie émergente	Création de la section cantonale du Parti socialiste suisse
Bâle	1875	1905	Parti libéral	Parti radical	1890
Genève	1847	1892 (canton) 1914 (ville)	Parti démocratique (Parti libéral dès 1958)	Parti radical	1892
Zurich	1831 et 1869	1916 (canton) 1913 (ville)	Parti conservateur Parti libéral (Parti radical dès 1917)	Parti démocratique	1902

Dans le canton de Zurich, les rapports de force sont quelque peu différents. Le pouvoir des familles patriciennes, principalement présentes dans les villes de Zurich et de Winterthour, fait l'objet d'une contestation de plus grande ampleur et de manière plus précoce en raison de la force du « mouvement démocratique » durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce mouvement, qui débouche sur la création du Parti démocratique, revendique une extension des droits populaires et un plus grand contrôle des collectivités publiques sur l'économie. Il est essentiellement animé par des dirigeants issus de la petite bourgeoisie de la campagne et des villes de taille modeste, qui s'insurgent contre le pouvoir des « barons fédéraux » (*Bundesbaronen*), incarnés par le banquier et homme d'État radical Alfred Escher (1819-1882). En réaction à ce mouvement, le courant libéral-conservateur et le courant radical se rapprochent durant les années 1860 et se regroupent au sein d'un parti qui prend le nom de Parti libéral, affilié aux radicaux au niveau fédéral. Ce conflit entre les élites démocrates de la campagne et les élites radicales des villes structure la vie politique zurichoise durant la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Encadré 6.1 – Les rebelles à leur classe : quand des patriciens s'engagent pour la cause ouvrière

Ils sont rares, mais quelques exemples notoires défient le déterminisme sociologique de leur appartenance à une classe sociale privilégiée par leur engagement politique. Pour chaque ville et à des périodes différentes, des individus issus de familles patriciennes se distinguent par leur mobilisation au sein de partis de gauche.

Fils de Johann Georg (1793-1851), lieutenant-colonel et figure du courant conservateur de la ville de Zurich et protagoniste du putsch conservateur de 1839, *Karl Bürkli* (1823-1901) se distingue par un engagement politique aux antipodes de son père et représente une figure importante du mouvement ouvrier zurichois. Il s'engage dans la Société du Grütli et le mouvement démocratique et siège de nombreuses années au Grand Conseil et au Conseil de la Ville de Zurich. Alors que son cousin Arnold (1827-1894), commerçant, préside la Chambre de commerce de Zurich dans les années 1880 et siège au Grand Conseil dans les rangs radicaux, Karl s'engage en faveur des mouvements coopératifs.

« Comment peut-on être socialiste quand on était issu, comme mon père, de familles aisées, propriétaires de leur maison? Je me suis souvent posé la question, dans mon enfance. Je voyais bien que nous étions isolés, seuls de notre espèce. Horribles discussions autour de la table du dimanche aussi bien chez les Wiblé que chez les Oltramare. Mon père était toujours seul de son avis, grands-pères, oncles et tantes lui tenant tête et surtout – ce qui me frappait – exprimant une sorte de mépris pour ses idées. J’entendais des expressions comme “péril rouge”, “peste rouge” ou pire encore “racaille rouge”. Je comprenais parfaitement que nos deux familles nous toléraient, faisaient une exception pour nous, comme elles l’auraient fait si mon père était alcoolique ou infirme. Mais non, il était socialiste. Était-ce pire?»²

Ainsi s’exprime Ariane Schmitt (1918-2005), dans un livre retraçant le parcours de son père, *André Oltramare* (1884-1947). Descendant d’une lignée de professeurs à l’Université de Genève, ce dernier suit une carrière académique comme son père et son grand-père, mais s’engage au début des années 1920 au sein du Parti socialiste, pour lequel il est élu au Conseil d’État genevois (1924-1927) et au Conseil national (1946-1947). Comme l’indique la citation ci-dessus, les discussions familiales devaient être animées, en particulier avec son frère Georges (1896-1960), écrivain et figure majeure de l’extrême droite genevoise dans les années 1930.

Fils de Frank Vischer (1923-2015), professeur de droit, recteur de l’Université de Bâle et administrateur de grandes sociétés pharmaceutiques bâloises, *Daniel Vischer* (1950-2017) s’engage dans les rangs de la contestation étudiante à la fin des années 1960, devient secrétaire politique des Organisations progressistes de Suisse (POCH) et s’engage activement contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst. Avocat, il siège au Grand Conseil zurichois (1983-2003), d’abord dans les rangs des POCH, puis des Verts, et aussi au Conseil national (2003-2015). Contrairement aux deux autres « rebelles », Daniel Vischer quitte sa ville natale pour faire carrière et s’engager politiquement à Zurich. Il n’a ainsi pas eu l’occasion de croiser directement le fer avec son lointain cousin Ueli Vischer (*1951), conseiller d’État libéral de Bâle-Ville (1992-2004).

² SCHMITT Ariane, *André Oltramare (1884-1947). Un précurseur oublié*, Genève, Éditions Suzanne Hurter, 1994.

Les radicaux zurichois représentent ainsi très tôt les intérêts des familles patriciennes, mais ceux-ci sont aussi défendus au sein de la ville de Zurich par une fraction libérale-conservatrice (analogue aux partis libéraux à Bâle et à Genève). Cette formation dite « conservatrice » obtient quelques sièges au sein de l'organe législatif de la ville de Zurich entre 1890 et 1910. Les démocrates, quant à eux, représentent les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie, ainsi que ceux des fonctionnaires, mais aussi des employé·e·s et sont proches du mouvement ouvrier et de la Société du Grütli notamment (comme on l'observe à Genève et à Bâle avec les partis radicaux), ce qui explique sans doute la création assez tardive de la section cantonale du Parti socialiste en 1902.

Même si, à la fin du XIX^e siècle, les familles patriciennes sont encore bien représentées au sein des autorités politiques, principalement sous la couleur des partis libéraux, leur domination est remise en question par la montée en puissance d'autres formations politiques. C'est parmi les élus communaux et cantonaux que la proportion d'élites issues de familles patriciennes est la plus faible dès 1890 (voir **Chapitre 1**). L'essor de la gauche dans les villes suisses à partir du début du XX^e siècle tend à favoriser le rapprochement entre l'ancien patriciat et la bourgeoisie émergente, même si les partis radical et libéral demeurent des formations distinctes jusqu'au début du XXI^e siècle à Genève et encore aujourd'hui à Bâle. Cependant, durant le XX^e siècle, c'est bien le clivage gauche-droite qui structure véritablement la politique, et cela tant au niveau national que dans les grandes villes.

La fin de la domination bourgeoise : « socialisme municipal » et « nouvelle gauche urbaine »

En raison de l'industrialisation et de l'urbanisation, les grandes villes européennes deviennent rapidement des bastions du mouvement ouvrier. Dans des villes anglaises et françaises notamment, la gauche obtient des majorités politiques à la fin du XIX^e siècle déjà, et le phénomène ne tarde pas à se manifester en Suisse. Cependant,

l'apogée du socialisme municipal ne débute qu'après la Première Guerre mondiale, lorsque les formations politiques de gauche deviennent majoritaires dans plusieurs villes européennes, avec quelques exemples célèbres comme «Vienne la rouge» (1918-1934). Au sein de la gauche politique, les débats sur le socialisme municipal sont nourris dès la fin du XIX^e siècle. Accéder au pouvoir au niveau local sans détenir le pouvoir au niveau national peut-il être propice ou préjudiciable à l'objectif de transformer le capitalisme en société socialiste? Dans plusieurs pays européens, le conflit entre les socialistes radicaux et modérés – dans lequel s'invite le débat sur le socialisme municipal – contribue, dans les années 1920, après la Révolution russe, à la scission du mouvement socialiste entre partis communistes et partis socialistes.

À cette même période, les premières expériences de socialisme municipal contribuent au développement des services publics locaux, tels que l'éducation, l'hygiène et les soins médicaux, l'accès au gaz, à l'électricité et à l'eau courante. Elles sont également à l'origine de politiques publiques ciblées destinées à améliorer les conditions de vie des classes populaires, comme le logement social ou la distribution de nourriture et de vêtements. L'objectif général est d'utiliser le niveau local comme levier pour réduire les inégalités sociales dans une société capitaliste. En outre, un réseau transnational de discussion et d'échange d'informations autour des expériences du socialisme municipal émerge également à cette période³.

En Suisse, les débats sur le socialisme municipal sont menés dès 1907 à l'occasion de «journées communales» organisées par le Parti socialiste suisse. Le pasteur et conseiller municipal zurichois Paul Pflüger (1865-1947) y développe plusieurs priorités politiques, dans une optique résolument réformatrice, telles que la construction de logements sociaux, la lutte contre l'insalubrité des habitations ouvrières

³ Voir DOGLIANI Patrizia, «European municipalism in the first half of the twentieth century: The socialist network», *Contemporary European History* 11 (4), 2002, pp. 573-596.

ou la fusion des villes avec leurs communes suburbaines afin de mieux répartir les richesses⁴.

Même si certaines villes industrielles, comme La Chaux-de-Fonds ou Le Locle, sont gouvernées par une majorité de gauche avant la Première Guerre mondiale, c'est surtout durant l'entre-deux-guerres que cette force politique progresse le plus fortement. Au début des années 1930, les effets de la crise économique mondiale, particulièrement ressentis dans les villes, renforcent les partis de gauche⁵, dont les programmes visent à développer la politique sociale (voir **Encadré 6.2**). Grâce à une large mobilisation de l'électorat ouvrier – face à des coalitions étendues de droite, réunissant radicaux, libéraux, catholiques-conservateurs et extrême droite –, les partis socialistes, parfois avec l'appui des communistes avec lesquels ils entretiennent cependant des relations conflictuelles, parviennent à obtenir des majorités gouvernementales à Bâle, à Zurich (majorité déjà acquise au parlement communal depuis 1919), ainsi que dans d'autres villes comme Bienne, Lausanne ou Schaffhouse. Même si la ville de Genève reste gouvernée par la droite, le canton est dirigé par un Conseil d'État à majorité socialiste entre 1933 et 1936, mais qui doit faire face à une majorité parlementaire de droite. L'action du Conseil d'État socialiste est par ailleurs fortement entravée par les difficultés financières résultant de la crise économique et par les conditions restrictives imposées par les banques lors de la souscription d'emprunts, ce qui a sans doute prétérité les chances des socialistes d'obtenir une majorité au niveau de la ville⁶.

⁴ KÄSTLI Tobias, «La Bienne rouge. Théorie et pratique du socialisme communal», in: LANG Karl, HABLÜTZEL Peter, MATTMÜLLER Markus et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1988, pp. 123-152.

⁵ Lors des élections fédérales de 1931, le Parti socialiste devient le premier parti de Suisse avec 29% des suffrages exprimés.

⁶ Voir SPIELMANN Alex, *L'aventure socialiste genevoise, 1930-1936: de l'opposition à l'émeute, de l'émeute au pouvoir, du pouvoir à l'opposition*, Lausanne, Payot, 1981.

Encadré 6.2 – Les réalisations du socialisme municipal à Bâle et à Zurich

Durant l'entre-deux-guerres, à l'exception de Genève, des municipalités à majorité socialiste dirigent les plus grandes villes suisses, dont Bâle (1935-1947), Zurich (1928-1949), mais aussi Lausanne (1934-1937). Ces majorités gouvernementales sont appuyées par des majorités parlementaires entre 1928 et 1938 à Zurich et entre 1938 et 1940 à Bâle. Cette période correspond également à l'irruption de la Grande Dépression. La lutte contre les effets de la crise constitue dès lors une part importante des actions entreprises par les municipalités « rouges », dont les politiques façonnent durablement les villes.

À Bâle et à Zurich, l'action des municipalités socialistes se déploie selon trois axes. Le premier s'inscrit dans une politique de grands travaux afin de combattre le chômage. À Zurich, cela se traduit par des travaux de rénovation et de construction. À Bâle, les travaux sont de plus grande ampleur et permettent notamment l'agrandissement du port de Kleinhüningen. Le deuxième axe concerne le développement de la politique sociale, en mettant sur pied des programmes d'assurance-chômage au niveau des deux villes. Enfin, le troisième axe concerne la politique du logement. À Zurich, dès les années 1920, un soutien très fort aux coopératives d'habitation est développé par le biais de crédits hypothécaires, alors que la municipalité subventionne également la construction de logements sociaux. Cette politique était déjà en vigueur avant que la gauche obtienne une majorité à l'exécutif, sous l'égide notamment des conseillers municipaux Paul Pflüger (1865-1947) et Emil Klöti (1877-1963), futur maire de la ville de 1928 à 1942⁷.

Après des campagnes électorales souvent très disputées, les nouvelles majorités de gauche débouchent fréquemment sur des formes de collaboration avec les milieux économiques durant la période de crise. À Bâle, des projets réunissant de larges majorités politiques voient le jour grâce à des compromis qui conjuguent augmentations d'impôts, mesures d'économie et dépenses sociales. À Zurich, des entreprises privées en difficulté, comme le constructeur de turbines Escher Wyss, reçoivent des aides des pouvoirs publics.

⁷ LINDIG Steffen, « *Der Entscheid fällt an den Urnen* »: Sozialdemokratie und Arbeiter im roten Zürich 1928 bis 1938, Affoltern [a.A.], Eco-Verlag, 1980; STIRNIMANN Charles, *Die ersten Jahre des «Roten Basel» 1935-1938: Zielsetzungen und Handlungsspielräume sozialdemokratischer Regierungspolitik im Spannungsfeld von bürgerlicher Opposition und linker Kritik*, Bâle, Kommissionsverlag F. Reinhardt, 1989.

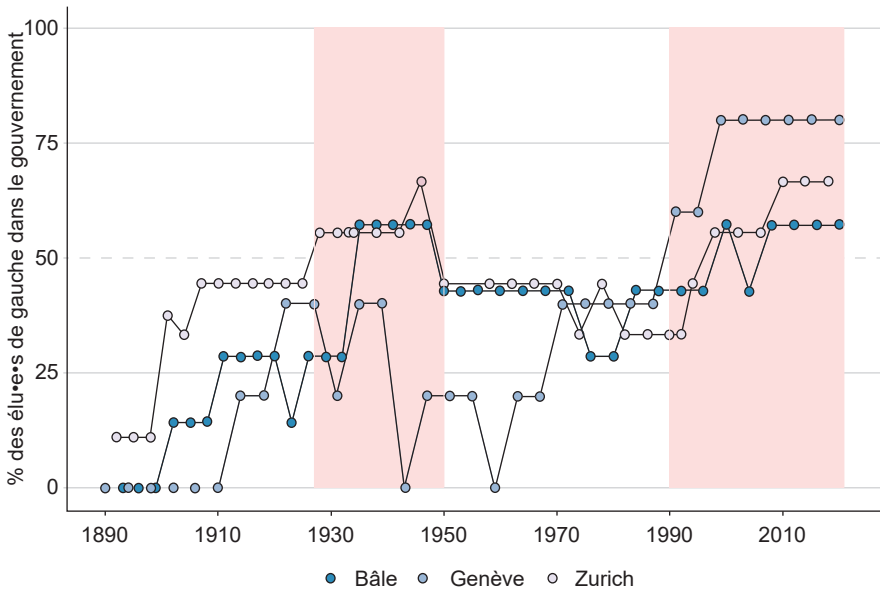
Malgré un boom électoral des différentes sections cantonales du Parti suisse du Travail immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, les partis bourgeois parviennent à reprendre la majorité au sein des gouvernements des villes à la fin des années 1940, généralement avec l'appui de partis centristes, comme l'Alliance des indépendants à Zurich ou le Parti démocrate-chrétien à Genève. Durant les années de croissance, les partis de gauche s'affirment malgré tout comme des acteurs incontournables pour gouverner les villes, en tant que partenaires minoritaires de coalitions de centre-droite.

Avec la contestation estudiantine de mai 1968 et l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » (écologistes, féministes, pacifistes, etc.), les années 1970 inaugurent une nouvelle phase de repolitisation du niveau local marquée par l'émergence d'une nouvelle gauche urbaine. Le Parti socialiste intègre dans son programme des revendications sociétales issues de ces mouvements, lesquelles sont en mesure de toucher une nouvelle frange de l'électorat, notamment les classes moyennes salariées⁸. En effet, durant la deuxième moitié du xx^e siècle, la part d'ouvriers dans la population active, qui avait constitué la base électorale du Parti socialiste et de ses alliés durant l'entre-deux-guerres, décline progressivement alors que la structure de l'emploi connaît un fort processus de tertiarisation. Dans les villes, ces nouveaux mouvements sociaux conduisent à de profondes transformations de la gauche politique avec la création de nouveaux partis de la gauche radicale ainsi que l'émergence de partis écologistes qui s'unifient au niveau fédéral en 1983. Par ailleurs, certain-e-s militant-e-s de ces nouveaux mouvements intègrent progressivement les partis de gauche.

Si, durant les années 1930, c'est un électorat ouvrier qui porte la gauche à la tête des villes, cela n'est plus le cas dans les années 1990. La seconde prise de pouvoir durable de la gauche (voir **Graphique 6.1** ci-dessous) s'appuie largement sur les classes moyennes salariées, notamment dans les services publics. Cette nouvelle gauche urbaine, composée du Parti socialiste, des Verts et de la gauche radicale, promeut,

⁸ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière: ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France 1970-2008*, Neuchâtel, Alphil, 2015.

Graphique 6.1 – *La gauche dans les exécutifs de Bâle, Genève et Zurich (1890-2020)*



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

entre autres, la préservation de l’environnement ou l’amélioration de la qualité de vie dans les villes, des sujets qui renouvellent en partie un discours de gauche plus traditionnel axé sur les thématiques de politique sociale. Ces coalitions insufflent un nouveau dynamisme dans le développement des villes. Celles-ci deviennent plus attractives durant la première décennie du XXI^e siècle après plusieurs décennies de suburbanisation des classes moyennes supérieures et de stigmatisation des villes comme «*A-Städte*» concentrant les populations les plus vulnérables (voir **Repère 1**).

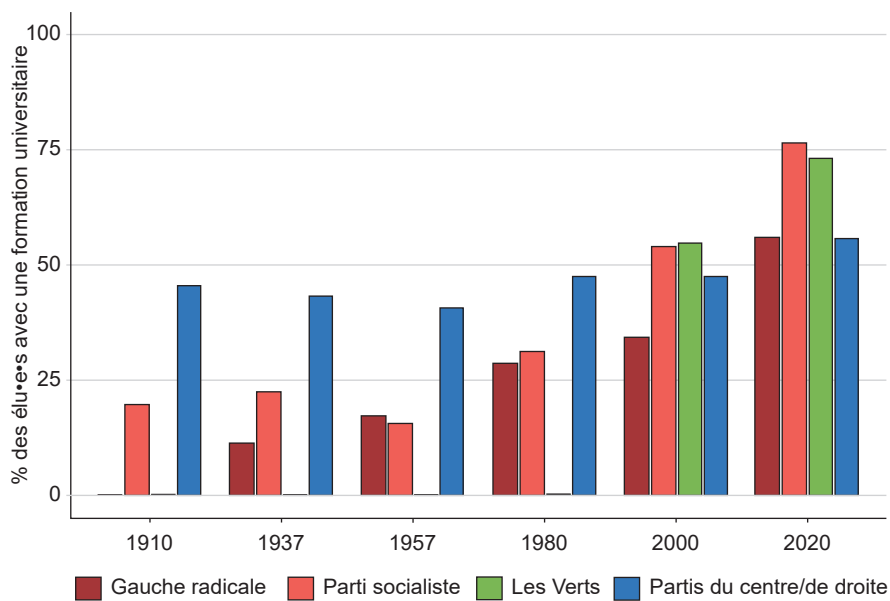
De l'ouvrier manuel à la classe moyenne : le renouveau sociologique de la gauche urbaine

À la fin du XIX^e siècle, le mouvement ouvrier est encore largement exclu des structures de pouvoir urbaines. Cantonnés aux marges de la société bourgeoise des villes dont ils contestent l'autorité en recourant notamment aux grèves, les représentants du Parti socialiste vont progressivement accéder aux parlements et aux gouvernements des villes grâce à l'introduction de systèmes électoraux proportionnels. Cette participation conduit au renouvellement du personnel politique. Les deux périodes de domination de la gauche ne se distinguent pas seulement par des programmes politiques, mais aussi par des différences au niveau du profil et des réseaux des élu·e·s. Pour mettre en lumière ce renouvellement du personnel politique, nous nous focalisons ici sur les organes exécutifs et législatifs des villes de Genève et de Zurich, ainsi que sur ceux du canton de Bâle-Ville.

Si les ouvriers sont les principaux électeurs des partis de gauche au début du XX^e siècle, on retrouve également parmi leurs élus une forte proportion de ce groupe social. En 1910 et en 1937, moins de 25 % des élus de gauche ont accompli une formation universitaire, contre près de 50 % à droite (voir **Graphique 6.2** ci-dessous). À ces deux dates, les élus de gauche sont majoritairement des travailleurs manuels, alors que les élus bourgeois sont pour la plupart des entrepreneurs ou exercent une profession libérale⁹. Un autre aspect révélateur du renouvellement du personnel politique concerne l'âge des élus : en 1910, environ la moitié des socialistes a moins de quarante ans contre plus de cinquante ans pour la majorité des élus de droite. Si l'arrivée de travailleurs manuels représente une innovation importante, il faut cependant souligner que les profils socioprofessionnels des élus socialistes des exécutifs se distinguent de ceux des législatifs, avec une proportion plus importante d'universitaires. Avant leur élection

⁹ Pour plus de détails, voir ANTONIAZZA Baptiste, MACH André et STREBEL Michael A., «The urban left in power: Comparing 'municipal socialists' to the 'new urban left'», *International Journal of Urban and Regional Research* 47(5), 2023, pp. 745-772.

Graphique 6.2 – Proportion d'universitaires parmi les élu·e·s des trois villes, 1910-2020



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

à l'exécutif, ces politiciens de gauche ne sont généralement pas des ouvriers, mais plutôt des cadres du secteur public, des enseignants ou des professionnels de la politique, tels que secrétaires syndicaux ou journalistes pour des organes de presse de parti.

Les renversements de majorité politique des années 1930 ont-ils un impact sur les réseaux de pouvoir urbains? Premièrement, les élus de gauche sont – sans surprise – peu multipositionnés dans d'autres lieux de pouvoir, en particulier au sein des entreprises privées. Même en prenant en compte les élus au niveau cantonal, les rares institutions avec une présence socialiste sont des organisations dans lesquelles les autorités publiques ont des liens institutionnels (banques cantonales, organes de surveillance des universités ou sociétés des beaux-arts), raison

pour laquelle les élus de gauche y siègent. S'ils sont peu présents dans ces lieux de pouvoir, les élus de gauche entretiennent néanmoins d'étroites relations avec des organisations du mouvement ouvrier. Durant les années 1930-1950, on compte de nombreux secrétaires syndicaux parmi les élus de gauche des trois villes, élément révélateur de la très forte imbrication entre le Parti socialiste et les syndicats ouvriers.

Deuxièmement, les dirigeants d'entreprises et les membres des comités des Chambres de commerce continuent à représenter les intérêts des milieux économiques au sein des institutions politiques. En 1937, un élu bourgeois sur deux est un entrepreneur ou exerce une profession libérale – principalement le métier d'avocat –, des occupations plus aisément conciliables avec un mandat politique qu'un travail d'ouvrier. Certaines organisations, à l'image des sociétés des beaux-arts, deviennent des lieux de rencontre réunissant les élus de gauche, le plus souvent des membres des exécutifs municipaux et des représentants des élites économiques qui y siègent en qualité de mécènes ou d'« amis des arts » (voir **Chapitre 8**).

Le profil socioprofessionnel des élu·e·s de la nouvelle gauche urbaine de la fin du xx^e siècle diffère assez fondamentalement de celui de l'époque du socialisme municipal. Une première différence importante concerne le niveau de formation (voir **Graphique 6.2**). En effet, en 2000, plus de la moitié des élu·e·s de gauche possède un diplôme universitaire, un taux qui monte à plus de 70 % en 2020, ce qui est supérieur aux taux des élu·e·s bourgeois·e·s et de la population en général (en 2020, le taux d'universitaires oscille entre 50 et 60 % parmi la population active des trois villes). Deuxièmement, la désindustrialisation de l'économie urbaine se reflète dans les professions exercées par les représentant·e·s de la nouvelle gauche urbaine. Les ouvriers des années 1930 sont en quelque sorte remplacés par des enseignant·e·s, des employé·e·s de la santé et du social ou des universitaires. Ces changements de profil sont en partie dus à la diversification de la gauche – avec l'arrivée d'élu·e·s des Verts qui, dès leur apparition dans les années 1970, sont majoritairement issu·e·s des classes moyennes salariées – mais ils sont aussi liés aux transformations de la structure de l'emploi urbain (voir **Repère 1**). De manière plus

générale, depuis les années 1980, les profils des représentant-e-s de la nouvelle gauche urbaine tendent à se rapprocher de ceux des élu-e-s des partis bourgeois : en 2020, presque un quart des élu-e-s de gauche exerce une profession libérale – notamment en tant qu’avocat-e – alors qu’il s’agit d’occupations traditionnellement associées aux partis bourgeois. Finalement, un troisième élément important renvoie à l’accès des femmes à des positions de pouvoir politique, après l’obtention du droit de vote et d’éligibilité au niveau cantonal (en 1960 à Genève, en 1966 à Bâle, et en 1970 à Zurich), et cela en particulier dans les rangs des partis de gauche où elles sont plus fortement représentées qu’à droite. Entre les partis de gauche, certaines différences sont notables : ainsi, en 1980, la gauche radicale compte déjà 30 % de femmes élues, contre seulement 15 % parmi les socialistes, un pourcentage aussi faible qu’à droite. Vingt ans plus tard, les femmes occupent presque un mandat politique sur deux au sein de tous les partis de gauche alors qu’à droite, il ne s’agit que d’un mandat sur quatre et cela même en 2020.

Enfin, ce ne sont pas seulement les profils socioprofessionnels des élu-e-s qui changent, mais aussi leurs liens avec d’autres sphères de pouvoir qui diminuent fortement. La diminution des liens formels concerne surtout les élu-e-s bourgeois-e-s. Alors que jusque dans les années 1980, certains membres des Conseils d’administration des grandes entreprises de la région siégeaient dans les organes politiques communaux et cantonaux, ils n’y sont plus à partir des années 2000. Les élu-e-s de droite, comme leurs homologues de gauche, ne siègent que dans des organisations ayant un lien avec le secteur public et, généralement, en tant que représentant-e-s des autorités. La seule exception concerne les Chambres de commerce qui disposent encore de représentant-e-s dans les organes politiques via des élu-e-s de droite (voir **Chapitre 7**). Cette quasi-disparition des connexions formelles entre les sphères politique et économique ne peut pas être attribuée au changement de majorité au profit de la gauche. En effet, à Genève et à Zurich, ce type de liens a également disparu à l’échelon cantonal, pourtant encore dominé par la droite. Ce déclin s’inscrit aussi dans une dynamique plus générale d’implosion des réseaux de pouvoir locaux formels à partir des années 1990 (voir **Chapitre 2**).



Illustration 6.1 – Affiches électorales du Parti socialiste en 1935 et en 1983 : des priorités différentes.

Sources : Cabinet des Estampes, Bibliothèque nationale suisse ; Archives d'État de Genève, 404 Parti socialiste genevois.

La gauche urbaine entre attractivité économique et cohésion sociale

Après un XIX^e siècle dominé par les familles patriciennes, les autorités politiques sont devenues des bastions des partis de gauche issus du mouvement ouvrier, une première fois durant l'entre-deux-guerres, puis une seconde fois à partir des années 1990. Toutefois, cette prépondérance de la gauche s'est accompagnée d'un profond changement du profil sociologique de ses élu-e-s locaux, marqué par une académisation de ses représentant-e-s qui exercent majoritairement un métier au sein du secteur public. Les premiers basculements des majorités politiques durant l'entre-deux-guerres ont fait suite à des campagnes électorales très conflictuelles ; par la suite, le retour de majorités de centre-droite durant l'après-guerre a

conduit à l'intégration progressive des partis de gauche au sein des autorités communales. Depuis les années 1990, les coalitions de centre-gauche se sont installées de manière durable au pouvoir. Cette situation contraste avec les rapports de force politiques au niveau national et souligne le fort clivage entre villes et campagnes en termes de sensibilité politique. Les grandes villes restent des bastions progressistes au grand désespoir de l'UDC. En tant que plus grand parti de Suisse, fortement ancré dans les milieux paysans et les agglomérations périurbaines, l'ancien parti agrarien peine à s'affirmer dans les grandes villes, malgré une campagne agressive contre la « gauche caviar » citadine, stigmatisant les problèmes d'insécurité et les difficultés financières des grandes villes. Dans un autre registre, Avenir Suisse, le *think tank* libéral des milieux économiques, se plaint aussi amèrement de la domination de la gauche. Ces attaques ne remettent pas en cause pour l'instant la domination de la gauche des grandes villes. Celle-ci a réussi depuis près de trente ans à concilier, d'une part, le renouvellement régulier de la confiance d'une majorité de l'électorat urbain, et, d'autre part, la redynamisation des villes sur les plans démographique, économique et culturel alors qu'elles étaient encore stigmatisées comme « *A-Städte* » à la fin des années 1980. En contribuant à promouvoir l'attractivité des villes dans un contexte de compétition accrue entre centres urbains, la gauche a favorisé le nouveau dynamisme des villes depuis la fin du xx^e siècle. En complément à cette orientation plutôt libérale d'adaptation aux pressions économiques, elle a développé des politiques publiques visant à atténuer les dynamiques inégalitaires au sein des villes à l'ère du capitalisme globalisé et financiarisé¹⁰. En Suisse, les villes ont été relativement peu touchées par la crise financière de 2008 et les politiques d'austérité qui ont suivi. Elles restent des lieux attractifs pour les affaires internationales, tandis que les majorités de gauche continuent d'investir dans les politiques sociales. Les élites de cette nouvelle gauche urbaine semblent avoir réussi à satisfaire les attentes des différentes composantes de l'électorat urbain.

¹⁰ Voir RANCI Constanzo, « Neoliberalism and the European city: Reshaping the competitiveness/social cohesion nexus », in: PINSON Gilles et MOREL JOURNAL Christelle (éd.), *Debating the neoliberal city*, Londres, Routledge, 2019 ; ainsi que PINSON, *La ville néolibérale*, 2020.

Jonas Plüss et Matthieu Leimgruber

7. Les Chambres de commerce : voix de l'économie, voix des élites ?

En 2023, année de son 150^e anniversaire, la Chambre de commerce de Zurich (*Zürcher Handelskammer*, ZHK) est dirigée par un duo de femmes. La présidente de la vénérable association, Karin Lenzlinger (*1959), propriétaire d'une PME familiale, est épaulée par Regine Sauter (*1966), directrice de la ZHK et conseillère nationale radicale. La ZHK ne fait pas figure d'exception. Son homologue bâloise est présidée par Elisabeth Schneider-Schneiter (*1964), conseillère nationale du Centre. À Genève, Laurence de la Serna (*1967), directrice d'une PME active dans le domaine aéronautique et de l'énergie, préside la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)¹. Ce trio féminin contraste de manière frappante avec les hommes qui présidaient ces trois Chambres de commerce il y a près de 150 ans (voir **Illustration 7.1**). En 1880, peu après leur création (GE: 1865; ZH: 1873; BS: 1876), ce ne sont pas seulement des hommes que l'on trouve à la tête de ces trois institutions,

¹ La ZHK a été fondée comme *Kaufmännische Gesellschaft Zürich*, la CCIG a aussi porté le nom de *Association commerciale et industrielle de Genève* et, depuis sa fusion en 1997 avec son homologue de Bâle-Campagne, la Chambre de commerce de Bâle (BHK) est devenue la *Handelskammer beider Basel*. Dans ce chapitre, nous utiliserons les trois abréviations: ZHK, CCIG et BHK.

mais aussi des patriciens: l'industriel de la soie Konrad Bürkli (1827-1893) à Zurich, l'industriel du ruban de soie et homme politique bâlois Alphons Koechlin-Geigy (1821-1893) ainsi que le banquier privé genevois Ernest Pictet (1829-1909). Tous trois sont issus d'une illustre tradition: les Bürkli siègent déjà au Conseil de la Ville de Zurich au xv^e siècle, Alphons Koechlin est le premier de trois générations de Koechlin à la tête de la BHK et les Pictet ont déjà fourni douze syndics à l'ancienne République de Genève durant le xvii^e siècle. Les familles Lenzlinger, Schneider et de la Serna ne peuvent pas se targuer d'un tel pedigree. Comme nous allons le voir dans ce chapitre, ce ne sont pas seulement les présidences, mais aussi les Chambres de commerce qui ont profondément changé entre 1880 et 2020.

En Suisse, les Chambres de commerce sont des associations économiques privées et non obligatoires – à l'inverse de la situation prévalant par exemple en France, en Allemagne ou en Autriche où ces associations sont des instances publiques de l'État –, le plus souvent cantonales, qui s'efforcent de représenter leurs membres au niveau politique et leur proposent des services. Les Chambres de commerce suisses sont des institutions peu étudiées. Le présent chapitre comble cette lacune en esquissant, d'une part, leur évolution institutionnelle et, d'autre part, les profils changeants de leurs dirigeants·e·s.

1865-1914. Un cercle de notables influents

À la fin du xix^e siècle, les Chambres de commerce occupent une place centrale au sein de l'écosystème naissant des associations patronales (voir **Encadré 7.1**). Le fonctionnement de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), fondée en 1870, est emblématique de cette situation. Son comité directeur (ou *Vorort*) se déplace, à l'instar de l'ancienne Diète fédérale, de ville en ville. En 1882, la ZHK accueille toutefois le siège permanent du *Vorort*, et consolide ainsi son statut de *primus inter pares* parmi les autres Chambres de commerce. Comme les associations économiques de branche, promises à un rôle de premier plan au xx^e siècle, sont encore embryonnaires, les Chambres de commerce sont les principaux canaux d'expression des intérêts économiques dans les grandes villes et accomplissent par conséquent des tâches très diverses.



Karin Lenzlinger



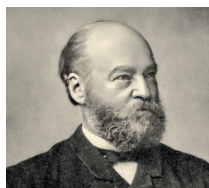
Elisabeth Schneider-Schneiter



Laurence de la Serna



Konrad Bürkli



Alphons Koechlin-Geigy



Ernest Pictet

Illustration 7.1 – Les président-e-s des Chambres de commerce de Zurich, Bâle et Genève en 2023 et en 1880.

Sources: Karin Lenzlinger: Zürcher Handelskammer; Elisabeth Schneider-Schneiter: Handelskammer beider Basel; Laurence de la Serna: Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (© Florence Ezanno/MezPhotographie); Konrad Bürkli: Schmid Hans Rudolf et Meier Richard, *Die Geschichte der Zürcher Börse*, 1977, p.130; Alphons Koechlin-Geigy: *Dictionnaire historique de la Suisse*; Ernest Pictet: bibliothèque de Genève, Icon P 1950-92.

Cette diversité saute aux yeux si l'on considère par exemple la liste des publications de la ZHK: un traité sur «*la loi sur les fabriques et la question ouvrière*» (1874), des rapports sur la révision du tarif douanier suisse (1882) ou encore une expertise sur la transformation de la gare centrale de Zurich (1895). En l'absence d'associations économiques spécialisées, les Chambres de commerce assument un rôle généraliste, qui va de la «question sociale» à l'infrastructure locale en passant par la politique commerciale. La ZHK joue ainsi un rôle clé dans le domaine le plus disputé de la politique économique suisse du XIX^e siècle: la fameuse question douanière. Pendant des années, la politique douanière fédérale est élaborée au sein de la ZHK sous la houlette de son futur président, l'industriel du coton Hans Wunderly-von Muralt (1842-1921). Pour la très libérale *Neue Zürcher Zeitung* (25 mai 1891), la ZHK est ainsi la «*mère spirituelle du tarif douanier*»².

² HUMAIR Cédric, *Développement économique et état central (1815-1914): un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Berne, Peter Lang, 2004, pp. 545-570.

Encadré 7.1 – Les Chambres de commerce dans l'écosystème patronal

Les Chambres de commerce constituent les premiers nœuds du dense réseau d'associations économiques et patronales qui caractérise la Suisse. Il existe aujourd'hui dix-huit Chambres de commerce d'envergure locale ou régionale.

Si certaines d'entre elles plongent leurs racines dans les « directoires commerciaux » de l'Ancien Régime (notamment à Saint Gall), la plupart sont fondées entre le dernier tiers du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale. C'est également durant cette période qu'émergent, notamment à l'initiative des Chambres de commerce des grandes villes, les puissantes associations économiques faïtières d'envergure nationale, telles que l'Union suisse du commerce et de l'industrie (1870, USCI, actuelle *economiesuisse*) ou encore l'Union suisse des arts et métiers (1879, USAM). L'Union centrale des associations patronales suisses (UCAPS, actuelle Union patronale suisse) complète ce trio en 1907.

Troisième facette de l'écosystème patronal, les associations de branche regroupent les entreprises du secteur des machines (dès 1883), de la chimie (1882), du textile (coton, 1882), ou encore les compagnies d'assurances (1900) et les grandes banques (1912). En 1970, la Suisse comptait un millier d'organisations économiques et patronales d'envergure nationale, mais ce sont celles des *leading sectors*, mentionnés plus haut, ainsi que les associations faïtières, qui dominent cet ensemble. La densité patronale est particulièrement élevée à Zurich, où la ZHK couvre non seulement le canton de Zurich, mais aussi (depuis les années 1970) les satellites industriels et financiers de Schaffhouse et Zoug (à Bâle, la BHK couvre aussi depuis 1997 les deux demi-cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne). À la fin du XX^e siècle, près de 350 organisations patronales faïtières et de branche (soit le tiers de leur nombre total) ont également leur siège à Zurich (Genève et Bâle suivent loin derrière, avec respectivement 3% et 6% de ce type de sièges)³. Outre la ZHK, le canton de Zurich compte également une seconde Chambre de commerce, dont le siège est à Winterthour. Cette configuration unique en Suisse souligne à nouveau le rôle prépondérant du *Standort* zurichois au niveau national.

³ BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE, GEWERBE UND ARBEIT, *Die Gesamtschweizerischen Berufs- und Wirtschaftsverbände, 1935 bis 1973*, 13^e éd., Berne, 1974.

Les trois Chambres de commerce n'ont pas la même importance au niveau national: après avoir été nommée comme section permanente du *Vorort* en 1882, la ZHK détermine l'agenda politique de l'USCI et les représentants zurichois dirigent l'exécutif de l'association nationale faîtière. Cette situation provoque des tensions répétées au sein de l'USCI, d'autant plus que les Zurichois défendent bec et ongles leur position. Tout en soulignant publiquement la lourde charge que leur impose l'organisation du *Vorort*, les Zurichois s'opposent en coulisses à toute modification de cet état de fait. En 1930, un membre influent du comité directeur de la ZHK ne manque pas d'avertir ses collègues en ces termes: «*Ne cédez jamais rien en défaveur de Zurich. Si vous lâchez quoi que ce soit, vous ne le récupérez jamais.*»⁴ La ZHK conserve cette position dominante jusqu'en 1932, date à laquelle elle doit céder sous la forte pression d'autres Chambres de commerce et surtout d'industries encore non représentées au sein du *Vorort* – et en particulier la chimie bâloise, dont le ténor Carl Koechlin-Vischer (1889-1969), devient en 1951 le premier président non zurichois de l'USCI, depuis 1882.

Malgré leur rôle clé dans la politique économique nationale, les Chambres de commerce ont un financement reposant sur des bases fragiles. Durant les années 1880, la ZHK échappe de justesse à la faillite, tandis que la BHK et la CCIG reçoivent toutes deux des subventions cantonales pour soutenir leur fonctionnement régulier. Ce n'est qu'à partir des années 1890, et après une consolidation de leur organisation interne, que les Chambres de commerce mettent en place des secrétariats à plein temps. Avant cette date, une grande partie du travail effectué par les Chambres est réalisé de manière bénévole par les membres de leurs comités, et notamment leurs présidents. De nombreuses responsabilités reposent sur les épaules de leurs seuls secrétaires. Comme le souligne dans ses mémoires Emil Richard (1858-1952), secrétaire de longue date de la ZHK, le secrétaire de la Chambre doit s'occuper de tout. En plus de rédiger des requêtes au Conseil fédéral, de conseiller les entreprises

⁴ Vorstandssitzungen der Zürcher Handelskammer 1930, 1930, Archiv für Zeitgeschichte, Cote: AfZ: IB ZHK-Archiv / MF-09-002, p. 87.

membres et d'exercer une influence politique, Richard se charge également de fastidieux travaux de copie et de la rédaction des procès-verbaux⁵.

Avant 1914, les comités des Chambres de commerce demeurent une affaire intime. À Genève, le premier comité n'est composé que de sept hommes et s'élargit progressivement pour atteindre en 1914 un total de douze membres, une évolution que l'on retrouve dans les deux autres villes. Ces membres occupent de longs mandats : près de dix-sept ans en moyenne à Bâle, un peu moins longtemps à Zurich et Genève. Johann Rudolf Geigy-Merian (1830-1917), propriétaire de l'usine chimique du même nom, siège par exemple pendant quarante et un ans au comité de la BHK. La plupart des membres restent au service des chambres jusqu'à ce que leur santé faiblisse, voire jusqu'à leur mort. La présence aux réunions mensuelles est attendue, et les absences non excusées ou trop fréquentes font l'objet de réprimandes. La charge de travail est importante : dans le cas de la révision du tarif douanier de 1891, plus de quarante séances de commission ont lieu en trois ans à Zurich, en plus des réunions mensuelles régulières du comité directeur.

Conformément au rôle prépondérant des Chambres de commerce dans la politique suisse, ce n'est pas non plus un hasard si, avant 1914, les principaux responsables de la politique économique des trois plus grandes villes occupent des mandats politiques importants. À l'image du ténor radical zurichois Conrad Cramer-Frey (1834-1900) de la ZHK, de son homologue bâlois Alphons Koechlin-Geigy ou encore de l'ancien conseiller fédéral Jean-Jacques Challet-Venel (1811-1893) à Genève, les présidents des Chambres de commerce ont une envergure nationale.

L'origine sociale au sein des comités directeurs varie selon les villes. À Bâle, le patriciat urbain domine nettement : en 1914, 31 des 43 membres du comité de la BHK sont issus de ce milieu. La proportion de patriciens est plus faible à Genève (environ la moitié) et nettement moins importante à Zurich, où la ZHK, en

⁵ RICHARD Emil, *Lebenserinnerungen*, Zurich, E. Rüegg & Cie, 1941.

tant qu'institution cantonale, ne représente pas uniquement l'élite économique urbaine. Il faut toutefois noter pour la ZHK que les anciennes élites occupent très souvent la présidence de la Chambre. Ainsi, trois des cinq premiers présidents de la ZHK sont issus de familles patriciennes.

Les liens entre les Chambres de commerce et les partis politiques bourgeois sont très forts. Avant 1914, 22 membres du comité directeur de la ZHK exercent un mandat politique au niveau communal, cantonal ou national (2 conseillers aux États, 9 conseillers nationaux, 17 députés cantonaux, 4 conseillers municipaux). Si les liens des comités de la BHK et de la CCIG avec la politique sont un peu moins prononcés, ce sont surtout les partis représentés au sein des trois Chambres de commerce qui ne sont pas les mêmes: alors que le Parti radical domine clairement à Zurich et que les libéraux sont majoritaires à Bâle, le profil genevois demeure plus diversifié, avec des représentants radicaux siégeant aux côtés de députés libéraux. À cette époque, contrairement à la situation qui prévaudra après 1914, le lien entre les comités des Chambres de commerce et la politique est encore assuré par les patrons eux-mêmes, plutôt que par des secrétaires rémunérés.

1914-1980. Les Chambres de commerce dans le corporatisme libéral suisse

En 1938, le positionnement des Chambres de commerce a fondamentalement changé. Au lieu de souligner comme auparavant l'autonomie de la Chambre de commerce de sa ville face à toute influence étatique, Emil Landolt (1895-1995), directeur de la ZHK et futur maire radical de Zurich, souligne le «*caractère officiel*» de la Chambre de commerce et la qualifie de «*gardienne des fonctions étatiques*». Que s'est-il passé?

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale entraîne une rupture importante pour les Chambres de commerce, sous la forme d'un petit document papier: le certificat d'origine, document certifié

qui atteste, à des fins douanières, de l'origine d'une marchandise à exporter. Afin d'empêcher que des marchandises ennemies, et en particulier des marchandises essentielles pour l'effort de guerre, ne transitent par la Suisse neutre, l'origine d'une marchandise doit pouvoir être prouvée sans ambiguïté. Sans cette preuve, il n'est pas possible d'exporter vers les pays belligérants. Mais comme les certificats délivrés par des organes étatiques surchargés s'avèrent insuffisants, les Chambres de commerce se mobilisent pour préserver le commerce à l'exportation. En 1918, juste avant la fin de la guerre et par décision du Conseil fédéral, les Chambres de commerce sont les seuls organismes émetteurs de certificats d'origine. Durant l'entre-deux-guerres, ces certificats sont aussi une composante essentielle d'échanges commerciaux basés sur le principe des paiements liés (ou *clearing*). Sans être accompagnée d'un certificat d'origine délivré par une Chambre de commerce, une marchandise ne peut être exportée.

L'adoption du certificat d'origine modifie profondément les Chambres de commerce. Pour faire face au véritable flot de formulaires administratifs lié à ce service, ces dernières recrutent de nombreux collaborateurs, et surtout des collaboratrices. Les secrétariats, qui ne comptaient jusqu'alors qu'une ou deux personnes, deviennent presque du jour au lendemain de véritables appareils administratifs, employant plusieurs douzaines de personnes. Les Chambres de commerce délivrent bientôt des milliers de certificats d'origine par jour. En 1954, année record, la ZHK en émet ainsi pas moins de 226 000. Le modèle de financement des Chambres se modifie en conséquence. Alors qu'auparavant, ces associations dépendaient encore en grande partie des cotisations de leurs membres et des contributions volontaires d'entreprises et de particuliers, ce sont désormais les recettes des services des certificats d'origine qui remplissent leurs caisses. Selon les années, plus de la moitié des recettes des Chambres de commerce provient de cette source.

Lancer un référendum de leur propre initiative, comme les Chambres de commerce l'avaient fait en 1912 – sous l'égide du directeur de la ZHK, Emil Richard, et avec la collaboration des secrétaires de la BHK et de la CCIG – pour s'opposer à la loi sur l'assurance maladie et

accidents, n'est plus guère compatible avec ce nouveau rôle paraétatique. En tant qu'organisations à « caractère officiel », comme le souligne Emil Landolt, les Chambres ne peuvent plus se profiler de manière aussi manifeste sur le plan politique. Agissant désormais plutôt en coulisses, elles se contentent de verser de l'argent à des campagnes menées par des politiciens bien intentionnés ou à des comités d'initiative. Avec la création du *Redressement National* (1936) ou de la puissante *Société pour le développement de l'économie suisse* (SDES, 1942), il existe désormais des organisations patronales spécialisées dans les campagnes politiques, notamment les initiatives et les référendums⁶.

Mais les Chambres de commerce ne sont pas les seules à avoir changé: « l'écosystème patronal » évolue également et le rôle des Chambres s'en retrouve réduit. Durant ce processus de différenciation institutionnelle, les Chambres de commerce jouent souvent un rôle d'incubateur et sont à l'initiative de la création de nombreuses autres associations patronales. En réaction à la vague de grèves ouvrières qui secoue la Suisse au début du xx^e siècle, la ZHK joue ainsi un rôle clé dans la fondation en 1908 de l'UCAPS (aujourd'hui: Union patronale suisse). Après la Grève générale de 1918, les Chambres de commerce de Zurich et de Bâle contribuent également à organiser dans ces deux villes des associations patronales locales. En parallèle à ce processus de différenciation, les Chambres de commerce perdent de plus en plus leur marge de manœuvre pour agir sur le plan national. Dans de nombreux domaines, il existe désormais des associations spécialisées, plus homogènes, et mieux à même de coordonner l'action collective, que les Chambres de commerce, trop généralistes pour cette tâche. À cela s'ajoute, au sein de l'USCI, une centralisation croissante des compétences dans le domaine de la représentation des intérêts économiques⁷. Après la Seconde Guerre mondiale, les Chambres

⁶ WERNER Christian, *Für Wirtschaft und Vaterland: Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928-1947*, Zurich, Chronos, 2000.

⁷ SCHMID Hanspeter, *Wirtschaft, Staat und Macht: die Politik der schweizerischen Exportindustrie im Zeichen von Staats- und Wirtschaftskrise (1918-1929)*, Zurich, Limmat Verlag, 1983.

de commerce devront d'ailleurs rivaliser d'imagination pour ne pas être ignorées au profit des associations de branche et recentrent leur activité au niveau de la politique communale et cantonale.

Les Chambres de commerce envoient ainsi des représentants dans les commissions cantonales chargées de discuter de l'économie, des infrastructures de transport ou encore – domaine clé – de la fiscalité locale. Les liens avec les partis politiques cantonaux sont également étroits. Afin que les intérêts du commerce et de l'industrie puissent être représentés efficacement, les Chambres de commerce proposent des candidats aux partis bourgeois et n'hésitent pas à soutenir ces derniers par des contributions importantes. De cette façon, elles peuvent encore influencer de façon déterminante la politique économique cantonale.

Les comités directeurs des Chambres de commerce évoluent de manière assez uniforme dans les trois villes: si leur taille double jusqu'en 1980, pour atteindre environ trente personnes, la durée moyenne des mandats demeure stable. Durant cette période, un Bâlois siège en moyenne seize ans, un Zurichois quinze ans et un Genevois treize ans au comité de leur Chambre de commerce respective. Si une participation régulière aux réunions et une collaboration encore plus chronophage dans les commissions allaient encore de soi avant la Première Guerre mondiale, le centre de gravité des Chambres de commerce se déplace nettement vers leurs secrétariats, un phénomène encore accentué par la croissance du nombre de membres de leurs comités directeurs. Dans de nombreux cas, les membres élus au comité n'assistent plus qu'à quelques réunions, et démissionnent parfois après quelques années. D'autres aspects restent immuables: avant 1980, on cherche ainsi en vain des femmes dans les listes des comités des trois Chambres, et, parmi les 300 membres de ces mêmes comités recensés entre 1914 et 1980, on ne trouve qu'un seul étranger, le Néerlandais Otto Schlueter-Ceresole (1904-1997), directeur de l'entreprise Landis & Gyr à Zoug.

Les comités des Chambres de commerce demeurent également des chasses gardées pour un nombre restreint d'entreprises choisies.

Tableau 7.1 – « Longévité » au sein des comités directeurs des Chambres de commerce (en nombre d'années)

BHK	CCIG	ZHK
115 Geigy (chimie-pharma)	86 Pictet & Cie (banque)	102 Crédit Suisse
75 Bâloise Assurances	81 Genevoise Assurances	93 Rentenanstalt/Swiss Life (assurance)
75 Danzas (transport international)	67 Salon de l'Automobile	85 Banque nationale suisse
71 Sarasin & Cie. (banque)	51 SIP (électrotechnique)	82 MFO (machines)
70 Roche (chimie-pharma)	49 Firmenich (chimie-pharma)	82 Danzas (transport international)
70 Sandoz (chimie-pharma)	44 Vacheron Constantin (horlogerie)	79 ZURICH Assurances
64 Simonius Vischer (commerce int.)	43 Georges Demaurex (orthopédie)	75 Volkart (commerce international)

Note: la « longévité » d'une entreprise au sein de chaque comité directeur est exprimée en nombre d'années. Par exemple, dans le cas de la CCIG, la banque Pictet a siégé 86 années au comité directeur depuis la fondation de la Chambre en 1865.

Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisses.unil.ch>>).

Certaines d'entre elles ont d'ailleurs droit presque sans discussion à un siège. Par exemple, lorsque le directeur général du Crédit Suisse change trois fois en six ans dans les années 1970, ce changement à la tête de la banque se répercute immédiatement au sein du comité directeur de la ZHK. La liste des sept entreprises les plus représentées dans les trois villes étudiées (voir **Tableau 7.1**) illustre cet entre-soi exclusif: à Zurich, c'est la place financière qui domine, avec le Crédit Suisse en tête, suivi de la *Rentenanstalt/Swiss Life* et, fait intéressant, la Banque nationale suisse. À Bâle, trois des sept entreprises sont issues de

la chimie, complétées par une assurance, une société de commerce de transit et une banque. La situation est plus contrastée à Genève, ville où la «longévité» des entreprises au sein de la CCIG est aussi moins marquée. La place financière genevoise figure incontestablement en tête, suivie par quelques fleurons de l'industrie locale. En septième position, la présence à Genève du magasin d'orthopédie *Georges Demaurex* contraste avec les grandes entreprises zurichoises et bâloises de commerce international comme *Volkart* et *Simonius Vischer*. Ces différences soulignent que la CCIG intègre davantage les petites et moyennes entreprises, contrairement à la BHK et à la ZHK, dont les comités sont clairement dominés par des grandes entreprises.

Les Chambres de commerce s'efforcent également de préserver leur ville de ce que les sources de l'époque nomment «*l'influence étrangère excessive*» dans le domaine économique (*wirtschaftliche Überfremdung*). Le rejet des entrepreneurs juifs est particulièrement marqué. Encore en 1946, le vice-président de la BHK, Adolf Vischer-Simonius (1879-1859), craignant une «*sur-judaïsation*» (*Überjudung*) des membres la Chambre de commerce, fait examiner la liste de ses membres: cette enquête montre que la BHK ne compte pas une proportion élevée de membres «*non aryens*» par rapport à d'autres associations économiques⁸.

Les liens des comités des Chambres de commerce avec la politique nationale et cantonale se desserrent sensiblement entre 1914 et 1980. À Zurich, près d'un membre du comité de la ZHK sur deux occupait encore un mandat politique avant 1914, ce n'est plus le cas que d'un sur neuf en 1980, une tendance similaire s'observe à Bâle et à Genève. Dans les trois Chambres, les liens directs du comité directeur avec la politique parlementaire diminuent au fil du temps, une évolution également observable au niveau national. Toutefois, ce sont désormais plutôt les directeurs des Chambres de commerce, en particulier à Zurich, mais aussi à Bâle, qui s'engagent en politique. Des figures éminentes de la politique sont ainsi secrétaires de Chambres de

⁸ Registres des procès-verbaux de l'assemblée annuelle et de la Chambre de commerce de Bâle, séances des 8 janvier et 5 février 1946, Archives économiques suisses (Bâle) SWA, dossier PA575 aD4.

commerce: par exemple, à Bâle et à Genève, les conseillers nationaux libéraux Paul Wyss (1928-) et Victor Gautier (1891-1965) ou, à Zurich, Fritz Honegger (1917-1999), conseiller national, conseiller aux États, et futur conseiller fédéral. Ces doubles profils de politicien/ secrétaire d'association permettent aux directeurs des Chambres de commerce de représenter les « *intérêts de l'économie* » dans les parlements et constituent un tremplin vers la politique bourgeoise, parfois jusqu'au Conseil fédéral⁹.

Encadré 7.2 – La représentativité des Chambres de commerce

Les Chambres de commerce se définissent volontiers comme des institutions représentatives du tissu économique local, mais qu'en est-il dans la réalité? Afin de pouvoir répondre à cette question, nous avons attribué un secteur d'activité à chaque membre des comités directeurs des trois Chambres de commerce de Bâle (BHK), Genève (CCIG) et Zurich (ZHK).

Entre 1880 et 1914, trois blocs distincts dominent ces comités. En premier lieu, un noyau d'entreprises appartenant aux *leading sectors* industriels du *Standort* considéré: à Zurich, le textile (soie et coton) et l'industrie des machines; à Bâle, le textile (soie) et la chimie; et enfin à Genève, l'horlogerie et l'industrie des machines. En deuxième lieu la place financière, composée d'instituts bancaires et de compagnies d'assurance, et enfin, seulement à Bâle et à Zurich, de grandes maisons de commerce international et d'import-export. À Genève, la situation est différente, puisque l'on trouve très tôt au sein de la CCIG, les propriétaires d'un magasin de jouets ou d'un commerce de timbres, en bref des entreprises appartenant clairement au milieu des petites et moyennes entreprises.

⁹ Voir à ce sujet MACH André et al., *Les élites économiques suisses au xx^e siècle*, 2016, pp. 102-112.

Derrière cette division en secteurs d'activité, on retrouve, notamment au sein des industries les mieux représentées, des entreprises disparues depuis longtemps: la filature de coton zurichoise *Wunderly, Zollinger & Cie* (anciennement *Heinrich Kunz & Cie*, le « Roi de la filature » du XIX^e siècle) est vendue à des investisseurs allemands en 1912, la fabrique de rubans de soie *Dietrich Preiswerk* à Bâle cesse ses activités dans les années 1920 et *Motosacoche* produit à Genève son dernier moteur dans les années 1950. Ces entreprises comptaient cependant parmi les plus grands et les plus importants employeurs des trois *Standorte* étudiés.

À partir de 1914 et jusqu'à la fin du XX^e siècle, l'évolution de ces structures sectorielles souligne également que les comités des Chambres de commerce ne sont pas représentatifs du tissu économique. Certaines industries restent ainsi très longtemps au sein d'un comité, de manière presque découplée de l'évolution économique de leur branche. À Zurich, par exemple, le textile reste jusque dans les années 1950 l'une des industries les mieux représentées, alors même que son époque est largement révolue. À l'inverse, durant les années 1930, l'industrie des machines, alors en pleine croissance, n'est plus représentée au comité de la ZHK pendant quelques années. Même situation à Bâle, où, en 1953 encore, Hans Franz Sarasin-Burckhardt (1896-1979), représentant de l'industrie du ruban de soie, réduite à un statut marginal depuis près d'un demi-siècle, est élu président de la BHK. Cette élection souligne que d'autres logiques – dans le cas présent la continuation de l'influence des familles patriciennes du *Daig* bâlois – que le simple reflet de la structure économique sont à l'œuvre au sein des Chambres de commerce.

1980-2020. Tout pour la promotion du *Standort*!

«*Promouvoir Bâle!*», c'est ainsi que Gaudenz Staehelin (*1936) décrit en 1978 dans son rapport présidentiel la nouvelle priorité pour la BHK. La Chambre de commerce, comme toutes les associations économiques, doit désormais, selon Staehelin, assumer une «*responsabilité économique d'ensemble*» et ne plus se préoccuper «*exclusivement des intérêts spécifiques ou individuels de ses membres*». La promotion du *Standort* bâlois, et non pas seulement le soutien aux seuls membres de la BHK, doit désormais figurer au centre des

préoccupations. Et atteindre cet « *objectif commun* » doit passer par une « *collaboration entre l'économie privée et l'État* »¹⁰.

Durant la deuxième moitié du xx^e siècle, les Chambres de commerce ont dû repenser leur identité. À la suite de l'adoption du certificat d'origine, comme le soulignait Emil Landolt, elles étaient devenues des institutions hybrides, paraétatiques. Mais dès les années 1960, avec la chute des barrières douanières mises en place dans l'entre-deux-guerres, le certificat d'origine perd de son importance et la liste des pays exigeant ce type de document se réduit de plus en plus. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la réorientation des Chambres de commerce et leur recherche d'un nouveau créneau. Il ne leur était évidemment pas possible de revenir à leur rôle premier, à savoir constituer un cercle de messieurs influents: le système politique était devenu trop national et professionnalisé pour cela. Les Chambres n'étaient plus en mesure d'agir de manière frontale sur le plan politique et leur rôle paraétatique se réduisait comme peau de chagrin. Comment pouvaient donc se positionner les Chambres de commerce locales dans un monde patronal aussi différencié? Mettre fin à l'institution n'était évidemment pas une option: après tout, les caisses des Chambres de commerce étaient bien remplies et leur riche histoire leur conférait un prestige certain.

Les Chambres de commerce ont cherché une niche et l'ont trouvée, comme le soulignait Gaudenz Staehelin, dans la promotion économique locale. Des institutions autrefois soucieuses de préserver leurs villes de « l'influence étrangère excessive » sont devenues des organisations qui s'engagent afin de promouvoir autant que possible l'attractivité de leur *Standort* pour les investissements et les entreprises d'origine les plus diverses.

Comme en témoigne la forte diversification des profils des comités directeurs des Chambres de commerce (voir **Encadré 7.2**), l'intégration de nouveaux secteurs et entreprises devient une priorité. Des catégories auparavant inimaginables comme les restaurateurs, les directeurs d'hôpitaux privés, de musées et même un vigneron genevois font désormais partie des comités directeurs. Cette ouverture s'accompagne d'un changement au

¹⁰ Rapport annuel de la *Basler Handelskammer* pour l'année 1978, p. 5. Archives économiques suisses (SWA Bâle).

sein de ces mêmes comités directeurs. Si l'on considère le nombre total de personnes ayant fait partie de ces derniers entre 1870 et 2020, près de la *moitié* est membre durant la période 1980-2020. Sans surprise, la durée de leurs mandats s'est considérablement raccourcie. Alors qu'à Zurich, un membre du comité de la ZHK restait en moyenne une quinzaine d'années en poste avant 1980, cette durée dégringole à huit ans entre 1980 et 2020, une chute également observable à Bâle et à Genève.

Durant plus d'un siècle, les femmes avaient été exclues des comités directeurs des Chambres de commerce. Les pionnières des années 1980 – la politicienne radicale Vreni Spoerry (*1938) à Zurich, la directrice de l'agence de placement *Manpower* Maria Mumenthaler (1933-2010) à Genève ou encore, dans le secteur du marketing et de la pharmacie, Esther Grether (*1936) à Bâle – sont restées pendant longtemps des cas isolés dans leurs comités respectifs. Jusqu'en 2010, on comptait à peine cinq femmes élues dans les comités de la ZHK et de la CCIG, et seulement quatre au sein de la BHK. Il faut attendre la fin des années 2010, pour que cette situation change. En 2017, cinq femmes sont ainsi élues au comité directeur de la ZHK. Une grande partie d'entre elles sont issues d'une entreprise familiale, d'autres, comme Vreni Spoerry, sont des politiciennes affiliées aux partis bourgeois.

La réinvention des Chambres de commerce en tant qu'institutions de promotion des *Standorte* locaux, qui s'engagent pour « l'économie », rend la fonction de membre du comité directeur à nouveau plus attrayante pour les politiciennes et les politiciens. Auparavant, lorsque les Chambres de commerce représentaient explicitement les intérêts du « commerce et de l'industrie », l'appartenance à leurs comités était un signe clair de positionnement du côté du « grand capital ». Désormais, les politiciennes et politiciens font à nouveau partie des Chambres de commerce, en particulier à Zurich et à Bâle, mais moins à Genève. Depuis 2010, ce retour du politique au sein des comités directeurs est particulièrement visible à Zurich : avec les conseillers aux États Felix Gutzwiller (*1948) et Ruedi Noser (*1961) ainsi que le conseiller national Beat Walti (*1968) au comité directeur, et la conseillère nationale Regine Sauter au secrétariat, la relation des Chambres de commerce avec le Parti libéral-radical demeure très étroite.

Du vieux vin dans de nouveaux flacons ?

Lorsque Andreas W. Keller (*1945) se retire du comité de la ZHK en 2005, une page d'histoire se tourne. Pour le chef du géant DKSH – ancienne maison de commerce international aujourd'hui active en Asie dans les services pour les multinationales –, la présidence de la ZHK est une affaire de famille: son arrière-grand-père Wilhelm Diethelm (1848-1932) siégeait déjà au comité de la ZHK au début du xx^e siècle, son grand-père Wilhelm Keller-Diethelm (1883-1955) avait lui aussi présidé la ZHK durant les années 1940, et son père Eduard Luk Keller (1915-1994) avait occupé ce même poste entre 1970 et 1985. Ses successeurs, Peter Quadri (*1945) et enfin Karin Lenzlinger, personnifient la nouvelle orientation des Chambres de commerce. Avec Quadri, CEO d'IBM Suisse, le patron d'une entreprise non zurichoise et non suisse accède à la présidence. Quant à Karin Lenzlinger, il s'agit non seulement de la première femme, mais aussi de la première représentante d'une PME à la tête de la ZHK. Mais les anciennes élites ont-elles pour autant disparu des Chambres de commerce? Un sédiment patricien s'y maintient encore aujourd'hui. En 2005, parallèlement au départ d'Andreas W. Keller, Hans G. Syz-Witmer (*1957) est élu au comité directeur de la ZHK. Ce banquier privé zurichois est, comme il est d'usage dans la famille, maître honoraire de la corporation *Zunft zur Saffran* et peut s'enorgueillir d'un arbre généalogique au moins aussi riche que celui de Keller. Du côté paternel, «*le bon capitaliste qui ne se gêne pas pour se montrer dans un restaurant avec Paris Hilton*» (selon la *NZZ* du 21.8.2018) est apparenté à John Syz-Schindler (1859-1939), président de la ZHK entre 1917 et 1933, et du côté maternel, il est le petit-fils de Carl Julius Abegg (1891-1973), membre du comité directeur de la ZHK et industriel de la soie, qui avait lui-même succédé à son père Carl Abegg-Stockar (1860-1943) au sein du comité directeur. Syz-Witmer aurait été un président tout désigné pour la Chambre de commerce lorsque cette dernière était un cercle de messieurs distingués. Il s'avère en revanche moins approprié pour l'époque du *Standortmarketing* et du *diversity management*.

**Stéphanie Ginalski,
Claire-Lise Debluë et Émilie Widmer**

8. Des mécènes dans la ville : élites, beaux-arts et fait associatif

En mai 2021, l'assemblée générale de la *Zürcher Kunstgesellschaft* (ZKG), la Société des beaux-arts de Zurich, élit Anne Keller-Dubach (1957-2021) comme présidente pour succéder à Walter Kielholz (*1951), ancien président de Swiss Re et du Crédit Suisse. Cette nomination prend place dans un contexte mouvementé, marqué par l'ouverture de la nouvelle extension du *Kunsthaus*, l'un des plus importants musées d'art moderne en Suisse, destinée à accueillir la célèbre et controversée collection d'art de la Fondation Bührle. Pour la première fois, une femme est désignée à la tête de la Société. Malgré le caractère inédit, à première vue, de cette nomination, le profil d'Anne Keller-Dubach s'inscrit dans une certaine continuité : descendante de grandes familles (Bodmer, Abegg, von Stockar), cette historienne de formation est très connectée au monde de la finance. Elle a notamment occupé des fonctions dirigeantes dans le mécénat et l'événementiel au Crédit Suisse ainsi que dans la communication chez Swiss Re et peut donc se prévaloir d'un large réseau parmi les milieux financiers zurichois. Un an à peine après avoir été désignée

à la tête de la prestigieuse institution culturelle, Anne Keller-Dubach décède brusquement et Philipp Hildebrand (*1963), ancien président de la Banque nationale suisse, lui succède en mai 2022. Un mois plus tôt, le *Tages Anzeiger* dénonçait « *eine Kandidatur nach Gutsherrenart* » – qu'on pourrait traduire par « *une candidature à la manière des seigneurs* », une façon de souligner l'entre-soi qui régnerait au sein de la ZKG – et s'insurgeait contre l'absence de débat et de candidatures alternatives¹. Pourtant, là encore, cette nomination ne diffère guère des scrutins précédents. La dimension publique de la polémique et la manière dont la presse s'empare du débat, dans le contexte de la controverse autour de la collection Bührle, sont en revanche inédites.

Ces événements récents témoignent de l'importance, actuelle et historique, des sociétés des beaux-arts pour les élites urbaines. Ce chapitre a pour but de revenir sur certains aspects de cette histoire, encore largement méconnue². Quel est le rôle de ces sociétés? Qui sont leurs membres et quels intérêts poursuivent-ils en investissant leur temps et leur argent dans les beaux-arts? Les femmes sont-elles exclues de ces sociétés de la même manière qu'elles le sont des autres sphères de pouvoir? En répondant à ces questions, nous montrerons que la conquête du champ culturel à travers les sociétés des beaux-arts par les élites urbaines est allée de pair avec la consolidation du pouvoir politique et économique de ces dernières.

Les beaux-arts dans la ville

Dès leur origine, les sociétés des beaux-arts remplissent une double fonction : encourager le développement des arts et constituer un espace de sociabilité propre aux classes supérieures. La création des premières sociétés des beaux-arts remonte au dernier tiers du XVIII^e siècle en

¹ HEIM Christoph, « Eine Kandidatur nach Gutsherrenart », *Tages-Anzeiger*, 22.04.2022. En ligne : <<https://www.tagesanzeiger.ch/eine-kandidatur-nach-gutsherrenart-215772004086>>.

² L'histoire des élites urbaines et des sociétés des beaux-arts de Bâle, Zurich et Genève entre 1890 et 1945 fait l'objet de la thèse de doctorat d'Émilie Widmer, en cours à l'Université de Lausanne.

Europe, dans un contexte marqué d'une part par la chute des anciennes monarchies et le déclin de l'Église, qui privent les artistes de leurs mécènes, et d'autre part par l'essor de la bourgeoisie qui jouera un rôle actif dans le développement de nouvelles sociabilités urbaines³. Alors que les premiers éléments d'un marché de l'art se mettent en place, ces sociétés, créées par des aristocrates et des grands bourgeois, sont à l'origine d'une forme inédite de mécénat collectif afin de soutenir la création artistique. À la différence des associations qui rassemblent des artistes uniquement, comme la *Société des peintres et des sculpteurs suisses*, fondée en 1886, les sociétés des beaux-arts ont la particularité de réunir à la fois des artistes et des amateurs d'art. En effet, si elles sont en théorie ouvertes à tout un chacun-e, il s'agit dans les faits de structures hautement sélectives: d'une part, l'adhésion repose sur un système de souscription, dont les montants ne sont accessibles qu'aux individus disposant de revenus confortables, et d'autre part, leurs membres sont recrutés par cooptation, favorisant un entre-soi propre aux élites⁴.

Pour comprendre le rôle des sociétés des beaux-arts, il faut rappeler que celles-ci ont eu une influence particulièrement importante dans la promotion de l'art en Suisse jusqu'à la fin du XIX^e siècle, un phénomène qui s'explique par l'absence d'Académies et la création tardive d'un État fédéral. En 1776, une première Société des arts (SDA) est créée à Genève sur le modèle anglais de la *Royal Society of Arts* (1754). Elle a pour particularité de promouvoir aussi bien le commerce, l'industrie et l'agriculture que les arts. La *Zürcherische Künstlergesellschaft*, fondée à Zurich en 1787, est la première société à être consacrée uniquement aux beaux-arts; elle est renommée un siècle plus tard *Zürcher Kunstgesellschaft* (ZKG), au moment de sa fusion avec le *Künstlerhaus* en 1896. L'origine du *Basler Kunstverein* (BKV) remonte quant à elle à 1839. Cette même année, les sociétés des beaux-arts des villes de Bâle, Berne et Zurich

³ JOST Hans Ulrich, «Sociabilité, faits associatifs et vie politique en Suisse au XIX^e siècle», in: JOST Hans Ulrich, *À tire d'ailes: contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2005, p. 129.

⁴ Sur cette question, voir par exemple PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, *Les ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 2007.

fondent une société d'envergure nationale qui devient la faîtière des sections locales, le *Schweizer Kunstverein* (SKV). Le SKV et ses sections organisent des expositions itinérantes dans toute la Suisse, les *Turnus*, consacrées à promouvoir un hypothétique «art national». Au départ, les sections regroupées au sein du SKV sont principalement suisses alémaniques. Il faut attendre 1857 et la création d'une section genevoise pour que la Suisse romande y soit également représentée, celle-ci n'existant toutefois que de manière sporadique et en parallèle de la SDA.

Dès le dernier tiers du XIX^e siècle, l'activité des sociétés des beaux-arts s'incarne de manière plus visible dans la ville et la sphère publique, avec la mise en place d'espaces d'exposition permanents. En 1872, le BKV inaugure ainsi sa *Kunsthalle* sur un terrain cédé par la ville, dans le but de promouvoir principalement des œuvres d'artistes contemporains. Pour financer sa construction, elle met en place un système de navigation sur le Rhin, représenté sur une carte de membre datant du début du XX^e siècle (**Illustration 8.1**). Plus de la moitié des fonds est par ailleurs issue d'un don de l'ancien président de la Société, Rudolf Merian-Iselin (1820-1891), un membre éminent du patriciat bâlois.

La fin du XIX^e siècle amorce un tournant, marqué par l'engagement croissant de la Confédération dans le champ artistique suisse. En 1887, le Conseil fédéral crée une Commission fédérale des beaux-arts dotée d'un budget annuel de 100 000 francs. Seuls 12 000 francs sont toutefois alloués au SKV pour l'achat d'œuvres, ce qui n'ira pas sans créer de fortes tensions entre la Société, de droit privé, et les désormais instances officielles en charge de la politique artistique, dont elle s'estime lésée. La mise en place de la Commission fédérale est ainsi perçue plus comme une forme de concurrence que de soutien, la subvention de la Confédération étant jugée très insuffisante face aux besoins des sociétés des beaux-arts. Les revenus de celles-ci reposent en fait sur un système complexe de subventions publiques – annuelles et ponctuelles, allouées par les villes, les cantons et la Confédération – et de multiples financements d'origine privée. Ces sociétés s'assurent des revenus réguliers au moyen de loteries et des cotisations des membres, mais aussi de dons privés, sous forme d'œuvres d'art ou d'argent



Illustration 8.1 – Une carte de membre du *Basler Kunstverein*, 1908.

Source: Archives d'État de Bâle-Ville/Staatsarchiv Basel-Stadt, PA88aF2.2(1).

liquide⁵. Ces revenus sont complétés par les recettes engendrées par les expositions qu'elles organisent dans leurs locaux, ainsi que par les achats réalisés par des tiers.

À Zurich en particulier, les membres de la ZKG se plaignent dès sa création du soutien insuffisant et irrégulier de la Ville à leurs activités. Ce n'est qu'avec la construction du *Kunsthau*s, en 1910, que la situation commence à changer, avec le versement d'une subvention annuelle d'un montant de 10 000 francs. En 1925, une subvention ponctuelle de 200 000 francs est par ailleurs octroyée pour l'extension du *Kunsthau*s, un

⁵ MOULIN Raymonde, « Les bourgeois amis des arts: les expositions des beaux-arts en province 1885-1887 », *Revue Française de Sociologie* 17 (3), 1976, p. 383. En ligne: <<https://doi.org/10.2307/3321021>>.

montant qui équivaut aux dons privés récoltés pour financer ce nouveau chantier et qui représente alors 0,3% du budget global de la Ville. Au début des années 1930, la ZKG se voit également attribuer une subvention annuelle de 30 000 francs de la part du canton, montrant combien la multiplication des sources privées de financement, et la négociation de leurs montants, deviennent un enjeu crucial pour ces sociétés.

Au début du xx^e siècle, les sociétés des beaux-arts doivent par ailleurs faire face à l'arrivée des premières galeries et des marchands étrangers ainsi qu'à une professionnalisation plus générale du commerce d'œuvres d'art, dans un contexte où l'art français moderne, et impressionniste en particulier, est de plus en plus prisé. Un véritable marché de l'art prend forme peu avant la Première Guerre mondiale à Genève et à Zurich, même si la Suisse occupe encore une place très secondaire sur la scène internationale en regard des grands centres artistiques de référence que sont Berlin, Paris ou Londres. Dans ce contexte, les Sociétés des beaux-arts se désintéressent peu à peu des expositions *Turnus*, pour se concentrer sur leurs propres activités muséales et d'exposition. Elles cessent par ailleurs de se consacrer uniquement à l'art suisse. Les années 1910 voient ainsi les sociétés bâloises et zurichoises s'établir comme des institutions de premier plan, poussées par l'essor de leurs musées qui profitent des récents développements du marché de l'art pour se distinguer toujours davantage sur le plan international.

La Première Guerre mondiale marque le *take-off* du marché de l'art suisse, le pays jouissant de plusieurs atouts majeurs comme sa neutralité, sa très grande stabilité politique et la force de sa monnaie. L'existence d'une législation très libérale, d'une faible fiscalité et du secret bancaire permet à la Suisse de devenir une véritable plaque tournante pour la fortune internationale et le commerce de l'art et des biens culturels en général et, de fait, «*l'essor du centre financier suisse et celui du marché helvétique de l'art se sont puissamment conditionnés et renforcés l'un l'autre*»⁶. Le marché de l'art devient lié à certaines

⁶ GUX Sébastien, «Le marché suisse de l'art au xx^e siècle (1886-2008): survol chiffré et comparaison internationale», in: JACCARD Paul-André et GUX Sébastien, *Le marché de l'art en Suisse. Du XIX^e siècle à nos jours*, Lausanne/Zurich, SIK-ISEA, 2011, p. 259.

activités économiques comme la gestion de fortune ou le commerce international. De manière générale, les sociétés des beaux-arts développent leurs activités durant l'entre-deux-guerres en menant une politique active d'acquisition des œuvres, de plus en plus tournée vers l'international, qui se manifeste par l'extension du *Kunsthaus* de Zurich en 1925, ou celle de la *Kunsthalle* en 1927 à Bâle, témoignant l'une comme l'autre de l'influence grandissante de ces sociétés au sein de l'espace urbain. La ville de Bâle crée en 1936 le *Kunstmuseum*, afin d'accueillir sa collection publique constituée depuis le xvi^e siècle.

Par ailleurs, de nombreux historiens de l'art et collectionneurs allemands d'origine ou de confession juive se réfugient en Suisse durant les années 1930, en raison du régime de terreur mis en place par les nationaux-socialistes. Les collections publiques, et notamment le *Kunsthaus* de Zurich, servent de refuge pour les collections d'art étrangères menacées par l'Allemagne nazie. Mais la Suisse, forte de sa neutralité et de son développement comme plaque tournante du marché de l'art, voit également ses collections publiques et privées s'enrichir pendant la guerre d'œuvres d'art en fuite, pillées ou encore considérées comme dégénérées par les nationaux-socialistes⁷.

La période qui suit la Seconde Guerre mondiale est décrite communément comme l'âge d'or du marché suisse de l'art, qui se caractérise par le développement de maisons de vente aux enchères et l'implantation des marchands d'art. Depuis la fin des années 1960, trois acteurs internationaux prépondérants de la vente aux enchères – Christie's, Sotheby's et Phillips – sont établis dans les villes de Zurich et de Genève. Il faut rappeler également le rôle majeur des ports francs, qui permettent de contourner les droits de douane, ainsi que celui des grandes foires internationales, comme *Art Basel*, la plus importante du monde pour l'art moderne et contemporain⁸. Cette multiplication d'acteurs relègue les sociétés des beaux-arts à un rôle

⁷ TISA-FRANCINI Esther, HEUSS Anja et KREIS Georg, *Fluchtgut – Raubgut: der Transfer von Kulturgütern in und über die Schweiz 1933-1945 und die Frage der Restitution*, Zurich, Chronos, 2001.

⁸ GUEX Sébastien et LAFONTANT VALLOTTON Chantal, «Le marché de l'art en Suisse: un terrain opaque à défricher», *Traverse: Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire* 9 (1), 2002, pp. 7-16.

secondaire sur le marché de l'art. Toutefois, celles-ci parviennent à faire de leur musée des institutions de premier rang, délaissant dès lors le rôle d'intermédiaire entre artistes et amateurs d'art. C'est désormais un rôle de prescription qu'endossent les sociétés des beaux-arts en déterminant quels courants ou quels artistes ont de la valeur sur le marché, mais aussi quels sont les moyens d'exposition et les modes d'acquisition les plus légitimes. Ainsi, le *Kunsthaus* de Zurich compte aujourd'hui parmi les plus grands musées d'art moderne au niveau international, tandis que la *Kunsthalle* de Bâle représente un des hauts lieux de l'art contemporain. Au cours du siècle, musées et sociétés des beaux-arts avancent ainsi main dans la main pour perpétuer leur influence sur le marché de l'art. Pour les villes et leurs dirigeant-e-s, les musées sont devenus des objets de prestige qui font partie intégrante de leur politique de promotion économique, quel que soit le prix à payer pour en assurer la réputation – la récente polémique autour du transfert de la collection Bührle au *Kunsthaus* en est le signe incontestable. Quant aux élites, elles n'ont pas déserté ces sociétés, ni leurs musées, qui continuent à représenter des lieux de sociabilité privilégiés.

Les sociétés des beaux-arts comme lieux de sociabilité élitaires

Les sociétés des beaux-arts ont joué, nous l'avons vu, un rôle très important dans la promotion de l'art et la mise en place de musées, et ont très vite été utilisées comme des instruments au service du développement économique et culturel des grandes villes. Mais qui sont les individus qui s'engagent dans ces institutions et pour quelles raisons? Ces sociétés représentent un lieu particulièrement propice pour étudier les élites, car elles réunissent, à l'instar d'autres associations culturelles ou philanthropiques, des personnalités provenant de différentes sphères du pouvoir – économique, politique, ou académique – et si les artistes sont également présents, ils sont la plupart du temps minoritaires en nombre. Comme l'a montré la littérature, la constitution d'un patrimoine culturel – et donc d'un capital symbolique – à partir d'un capital économique permet aux

membres des classes supérieures d'opérer une distinction sociale vis-à-vis des classes populaires⁹. Mais, pour ces élites, l'engagement dans ce type d'institutions est également un moyen de légitimer leur position dominante dans la société: œuvrer pour le « bien commun » permet en effet de désamorcer les critiques dénonçant la concentration du pouvoir économique et politique dans leurs mains.

Si, dans le cas des sociétés des beaux-arts, les membres sont très majoritairement issus des classes supérieures, il faut toutefois distinguer les catégories d'élites descendant de familles patriciennes de celles issues de la nouvelle bourgeoisie. En ce sens, faire partie d'une société des beaux-arts peut être un moyen, pour les premières, de maintenir un pouvoir en déclin depuis le XIX^e siècle alors que, pour les secondes, il s'agit davantage de consolider une ascension sociale, économique et politique récente. Ces formes de sociabilité sont particulièrement importantes pour la nouvelle bourgeoisie urbaine du XIX^e siècle qui, en déployant une activité dans le domaine des beaux-arts, cherche à se hisser au rang du patriciat, du moins sur le plan symbolique¹⁰. La participation active de cette bourgeoisie à la construction de nouveaux musées s'inscrit également dans une volonté d'asseoir son hégémonie culturelle.

Comme nous l'avons vu, les sociétés des beaux-arts dépendent notamment des cotisations de leurs membres. Elles sont ainsi constamment traversées par une tension issue de la volonté d'augmenter le nombre des adhésions pour accroître leurs revenus, tout en maintenant un processus sélectif: autrement dit, elles cherchent à être à la fois inclusives et distinctives¹¹. Ainsi, bien que le recrutement de membres

⁹ BOURDIEU Pierre, *La distinction: critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

¹⁰ RENNER Nico, « Ein enig' Volk von Kunstfreunden. Die Kunstsammler und der Kunstbetrieb im jungen Bundestaat », in: HEUSSER Hans-Jörg, PEIKERT Reiner et BÜHLMANN Regina, *Die Kunst zu sammeln. Schweizer Kunstsammlungen seit 1848 / L'art de collectionner. Collections d'art en Suisse depuis 1848 / L'arte di collezionare. Collezioni svizzere d'arte dal 1848*, Zurich, SIK-ISEA, 1998, p. 48.

¹¹ ACCOMINOTTI Fabien, STORER Adam et KHAN Shamus Rahman, « How cultural capital emerged in gilded age America: Musical purification and cross-class inclusion at the New York Philharmonic », *American Journal of Sociology* 123 (6), 2018, pp. 1743-1783.

soit un enjeu central, tous et toutes n'ont pas le même pouvoir une fois admis au sein de la société. Dès le XIX^e siècle, les sociétés des beaux-arts se structurent sur le plan interne: des comités directeurs sont créés, auxquels incombent la gestion de la société et les décisions importantes. Les tâches sont en outre distribuées à des commissions *ad hoc*, qui gèrent, par exemple, les enjeux relatifs aux finances, aux expositions ou aux collections.

Qu'en est-il des membres? Ces derniers jouent un rôle beaucoup plus passif, mais peuvent participer aux Assemblées générales, lors desquelles sont notamment élus les présidents. À la fin du XIX^e siècle, le BKV compte déjà plus de 1 200 membres, soit plus du double que le nombre d'adhérent·e·s de son homologue zurichoise. Cette situation s'explique notamment par l'ouverture de la *Kunsthalle* en 1872 déjà. La SDA de Genève compte environ 900 membres, mais il faut rappeler qu'elle ne se limite pas aux beaux-arts. L'augmentation rapide et constante du nombre d'adhérent·e·s à Zurich dès le début du XX^e siècle s'explique par les besoins de liquidités nécessaires à la construction du *Kunsthaus*. De nos jours, la ZKG est de loin la société la plus importante en termes de nombre de membres, avec près de 20 000 adhérent·e·s.

Les comités directeurs des sociétés possèdent certaines caractéristiques communes, comme la forte présence des personnes issues des familles patriciennes au début du XX^e siècle, suivie d'une ouverture progressive aux représentant·e·s de la bourgeoisie ascendante, le poids des acteurs économiques sur toute la période considérée, et l'absence presque totale des femmes jusqu'à la fin du XX^e siècle. Ces comités présentent par ailleurs chacun certaines spécificités. À Bâle, le comité directeur est, au début du XX^e siècle, marqué par une très forte hégémonie patricienne, puisque tous les membres – à l'exception, selon les années, de quelques artistes étrangers – appartiennent à d'anciennes familles bâloises. On retrouve alors une proportion importante d'élites appartenant à la sphère académique et artistique, et notamment une forte présence d'architectes locaux, à l'image de la dynastie Stehlin. Les membres issus de la sphère économique descendent souvent de grandes familles commerçantes, comme en témoignent les représentants des

Burckhardt (soieries). Cette catégorie d'élites domine d'ailleurs la présidence du BKV jusque dans les années 1920. Par la suite, une lente ouverture aux non patriciens se dessine du côté des artistes, tandis que les élites économiques et politiques restent majoritairement patriciennes. Les élites du secteur chimique et pharmaceutique font leur entrée dans le comité directeur dès les années 1930 avec, par exemple, Emmanuel Hoffmann-Stehlin (1896-1932), de l'entreprise Hoffmann-La Roche. À partir de cette période, les élites patriciennes ne sont plus majoritaires au sein du comité directeur et sont progressivement rejointes par des individus appartenant à la bourgeoisie montante. Dès les années 1940, les avocats et les élites financières investissent de plus en plus les fonctions dirigeantes, à l'image de l'avocat d'affaires bâlois Martin Hatebur (*1965), qui préside la société depuis 2008.

En comparaison, la ZKG représente moins un bastion des familles patriciennes. Dès la fin du XIX^e siècle, on y trouve des membres de la bourgeoisie montante, qu'elle soit zurichoise ou issue de cantons voisins. La ZKG est en particulier marquée dès les années 1920 par l'avènement de ceux que l'architecte Peter Meyer (1894-1984), rédacteur de la revue suisse d'art et d'architecture *Das Werk*, qualifie de «*prétoriens de la finance*»¹². L'entrée en fonction d'Adolf Jöhr au début des années 1920 renforce un phénomène apparu quelques années plus tôt: le recrutement de plus en plus systématique d'élites issues des milieux financiers parmi les membres de la société et de son comité directeur. En fait, depuis la nomination de l'assureur Gottfried Schaertlin (1857-1938) en 1916 à la présidence de la *Kunstgesellschaft*, tous les présidents – et la seule présidente – qui lui ont succédé jusqu'à nos jours ont exercé des fonctions dirigeantes dans le milieu de la finance et des assurances¹³.

¹² MEYER Peter, «Zürcher Kunstgesellschaft», *Das Werk: Architektur und Kunst = L'œuvre: architecture et art* 19 (12), 1932, p. XXXIII-XXXIV.

¹³ GINALSKI Stéphanie, LEIMGRUBER Matthieu, MONTANDON Juliette et al., «Art, finance, and elite networks. The presidents of the Zurich art society, 1890-2021», 2021. En ligne: <<https://wp.unil.ch/sinergia-elites/2021/05/presidents-zurich-art-society/>>.

Par ailleurs, certaines élites économiques des secteurs clés de l'industrie ayant engrangé des profits très élevés pendant les guerres mondiales se lancent dans la constitution d'importantes collections d'art, qui leur ouvrent les portes des sociétés des beaux-arts. C'est typiquement le cas d'Emil Bührle (1890-1956), qui fait fortune grâce à la fabrication et à la vente d'armes pendant la Seconde Guerre mondiale et qui rejoint le comité directeur en 1944. À cet égard, les sociétés des beaux-arts peuvent faciliter l'intégration de nouveaux venus – Bührle, d'origine allemande, s'installe à Zurich dans les années 1920 – au sein des élites locales¹⁴.

Les élites politiques sont également bien représentées au sein des comités directeurs des sociétés des beaux-arts. Elles disposent de deux sièges à Bâle dès le XIX^e siècle et de deux ou trois sièges à Zurich depuis les années 1910 et le versement de subventions publiques à la société. Dès les années 1920, la ZKG est également un lieu de rencontre entre élites politiques de gauche et élites de la place financière. Enfin, de plus en plus de « professionnels de la culture » siègent au comité directeur dès la deuxième moitié du XX^e siècle, à l'instar de Jean-Pierre Hoby (*1945), directeur de la culture de la ville de Zurich dès 1983.

La Société des arts de Genève représente un cas un peu particulier puisque, rappelons-le, elle ne fait pas partie des sections du SKV et ne se consacre pas uniquement aux beaux-arts. Les descendants de familles patriciennes s'y maintiennent, comme à Bâle, beaucoup plus longtemps qu'à Zurich, et dominent le comité directeur jusqu'après la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci regroupe de façon assez équilibrée des membres des trois « classes » de la Société – agriculture, commerce et industrie et beaux-arts – et on observe ainsi, aux côtés des artistes, la présence récurrente de propriétaires agricoles, de banquiers et d'industriels. En comparaison de la situation prévalant à Zurich et à Bâle, les mandats de présidence à la Société des arts sont dès la Première Guerre mondiale beaucoup plus courts et tournent entre les différentes classes. Jusqu'aux années 1990, les présidents sont issus

¹⁴ LEIMGRUBER Matthieu, *Kriegsgeschäfte, Kapital und Kunsthaus: Die Entstehung der Sammlung Emil Bührle im historischen Kontext*, Zurich, buch & netz, 2021. En ligne: <<https://buchundnetz.com/werke/kriegsgeschaefte-kapital-und-kunsthaus-ebooks/>>.

presque exclusivement de familles patriciennes, à l'instar de l'avocat et mécène Théodore de Saussure-Pictet (1824-1903, président de 1872 à 1899), de l'administrateur de la manufacture d'horlogerie Vacheron et Constantin, Charles Constantin (1887-1954, président de 1948 à 1952) ou du banquier et administrateur de la Caisse d'épargne du canton de Genève Alain Peyrot (*1945, président de 1987 à 1989). Si les présidents exercent ainsi fréquemment une fonction dirigeante dans l'industrie et la finance, on observe également la présence de grands propriétaires terriens, de professeurs d'université et d'artistes.

Enfin, par sa nature publique, la sociabilité des élites laisse peu de place aux femmes, en apparence tout du moins (voir **Encadré 8.1**). Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, une seule femme siège dans les comités directeurs des sociétés de Bâle, Genève et Zurich: il s'agit de la peintre Marie Lotz (1877-1970) au BKV, fille d'un banquier et membre d'une famille patricienne bâloise. Il faut attendre les années 1950 pour voir la première femme entrer au comité directeur de la ZKG en la personne de Charlotte Bührlé-Schalk (1895-1979), qui reprend en fait le mandat de son mari Emil Bührlé, à son décès en 1956. Les femmes restent cependant sous-représentées dans les instances dirigeantes pendant la majeure partie du xx^e siècle. En 1980, elles représentent seulement 10 % des membres du comité directeur à Zurich et 19 % à Bâle, tandis qu'elles sont totalement exclues de celui de la Société des arts de Genève jusqu'aux années 1990. En 2020, la proportion de femmes s'élève désormais à 25 % pour la société de Zurich et 22 % pour celle de Genève. Cette lente progression n'est pas sans rappeler les tendances observées au sein d'autres sphères sociales¹⁵. Le BKV fait alors figure d'exception, avec un comité majoritairement féminin. Il faut rappeler encore que la plus haute fonction de pouvoir, la présidence, reste largement une prérogative masculine. Hortensia von Roda (*1951) est ainsi la seule femme à avoir présidé, de 1993 à 1998, le BKV depuis sa création. Il en va de même d'Anne Keller-Dubach évoquée en introduction pour le cas

¹⁵ GINALSKI Stephanie, «Who runs the firm? A long-term analysis of gender inequality on Swiss corporate boards», *Enterprise & Society* 22 (1), 2021, pp. 183-211. En ligne: <<https://doi.org/10.1017/eso.2019.64>>.

zurichois. Dans la SDA de Genève, où les mandats de présidence sont plus courts, deux femmes ont à ce jour exercé cette fonction depuis la fin du xx^e siècle : l'historienne de l'art Manuela Busino-Maschietto (1933-2018) et Fabia Christen Koch, l'actuelle présidente.

Rappelons, enfin, que les femmes contribuent à tisser des liens entre les grandes familles à travers des mariages et permettent aussi parfois, par ce biais, l'ascension sociale de leur époux (voir **Chapitre 1**). Citons par exemple Albert Oeri-Preiswerk (1875-1959), bourgeois de Bâle depuis 1849 et président du BKV de 1919 à 1930, ou Walter Kielholz, issu de la classe moyenne, marié à Daphné Pestalozzi et président de la ZKG de 2002 à 2021, tous deux alliés à des familles patriciennes par le biais de leur mariage.

Encadré 8.1 – Le genre du mécénat

La dimension de parrainage et de cooptation des membres favorise, nous l'avons vu, des logiques d'entre-soi et d'homophilie sociale qui se jouent au détriment des personnes d'origine sociale modeste, mais des femmes également. Comme souvent, il faut alors aller chercher ces dernières dans des espaces moins visibles et moins propices à l'exercice direct du pouvoir. Il faut rappeler par ailleurs que les femmes se sont engagées, bien que dans une proportion moindre que les hommes, dans des activités sociales, par exemple par le biais de sociétés philanthropiques¹⁶. On constate que les femmes adhèrent en fait dès le xix^e siècle en tout cas aux sociétés des beaux-arts, et parfois dans des proportions étonnantes. Ainsi, elles représentent dans les années 1930 presque la moitié des membres de la classe des beaux-arts de la Société des arts de Genève et un peu moins de 40 % des membres du BKV.

¹⁶ DAVID Thomas et HEINIGER Alix, *Faire société: la philanthropie à Genève et ses réseaux transnationaux autour de 1900*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019, p. 60.

La liste des membres des sociétés nous renseigne sur la façon dont elles sont présentées. Une différence est opérée, comme souvent, entre les femmes mariées, indiquées la plupart du temps sous le prénom de leur mari, et les femmes célibataires. Par ailleurs, il n'est pas rare que l'adhésion à ces lieux de sociabilité propres aux hautes sphères se fasse en famille. Les « Mademoiselle » et « *Fräulein* » sont ainsi souvent la fille d'un parent – ou d'un couple – également membre de la Société.

Si les femmes contribuent donc, au même titre que les adhérents masculins, au capital des sociétés des beaux-arts, leur soutien à l'art et aux artistes prend également d'autres formes. À Genève, l'espace d'exposition de la Société des Arts – le Musée Rath, ouvert en 1826 – est ainsi financé par les sœurs du même nom. De nombreuses femmes figurent également parmi les donatrices des musées. À Zurich, par exemple, Mathilde Schwarzenbach (1854-1920), une descendante de l'industriel de la soie Johannes Schwarzenbach-Landis (1804-1861), célibataire comme les sœurs Rath, lègue ainsi deux œuvres majeures de Hodler au *Kunsthau*s de Zurich, *Le lac de Silvaplana* et *Le lac Léman depuis Chexbres*¹⁷.

Un espace d'intégration des élites urbaines

Si la création et le développement des sociétés des beaux-arts datent de la fin du XVIII^e siècle, leur histoire sur le temps long et leur rôle pour les élites urbaines restaient largement méconnus. Dans les grands centres urbains, comme Bâle, Genève ou Zurich, ces sociétés ont pourtant étendu le périmètre de leur influence bien au-delà de la sphère artistique, contribuant à redéfinir les modalités d'exercice du pouvoir des élites locales. En recrutant leurs membres en dehors de la sphère artistique, et en participant à l'essor de lieux de sociabilités réunissant d'abord exclusivement des membres du patriciat local puis de la bourgeoisie ascendante, les sociétés des beaux-arts constituent un espace d'intégration pour les différentes composantes des classes sociales

¹⁷ SCHWARZENBACH Alexis, «100 Jahre Rosengarten. Gründungsgeschichte des Alkoholfreien Volksheims zum Rosengartens», *Thalwiler Neujahrsblatt*, 2014, pp. 7-20.

supérieures et contribuent ainsi à assurer une forme de cohésion sociale parmi les élites. L'existence d'une culture partagée a été particulièrement importante dans l'émergence et l'organisation collective de la nouvelle bourgeoisie¹⁸. Par ailleurs, fortes du développement de grands musées ayant acquis une réputation internationale dans la deuxième moitié du xx^e siècle, elles ont joué un rôle clé dans les politiques de développement des villes, avides d'associer au développement d'une image de marque sur le plan économique des collections artistiques de prestige.

¹⁸ BECKERT Sven et ROSENBAUM Julia B. (éd.), *The American bourgeoisie: Distinction and identity in the nineteenth century*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

Geoffroy Legentilhomme et Matthieu Leimgruber

9. Richesse et pouvoir : les grandes fortunes zurichoises entre 1890 et 1952

Le 31 décembre 1943, l'homme d'affaires Ernst Zollinger-Jenny (1857-1943) meurt et laisse derrière lui une fortune de 1,24 million de francs. Un des contribuables les plus riches de la ville de Zurich (en 1900, il occupait le 15^e rang des fortunes), Zollinger-Jenny était une figure en vue, notamment en tant que président du Conseil d'administration de la compagnie d'assurances «*La Suisse*». Son père, l'industriel Heinrich Zollinger-Billeter (1820-1870) possédait déjà en 1859 la sixième plus grande fortune de la ville. Ce patrimoine n'était pas seulement attribuable à une réussite entrepreneuriale: Zollinger-Billeter était en effet le neveu et l'un des héritiers du cotonnier zurichois Heinrich Kunz (1793-1859), le «*Roi de la filature*», qui laisse à sa mort la plus grande fortune de son temps.

Cette trajectoire familiale met en évidence le caractère durable des fortunes, ainsi que le poids du passé et des héritages en la matière. L'étude des grandes fortunes offre une approche complémentaire à l'étude des élites positionnelles. Si les positions de pouvoir peuvent se transmettre au sein des familles par cooptation, de tels

mécanismes sont loin d'être automatiques. Par ailleurs, ces deux ressources élitaires – fortunes et positions – renvoient à deux modalités distinctes d'exercice du pouvoir. Si les élites positionnelles exercent une influence par le contrôle – souvent collégial en Suisse – d'institutions clés, le pouvoir que confère la fortune permet à celles et ceux qui en possèdent de promouvoir des causes politiques, artistiques ou philanthropiques. En examinant la composition des grandes fortunes zurichoises, ainsi que les contrastes et similitudes que ce milieu présente avec l'élite au sens positionnel, ce chapitre souligne l'existence d'un cumul d'avantages au sein des élites ou, à l'inverse, met en lumière une fraction moins visible, mais non moins influente, de l'élite urbaine¹.

Cette étude est rendue possible par le fait que Zurich est l'un des rares cantons disposant de données fiscales publiquement accessibles pour une période étendue. Dans d'autres cantons (par exemple à Genève), de telles sources n'existent pas, ou alors ne sont disponibles que pour une période plus restreinte (comme à Bâle). Zurich constitue un terrain idéal pour étudier la richesse : dès la fin du XIX^e siècle, la ville domine l'économie suisse (voir **Repère 1**) et, en 1945, la seule *ville* de Zurich abrite plus de millionnaires que les deux *cantons* de Bâle-Ville et Genève réunis².

¹ Ce chapitre s'inscrit dans le cadre d'un projet sur l'histoire de la richesse en Suisse, mené dans le cadre du consortium de recherche «Equality of Opportunity» de l'Université de Zurich (cf. www.urpp-equality.uzh.ch).

² Selon les statistiques du «sacrifice pour la défense nationale» (*Wehropfer*), impôt prélevé par la Confédération entre 1940 et 1947, la ville de Zurich compte 370 millionnaires en 1945, contre respectivement 196 et 145 pour les cantons de Bâle-Ville et Genève.

Tableau 9.1 – *Les 40 contribuables zurichois les plus riches*

	1890	1909	1939	1952
Observations (n = 160)	40	40	40	40
dont <i>femmes</i> (n = 43) (a)	11	11	8	13
Les grandes fortunes du « top 40 », en millions de francs de l'époque				
Seuil de fortune (i.e. 40 ^e fortune)	1,2	1,7	4,1	6,2
Fortune la plus élevée (i.e. 1 ^{re} fortune)	4	13	18	158
Contribuable le plus fortuné à la date	Heinrich Bodmer- Trümpler (1836- 1895)	Adolf Tobler- Blumer (1850- 1923)	Walter Schoeller- Meyer (1889- 1979)	Emil Bührle- Schalk (1890- 1956)
Les grandes fortunes du « top 40 », en millions de francs de 2021 (b)				
Seuil de fortune	140	120	150	100
Fortune la plus élevée	430	860	650	2070

Note: l'espace géographique considéré couvre la ville de Zurich dans ses frontières actuelles (après la dernière extension de 1934), ainsi que six communes situées sur les rives orientale (Zollikon, Küsnacht, Erlenbach) et occidentale (Kilchberg, Rüschlikon, Thalwil) du lac de Zurich.

- (a) Ces 160 observations représentent au total 141 individus. En effet, si 122 individus n'apparaissent qu'à une date, 19 autres apparaissent à au moins deux dates. Pour les femmes, les 43 observations correspondent à 39 individus.
- (b) Pour obtenir les valeurs exprimées en francs de 2021, nous avons rapporté la valeur nominale de la fortune à la date donnée au PIB nominal par habitant de l'époque. Le coefficient ainsi obtenu est ensuite multiplié par le montant du PIB par habitant de 2021. Par exemple, pour faire partie des 40 plus grandes fortunes zurichois en 1890, il était nécessaire de posséder un patrimoine d'au moins 1,2 million de francs, soit un montant équivalent à 1 660 fois le PIB par habitant de l'époque (à savoir 736 francs). En 2021, ce seuil de patrimoine représenterait une somme de 140 millions de francs (c'est-à-dire 1 660 x 84 000 francs).

Source: Base de données sur les grandes fortunes zurichois, Université de Zurich.

Encadré 9.1 – Fortune, registres fiscaux et transparence

Notre étude s'appuie sur des registres fiscaux disponibles aux archives cantonales de Zurich. Si l'administration fiscale produisait ces documents sur une base annuelle, seuls des volumes décennaux, couvrant la période 1833-1952, sont aujourd'hui conservés au Staatsarchiv. Ces registres indiquent la date de naissance (et parfois la confession), la profession, l'adresse, le revenu annuel, la fortune, et le montant des impôts payés par chaque contribuable.

Ces registres pouvaient être consultés par les personnes qui en faisaient la demande (pour vérifier par exemple la solvabilité d'un débiteur potentiel). À Zurich, un registre fiscal imprimé avait déjà été publié en 1833. Cette publication devait, selon la justification de l'époque, permettre à « *chacun de vérifier si ses concitoyens contribuent selon leur devoir et en conscience au bien commun et si aucun privilège par dissimulation ne prévaut* ».

Vers 1900, la publication des registres fiscaux fait débat dans plusieurs cantons suisses. Cette transparence se heurte à l'opposition des milieux bourgeois qui y voient une atteinte à la vie privée et un « *un appel à des sentiments humains douteux tels que l'envie et la haine* » (*Neue Zürcher Nachrichten*, 23 mai 1896). À l'initiative du Parti socialiste, cinq registres (complets ou constitués d'extraits) sont publiés entre 1905 et 1931.

Si les débats autour de la question de la publicité des registres baissent d'intensité dans la deuxième moitié du xx^e siècle, ils ressurgissent ponctuellement dans différents cantons, comme à Genève en 1984 et 1994. À Zurich, la publication des registres fiscaux a fait l'objet en 2013 d'un postulat de la conseillère municipale socialiste Rebekka Wyler. Cette proposition suscita de vives critiques et fut largement rejetée.

Le présent chapitre se concentre plus précisément sur l'extrême pointe de la hiérarchie des fortunes de la ville de Zurich entre 1890 et 1952. Cet échantillon des 40 contribuables les plus riches, soit 141 individus au total, concentre entre 10 et 15% de la fortune totale. Pour faire partie de ce groupe très exclusif, une personne devait posséder, selon les années, entre 1 et 6 millions de francs de l'époque, des montants qui représentent des sommes atteignant plusieurs centaines de millions de francs actuels (voir **Tableau 9.1**).

Ce chapitre est composé de trois sections. La première compare le monde des grandes fortunes à celui des élites positionnelles urbaines. Nous examinons ensuite les origines sociales et familiales des contribuables les plus riches. La troisième section aborde la question des lieux de résidence des grandes fortunes.

Les liens multiples entre le pouvoir et la fortune

L'élite fortunée se confond-elle avec l'élite positionnelle? Autrement dit, dans quelle mesure les contribuables les plus riches sont-ils-elles représenté-e-s parmi les dirigeant-e-s des grandes entreprises ainsi qu'au sein des élites académiques, culturelles ou politiques? L'appariement des deux échantillons permet de mettre en évidence le degré de chevauchement entre ces deux catégories³. Parmi les 40 contribuables les plus riches à chaque date, 14 hommes font ainsi partie des élites urbaines en 1890, 19 en 1909, 22 en 1939 et 15 en 1952. Autrement dit, le degré de chevauchement sur la période étudiée atteint environ 40%. Quel est le profil des contribuables formant les 60% restants, c'est-à-dire de celles et ceux qui n'occupent *pas* de positions de direction ou de représentation au sein des grandes entreprises ou des institutions influentes?

L'étude de ce groupe fait émerger trois profils principaux: des héritières – épouses et filles de contribuables fortunés, faisant ou non partie de l'élite positionnelle –, des «héritiers-rentiers» et des patrons à la tête d'entreprises non comprises au sein de la base de données des élites suisses.

Les élites positionnelles zurichoises ne comptent quasiment aucune femme sur cette période. Celles-ci, même issues de familles prestigieuses, sont exclues des Conseils d'administration et de la sphère politique jusqu'à la fin du xx^e siècle (voir **Chapitres 5 et 6**). La part des femmes parmi les contribuables les plus riches est en revanche significative: elle s'élève à

³ Cet appariement consiste à vérifier si un individu présent dans la base «grandes fortunes» est également présent dans la base «élites locales» *en général*, et non pas à une date de référence en particulier.

environ un quart de notre échantillon (39 individus sur 141). La plupart sont des veuves (33 sur 39), auxquelles s'ajoutent six femmes célibataires. En raison de leur espérance de vie plus élevée, et du fait qu'en moyenne les femmes épousent des hommes plus âgés, les veuves sont plus nombreuses que les veufs. Les périodes de veuvage peuvent être relativement longues; par exemple, quarante-deux ans pour Susanne Escher-Hotz (9^e fortune zurichoise en 1909), la nièce et l'une des héritières du «Roi de la filature» Heinrich Kunz. Les veuves jouent un rôle important en tant que dépositaires de la fortune familiale. Les célibataires sont quant à elles toutes héritières et certaines figurent très jeunes parmi les plus riches contribuables. C'est le cas de Elisabeth Bleuler (1880-1964) qui, à l'âge de dix ans, à la suite de la mort prématurée de son père Otto Bleuler, planteur de café au Guatemala, occupe le 7^e rang des fortunes en 1890. Ce groupe inclut également des femmes étant demeurées célibataires toute leur vie – à rebours des attentes de leur milieu familial. C'est le cas des sœurs Cécile (1863-1942) et Helene Rübel (1862-1953) (respectivement 21^e et 22^e en 1939), filles d'August Rübel-Däniker (1838-1896, 48^e en 1890), marchand d'origine allemande ayant fait fortune dans le commerce de la soie et la finance internationale (voir **Illustration 9.1**).

Même sans occuper des positions dominantes, ces femmes ne sont pas dépourvues de pouvoir et jouissent par exemple d'une certaine liberté dans l'utilisation du capital hérité qu'elles peuvent employer pour promouvoir les causes auxquelles elles sont attachées. Les femmes de la haute bourgeoisie sont souvent actives dans la philanthropie. Les sœurs Rübel lèguent une grande partie de leur patrimoine respectif à des institutions scientifiques. La fortune permet également de défier les conventions de genre propres au milieu et à l'époque. Jolantha Tschudi (1925-2011, 19^e en 1952), fille du fondateur du concessionnaire AMAG, est à la fois pionnière du sport automobile et pilote chevronnée de planeur. Dans les années 1950, elle mène par ailleurs plusieurs expéditions ethnographiques dans le Sahara algérien.

L'étude de la couche la plus aisée des contribuables fait également apparaître des «héritiers-rentiers», définis ici comme des hommes issus de familles fortunées n'ayant pas d'activités économiques formelles. Cette catégorie compte des médecins, des hauts fonctionnaires, des

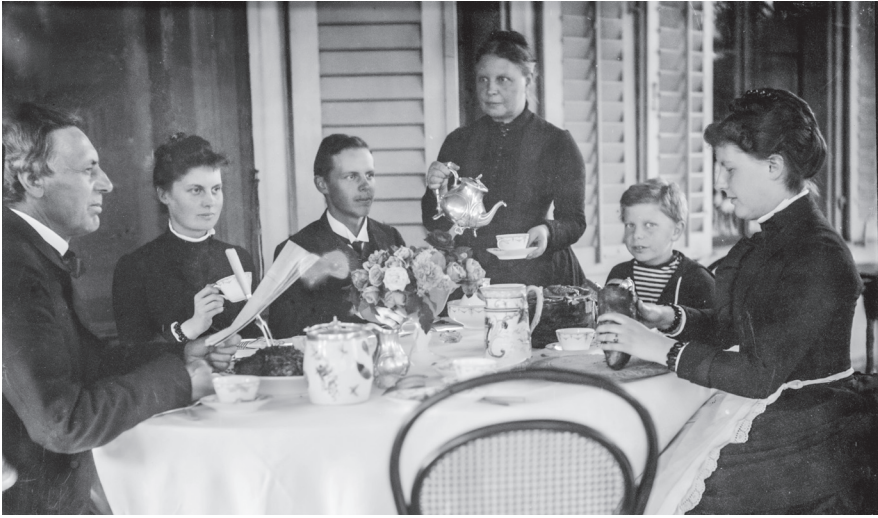


Illustration 9.1 – Une famille fortunée : les Rübel (vers 1886).

Note: le négociant August Rübel-Däniker (1827-1892) (à gauche), sa femme Rosalie (1838-1896) (debout) et leurs quatre enfants, de gauche à droite : Helene (1862-1953), Alexander (1867-1912), Eduard (1876-1960) et Cécile (1863-1942). Marchands-banquiers (August et Alexander), philanthropes (Cécile et Helene) et *gentleman scientist* (Eduard), les Rübel font partie sans interruption de notre échantillon des 40 plus grandes fortunes zurichoises entre 1890 et 1952.

Source: RÜBEL Felix, « August Rübel: ein Zürcher Seidenstoffhändler in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts », mémoire de master, Université de Zurich, 2017, p. 66. Source originale archives privées famille Rübel.

artistes, ou encore des *gentlemen scientists*. Si ces héritiers ne concourent pas directement à la croissance du patrimoine familial, ils contribuent souvent à associer le nom de leur famille à des activités prestigieuses. Gustav Ott-Däniker (1828-1912, 16^e en 1909), fils de banquier, est artiste peintre. Mécène et grand collectionneur, Hans Conrad Bodmer-Stünzi (1891-1956, 7^e en 1952), fils d'un industriel et négociant de soie, débute à l'âge de trente-six ans par curiosité intellectuelle des études de médecine, mais n'exerce cependant jamais cette profession.

Parmi les plus riches contribuables qui n'apparaissent pas au sein des élites positionnelles, figurent enfin des industriels dont les

entreprises ne font pas partie des plus grandes compagnies de l'époque. Ces entrepreneurs sont souvent à la tête de sociétés en nom collectif, moins représentées que les grandes sociétés anonymes répertoriées dans la base de données des élites suisses (voir **Annexe**). C'est par exemple le cas de Emil Tobler-Finsler (1810-1898, 2^e en 1890), héritier et directeur de la banque privée Tobler-Stadler, fondée par son père. Tobler-Finsler fait construire en 1853 la somptueuse villa *an der Winkelwiese*, aujourd'hui propriété de la Société zurichoise des beaux-arts. En 1939, le promoteur Stephan à Porta-Kauderer (1868-1947, 18^e en 1939) possède plus de 140 immeubles à Zurich.

Si une fraction significative des grandes fortunes n'est pas représentée individuellement parmi les élites positionnelles urbaines, cela ne signifie pas pour autant que celles-ci n'entretiennent pas de liens. Lorsque l'on considère les millionnaires ayant des liens de parenté directs avec les individus faisant partie des élites urbaines, le degré de chevauchement entre ces deux populations augmente, et passe à 65 % en moyenne sur la période étudiée⁴. La majorité des femmes fortunées (24 sur 39) sont en effet également les veuves ou les filles d'hommes représentés parmi les élites positionnelles. De plus, 9 des 44 hommes fortunés qui ne font pas partie de la base de données des élites suisses ont des liens familiaux avec les élites urbaines répertoriées dans cette base de données. C'est le cas par exemple de Fritz Meyer-Fierz (1847-1917), enrichi dans le commerce de tabac en Asie du Sud-Est, et père de Franz Meyer-Stünzi (1889-1962), qui siège quant à lui au sein des comités de direction de plusieurs banques, assurances ou entreprises textiles et préside la Société zurichoise des beaux-arts. Le croisement de ces deux populations met donc en lumière l'étendue de la surface sociale de ces familles, dont l'influence s'exprime à travers de multiples canaux.

⁴ Nous considérons ici les parents, les enfants, les frères et sœurs et les époux. Si l'on ajoute aux contribuables fortuné·e·s déjà présent·e·s parmi les élites urbaines selon un critère positionnel, les contribuables ayant des liens familiaux avec ce groupe, le degré de chevauchement entre élites fortunées et élites positionnelles représente alors 22 individus (sur 40) en 1890, 28 en 1909, 30 en 1939 et 25 en 1952.

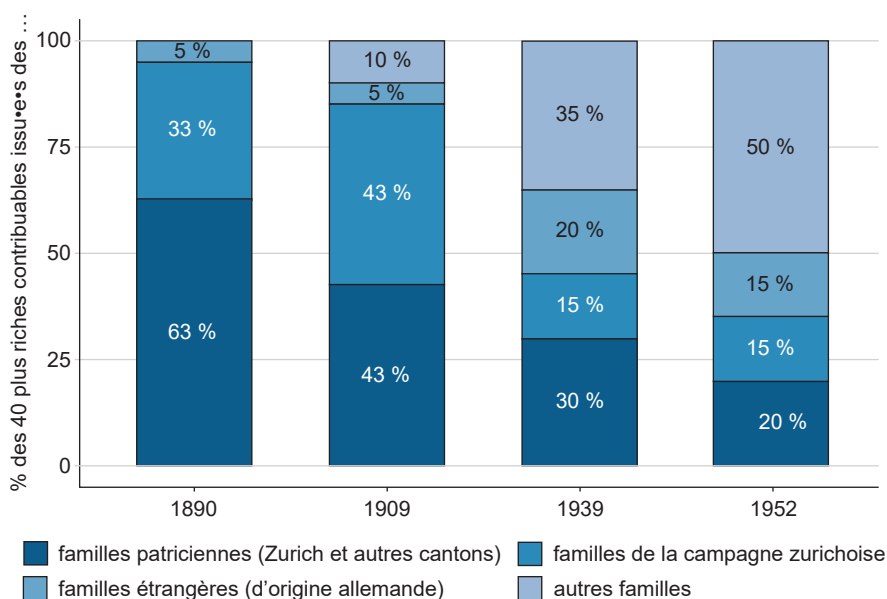
Les origines familiales des grandes fortunes

La famille joue un rôle déterminant dans la haute bourgeoisie, au sein de laquelle une logique dynastique guide voire contraint les comportements individuels. Certaines attentes pèsent en effet sur les membres de ces familles. Ces derniers doivent œuvrer à la préservation et à l'accroissement du capital familial, que celui-ci soit symbolique ou monétaire. Cette section examine les origines familiales des plus riches contribuables zurichois en distinguant quatre catégories. Trois d'entre elles – les familles patriciennes, celles issues de la campagne zurichoise ainsi que quelques familles d'origine allemande – dominent largement notre échantillon jusqu'en 1914 (voir **Graphique 9.1**). À partir de l'entre-deux-guerres, la quatrième catégorie des « autres familles », plus hétérogène et aux contours moins distincts, vient complexifier cette structure. Au vu de l'absence des grandes familles de Winterthour parmi les plus riches contribuables de la ville de Zurich, il est clair que les élites du deuxième centre urbain du canton constituent un monde en soi, qui se structure de manière autonome.

Le **Graphique 9.1** ci-dessus met en évidence le poids considérable des familles patriciennes au sein des millionnaires zurichois. En 1890, deux tiers de ces contribuables sont issu·e·s de familles patriciennes qui tirent essentiellement leur richesse d'activités liées au textile, en particulier la soie. Ces dynasties, qui règnent également sur le Petit et le Grand Conseil de Zurich, conservent jusqu'en 1831 un monopole légal sur le marché de la soie. Parmi les familles patriciennes qui s'enrichissent ainsi sous l'Ancien Régime, figurent les von Muralt, les Escher et les Bodmer. Ces derniers atteignent le sommet de la hiérarchie des fortunes au début du XIX^e siècle, et y demeurent jusqu'au milieu du XX^e siècle. En 1939, parmi les quinze plus riches contribuables, figurent encore trois Bodmer, descendants directs de Christoph Bodmer (1658-1722), pionnier du commerce de la soie.

Les dynasties patriciennes ne règnent cependant pas seules au sommet de la hiérarchie des fortunes. On trouve à leur côté des familles industrielles et commerçantes issues des campagnes. De 1890 à 1909, ces familles représentent plus d'un tiers de la couche la plus fortunée

Graphique 9.1 – Les origines familiales des 40 contribuables zurichois les plus riches



Note: conformément à la méthode adoptée au **Chapitre 1**, l'appartenance familiale est déterminée sur la base du patronyme. L'origine familiale n'a pas pu être déterminée pour deux individus en 1909 et trois en 1939. Ces cinq cas sont intégrés dans la catégorie « Autres familles ».

Source: Base de données des grandes fortunes zurichoises, Université de Zurich.

des contribuables zurichois. Elles émergent à partir de 1831, lorsque la nouvelle Constitution institue non seulement l'égalité politique entre citoyens, mais aussi la liberté commerciale. Avec la fin des privilèges dont avaient profité les marchands de la ville de Zurich, ces notables ruraux fondent des maisons de commerce ou des manufactures, en particulier dans la branche textile. Johann Heinrich Fierz-Locher (1813-1877) fonde plusieurs entreprises de commerce de coton qui rencontrent un succès rapide. En 1890, trois de ses proches – sa femme Anna (1827-1903) et ses deux fils Theodor (1851-1903) et

Karl (1852-1892) – figurent parmi les 40 plus riches contribuables. Parmi les familles fortunées issues des campagnes, nous trouvons également les Wunderli, les Baumann, les Schwarzenbach (toutes trois actives dans le textile) ou encore les Hürlimann (brasserie).

Si une certaine rivalité de prestige existe entre les familles patriciennes et ces nouvelles élites, cela n'exclut pas les collaborations. Celles-ci s'expriment aussi bien via les Conseils d'administration des grandes firmes, au sein desquels sont représentées tant les élites patriciennes que la nouvelle bourgeoisie, que par le biais d'alliances matrimoniales. L'origine patricienne peut constituer un « actif réputationnel » et de prestige, pour autant elle ne représente qu'un élément parmi d'autres susceptibles d'orienter la stratégie matrimoniale des familles. La fortune joue de ce point de vue un rôle de premier plan. Les mariages permettent aux familles fortunées de décupler leur surface financière et d'atténuer la fragmentation de la richesse découlant du partage successoral. En 1917, le mariage d'Annie Abegg (fille du banquier et industriel Carl Abegg-Stockar, 1860-1943, 5^e en 1939) et de Henry Bodmer (frère du médecin évoqué dans la section précédente et fils de l'industriel Hans Conrad Bodmer-Zoelly, 1851-1916, 2^e en 1909) constitue un cas exemplaire de ce type d'alliance. À cette occasion, une famille de l'élite économique de la campagne (les Abegg de Küsnacht) s'unit à une famille du patriciat urbain.

Outre les familles patriciennes et celles issues des campagnes, apparaissent dès la fin du XIX^e siècle quelques contribuables d'origine étrangère, des Allemands s'étant installés en Suisse après 1848. C'est par exemple le cas de la dynastie des Schoeller, originaire de Prusse. Rudolf Schoeller-Schenkel (1827-1902, 21^e en 1890) s'installe en Suisse en 1867, et y fonde plusieurs filatures de laine peignée. Cette activité forme le socle sur lequel se construit la richesse de la famille, encore représentée à l'extrême pointe des grandes fortunes zurichoises en 1952, par son petit-fils Walter Schoeller-Meyer (1889-1979, 2^e). Parmi ces familles d'origine allemande, figurent également trois des quatre enfants d'August Rübel-Däniker (Cécile et Helene, ainsi que leur petit frère Eduard). Si leur frère aîné Alexander disparaît de notre échantillon après 1900, c'est qu'il habite alors à New York, où il

fonde une banque privée et établit la branche américaine de la famille (voir **Illustration 9.1**). Ces familles s'intègrent rapidement à la haute bourgeoisie autochtone. Elles fréquentent les mêmes lieux de sociabilité (la *Tonhalle Gesellschaft* ou la *Zürcher Kunstgesellschaft*) et siègent au sein des mêmes Conseils d'administration. Elles se mêlent parfois à l'élite locale par le biais d'alliances matrimoniales. Walter Schoeller épouse par exemple la fille du planteur de tabac Fritz Meyer-Fierz (9^e en 1909). Par contraste, notre échantillon ne contient pas de personnes de nationalité étrangère établies à Zurich pour des raisons fiscales. Durant la période étudiée, de tels profils se retrouvent plutôt à Genève ou dans le canton de Vaud, deux pionniers du forfait fiscal pour les étrangers fortunés sans activité lucrative en Suisse⁵. Quelques rares cas de fortunes étrangères «de passage» sont cependant identifiables. Edith McCormick-Rockefeller (1872-1932, 26^e en 1920), fille cadette de John D. Rockefeller, magnat du pétrole et premier milliardaire de l'ère contemporaine, séjourne plusieurs années à Zurich pour suivre une psychothérapie auprès de Carl-Gustav Jung. Le cas du Berlinoise Albert Koppel (1889-1965, 26^e en 1939) est quant à lui très différent : ce banquier juif doit fuir les persécutions du régime national-socialiste à la fin des années 1930, et transite par la Suisse avant d'émigrer au Canada au début de la Deuxième Guerre mondiale⁶.

Après 1918, le nombre des représentant-e-s des familles patriciennes et des familles des campagnes parmi les contribuables les plus riches diminue fortement. Dans le contexte zurichois, l'opposition ville/campagne perd en effet de sa pertinence au xx^e siècle en tant que grille de compréhension de la structure sociale de l'élite urbaine. Par conséquent, le nombre des «autres familles» augmente de façon

⁵ BALLENEGGER Vivien, «The tax privileges for rich foreigners in the Canton of Vaud, 1840-1959», in: GUEX Sébastien et BUCLIN Hadrien (éd.), *Tax evasion and tax havens since the nineteenth century*, Cham, Palgrave Macmillan, 2023, pp. 55-72.

⁶ Pour la seule année 1939, nous avons repéré dans les registres fiscaux de la ville de Zurich une demi-douzaine de noms de personnalités juives fortunées d'origine autrichienne ou allemande qui, à l'instar d'Albert Koppel, tentent d'échapper aux persécutions du régime national-socialiste en s'installant, le plus souvent provisoirement, en Suisse. L'histoire de ces étapes zurichoises sur le chemin de l'exil et de l'expropriation reste à écrire.

significative et représente la moitié de l'échantillon en 1952. Cette catégorie comprend des nouvelles familles zurichoises ne faisant ni partie du patriciat ni des dynasties industrielles des campagnes, comme les frères Ernst et Jakob Schmid, patrons de l'entreprise de roulement à billes SRO (respectivement 9^e et 12^e en 1952), ainsi que des personnes fortunées d'autres cantons, telles que Maria Gnehm (1883-1944, 9^e en 1939), fille unique du cofondateur de l'entreprise pharmaceutique bâloise Ciba.

Si la part des patricien·ne·s parmi les grandes fortunes tend à décliner, leur présence est encore significative en 1952 (8 sur 40, soit 20%). Cette continuité patricienne au sommet de la hiérarchie des fortunes apparaît plus clairement encore lorsqu'on la compare à la diminution de la représentation patricienne parmi les élites positionnelles. Des trois villes étudiées, Zurich est en effet celle où la présence patricienne parmi les détenteurs de positions de pouvoir est la moins marquée (voir **Chapitre 1**). Cette persistance reflète en partie le caractère transmissible de la richesse, par contraste avec les positions de pouvoir qui ne constituent pas des actifs faisant l'objet d'un droit de propriété.

Une cartographie de la richesse zurichoise

Nos sources nous permettent aussi d'analyser le déploiement des grandes fortunes dans l'espace urbain. À cette fin, nous utilisons dans cette dernière section un échantillon plus grand, comprenant le 0,1 % des contribuables les plus riches, soit plusieurs centaines de millionnaires. Comme le souligne le **Tableau 9.2**, ces derniers ont leur domicile fiscal dans des quartiers très précis du centre-ville, ainsi que dans plusieurs municipalités bordant les rives orientales du lac de Zurich, la fameuse *Goldküste* (voir également **Chapitre 3**).

En 1890, la vieille ville médiévale, quartier où les anciennes maisons des familles patriciennes côtoient encore des rues nettement plus populaires, concentre toujours la moitié des personnes constituant le 0,1 % des contribuables les plus fortunés. L'autre moitié est répartie des deux côtés de l'embouchure de la Limmat. Sur le flanc ouest, les rues

Tableau 9.2 – La répartition géographique des contribuables zurichois les plus riches

Quartiers, <i>Kreise</i> et communes suburbaines (en % du total des observations)				
	1890	1909	1939	1952
Vieille ville (<i>Kreis</i> 1)	48	28	7	7
Enge (<i>Kreis</i> 2, embouchure ouest de la Limmat)	21	29	18	13
Riesbach/Seefeld (<i>Kreis</i> 8, embouchure est de la Limmat)	10	18	16	10
Zürichberg (<i>Kreise</i> 6 + 7)	13	21	39	42
Communes suburbaines				
Zollikon – Küsnacht – Erlenbach (rive orientale, <i>Goldküste</i>)	1	2	12	19
Kilchberg – Rüslikon – Thalwil (rive occidentale)	4	3	6	5
Autres localisations	1	2	2	3
Total	100	100	100	100
<i>Nombre d'observations pour chaque date</i>	<i>115</i>	<i>232</i>	<i>366</i>	<i>426</i>

Note: la catégorie «**Autres localisations**» regroupe quelques millionnaires résidant dans d'autres *Kreise* (3 à 5 et 9 à 11) de la ville de Zurich, les personnes indiquant une résidence à l'étranger, et enfin une poignée d'adresses manquantes.

Source: Base de données des grandes fortunes zurichoises, Université de Zurich.

qui rayonnent à partir de la nouvelle gare d'Enge (construite en 1875) constituent déjà un «quartier de millionnaires» qui sera intégré à la commune de Zurich en 1894. Sur le flanc est, les beaux quartiers proches des quais (*Kreis* 8) et les premières pentes du Zürichberg (*Kreise* 6 et 7) attirent déjà leur lot de grandes fortunes.

Avant 1914, l'accès au Zürichberg, dont les premiers contreforts sont déjà occupés par les sièges de l'École polytechnique et de l'Université de Zurich, est encore difficile pour les calèches. Alors que la ville de

Zurich ne compte que 500 voitures individuelles, la construction d'un tram privé (en 1895), ainsi que deux funiculaires – le Dolderbahn inauguré en 1899 et menant au Grand Hôtel éponyme et le Rigibahn construit en 1901 pour desservir des grappes de villas haut perchées – ouvrent de nouvelles perspectives dont les élites fortunées ne manquent pas de profiter.

Ces dynamiques contribuent à vider la vieille ville. En 1909, on y trouve moins d'un tiers des contribuables les plus fortuné·e·s, au coude à coude avec Enge. Le basculement en direction de l'est de la Limmat (*Kreis* 8), et notamment du Zürichberg (*Kreise* 6 et 7), se confirme. Une génération plus tard, en 1939, le Zürichberg distancie tous les autres quartiers huppés : deux cinquièmes des millionnaires y déclarent un domicile, alors que les beaux quartiers du début du xx^e siècle (Enge et Riesbach) se partagent le reste. L'attrait pour les collines du Zürichberg est facilité par l'explosion de la motorisation : entre 1920 et le début des années 1950, le nombre d'habitant·e·s par véhicule automobile chute de 300 à 17. La topographie de la fortune s'en trouve durablement transformée.

Notre échantillon permet de dater l'émergence de ce que journalistes et chroniqueurs décriront dès les années 1970 comme la *Goldküste*. Alors qu'entre 1890 et 1909 à peine 5 % des millionnaires zurichois·e·s ont élu domicile dans les communes suburbaines, les rives orientales du lac de Zurich en accueillent à elles seules 12 % en 1939. En 1952, cette part atteint 19 % et dépasse des quartiers traditionnels de l'élite argentée comme Enge ou Riesbach. L'attrait des zones suburbaines bordant le lac de Zurich a une dimension politique et signale le refus de communes riches telles que Kilchberg (rive ouest) et Zollikon (rive est) de participer au projet du « Grand Zurich » proposé par la majorité de gauche de la « Zurich Rouge » (1928-1948, voir **Chapitre 6**). En mai 1929, la NZZ salue d'ailleurs « *l'esprit d'autonomie et l'indépendance* [de ces] *petites communes éprises de liberté qui s'opposent à la dictature* » de la gauche urbaine zurichoise. Après deux refus en 1929 et 1931 (voir **Illustration 9.2**), Kilchberg et Zollikon ne se joindront pas à l'élargissement des frontières municipales implémenté en 1934. Cette volonté de maintenir l'autonomie fiscale renforce l'attrait résidentiel



Illustration 9.2 – «Méfiez-vous du Grand Zurich!», 1929.

Note: cette affiche de votation dénonce «l'augmentation de la bureaucratie» et «les hausses d'impôts» qui résulteraient de l'incorporation (*Eingemeindung*) des communes suburbaines dans un Grand Zurich dirigé par la majorité de gauche. Cette dernière est représentée par un «guichet municipal» bafouant les libertés à l'aide de «règlements», «interdictions» et autres «dispositions légales».

Source: Stadtarchiv Zürich, Cote: V.L.1001, Abstimmungen und Wahlen. Eingemeindungsinitiative, 12.05.1929.

des banlieues orientales du bord du lac pour la couche fortunée. De tels liens entre concurrence fiscale et localisation des fortunes sont toujours présents en ce début de XXI^e siècle. Sur les rives occidentales du lac de Zurich, à la frontière avec le canton de Schwyz, des communes à très bas taux d'imposition comme Wollerau constituent désormais une *Diamantküste* caractérisée par la plus haute concentration de millionnaires de Suisse (voir **Chapitre 3**).

La proximité des grandes fortunes est enfin visible au niveau des rues. Au début de la période étudiée, la prestigieuse *Bahnhofstrasse*, principale artère commerçante reliant la gare centrale à la *Paradeplatz*, est encore le domicile de plusieurs des plus gros contribuables. Mais déjà avant la Première Guerre mondiale, c'est la *Zollikerstrasse* qui devient une véritable «rue des millionnaires». D'importantes dynasties de banquiers et de soyeux, comme les Bodmer et les Abegg, possèdent sur cette artère, qui relie le *Kreis 8* à la commune suburbaine de Zollikon, de grandes

demeures entourées de vastes parcs. C'est aussi à la *Zollikerstrasse* que déménage en 1937, après avoir accumulé son premier million et acquis la nationalité suisse, l'industriel de l'armement Emil Bührle-Schalk (1890-1956). L'ascension sociale de cet immigré allemand, qui sera jusqu'à sa mort en 1956 l'homme le plus riche de Suisse, doit beaucoup aux contacts étroits qu'il entretient avec son voisin, le banquier Franz Meyer-Stünzi, héritier d'une grande fortune coloniale et président de la ZKG (voir **Chapitre 8**). Cette alliance entre vieil argent et nouvelle richesse fait de Bührle une force avec laquelle il faut compter dans les sphères industrielle, financière et culturelle⁷.

Des sources fiscales aux rankings des « plus riches de Suisse »

Malgré le fait que nos données s'arrêtent au début des années 1950, que pouvons-nous dire sur l'évolution des grandes fortunes zurichoises après cette date? La première liste des « plus riches de Suisse » publiée en 1989 par le magazine *Bilan* offre quelques éléments de réponse à cette question – cela même si ce *ranking* médiatique est peu comparable aux sources fiscales dont nous disposons. Cette première liste regroupant 149 personnes et familles contient ainsi 51 millionnaires zurichoises, dont la moitié sont des descendant.e.s de personnes ou sont liés à des entreprises figurant dans notre base de données. On y trouve par exemple les deux enfants de l'industriel Emil Bührle, ou encore l'entrepreneur Ulrich Albers (*1928), héritier de l'empire textile de Walter Schoeller-Meyer. À l'image de l'exemple cité en ouverture de ce chapitre sur la persistance centenaire de l'héritage laissé par le « Roi de la filature » Heinrich Kunz des années 1850, nous pouvons ainsi suivre le fil de plusieurs fortunes accumulées durant la première moitié du xx^e siècle jusqu'à l'orée du troisième millénaire, et cela malgré les transformations profondes qu'ont connues les structures économiques.

⁷ LEIMGRUBER Matthieu, *Kriegsgeschäfte, Kapital und Kunsthaus*, 2021.

En 2023, plus de la moitié des très grandes fortunes présentées dans la liste *Bilan* sont d'origine étrangère, une évolution qui souligne le rôle plus que centenaire du havre fiscal suisse pour les milliardaires de tous les horizons. Dans le même temps, certaines vieilles familles zurichoises comme les Bodmer, les Syz ou les Abegg figurent toujours dans le classement, parmi les familles possédant moins de 500 millions de francs. Ces permanences soulignent à nouveau le caractère durable des grandes fortunes et leur rôle clé dans la perpétuation des élites.

10. Universités et élites académiques : du savant patricien cosmopolite au scientifique globalisé

Le 11 janvier 2023, après un long processus de sélection, l'Assemblée de l'Université de Genève composée de membres représentatifs des différents corps universitaires propose le biologiste Éric Bauce, de l'Université de Laval à Québec, pour succéder à l'économiste Yves Flückiger au poste de recteur. Une semaine plus tard, le Conseil d'État, à qui revient la décision finale, refuse cette proposition. L'exécutif cantonal, par l'intermédiaire de sa cheffe de l'instruction publique, insiste sur la nécessité de choisir un candidat « *qui connaisse très bien les enjeux de la formation et de la recherche en Suisse, ainsi que notre système politique. En somme, une personnalité issue du canton ou pour le moins d'une haute école romande* »¹.

Cet épisode illustre une caractéristique centrale de l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche : celle d'une tension entre la dimension transnationale de la production et des carrières scientifiques et la persistance de l'ancrage local des processus de recrutement pour

¹ ARMANIOS Rachad, « L'UNIGE choisit le Québécois Eric Bauce pour succéder au recteur », *Tribune de Genève*, 11.01.2023. En ligne : <<https://www.tdg.ch/luniversite-choisit-le-quebecois-eric-bauce-pour-succeder-au-recteur-360172109731>>.

les fonctions de pilotage des institutions académiques. Il illustre aussi l'interdépendance de la sphère académique avec les autres sphères de pouvoir, et donc son autonomie relative². Bien que possédant leurs propres règles du jeu établies pour et en grande partie par les pairs, c'est-à-dire les membres de la communauté scientifique, la sphère académique et ses élites sont également soumises à l'influence des pouvoirs politiques ou économiques. L'étude des élites académiques permet d'interroger la nature et les formes de ces liens, dont l'existence questionne l'image idéalisée du scientifique en tant que savant-inventeur isolé dans sa tour d'ivoire. Elle permet aussi d'observer différentes formes d'internationalisation, leurs moments et leurs effets: d'un côté, ce phénomène peut participer à un affaiblissement des réseaux locaux et, de l'autre, il peut aussi favoriser une connexion aux réseaux internationaux.

Les universités représentent de très vieilles institutions étroitement attachées à leur ville de fondation, souvent déjà au Moyen Âge (l'Académie de Bâle date de 1460, celle de Genève de 1579, plusieurs écoles supérieures s'établissent, de manière plus éclatée, dès le xvi^e siècle à Zurich). Différentes institutions, plus ou moins directement rattachées aux universités, seront des éléments moteurs de développement scientifique; il s'agit notamment de sociétés scientifiques telles que la Société des arts de Genève (voir **Chapitre 8**), établie en 1776, ou la Société des naturalistes (1803) qui sera à l'initiative de la création de la Société helvétique des sciences naturelles en 1815, la plus ancienne société de ce type à l'échelon national. Durant le xix^e siècle, les anciennes structures académiques ont toutes été réformées et transformées en universités, regroupant dès lors les fonctions tant de recherche que d'enseignement, à l'image de ce qu'elles sont aujourd'hui. Cet épisode de refondation libérale des universités est central, car il entraîne un renouvellement partiel du corps professoral issu de l'Ancien Régime passant notamment par l'importation de professeurs de pays voisins, en premier lieu l'Allemagne, qui domine l'espace scientifique international durant la seconde moitié du xix^e siècle.

² BOURDIEU Pierre, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1984.



Illustration 10.1 – Genève, promenade des Bastions: Université (bâtiment central) (vers 1920).

Source: Bibliothèque de Genève (fbb n18x24 geneve 00088).

En tant que lieux centraux pour la production et l'enseignement de connaissances, les universités sont au cœur de la formation d'un personnel qualifié pouvant contribuer au développement des économies locales, mais aussi des lieux de socialisation des élites. Les universités ne sont ainsi pas renfermées sur elles-mêmes, mais jouent un rôle fonctionnel au cœur des villes en collaborant plus ou moins activement avec les institutions non universitaires. Elles sont un lieu d'échanges entre niveaux local et international, ainsi qu'entre les différentes sphères de pouvoir – cela non seulement sur le plan des idées, mais aussi dans leur gestion, liées aux autorités cantonales qui peuvent intervenir, notamment, dans les procédures de nomination des professeur·e·s.

Malgré une certaine inertie, les institutions universitaires ont connu de profondes transformations que ce chapitre aborde sous l'angle des profils des professeur·e·s des Universités de Bâle, Genève et Zurich en faisant ressortir trois phases (voir **Chapitre 4**): une domination patricienne qui cohabite avec une importante internationalité du corps professoral (1890-1910), suivie d'un mouvement de nationalisation (1937-1980) et, enfin, de ré-internationalisation et de féminisation tardive et relative (2000-2020).

Domination patricienne et importation de l'excellence étrangère, 1890-1910

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, la proportion de professeurs issus des familles patriciennes est considérable, au-delà des 50 % dans le cas de Genève³. Ces derniers, qui pouvaient former de véritables dynasties professorales, détiennent alors un avantage indéniable sur les conditions nécessaires à la poursuite d'une carrière scientifique. D'une part, leur aisance matérielle leur permet d'occuper ces fonctions qui, alors, ne sont que faiblement rémunérées. La fortune de ces familles a d'ailleurs aussi contribué

³ SIGRIST René, *L'essor de la science moderne à Genève*, Lausanne, PPUR, 2004.

au développement des institutions académiques. À Bâle, par exemple, le Musée historique (1849), le Bernoullianum (1874), l'un des plus anciens bâtiments de l'Université, dédié aux sciences naturelles, tout comme l'Institut de chimie (1910) doivent tous trois leur existence au mécénat de grandes familles locales⁴. D'autre part, la forte intégration de ces familles dans les réseaux des grandes villes européennes facilite l'établissement de contacts internationaux essentiels au succès de leur carrière. Ces savants patriciens cosmopolites bénéficiaient en outre d'une légitimité scientifique considérable, notamment parce qu'ils figuraient parmi les détenteurs des plus importants fonds de recherche et parmi les auteurs les plus reconnus par leurs pairs⁵.

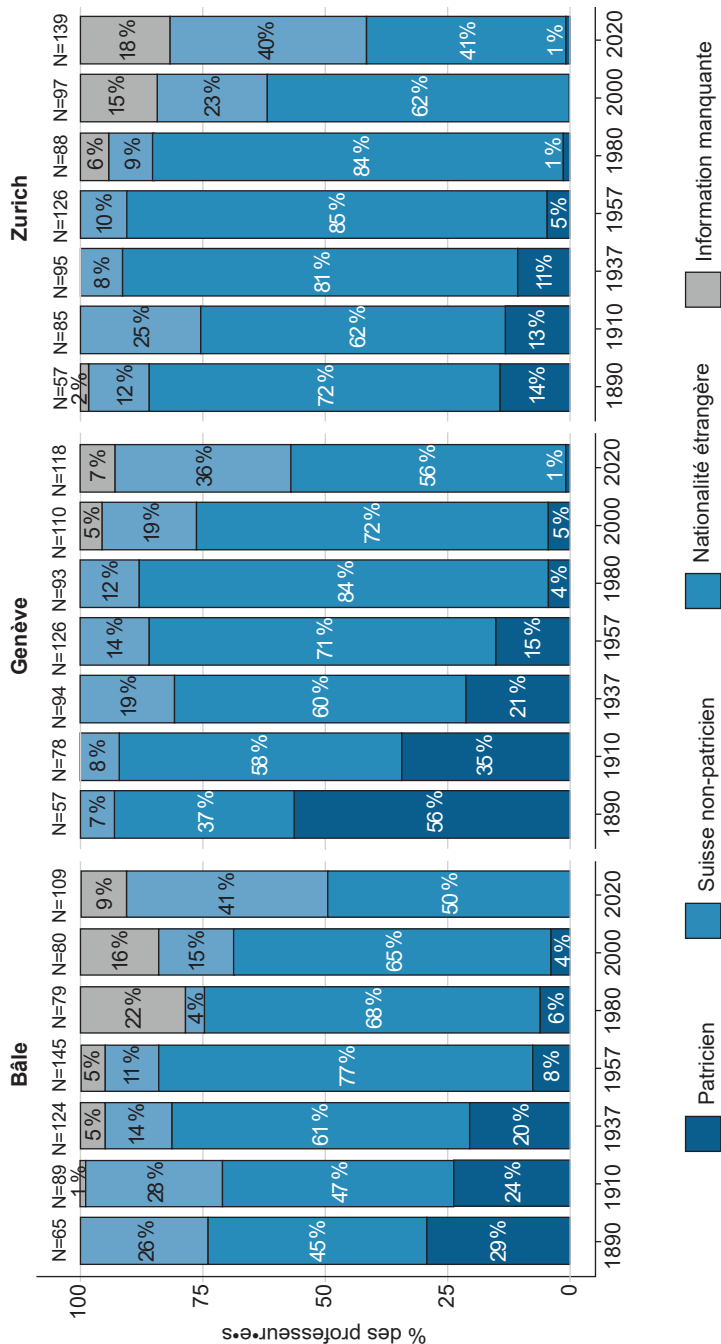
Le **Graphique 10.1** témoigne de la part très importante des chaires professorales occupées par des membres des familles patriciennes ainsi que de la forte présence de professeurs étrangers au début du xx^e siècle. Cette présence de patriciens à des fonctions professorales diffère entre les trois villes. À Bâle, si 30 % des chaires sont occupées par des membres de familles patriciennes en 1890, seulement 8 % le sont en 1957. À Genève, ce même taux chute de 56 % en 1890 à 35 % en 1910, puis à 15 % en 1957. À Zurich, le nombre globalement plus faible de patriciens se reflète dans leur présence moindre au sein de l'Université (14 % en 1890 et 5 % en 1957), qui s'est ouverte aux non patriciens beaucoup plus tôt.

Ces observations font écho aux contextes des xviii^e et xix^e siècles, à Genève notamment, où la Révolution radicale de 1846 et la perte des privilèges formels des patriciens avaient ouvert l'accès aux fonctions professorales à une nouvelle élite bourgeoise. On observe cependant un maintien de l'influence de l'aristocratie savante locale jusque dans la première moitié du xx^e siècle, et ce malgré une

⁴ SIMON Christian, *Naturwissenschaften in Basel im 19. Und 20. Jahrhundert. Die Philosophisch-Naturwissenschaftliche Fakultät der Universität*, Bâle, Historisches Seminar der Universität Basel, 2010.

⁵ MONTANDON Cléopâtre, « Sciences et société à Genève aux xviii^e et xix^e siècles : le cas d'une communauté scientifique », *Gesnerus* 32, 1975, pp. 16-34.

Graphique 10.1 – Proportion de professeurs patriciens, non patriciens et de nationalité étrangère, 1890-2020



Source : Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

propension accrue au recrutement à l'international⁶. Les professeurs étrangers sont également nombreux aux deux premières dates, en particulier à Bâle (26 % en 1890 puis 28 % en 1910) et à Zurich (12 % puis 25 %).

Les liens de l'université avec l'étranger ne concernent pas seulement la nationalité des professeurs, mais aussi l'étendue de leurs réseaux et de leur carrière internationale. Les savants patriciens, notamment, sont caractérisés par un fort cosmopolitisme : en plus de larges réseaux scientifiques internationaux, plus d'un tiers d'entre eux ont obtenu un doctorat à l'étranger en 1890 et 1910 (voir **Graphique 10.2** ci-dessous). Cette situation ne se modifie qu'après la Première Guerre mondiale, où d'intenses débats sur la surreprésentation de professeurs étrangers, en particulier allemands, dans les universités suisses ont un effet très important sur le profil du corps professoral.

Le maintien des savants patriciens dans la première moitié du xx^e siècle est certainement tributaire de leur position à l'interface des différentes sphères de pouvoir. Un premier aspect qui illustre la transversalité des savants patriciens est leur multipositionnalité, marquée par l'occupation de fonctions politiques ainsi que leur présence dans les rectorats et décanats des universités (voir **Chapitre 1**). En 1890, 12 % des professeurs des universités (soit une vingtaine) siègent dans des organes législatifs cantonaux ou communaux des trois villes, et sont proportionnellement deux fois plus nombreux à occuper des fonctions de recteurs ou de doyens que les professeurs non patriciens. Ces fonctions de pilotage des institutions académiques sont également des positions d'intermédiaire avec les autorités politiques et les milieux économiques. Les recteurs en particulier, nommés par les autorités politiques, jouent un rôle d'interface avec ces dernières. Cette fonction ne s'est professionnalisée que tardivement, dans le dernier quart du xx^e siècle. Auparavant d'une durée très courte (un ou deux ans), le

⁶ HORVATH FRANZ, «Hochschulkarrieren im Wandel. Reproduktion, Professionalisierung, Internationalisierung des Schweizer Hochschulpersonals», in: PFISTER Ulrich, STUDER Brigitte et TANNER Jakob (éd.), *Arbeit im Wandel: Deutung, Organisation und Herrschaft vom Mittelalter bis zur Gegenwart = Le travail en mutation: interprétation, organisation et pouvoir, du Moyen Âge à nos jours*, Zurich, Chronos, 1996, pp. 145-170.

poste de recteur comportait une dimension symbolique et conférait une visibilité très importante au-delà de la sphère académique⁷. Si les rares professeurs occupant des fonctions dans la sphère économique sont généralement de simples administrateurs dans les secteurs de la chimie et des assurances, cela ne signifie pas que les savants patriciens se tiennent à distance de la sphère économique; les liens apparaissent nombreux lorsque l'on considère l'étendue de leurs réseaux familiaux.

Un deuxième aspect qui confère aux savants patriciens un rôle de connecteur entre les différentes sphères de pouvoir a trait à leurs très nombreux liens de famille. Un exemple particulièrement caractéristique des réseaux familiaux des savants patriciens est celui des Hagenbach de Bâle. En 1888, Eduard Hagenbach-Burckhardt (1840-1916), fils du médecin Eduard Hagenbach-Geigy (1807-1843), est nommé professeur ordinaire de médecine humaine. Son fils Ernst Hagenbach-Merian (1875-1946) occupera le poste de professeur extraordinaire d'orthopédie et celui de médecin-chef du service de chirurgie de l'hôpital pédiatrique entre 1921 et 1947. Au-delà de leur activité scientifique, les familles patriciennes jouent un rôle fondamental dans le développement de nombreuses infrastructures académiques. Eduard Hagenbach-Bischoff (1833-1910), professeur ordinaire de physique et cousin du professeur Hagenbach-Burckhardt, est par exemple à l'initiative du Bernoullianum, un nouvel institut de l'Université fondé en 1874 et spécialement dédié au développement des sciences naturelles, où son fils August Hagenbach-Aman (1871-1955) exerce à sa suite la fonction de professeur ordinaire de physique de 1906 à 1942.

L'influence des élites patriciennes ne se cantonne pas à la sphère académique. Le même Eduard Hagenbach-Bischoff, tout comme son fils Karl (1863-1921), docteur en médecine, siège au Grand Conseil bâlois durant plusieurs décennies dans les rangs du Parti libéral. Les liens de cette famille avec la sphère économique sont

⁷ BÜHLMANN Felix, ROSSIER Thierry et BENZ Pierre, «The elite placement power of professors of law and economic sciences», in: KORSNES Olav, HEILBRON Johan, HJELLBREKKE Johs et al. (éd.), *New directions in elite studies*, Oxfordshire, Routledge, 2018, pp. 247-264.

également nombreux. Le cousin des professeurs Hagenbach-Bischoff et Hagenbach-Burckhardt n'est autre que Johann Rudolf Geigy-Merian (1830-1917), propriétaire de la firme du même nom, par ailleurs docteur *honoris causa* de l'Université de Bâle en 1910. Son fils, lui aussi président de Geigy, recevra le même titre de l'EPFZ en 1930, et son petit-fils, membre du Conseil d'administration et professeur de biologie à l'Université de Bâle, celui de l'Université de Zurich en 1973.

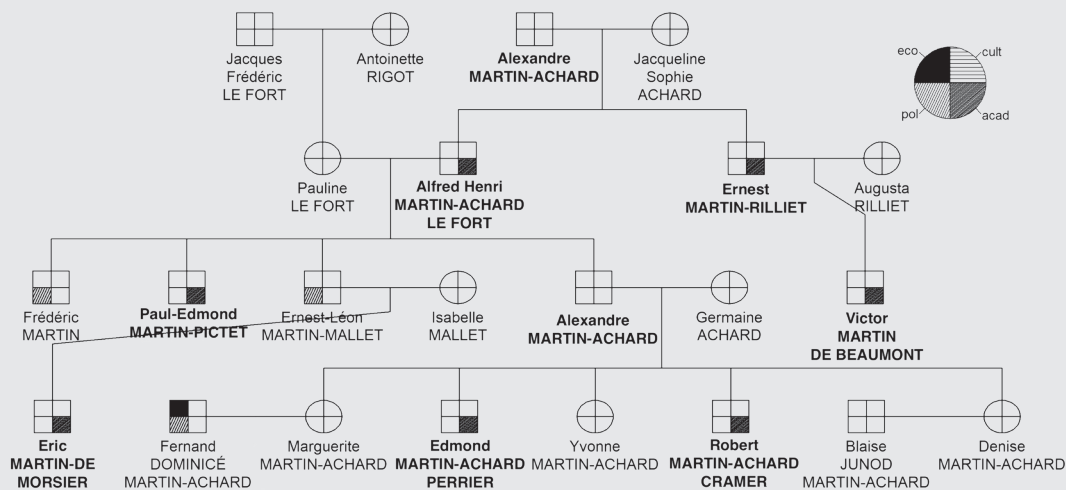
À Zurich et Genève, certaines figures de professeurs, issues de familles patriciennes, se sont illustrées comme des personnalités majeures de la vie politique et intellectuelle de leur ville. Fils d'un directeur de l'entreprise de construction de machines MFO et issu par alliance de vieilles familles zurichoises, Dietrich Schindler-Amsler (1890-1948), professeur de droit public et administratif, se distingue par ses multiples engagements en dehors du monde académique sur les plans politique (conseiller municipal et député cantonal radical), économique (administrateur de plusieurs importantes sociétés zurichoises) et aussi au sein de la NZZ, dont il présidera le Conseil d'administration durant les années 1940. À Genève, suivant la tradition familiale de son père et de son grand-père, Olivier Reverdin-Chaponnière (1913-2000) devient professeur à l'Université en langue et littérature grecque ancienne pendant la période d'après-guerre. Par ailleurs, il siège sous la Coupole fédérale pendant plus de vingt ans, d'abord au Conseil national, puis au Conseil des États, dans les rangs libéraux, tout en exerçant les fonctions de rédacteur en chef et directeur du *Journal de Genève*. Il occupe des fonctions dirigeantes dans différentes institutions scientifiques, dont le FNS, ainsi que dans le monde économique, comme président du Conseil d'administration de Rolex et administrateur de Ciba-Geigy.

Encadré 10.1 – La dynastie des Martin à l’Université de Genève: six recteurs sur quatre générations

La concentration de fonctions de pouvoir au sein du monde académique à Genève est particulièrement bien illustrée par la famille patricienne des Martin, originaire du Dauphiné en France. Le premier membre de la famille à obtenir la bourgeoisie genevoise est Jean Martin (1706-1758), marchand confiseur. Par la suite, la famille connaît une ascension sociale rapide grâce à des études réalisées à l’Académie de Genève et à des alliances matrimoniales avec de prestigieuses familles locales.

Le petit-fils de Jean, Alexandre-Jean-Charles Martin-Trembley (1791-1861), accède déjà à la fonction de procureur de la République et canton de Genève. L’unique fils du procureur, Alexandre (1822-1887), se consacre également à une profession juridique et ouvre la voie des carrières académiques à plusieurs de ses descendants directs. Ainsi, sur quatre générations, entre les années 1870 et 1980, la famille Martin ne compte pas moins de dix professeurs et six recteurs. Quatre furent professeurs de droit, deux en théologie, un en médecine, deux en histoire et en archéologie et un helléniste.

Cependant, le rayonnement de la famille Martin ne se limite pas au monde académique. En effet, plusieurs de ses membres occupent un mandat politique dans les rangs du Parti libéral; certains sont officiers dans l’armée suisse; quatre sont bâtonniers de l’ordre des avocats de Genève; un préside le Conseil d’administration du *Journal de Genève*; un autre siège au comité directeur du CICR. Le représentant le plus connu de la famille est sans doute Frédéric Martin (1872-1942), qui n’a pas fait de carrière académique, mais qui est avocat et une figure politique libérale importante de la première moitié du xx^e siècle, d’abord au Grand Conseil, puis comme conseiller d’État (1930-1933) et conseiller aux États de 1933 à sa mort. En tant que conseiller d’État, il a dirigé le Département de justice et police lors de la fusillade de manifestants ouvriers du 9 novembre 1932, qui a fait treize morts.

Figure 10.1 – Arbre généalogique simplifié de la famille Martin**1^{re} génération**

Alexandre Martin-Achard (1822-1887), professeur de droit/**recteur**

2^e génération

Alfred Henri Martin-Achard-Le Fort (1847-1927), professeur de droit/**recteur**

Ernest Martin-Rilliet (1849-1910), professeur de théologie/**recteur**

3^e génération

Paul-Edmond Martin-Pictet (1883-1969), professeur d'histoire/**recteur** (fils d'Alfred)

Victor Martin-de Beaumont (1886-1964), professeur de linguistique/**recteur** (fils d'Ernest)

Alexandre Martin-Achard 2 (1878-1946), professeur de droit et avocat, (fils d'Alfred)

4^e génération

Éric Martin-de Morsier (1900-1980), professeur de médecine/**recteur**, (petit-fils d'Alfred)

Edmond Martin-Achard-Perrier (1911-1995), professeur de droit, (fils d'Alexandre)

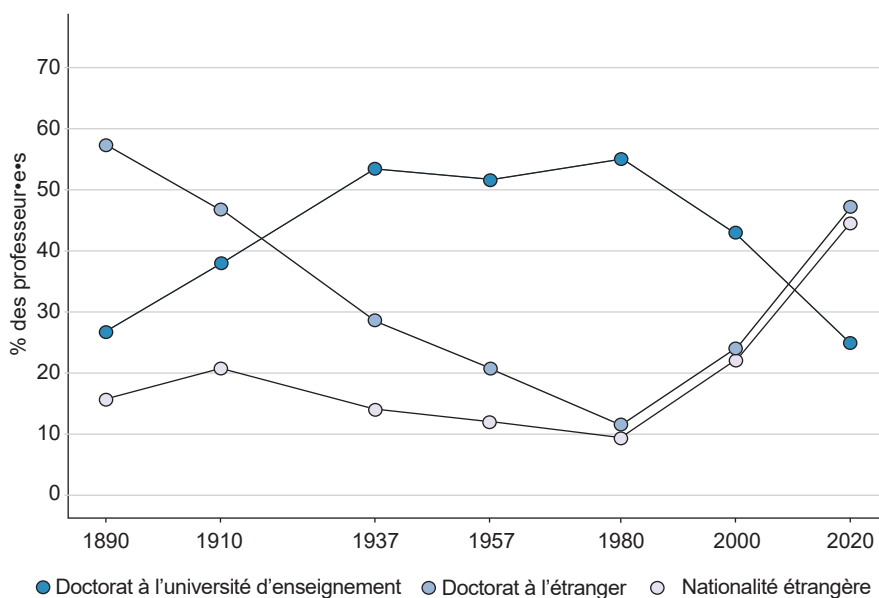
Robert Martin-Achard (1919-1999), professeur de théologie (fils d'Alexandre)

Überfremdung et nationalisation du corps professoral

La deuxième phase considérée est marquée par une « nationalisation » du corps professoral, qui s'observe dans les profils des professeur·e·s de 1937 à 1980. À partir de la Première Guerre mondiale, un contexte d'hostilité envers les étrangers, souvent teinté d'antisémitisme, favorise l'affirmation parmi les autorités politiques et de nombreuses élites suisses d'une volonté d'une plus grande indépendance économique et intellectuelle de la Suisse, et qui se traduit par la thématization de ladite « surpopulation étrangère » (*Überfremdung*)⁸. Dans le prolongement de ces débats, une nouvelle association académique est fondée en 1915, l'Association nationale des universitaires suisses, dont la convocation à l'assemblée fondatrice est destinée exclusivement aux enseignants de nationalité suisse. Différentes mesures en matière économique et de politique migratoire sont mises en place; sur le plan des universités également, la politique de recrutement donne la priorité à des candidats de nationalité suisse, entraînant une progressive « nationalisation » du corps professoral dès le début des années 1920. Le **Graphique 10.2** illustre la claire priorité donnée au recrutement de professeur·e·s ayant effectué leur doctorat en Suisse, et la chute du taux de professeur·e·s de nationalité étrangère qui est divisé par deux entre 1910 et 1980. La tendance est encore plus marquée lorsque l'on considère le taux de professeur·e·s avec un doctorat obtenu à l'étranger, qui chute de 47% à 12% entre ces deux dates. *A contrario*, le taux de professeur·e·s recrutés dans la même université que celle de leurs études doctorales augmente pour dépasser les 50% entre 1937 et 1980, et finalement redescendre en 2020 à des taux semblables à ceux atteints en 1890. En d'autres termes, tant pour la nationalité étrangère que pour l'obtention du doctorat à l'étranger, une courbe en U se dessine, illustrant la « nationalisation » du corps professoral entre 1910 et 1980, alors que la proportion de professeur·e·s ayant leur doctorat dans la même université suit une courbe en U inversée. Ces taux de recrutement interne varient peu selon l'université considérée.

⁸ ROSSIER Thierry, BEETSCHEN Marion, MACH André et al., « Internationalisation des élites académiques suisses au xx^e siècle: convergences et contrastes », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* 14, 2015, pp. 119-139.

Graphique 10.2 – Nationalité et lieu d'obtention du doctorat des professeur-e-s des Universités de Bâle, Zurich et Genève (1890-2020)



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

Le cas de l'Université de Genève se distingue cependant de ceux de Bâle et Zurich durant cette période. En effet, entre 1910 et 1937, Genève est la seule université où la proportion de professeurs étrangers progresse (voir **Graphique 10.1**). Cette plus grande ouverture de l'établissement du bout du lac doit beaucoup au développement de la Genève internationale, et en particulier à la fondation en 1927 – à la suite de l'installation de la Société des Nations à Genève – de l'Institut universitaire de hautes études internationales, sous l'impulsion du professeur d'économie William Rappard (1883-1958). Ce dernier, qui fut également doyen et recteur, a joué un grand rôle dans la venue de plusieurs professeurs de nationalité étrangère à Genève.

La préférence donnée aux professeur-e-s de nationalité suisse ne signifie pas que l'accès à l'élite académique se démocratise réellement,

que ce soit au niveau de l'origine sociale ou du genre. En l'absence de registre qui renseignerait de manière systématique l'origine sociale des professeur·e-s, il est cependant possible d'aborder cette thématique par les marges, en se focalisant sur un groupe spécifique, comme nous l'avons fait précédemment avec les patriciens. La féminisation tardive du corps professoral permet, de façon similaire, d'approcher la persistance de logiques de ségrégation sociale dans la sphère académique (voir **Encadré 10.2**).

Encadré 10.2 – Les premières femmes professeures

Durant l'entier du xx^e siècle, la sphère académique demeure un bastion masculin. Notre base de données ne compte ainsi aucune femme professeure en 1890, 1910 et 1937. Quelques femmes accèdent cependant au professorat durant la première moitié du xx^e siècle. Elles sont généralement de nationalité étrangère et provenant de milieux privilégiés.

Sur le plan suisse, la première femme professeure extraordinaire est Anna Tumarkin (1875-1951), d'origine russe, nommée à l'Université de Berne en 1909. Après un doctorat à Berne en 1895 et une habilitation en 1898, elle est par ailleurs la première femme à pouvoir enseigner dans cette université. Sa nationalité n'est pas un hasard. En effet, la fin du xix^e siècle compte une présence importante d'étudiantes russes dans les universités suisses⁹.

À l'**Université de Genève**, Lina Stern (1878-1968) est la première femme professeure extraordinaire, nommée en 1917 à la chaire de chimie physiologique. Entrée comme étudiante en 1898, elle obtient son doctorat en 1903 et travaille comme chercheuse jusqu'à sa nomination. Après une campagne de dénigrement dénonçant son origine russe et sa confession israélite, elle quitte Genève pour Moscou en 1925. En 2016, un bâtiment des Hôpitaux universitaires de Genève est baptisé au nom de la professeure Stern. À l'**Université de Bâle**, Elisa Mahler (1882-1970)

⁹ SUTTER Eva, BELSER Katharina et CHAPONNIÈRE Martine, *Femmes Pouvoir Histoire. Histoire de l'égalité en Suisse de 1848 à 2000*, Berne, Commission fédérale pour les questions féminines, 2001.

est nommée professeure extraordinaire de langue et littérature russes en 1938. Née à Moscou, elle poursuit d'abord des études supérieures à l'école supérieure Bestuzhev à Saint-Petersbourg, seul établissement ouvert aux femmes à l'époque. Elle effectue des séjours à Berlin, Paris, et Bâle, où elle obtient son doctorat en 1924, au prix d'importantes difficultés en raison du contexte politique, de sa nationalité et de son genre.

Hedi Fritz-Niggli (1921-2005) est la première professeure de l'**Université de Zurich**. Son parcours présente toutes les caractéristiques du *cursus honorum* helvétique: un doctorat en médecine en 1946, une habilitation en 1952 qui lui ouvre l'accès à la fonction de privat-docente, puis de professeure titulaire en radiobiologie en 1958, puis extraordinaire en 1963 et enfin ordinaire en 1968. Elle est la fondatrice de la Société suisse de radiobiologie qu'elle préside de 1946 à 1968, et la première femme membre du Conseil suisse de la science (1969). Elle est la fille du professeur Paul Niggli (1888-1953), éminent scientifique de l'Université de Zurich et de l'École polytechnique fédérale, deux institutions où il a exercé les fonctions de recteur. Son fils Ernst, frère d'Hedi, professeur à l'Université de Berne, sera président de l'Académie suisse des sciences naturelles (1977-1982) et membre du Conseil de la recherche du Fonds national pour la recherche scientifique (FNS, 1977-1986).

La ré-internationalisation et la féminisation tardive et relative du corps professoral

La dernière période démarre lors des deux dernières décennies du xx^e siècle. Celles-ci sont caractérisées par une ré-internationalisation des élites académiques mais aussi, de manière tardive et limitée, par leur féminisation. À partir de 1980, le nombre de professeur-e-s de nationalité étrangère ou ayant obtenu leur doctorat à l'étranger augmente fortement à nouveau (voir **Graphique 10.2**). Élément nouveau, les lieux d'obtention du doctorat se diversifient. En 1890, l'écrasante majorité des doctorats obtenus à l'étranger concernaient l'Allemagne et la France; en 2020, ces pays restent prédominants avec, par exemple, 26% de doctorats obtenus en Allemagne pour Bâle et 31% pour Zurich, et 10% des doctorats obtenus en France

pour Genève. Cependant, d'autres pays – à commencer par les États-Unis – deviennent également importants, comme le Royaume-Uni ou l'Italie. Cette diversification est révélatrice d'une ré-internationalisation croissante de la sphère académique, mais aussi d'une modification des hiérarchies entre les différents pôles du monde scientifique. En effet, si le nombre de professeurs de nationalité étrangère augmente pour atteindre environ 40 % dans les trois universités, l'Allemagne, la France et les pays qui dominent historiquement le monde scientifique sont toujours les mieux représentés.

La proportion de professeur·e·s de nationalité allemande est très importante en 1890, de 80 % et jusqu'à représenter l'ensemble des nationalités étrangères selon l'université. Ce taux restera très élevé à Bâle et à Zurich jusqu'en 1910, alors qu'à Genève ce sont les nationalités françaises et du reste de l'Europe qui dominent. Cette situation attisera les débats précités quant à la nécessité de donner la priorité au recrutement national du corps professoral. En gardant à l'esprit que le nombre de professeurs étrangers est beaucoup plus faible entre 1937 et 1957 qu'en 1980 et 2000, la part relative des professeur·e·s d'origine allemande varie très peu historiquement à Bâle comme à Zurich. À Genève, on constate en revanche une diversification précoce des nationalités du corps professoral. Dès 1937, la moitié des professeur·e·s étranger·ère·s à Genève ne sont ni allemands ni français (avec notamment des professeur·e·s de nationalité américaine, russe, et polonaise). Cette tendance ne fait que s'accroître entre 1980 et 2020.

La ré-internationalisation du recrutement du corps professoral, et donc la valorisation de l'expérience internationale, se double d'une formalisation des parcours, avec pour conséquence des carrières souvent plus longues et plus précaires, de sorte que certaines catégories d'universitaires demeurent relativement exclues de l'accès aux positions les plus élevées¹⁰. C'est le cas des femmes qui, si elles constituent aujourd'hui la moitié des étudiant·e·s (avec cependant de

¹⁰ FUMASOLI Tatiana et GOASTELLEC Gaële, «Recruitment of academics in Switzerland: e pluribus unum?», in: TEICHLER Ulrich et CUMMINGS William K. (éd.), *Forming, recruiting and managing the academic profession*, Cham, Springer, 2015, pp. 145-161.

grandes variations selon les disciplines) restent encore beaucoup moins nombreuses à accéder à des postes stabilisés de rang professoral, moins de 25 % en 2020 dans les trois universités étudiées dans ce chapitre.

Ce que l'on observe ici dans le cas des Universités de Bâle, Genève et Zurich n'est pas fondamentalement différent de ce qui a pu être relevé dans le domaine des élites politiques et économiques (voir **Chapitres 5, 6 et 7**). La proportion de professeures reste particulièrement faible jusqu'au début du **xxi^e** siècle. Cette augmentation très tardive ne signifie pas cependant que les chances d'accès à l'élite académique se sont réellement améliorées pour les femmes. Le plafond de verre, c'est-à-dire l'ensemble des obstacles qui séparent les femmes des positions hiérarchiques les plus élevées, et la plus grande précarité des carrières féminines sont des dimensions fortement structurantes de la sphère académique encore aujourd'hui. Les femmes sont en effet statistiquement moins représentées que les hommes au rang académique le plus élevé de professeur ordinaire. Pourtant, elles ne se différencient guère des hommes que ce soit en termes de nationalité, d'occupation de fonctions de doyennes ou de rectrices, ou encore de disciplines. Ces éléments soutiennent le constat largement partagé d'une sous-représentation des femmes aux postes les plus élevés de la hiérarchie académique, et cela indépendamment des contextes nationaux ou des disciplines¹¹.

À profil égal, les femmes accèdent au corps professoral au prix d'une carrière souvent plus lente dont découle un âge de nomination plus élevé que les hommes¹². L'exemple de Hedi Fritz-Niggli (voir **Encadré 10.2**) souligne l'importance des liens familiaux, facteur qui, potentiellement, permet de compenser les effets du plafond de verre par l'origine sociale. Un autre aspect est celui de la conversion de ressources acquises lors d'une carrière d'excellence à l'international, à l'image

¹¹ ECKLUND Elaine Howard, LINCOLN Anne E. et TANSEY Cassandra, «Gender Segregation in Elite Academic Science», *Gender & Society* 26 (5), 2012, pp. 693-717. En ligne: <<https://doi.org/10.1177/0891243212451904>>.

¹² BENZ Pierre, *Des sciences naturelles aux sciences de la vie. Changements et continuités des élites académiques de la biologie et de la chimie en Suisse au **xx^e** siècle*, thèse de doctorat, Lausanne, Université de Lausanne, 2019.

de Barbara Hohn (*1939), nommée professeure extraordinaire de biologie moléculaire des plantes à Bâle en 1996. Née en Autriche, elle effectue d'abord deux séjours postdoctoraux dans les très prestigieuses universités de Yale et de Stanford aux États-Unis, puis est recrutée à l'Université de Bâle en tant que postdoctorante, puis chargée de cours, privat-docente et professeure, à l'âge très tardif de cinquante-sept ans. Pour mieux saisir les mécanismes d'exclusion des femmes de l'élite académique, il est nécessaire de considérer des aspects qui dépassent les possibilités d'une analyse prosopographique menée sur les seules positions dans la sphère professionnelle: le phénomène du plafond de verre se doit d'être restitué dans un contexte à la fois plus précis, en tenant compte des conditions d'existence au quotidien, et plus large, en dépassant les frontières du travail professionnel, afin de rendre compte des mécanismes invisibles de la domination masculine. Derrière les carrières, c'est le «curriculum caché» qu'il s'agit d'interroger, c'est-à-dire les différents mécanismes qui façonnent et reproduisent les dynamiques proprement genrées des inégalités dans l'accès aux postes académiques¹³. Les représentations masculines associées à certaines filières, l'accès restreint des femmes aux réseaux informels masculins de socialisation professionnelle, l'investissement prépondérant des femmes dans la vie familiale ou la négociation des doubles carrières au sein du couple sont autant de facteurs qui contribuent à maintenir un plafond de verre et nécessitent d'être analysés par d'autres enquêtes de terrain.

D'une globalisation à l'autre : les nouvelles mobilités internationales des professeur·e·s

Les transformations des profils du «savant patricien cosmopolite» de la fin du XIX^e siècle au «scientifique globalisé» du début du XXI^e siècle renseignent plus largement sur l'évolution des cadres sociaux

¹³ SANCHEZ-MAZAS Margarita et CASINI Annalisa, «Égalité formelle et obstacles informels à l'ascension professionnelle: les femmes et l'effet "plafond de verre"», *Social Science Information* 44 (1), 2005, pp. 141-173. En ligne: <<https://doi.org/10.1177/0539018405050464>>.

de l'activité scientifique et sur la nature changeante des liens entre la sphère académique et les autres sphères sociales. En effet, le monde universitaire n'a jamais été isolé, bien que les modalités de ses relations avec les sphères politique et économique aient pu fortement varier selon les époques et les espaces géographiques considérés. Le monde académique suisse de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle se caractérise par la forte présence à la fois de membres de familles patriciennes et de professeurs étrangers, notamment allemands. La thématization de l'*Überfremdung* dans les premières décennies du XX^e siècle participe à un mouvement de nationalisation du corps professoral, avant que ce dernier ne se ré-internationalise à la fin du XX^e siècle.

Les professeur·e·s de la période contemporaine se distinguent de leurs prédécesseur·e·s par le changement qualitatif de leur expérience internationale. En effet, le champ académique et scientifique est devenu de plus en plus transnational, avec une valorisation croissante des expériences en dehors des frontières nationales durant la formation ou la carrière. Les universités suisses, qui comptent de loin la plus grande proportion de professeur·e·s de nationalité étrangère en comparaison européenne, se sont largement alignées sur ces nouveaux critères d'évaluation de l'excellence scientifique, favorisant l'émergence de la figure du « scientifique globalisé ».

Cette forme d'ouverture internationale n'apporte toutefois pas une égalité des chances dans l'accès à l'élite académique, comme en témoigne la part encore faible des femmes professeures en 2020. Finalement, l'analyse des élites académiques permet une mise en perspective originale de la place des universités dans l'écosystème des villes suisses. Loin de l'image de tour d'ivoire à laquelle elles sont souvent associées, ces institutions font partie intégrante de la coordination et de la reproduction des élites urbaines.

**André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz,
Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme
et Michael A. Strebel**

**Conclusion : de l'intégration à la fragmentation
des élites urbaines**

Alors qu'elles étaient encore relativement cloisonnées et peu intégrées dans l'État fédéral en voie de formation durant le XIX^e siècle, les grandes villes suisses sont restées dominées jusqu'au début du XX^e siècle par des élites essentiellement locales provenant de familles patriciennes. Ces mêmes villes ont cependant connu de profondes transformations, tout comme leurs élites. Les structures de pouvoir se sont progressivement ouvertes à de nouvelles catégories sociales, selon différentes étapes d'élargissement: tout d'abord, à la bourgeoisie urbaine ascendante, suisse ou étrangère, puis aux représentant-e-s du mouvement ouvrier, en particulier pour les élites politiques, par la suite encore, aux femmes à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, et enfin, à nouveau aux élites de nationalité étrangère pour les dirigeant-e-s de grandes entreprises et les professeur-e-s d'université. Ces différents changements soulignent une diversification croissante des profils des élites urbaines.

Dans ce chapitre conclusif, nous revenons tout d'abord de manière synthétique sur le renouvellement et la diversification des

élites urbaines en mettant en exergue certains profils types propres à certaines périodes et sphères sociales. De manière plus analytique, nous proposons ensuite une clef de lecture permettant de mieux comprendre les transformations des élites et de leur configuration dans la longue durée, évoluant de l'intégration vers la fragmentation. Enfin, nous exposons plusieurs pistes de recherche qui mériteraient d'être approfondies.

Renouveau et diversification des élites

Les différentes évolutions structurelles développées dans la première partie de ce livre, en termes d'origine sociale, de réseaux et de jeux d'échelle des élites, ainsi que de logiques résidentielles, nous ont conduit à nous interroger de manière plus ciblée, dans la deuxième partie, sur le changement de profil des élites des principales institutions/organisations de pouvoir des trois villes (grandes entreprises, Chambres de commerce, autorités politiques, institutions culturelles et universités). Alors que ces institutions se distinguent en Suisse par leur longévité et leur stabilité¹, les individus et groupes qui les dirigent ont connu d'importantes transformations. Notre approche positionnelle permet de procéder à une comparaison longitudinale des élites urbaines et de mettre en évidence le renouvellement et la diversification des élites depuis la période initiale caractérisée par une domination patricienne.

Suivant les analyses des **Chapitres 5 à 10**, il est possible de compléter la périodisation esquissée en fin de première partie de cet ouvrage (**Chapitre 4**) afin de dégager une synthèse des principaux profils des élites urbaines. Le **Tableau 11.1** ci-dessous regroupe de façon schématique les profils types qui s'affirment par phase historique et par sphère sociale.

Plusieurs facteurs structurels ont contribué au renouvellement et à la diversification de ces profils. Premièrement, le déclin relatif des

¹ Cette longévité ne signifie évidemment pas que ces organisations n'ont pas connu des changements dans leur(s) rôle(s), leur insertion, et leur(s) mode(s) d'action dans les trois villes considérées.

familles patriciennes, avec des intensités variables selon les sphères et les villes, ouvre la voie à des acteurs issus de la bourgeoisie locale, nationale ou étrangère, qui, grâce à leurs compétences et à leurs réseaux, accèdent à des fonctions de direction. Deuxièmement, sur le plan politique, les nouvelles élites issues du monde ouvrier accèdent aux positions de pouvoir durant la première moitié du xx^e siècle. Ensuite, les femmes, qui étaient presque totalement exclues des positions de pouvoir durant la première moitié du xx^e siècle, font leur apparition à la tête de certaines organisations à partir des années 1960, d'abord dans les sphères académiques et culturelles, puis au niveau économique et politique. En 2020, c'est la sphère politique qui compte la plus forte proportion de femmes. Comme quatrième facteur structurel, les logiques de spécialisation et de professionnalisation des élites selon leur sphère d'activités rendent les exigences pour accéder à des positions de pouvoir de plus en plus élevées, en termes d'acquisition de compétences spécifiques ou d'expériences professionnelles. Finalement, en ce qui concerne la dernière période, on assiste à une très forte ré-internationalisation des élites économiques et académiques, qui renvoie à l'accélération de la transnationalisation du fonctionnement du monde économique et scientifique.

Pour chacune des douze «cases» du tableau 11.1, il est possible de faire ressortir différents exemples de figures d'élites urbaines présentes dans les trois villes et reliées aux différentes sphères étudiées. De manière générale, les similitudes entre les villes prévalent clairement sur les différences.

L'ère patricienne, caractérisée à la fois par un certain *localisme* et *cosmopolitisme*, constitue une période d'affirmation pour de nombreuses et importantes figures patronales issues des familles patriciennes. On peut penser à Johann Rudolf Geigy-Merian (1830-1917) à Bâle ou à Ernest Pyrame Pictet-Fuzier-Cayla (1829-1909) à Genève ou à Eduard Sulzer-Ziegler (1854-1913) à Winterthour, qui tous trois participent de manière décisive au développement de «leur» entreprise familiale, mais se distinguent surtout par leur engagement en politique et dans les organisations patronales locales et nationales. Au niveau politique, les descendants patriciens sont encore très présents, avec des personnalités marquantes comme l'avocat, professeur de droit

Tableau 11.1 – Profils types par phase et par sphère

	Économique (Chapitres 5 et 7)	Politique (Chapitre 6)	Culturelle (Chapitre 8)	Académique (Chapitre 10)
1890-1910 Ère patricienne : localisme et cosmopolitisme	Dirigeants familiaux	Patriciens etbourgeoisie ascendante	Patricien·ne·s mécènes	Savant·e·s patricien·ne·s cosmopolites
1920-1980 Nationalisation et renouvellement	Managers professionnel·le·s	Notables locaux et élu·e·s issu·e·s du mouvement ouvrier	Représentant·e·s des milieux économiques	« Relève nationale »
Dès 1980 Globalisation et fragmentation	Top managers « hors sol »	Professionnel·le·s de la politique	Professionnel·le·s de la culture	Scientifiques globalisé·e·s

Note : le **Chapitre 9** sur les grandes fortunes peut être rattaché, de manière transversale, mais pour la seule ville de Zurich entre 1890-1952, aux différentes sphères mentionnées ci-dessus.

et conseiller d'État bâlois Albert Burckhardt-Finsler (1854-1911), l'ingénieur Théodore Turrettini-Favre (1845-1916), membre du Conseil administratif de la Ville de Genève, qui joue un rôle déterminant dans le développement des forces motrices du Rhône, ou le municipal de la Ville de Zurich Paul Emil Usteri-Escher (1853-1927). Tous trois occupent des fonctions politiques de premier plan, mais s'engagent également sur le plan économique (ou comme professeur d'université pour le premier) avant, pendant ou après leur mandat politique. Les sociétés des beaux-arts demeurent une « chasse-gardée » des familles patriciennes qui s'investissent activement dans ces institutions prestigieuses, avec des présidents très actifs, comme Jakob Sarasin-Schlumberger (1851-1928), Théodore de Saussure-Pictet (1824-1903) ou Friedrich Otto Pestalozzi (1846-1940). Finalement, parmi les professeurs d'université, de nombreux descendants des familles patriciennes se sont également illustrés, comme Eduard Hagenbach-Bischoff (1833-1910), professeur de physique et de mathématiques, Ferdinand de Saussure-Faesch (1857-1913), professeur de linguistique, ou Max Huber-Escher (1874-1960), professeur de droit, dirigeant d'entreprise et longtemps président du CICR. Ces trois figures ont réalisé une large partie de leur formation à l'étranger, en particulier en Allemagne, qui dispose à l'époque du prestige scientifique que s'arrogent aujourd'hui les grandes universités anglo-américaines.

Durant la seconde période de *nationalisation* et *renouvellement*, les profils dominants changent et se diversifient. Ainsi parmi les dirigeants d'entreprise, on peut mettre en exergue des personnalités comme Emil Barell (1874-1953), docteur en chimie et directeur général de l'entreprise Roche durant les deux décennies très difficiles des années 1930-1940, l'ingénieur Kurt Hess (1910-1985), diplômé de l'EPFZ et longtemps directeur de l'entreprise de machines textiles Rieter, ou encore Alfred Schaefer (1905-1986), docteur en droit et grande figure de l'UBS durant la période d'après-guerre. Ces « managers professionnels » se distinguent moins par leur origine sociale privilégiée que par leur haut niveau de formation et, souvent, par leur grade d'officier à l'armée. Parmi les élites politiques issues du Parti socialiste et d'origine plus modeste, on peut citer les exemples du Bâlois Edmund Wyss (1916-2002), secrétaire

syndical et qui fait une très longue carrière politique au Conseil national et comme conseiller d'État, et André Chavanne (1916-1990), conseiller d'État responsable de l'instruction publique (1961-1985) qui a marqué l'école genevoise. Parmi les notables locaux encore issus du patriciat, Emil Landolt (1895-1995) sort du lot: il est maire (*Stadtpräsident*) de Zurich pendant près de vingt ans à partir de 1949, après avoir été secrétaire de la Chambre de commerce. Outre les mécènes patriciens, les représentants des milieux économiques, en particulier des établissements financiers, sont également impliqués dans les sociétés des beaux-arts à partir des années 1930, comme l'illustrent les exemples des deux présidents Adolf Jöhr (1878-1953), directeur général du Crédit Suisse à Zurich, et Hans Theler (1904-1998) à Bâle, directeur de la société d'assurances *Nationale-Suisse* (aujourd'hui *Helvetia*) et membre du Conseil d'administration de l'UBS. Sans attaches familiales anciennes à la ville, de nombreux professeurs se distinguent à partir des années 1930, par exemple, Max Imboden (1915-1969), professeur de droit public à l'Université de Bâle et aussi conseiller national radical, ou William Rappard (1883-1958), professeur à l'Université de Genève et co-fondateur en 1927 de l'Institut des hautes études internationales, ou encore Paul Karrer (1889-1971), professeur de chimie à l'Université de Zurich, où il a obtenu son doctorat et fait toute sa carrière, couronnée par l'obtention du prix Nobel de chimie en 1937.

Pour la période plus récente, caractérisée par la *globalisation* et la *fragmentation* des élites, on rencontre des profils de plus en plus divers. Parmi les dirigeants des grandes entreprises, même s'ils ne représentent pas le profil le plus répandu, les top managers dits «hors sol», combinant nationalité étrangère et carrière transnationale, comme les Américains Joe Jimenez (*1959) chez Novartis, ou Brady Dougan (*1959) chez Crédit Suisse, sont révélateurs des changements des politiques de recrutement des grandes sociétés helvétiques. À l'opposé, parmi les professionnel-le-s de la politique, de plus en plus fréquent-e-s durant la période récente, quelques figures de la nouvelle gauche urbaine sortent du lot, par exemple Tanja Soland (*1975), fille de typographe, docteure en droit, secrétaire de l'Association bâloise des juristes progressistes, députée puis conseillère d'État à Bâle depuis 2020; Sami Kanaan (*1964), né à Beyrouth, diplômé

en science politique et en physique, après avoir exercé diverses fonctions de cadre dans le secteur public genevois et dans le monde associatif, est élu à l'exécutif de la ville en 2011 ; ou encore Corine Mauch (*1960), ingénieure agronome et titulaire d'un master en administration publique, a exercé différents mandats dans le domaine de la recherche et a siégé dix ans au Conseil communal (législatif) avant d'être élue maire de la ville de Zurich en 2009. Ces élites politiques se démarquent par leur haut niveau de formation et une activité professionnelle souvent proche de l'action politique ou de l'administration. Parmi les personnes investies dans les sociétés des beaux-arts durant la période récente, outre de riches mécènes, on retrouve de plus en plus de professionnel·le·s de la culture exerçant des fonctions de direction dans des institutions culturelles privées ou au sein de l'administration publique. Cela est révélateur de la professionnalisation des dirigeant·e·s des institutions culturelles, comme l'illustre le parcours d'Anne Keller-Dubach (1956-2021), issue d'une lignée patricienne zurichoise, mais qui s'est distinguée par l'occupation de responsabilités de sponsoring culturel au sein du Crédit Suisse et de Swiss Re, avant d'être élue à la présidence de la ZKG. Dans le monde académique contemporain, le nombre de professeur·e·s étranger·ère·s a considérablement augmenté et le profil du « scientifique globalisé » est de plus en plus répandu depuis la fin des années 1990. Ce profil se caractérise par une mobilité internationale affirmée durant la formation et le parcours professionnel et demeure peu ancré dans l'institution d'accueil.

La grande diversité dans le temps des profils d'élites esquissée ci-dessus montre à quel point les personnalités ayant occupé les mêmes positions de direction dans les principales institutions de pouvoir ont profondément évolué en l'espace d'une centaine d'années.

De l'intégration à la fragmentation : dynamiques de changement et nouvelle configuration d'élites

Dans la longue durée, comme le suggère le **Tableau 11.1** ci-dessus, les profils des élites se sont transformés dans le sens d'un renouvellement et d'une diversification. Ces changements, qui résultent des facteurs structurels évoqués plus haut ou suivent parfois des logiques plus

spécifiques à certaines sphères sociales, conduisent à une modification en profondeur de la configuration générale des élites urbaines. Il est possible d'illustrer ces changements en prenant en considération deux dimensions centrales des élites, abordées dans les **Chapitres 1** et **2**: leur profil sociologique ainsi que leur participation à des réseaux de pouvoir². La première dimension nous informe sur la cohésion sociale des élites en mesurant leur degré d'homogénéité sociologique, qui peut être fort ou faible. La seconde dimension renvoie à l'appartenance à des réseaux de pouvoir et à leur multipositionnalité (la « mobilité horizontale » des élites, à savoir leur capacité à occuper plusieurs positions de pouvoir dans différentes sphères sociales, simultanément ou successivement).

Ces différentes combinaisons des propriétés et des positions des élites présentées dans le **Tableau 11.2** débouchent sur quatre configurations possibles. Plus la cohésion sociale et l'appartenance à des réseaux de pouvoir sont fortes, plus le pouvoir est concentré entre les mains d'un cercle exclusif. Selon cette première configuration qui peut être qualifiée d'*élite au pouvoir* (**1**) au sens de C. Wright Mills (ou de la *community power structure* développée par Floyd Hunter à l'échelon des villes américaines³), les élites se distinguent à la fois par leur forte homogénéité sociologique (en termes d'origine sociale ou de lieux de formation) et leurs très nombreuses interactions dans différents réseaux de pouvoir. À l'opposé, les *élites fragmentées* (**4**) renvoient à une configuration d'élites beaucoup plus diversifiées selon les deux dimensions, alors que les types *élites transversales* (**2**) et *élites sectorielles* (**3**) représentent des situations intermédiaires beaucoup moins fréquentes.

² Nous nous inspirons ici de HOFFMANN-LANGE Ursula, « Theory-based typologies of political elites », in : BEST Heinrich et HIGLEY John (éd.), *The Palgrave handbook of political elites*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 53-68 ; ainsi que de RUOSTETSAARI Ilkka, « Fragmentation of the inner circle of power: Circulation between the Finnish elites in 1991-2021 », *Scandinavian Political Studies* 45 (1), 2022, pp. 110-133. En ligne : <<https://doi.org/10.1111/1467-9477.12220>>.

³ HUNTER Floyd, *Community power structure: A study of decision makers*, Chapel Hill, UNC Press, 1953.

Tableau 11.2 – Configurations d'élites selon cohésion sociale et réseaux de pouvoir

		Réseaux de pouvoir et multipositionnalité	
		Forte	Faible
Cohésion sociale	Forte	1 « Élite au pouvoir »	3 Élites sectorielles
	Faible	2 Élites transversales	4 Élites fragmentées

Sans fournir une démonstration détaillée et chiffrée de l'évolution de la configuration des élites dans nos trois villes pour chacune des dates, nos analyses générales de la première partie ainsi que les chapitres thématiques de la seconde montrent clairement une évolution de l'*élite au pouvoir* vers les élites fragmentées (du type **1** au type **4**). En effet, la période initiale de domination patricienne correspond à la phase durant laquelle les élites sont les plus intégrées, combinant à la fois un profil sociologique similaire, le cumul de positions de pouvoir et de fortes connexions entre élites. Cette « structure patricienne » s'appuie également sur l'existence d'un organe de presse de ces milieux dominants dans les trois villes, avec la *Basler Nachrichten*, le *Journal de Genève* et la *Neue Zürcher Zeitung*, qui constituent à certains égards l'expression de l'idéologie et des intérêts de ces élites urbaines durant la majeure partie du ^{xx} siècle.

À partir des années 2000, les élites urbaines sont de moins en moins intégrées et de plus en plus fragmentées selon plusieurs dimensions : nationalité, parcours de formation et professionnel et surtout ancrage local et liens à la ville⁴. Ainsi, les dirigeant-e-s des plus grandes entreprises et les professeurs d'université des trois villes comptent une proportion

⁴ On observe une dynamique similaire à l'échelon national ainsi que dans d'autres pays, voir MACH André, DAVID Thomas, GINALSKI Stéphanie et al., « From quiet to noisy politics: Transformations of Swiss business elites' power », *Politics & Society* 49 (1), 2021, pp. 17-41. En ligne : <<https://doi.org/10.1177/0032329220985693>>.

croissante d'étrangers dont l'ancrage local est de plus en plus faible sur les plans de leur formation, de leur carrière ou de leur implication dans les réseaux de pouvoir locaux traditionnels. À l'inverse, les élites politiques urbaines se distinguent par des profils beaucoup plus connectés avec les réseaux de pouvoir locaux et davantage implantés dans le territoire local, en termes de proximité avec la population urbaine et d'insertion dans le tissu associatif. Finalement, les sociétés des beaux-arts et les institutions culturelles se situent dans une situation intermédiaire, s'inscrivant dans des logiques de compétition avec des institutions culturelles d'autres villes au niveau national et transnational, tout en préservant un engagement fort pour la promotion de leur institution locale.

L'analyse dans la *longue durée* a permis de développer une meilleure compréhension des dynamiques de renouvellement et de diversification des élites ainsi que de leur configuration. Celles-ci renvoient, comme évoqué plus haut, à des facteurs structurels, tels que l'ouverture des possibilités d'accès aux positions de pouvoir à de nouvelles catégories d'élites (par exemple l'affirmation des partis de gauche issus du mouvement ouvrier, l'introduction du droit de vote et d'éligibilité des femmes au niveau cantonal à partir des années 1950, et le déclin relatif du contrôle familial des entreprises favorisant l'émergence de managers professionnel-le-s). Cependant, une dimension qui retient particulièrement l'attention concerne le «découplage» croissant entre sphères sociales, leurs élites et leurs logiques de fonctionnement. Comme le suggèrent Andreotti et al., l'intensification des mobilités transnationales sur le plan économique (mais aussi académique) a favorisé les changements d'échelle des activités de certaines élites et a contribué au processus de différenciation de celles-ci⁵. Ces dynamiques de transnationalisation affectent et déstabilisent les hiérarchies locales traditionnelles. Les différentes sphères sociales suivent des logiques de fonctionnement de plus en plus distinctes et décalées en termes de niveaux d'activités. Alors que les sphères économique et académique s'avèrent beaucoup plus affranchies des frontières nationales dans leur fonctionnement, les luttes politiques restent davantage inscrites

⁵ Voir ANDREOTTI, MORENO FUENTES et LE GALÈS, *Un monde à la carte*, 2016.

dans les territoires locaux ou nationaux. Les anciennes « championnes locales » qu'étaient les plus grandes entreprises des principaux secteurs économiques des trois villes-régions se sont souvent métamorphosées en « *global players* », et leurs dirigeant-e-s ont développé des logiques d'action qui concernent de moins en moins leur région historique de création, même si le siège principal de ces entreprises est resté le même. Ces dirigeant-e-s se sont ainsi en grande partie « désencastré-e-s » des logiques sociales plus locales⁶. Les Chambres de commerce, à cheval entre les deux mondes économique et politique, sont ainsi tiraillées entre les plus grandes entreprises, de plus en plus désinvesties de telles organisations locales, et les autorités politiques locales, qu'elles essaient d'influencer.

Quelques pistes à approfondir...

L'approche positionnelle suivie dans cette recherche a permis de mettre en lumière les profonds changements du profil des élites de trois grandes villes suisses. De manière complémentaire, il serait possible d'ajuster la focale de recherche en se concentrant sur certaines périodes historiques pour procéder à des analyses plus approfondies et fines de l'exercice concret du pouvoir au sein des villes, en suivant une approche décisionnelle qui étudierait de façon plus détaillée certaines décisions politiques précises ayant une influence sur le développement de la ville. Une telle perspective permettrait de développer une meilleure compréhension du fonctionnement concret de l'exercice du pouvoir urbain dans certains contextes historiques. Dans la même perspective, il s'agirait de traiter plus explicitement des interactions plus informelles entre élites, qui passent « sous le radar » des appartenances formelles à des organisations ou institutions, sur lesquelles nous avons mis l'accent dans ce livre, en particulier pour la période récente, mais aussi de manière plus générale. Une approche plus fine des formes de coordination informelles et discrètes des élites pourrait être documentée par l'analyse de certaines archives personnelles des élites ou à travers des entretiens pour la période récente.

⁶ Ces mécanismes semblent également s'appliquer au monde académique et scientifique.

En tenant compte du rôle croissant de l'administration communale et cantonale, l'étude des élites administratives locales, peu abordées dans ce livre, mériterait également d'être poursuivie. Une telle prise en compte permettrait sans doute de mieux comprendre l'élaboration concrète des principales politiques urbaines en intégrant l'action et les rôles respectifs des élites économiques, politiques et administratives dans ces processus décisionnels.

Élargir la comparaison à d'autres villes, suisses ou étrangères, constitue une troisième piste prometteuse qui permettrait de mieux comprendre les transformations des élites urbaines dans un autre contexte culturel et économique. En ce qui concerne la Suisse, les villes catholiques et leurs élites, avec des traditions de pouvoir patricien très différentes, se distinguent-elles des trajectoires développées dans ce livre ou s'en rapprochent-elles? De même, dans des contextes nationaux différents, comment les élites et les structures de pouvoir locales ont-elles évolué?

Finalement, l'analyse dans la longue durée a permis de mettre en évidence les déconnexions croissantes entre les élites positionnelles des différentes sphères (voir **Tableau 11.1**). Une analyse diachronique et systématique des grandes fortunes dans les trois villes soulignerait sans doute également ce «découplage» croissant entre élites positionnelles d'une part et grandes fortunes d'autre part durant la période récente. Si les grandes fortunes zurichoises de la première moitié du xx^e siècle (voir **Chapitre 9**) étaient dans leur grande majorité liées familialement à des élites positionnelles de la ville de Zurich, les classements des grandes fortunes établis par le magazine économique *Bilan* depuis la fin des années 1980 montrent qu'une proportion croissante des grandes fortunes établies en Suisse sont détenues par des entrepreneurs et des héritiers étrangers s'y étant installés durant la seconde moitié du xx^e siècle. Une telle évolution est révélatrice des ressources de mobilité dont bénéficient les plus fortunés de la planète pour s'établir de manière durable ou non dans les lieux de résidence qui leur offrent les meilleures conditions de vie, sans y développer un ancrage local important.

Annexe

Démarche de recherche et base de données

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche interdisciplinaire, financé entre 2019 et 2024 par le FNS, réunissant des chercheur·euse·s en histoire, science politique, sociologie et gestion d'entreprise provenant des universités de Fribourg, Lausanne et Zurich (<https://wp.unil.ch/sinergia-elites/>).

Notre recherche s'appuie sur une large base de données regroupant les principales élites des trois villes de Bâle, Genève et Zurich depuis la fin du XIX^e siècle, identifiées selon un critère positionnel. La base compte plus de 9 500 individus occupant des positions de pouvoir dans d'importantes institutions et organisations à sept « années-repères » : 1890, 1910, 1937, 1957, 1980, 2000 et 2020. Pour chaque « année-repère », cela représente entre 1 100 et 1 400 observations pour l'ensemble des trois villes (voir **Tableau A.1**).

De manière systématique et comparable entre les trois villes, nous avons retenu les personnes à la tête des organisations suivantes :

- Pour la **sphère économique**, il s'agit, premièrement, des dirigeant·e·s des *plus grandes entreprises des principaux secteurs économiques* des trois villes-régions. Cela concerne le secteur financier (banques et assurances) pour les trois villes, l'industrie textile (jusqu'en 1937) et l'industrie chimique et pharmaceutique pour Bâle, l'industrie des machines pour Zurich¹ et, pour Genève, l'industrie horlogère ainsi que quelques autres grandes entreprises industrielles (notamment dans le secteur des machines). Au total, notre enquête a porté sur une

¹ Parmi les entreprises du secteur des machines, nous avons retenu certaines entreprises qui sont étroitement liées à Winterthur, deuxième plus grande ville du canton. Il s'agit notamment de Sulzer et de Rieter. Cependant, nous n'avons pas inclus les autorités politiques communales de cette ville, mais uniquement les autorités cantonales.

quarantaine d'entreprises par année repère. Nous avons également identifié les membres des comités des *Chambres de commerce*, principales organisations de coordination des milieux économiques.

- Pour la **sphère politique**, notre base de données englobe les élu-e-s des *parlements et des gouvernements (exécutif) des trois villes et des cantons de Genève et de Zurich*. Dans le cas de Bâle-Ville, les autorités politiques de la ville se confondent avec celles du canton.
- Pour la **sphère culturelle**, nous avons retenu les membres des comités des *sociétés des beaux-arts*, institutions centrales dans la définition de la politique culturelle de la ville et le soutien aux beaux-arts.
- Finalement, les élites de la **sphère académique** comprennent l'ensemble des professeur-e-s des *universités des trois villes* jusqu'en 1957 (et un échantillon plus restreint pour les dates de 1980 et suivantes en raison de la forte augmentation du corps professoral). En tant que principales institutions de recherche et de formation, les universités, au même titre que leurs professeur-e-s, jouent un rôle central à la fois dans la vie intellectuelle d'une ville et dans la formation de ses élites.

Pour chacune des villes et des dates, nous avons dans un premier temps identifié les individus occupant ces positions de pouvoir à partir de diverses archives ou documents officiels pour constituer l'échantillon. Puis, pour chacun de ces individus, nous avons récolté des informations biographiques pertinentes (naissance/décès, liens de famille, formation et professions principales, carrière, lieu de résidence) et documenté les principales positions de pouvoir qu'ils occupaient au niveau de la ville et sur les plans cantonal et national. Ces informations ont été récoltées de manière systématique et permettent ainsi de réaliser une prosopographie² des élites urbaines et de rendre compte des transformations de ces dernières dans la longue durée. L'ensemble de ces informations a été intégré dans la base de données de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS, <<https://elitessuisses.unil.ch>>).

² Sur l'approche positionnelle, voir HOFFMANN-LANGE Ursula, «Methods of elite identification», 2018 ; ainsi que LEMERCIER Claire et PICARD Emmanuelle, «Quelle approche prosopographique?», in: ROLLET Laurent et NABONNAND Philippe (éd.), *Les uns et les autres... Biographies et prosopographie en histoire des sciences*, Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine, 2011, pp. 605-630.

Tableau A.1. – Composition de l'échantillon par ville et par sphère

	1890	1910	1937	1957	1980	2000	2020	Total
Bâle (total)	297	376	401	407	356	354	350	2 541
Grandes entreprises	104	143	117	106	110	112	94	786
Chambres de commerce	17	15	26	31	37	37	30	196
Société des beaux-arts	15	14	13	15	17	12	13	99
Élites académiques	60	85	121	144	79	72	99	660
Élites politiques : Exécutif	7	9	7	7	8	7	7	51
Législatif	129	133	141	136	131	135	100	908
Genève (total)	283	323	370	441	438	477	487	2 819
Grandes entreprises	97	106	88	114	114	132	120	771
Chambres de commerce	13	12	22	28	32	40	47	197
Société des beaux-arts	12	16	23	16	27	20	19	136
Élites académiques	57	77	94	125	94	97	110	654
Élites politiques								
Exécutif (ville/canton)	12	12	12	12	12	12	12	84
Législatif (canton)	100	102	102	107	106	102	102	727
Législatif (ville)	42	41	66	79	80	80	80	468
Zurich (total)	536	576	578	615	610	602	642	4 161

	1890	1910	1937	1957	1980	2000	2020	Total
Grandes entreprises	179	162	171	164	170	140	144	1 130
Chambres de commerce	14	17	26	25	38	35	35	202
Société des beaux-arts	9	15	18	21	22	20	13	118
Élites académiques	56	82	90	121	82	88	132	651
Élites politiques								
Exécutif (ville/canton)	16	16	16	16	16	16	16	112
Législatif (canton)	225	245	181	179	181	181	180	1 372
Législatif (ville)	119	125	127	134	137	143	125	910
Total	1 110 (1 397)	1 269 (1 531)	1 333 (1 586)	1 439 (1 706)	1 366 (1 595)	1 404 (1 576)	1 448 (1 496)	9 369 (10 389)

Note: les chiffres indiquent le nombre d'individus qui occupent une position de pouvoir par date, par ville et par sphère. Comme certains individus peuvent occuper plusieurs positions de pouvoir dans différentes sphères et/ou différentes villes en même temps (ainsi que sur plusieurs années repères), le nombre total d'individus par ville/par sphère ou par date est toujours inférieur à l'addition des lignes et des colonnes. À la dernière ligne, en dessous du nombre total d'individus par année repère, est indiqué le nombre total des différentes positions de pouvoir.

Encadrés

Encadré 1.1 – La Suisse, un pays oligarchique?.....	49
Encadré 2.1 – Les profils des élites multipositionnées	68
Encadré 2.2 – Les chaînons manquants? Les élites urbaines dans les <i>Rotary clubs</i>	73
Encadré 5.1 – Exclusion et invisibilisation des femmes dans les grandes entreprises	126
Encadré 5.2 – La multipositionnalité locale et nationale des dirigeant·e·s d'entreprise.....	132
Encadré 6.1 – Les rebelles à leur classe: quand des patriciens s'engagent pour la cause ouvrière	139
Encadré 6.2 – Les réalisations du socialisme municipal à Bâle et à Zurich	144
Encadré 7.1 – Les Chambres de commerce dans l'écosystème patronal.....	156
Encadré 7.2 – La représentativité des Chambres de commerce....	165
Encadré 8.1 – Le genre du mécénat	184
Encadré 9.1 – Fortune, registres fiscaux et transparence.....	190
Encadré 10.1 – La dynastie des Martin à l'Université de Genève: six recteurs sur quatre générations.....	214
Encadré 10.2 – Les premières femmes professeures.....	218

Graphiques

Graphique R.1 – Part des villes de Bâle, Genève et Zurich dans le PIB de la Suisse, 1890-2010.....	33
Graphique R.2 – Population des villes de Bâle, Genève et Zurich, 1850-2020.....	34
Graphique 1.1 – Proportion de positions de pouvoir détenues par des patriciens.....	43
Graphique 2.1 – Intégration nationale des élites urbaines par ville...	66
Graphique 2.2 – Proportion d'étranger·ère·s parmi les élites urbaines par sphère de pouvoir.....	71
Graphique 5.1 – Dirigeant·e·s lié·e·s à une famille propriétaire...	121
Graphique 5.2 – Pourcentage de dirigeants bancaires qui ont travaillé au moins deux ans à l'étranger.....	131
Graphique 6.1 – La gauche dans les exécutifs de Bâle, Genève et Zurich (1890-2020)	146
Graphique 6.2 – Proportion d'universitaires parmi les élu·e·s des trois villes, 1910-2020.....	148
Graphique 9.1 – Les origines familiales des 40 contribuables zurichois les plus riches	196
Graphique 10.1 – Proportion de professeurs patriciens, non patriciens et de nationalité étrangère, 1890-2020.....	210
Graphique 10.2 – Nationalité et lieu d'obtention du doctorat des professeur·e·s des Universités de Bâle, Zurich et Genève (1890-2020)	217

Cartes et analyses de réseaux

Figure 1.1 – Le réseau des liens de parenté des familles patriciennes entre 1890 et 1957.....	47
--	----

Figure 2.1 – Le réseau des élites bâloises, 1890-2020	62
Figure 2.2 – Le réseau des élites genevoises, 1890-2020	76
Figure 2.3 – Le réseau des élites zurichoises, 1890-2020	78
Carte 3.1 – La localisation des élites économiques et des élites politiques de gauche à Zurich, 1910-2000	90
Carte 3.2 – La localisation des élites économiques et des élites politiques de gauche à Genève, 1910-2000	99
Carte 3.3 – La localisation des élites économiques et des élites politiques de gauche à Bâle, 1910-2000	100
Carte R.1 – Les lieux de pouvoir à Bâle, 1957.....	112
Carte R.2 – Les lieux de pouvoir à Genève, 1957.....	113
Carte R.3 – Les lieux de pouvoir à Zurich, 1957.....	115
Figure 10.1 – Arbre généalogique simplifié de la famille Martin	215

Tableaux

Tableau 3.1 – Pourcentage des élites habitant dans la ville, 1890-2000	86
Tableau 4.1 – Les configurations d'élites par période et selon trois dimensions	106
Tableau 5.1 – Pourcentage de dirigeant-e-s siégeant dans les associations patronales et les autorités politiques	133
Tableau 6.1 – Principales forces politiques et réformes institutionnelles importantes avant 1914.....	138
Tableau 7.1 – « Longévitité » au sein des comités directeurs des Chambres de commerce (en nombre d'années)	163
Tableau 9.1 – Les 40 contribuables zurichoises les plus riches.....	189
Tableau 9.2 – La répartition géographique des contribuables zurichoises les plus riches	200

Tableau 11.1 – Profils types par phase et par sphère	228
Tableau 11.2 – Configurations d’élites selon cohésion sociale et réseaux de pouvoir.....	233
Tableau A.1. – Composition de l’échantillon par ville et par sphère....	239

Illustrations

Illustration 1.1 – Pollux et les « familles régnantes » (1943)	50
Illustration 1.2 – Zurich, Place du Münsterhof 8: Zunfthaus zur Waag (v. 1887).....	53
Illustration 2.1 – Zurich, Paradeplatz: l’épicentre de la place bancaire suisse (1989).....	59
Illustration 3.1 – Zurich, quartier d’Enge: la villa Freudenberg (1956).....	84
Illustration 3.2 – Cologne, quai de Cologne: Genève-Plage (1933).....	89
Illustration 3.3 – Genève, place de la Taconnerie: maisons Turretini et Cayla (fin XIX ^e -début XX ^e siècle).....	94
Illustration 3.4 – Bâle, <i>Haus zum Paradies</i> , Aeschenvorstadt 13/15 (1939).....	96
Illustration 5.1 – Bâle, siège de l’entreprise Ciba (1939).....	123
Illustration 5.2 – Bâle, assemblée générale de l’Association des Banques Privées (1938).....	125
Illustration 6.1 – Affiches électorales du Parti socialiste en 1935 et en 1983: des priorités différentes	151
Illustration 7.1 – Les président·e·s des Chambres de commerce de Zurich, Bâle et Genève en 2023 et en 1880	155
Illustration 8.1 – Une carte de membre du <i>Basler Kunstverein</i> , 1908.....	175

Illustration 9.1 – Une famille fortunée: les Rübel (vers 1886)....	193
Illustration 9.2 – «Méfiez-vous du Grand Zurich!», 1929	202
Illustration 10.1 – Genève, promenade des Bastions: Université (bâtiment central) (vers 1920).....	207

Table des matières

Avant-propos et remerciements.....	7
Liste des abréviations.....	11
André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme et Michael A. Strebel	
Introduction	13
PREMIÈRE PARTIE STRUCTURES ET MUTATIONS	29
Pierre Benz, Geoffroy Legentilhomme, Matthieu Leimgruber, André Mach, Jonas Plüss et Michael A. Strebel	
Repère 1. Un bref survol économique et démographique	31
Geoffroy Legentilhomme, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë, André Mach et Michael A. Strebel	
1. Les familles patriciennes: entre persistance et effacement	39
Michael A. Strebel, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme et André Mach	
2. Les réseaux de pouvoir des élites urbaines: du local au transnational	57
Pierre Benz, Pedro Araujo, Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme, André Mach et Michael A. Strebel	
3. Les logiques résidentielles: suburbanisation, différenciations et rapprochements	81
André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme et Michael A. Strebel	
4. Transformations des élites urbaines: périodisation et dynamiques structurelles	101

DEUXIÈME PARTIE APPROCHES THÉMATIQUES	109
Pierre Benz, Pedro Araujo, Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme, Matthieu Leimgruber, André Mach et Michael A. Strebel	
Repère 2. Espaces urbains et lieux de pouvoir	111
Pedro Araujo et Éric Davoine	
5. Les dirigeant-e-s des grandes entreprises : appartenance familiale et parcours internationaux	117
André Mach, Baptiste Antoniazza et Michael A. Strebel	
6. De la domination patricienne aux bastions de la gauche : les mutations des rapports de force politiques	135
Jonas Plüss et Matthieu Leimgruber	
7. Les Chambres de commerce : voix de l'économie, voix des élites?	153
Stéphanie Ginalski, Claire-Lise Debluë et Émilie Widmer	
8. Des mécènes dans la ville : élites, beaux-arts et fait associatif	171
Geoffroy Legentilhomme et Matthieu Leimgruber	
9. Richesse et pouvoir : les grandes fortunes zurichoises entre 1890 et 1952	187
Pierre Benz et André Mach	
10. Universités et élites académiques : du savant patricien cosmopolite au scientifique globalisé	205
André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz, Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme et Michael A. Strebel	
Conclusion : de l'intégration à la fragmentation des élites urbaines	225
Annexe	
Démarche de recherche et base de données	237

TABLE DES MATIÈRES

LISTES	241
Encadrés	241
Graphiques	242
Cartes et analyses de réseaux	242
Tableaux	243
Illustrations	244

Achévé d'imprimer
en septembre 2024
pour le compte des Éditions Livreo-Alphil

Responsable de production : Sandra Lena

Qui règne sur les grandes villes suisses ? Les partis de gauche, les dirigeants des principales banques, ou plutôt les anciennes familles patriciennes ? Cet ouvrage aborde ces questions dans une perspective longue en offrant de nouvelles et stimulantes perspectives sur l'histoire des élites. En ouvrant la voie à une histoire transnationale des élites locales, il explore aussi les ramifications de ces élites à diverses échelles spatiales. En raison de la décentralisation de son système politique et économique, combinée à l'internationalisation précoce de ses entreprises, la Suisse constitue un cas exemplaire pour penser les tensions entre l'ancrage local des élites urbaines, leur intégration nationale et leurs connections transnationales.

À partir d'une base de données recensant près de 10 000 élites académiques, culturelles, économiques et politiques à Bâle, à Genève et à Zurich de la fin du xix^e siècle à nos jours, ce livre analyse l'évolution des réseaux de pouvoir des trois villes, le rôle central de certaines familles patriciennes ainsi que les lieux de résidence de ces élites. Il met également en lumière le rôle central de certaines institutions dans la cohésion de ce groupe social. Le livre retrace ainsi le passage d'une élite homogène et fermée à la fin du xix^e siècle à une élite fragmentée et diversifiée au début du xxi^e siècle, au sein de laquelle les femmes, les étrangères et les élus de gauche ont pu trouver une place.

ISBN 978-2-88950-238-7



9 782889 502387